

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXXII

1932-1933

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
N° 3026. — Autriche et Italie :	
Protocole additionnel au Traité de commerce du 28 avril 1923. Signé à Rome, le 7 mai 1931	9
N° 3027. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Guatémala :	
Convention concernant les voyageurs de commerce et leurs échantillons. Signée à Guatémala, le 6 juin 1931	15
N° 3028. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Accord relatif à l'échange de colis postaux grevés de remboursement entre la France, la Corse et l'Algérie, d'une part, et Maurice, d'autre part, avec règlement d'exécution y annexé. Signés à Port-Louis, le 16 mai 1931, et à Paris, le 27 novembre 1931	25
N° 3029. — France et Inde :	
Convention concernant le bail de la loge française de Balasore. Signée à Orissa, le 3 mai 1932, et à Chandernagor, le 9 mai 1932	37
N° 3030. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Espagne :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison des navires. Londres, le 26 mai 1932	43
N° 3031. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Hongrie :	
Arrangement entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration des Postes de la Hongrie, relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 11 mai 1932 et à Budapest, le 10 juin 1932	53

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXXII

1932-1933

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 3026. — Austria and Italy :	
Additional Protocol to the Treaty of Commerce of April 28, 1923. Signed at Rome, May 7, 1931	9
No. 3027. — Great Britain and Northern Ireland and Guatemala :	
Convention respecting Commercial Travellers and their Samples. Signed at Guatemala, June 6, 1931	15
No. 3028. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement respecting the Exchange of Parcels subject to the Collection of Trade Charges, between France, Corsica and Algeria, on the one hand, and Mauritius, on the other hand, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Port Louis, May 16, 1931, and at Paris, November 27, 1931	25
No. 3029. — France and India :	
Convention regarding the Lease of the French Loge at Balasore. Signed at Orissa, May 3, 1932 and at Chandernagore, May 9, 1932	37
No. 3030. — Great Britain and Northern Ireland and Spain :	
Exchange of Notes constituting an Agreement in regard to the reciprocal Recognition of Load-Line Certificates. London, May 26, 1932	43
No. 3031. — Great Britain and Northern Ireland and Hungary :	
Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Hungary for the Exchange of Parcels by Parcel Post, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, May 11, 1932 and at Budapest, June 10, 1932	53

	Page
N° 3032. — Colombie et Suède :	
Traité de conciliation. Signé à Londres, le 13 septembre 1927	123
N° 3033. — Japon et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Arrangement concernant l'échange des colis postaux et règlement d'exécution y annexé. Signés à Moscou, le 23 novembre 1931	133
N° 3034. — Etat libre d'Irlande et Italie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance mutuelle des certificats des navires transportant des passagers et des règles concernant les navires transportant des émigrants. Rome, le 10 mai 1930	147
N° 3035. — Etat libre d'Irlande et Suisse :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'assurance chômage. Berne, les 3 et 4 novembre 1930	159
N° 3036. — Autriche et Danemark :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'autorisation des représentants diploma- tiques et consulaires à délivrer aux avions civils, dans des cas urgents, les permis nécessaires de survol, éventuellement d'atterrissage, sur leurs territoires respectifs. Copenhague, le 14 avril 1932, et Berlin, le 5 août 1932	165
N° 3037. — France et Hongrie :	
Arrangement amendant la Convention commerciale du 13 octobre 1925 et ses avenants des 18 décembre 1926 et 21 décembre 1929, signé à Budapest, le 25 septembre 1931, et échanges de notes y relatifs, de la même date	171
N° 3038. — France et Hongrie :	
Deuxième Avenant à la Convention commerciale du 13 octobre 1925, avec protocole de signature, signés à Paris, le 21 décembre 1929, et échange de notes y relatif, Paris, le 21 décembre 1929, et Budapest le 2 mai 1930, et Troisième Avenant à la convention commerciale du 13 octobre 1925, signé à Paris, le 23 juin 1932	189
N° 3039. — Brésil et Danemark :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'assistance réciproque des ressortissants danois et brésiliens atteints de maladies mentales au Brésil et au Danemark. Rio-de- Janeiro, le 5 août 1932	211
N° 3040. — Autriche et Yougoslavie :	
Echange de notes comportant un accord pour le règlement des paiements résultant des échanges de marchandises entre les deux pays. Vienne, le 20 avril 1932... ..	217
N° 3041. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Estonie :	
Convention concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 22 décembre 1931 et échanges de notes, Tallinn, les 18 et 21 octobre 1932	231

	Page
No. 3032. — Colombia and Sweden :	
Treaty of Conciliation. Signed at London, September 13, 1927	123
No. 3033. — Japan and Union of Soviet Socialist Republics :	
Agreement for the Exchange of Postal Parcels, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Moscow, November 23, 1931	133
No. 3034. — Irish Free State and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the reciprocal Recognition of Passenger Ships' Certificates and Emigrant Ship Regulations. Rome, May 10, 1930 ...	147
No. 3035. — Irish Free State and Switzerland :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement respecting Unemployment Insurance. Berne, November 3 and 4, 1930	159
No. 3036. — Austria and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Authorisation given to Diplomatic and Consular Representatives to deliver to Civil Aircrafts, in urgent cases, the necessary Licenses to fly over or to land on each other's Territories. Copenhagen, April 14, 1932, and Berlin, August 5, 1932	165
No. 3037. — France and Hungary :	
Agreement amending the Commercial Convention of October 13, 1925, and the Additional Agreements to that Convention of December 18, 1926 and December 21, 1929, signed at Budapest, September 25, 1931, and Exchanges of Notes relating thereto of the same date	171
No. 3038. — France and Hungary :	
Second Supplementary Agreement to the Commercial Convention of October 13, 1925, with Protocol of Signature, signed at Paris, December 21, 1929, and Exchange of Notes relating thereto, Paris, December 21, 1929, and Budapest, May 2, 1930, and Third Supplementary Agreement to the Commercial Convention of October 13, 1925, signed at Paris, June 23, 1932	189
No. 3039. — Brazil and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding reciprocal Assistance to Danish and Brazilian Nationals attacked with Mental Disease in Brazil or in Denmark. Rio de Janeiro, August 5, 1932	211
No. 3040. — Austria and Yugoslavia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Settlement of Payments resulting from Exchanges of Goods between the two Countries. Vienna, April 20, 1932 ...	217
No. 3041. — Great Britain and Northern Ireland and Estonia :	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, December 22, 1931, and Exchanges of Notes, Tallinn, October 18 and 21, 1932 ...	231

	Page
N° 3042. — Colombie et Nicaragua :	
Traité d'extradition. Signé à Managua, le 25 mars 1929	255
N° 3043. — Belgique et Finlande :	
Convention additionnelle au Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale entre les deux pays du 23 janvier 1928, relative à l'application des dispositions de ce Traité au Congo belge et au Ruanda-Urundi. Signée à Helsinki, le 3 juin 1932... ..	269
N° 3044. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, etc. :	
Convention de Buenos-Aires pour la protection de la propriété littéraire et artistique, révisée par la VI ^e Conférence internationale américaine. Signée à La Havane, le 18 février 1928	275
N° 3045. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, etc. :	
Convention concernant la condition des étrangers sur les territoires des Parties contractantes, adoptée par la VI ^e Conférence internationale américaine. Signée à La Havane, le 20 février 1928	301
N° 3046. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, etc. :	
Convention fixant les règles à observer pour la concession du droit d'asile, adoptée par la VI ^e Conférence internationale américaine. Signée à La Havane, le 20 février 1928	323
N° 3047. — Brésil et Italie :	
Traité d'extradition. Signé à Rio-de-Janeiro, le 28 novembre 1931	345
N° 3048. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Irak :	
Traité d'alliance, signé à Bagdad, le 30 juin 1930, avec annexe, et échange de notes y relatif, de la même date	363
N° 3049. — Allemagne, Autriche, Hongrie et Pays-Bas :	
Arrangement sur le service téléphonique entre la Hongrie et les Pays-Bas, par l'Autriche et l'Allemagne. Signé à Budapest, le 5 février, à La Haye, le 21 février, à Berlin, le 4 mars, et à Vienne, le 10 mars 1928	405
N° 3050. — Allemagne, Italie, Pays-Bas et Suisse :	
Arrangement sur le service téléphonique entre l'Italie et les Pays-Bas par l'intermédiaire des voies de communications établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suisse. Signé à La Haye, le 14 janvier, à Rome, le 21 mars, à Berlin, le 24 avril, et à Berne, le 1 ^{er} mai 1928	415
N° 3051. — Allemagne, Lithuanie et Pays-Bas :	
Arrangement sur le service téléphonique entre la Lithuanie et les Pays-Bas par l'Allemagne. Signé à La Haye, le 18 décembre 1928, à Kaunas, le 27 décembre 1928, et à Berlin, le 5 janvier 1929	425
ERRATA	434

	Page
No. 3042. — Colombia and Nicaragua :	
Treaty of Extradition. Signed at Managua, March 25, 1929	255
No. 3043. — Belgium and Finland :	
Additional Convention to the Treaty of Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters between the two Countries dated January 23, 1928, relating to the Application of the Provisions of that Treaty to the Belgian Congo and to Ruanda-Urundi. Signed at Helsinki, June 3, 1932	269
No. 3044. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, etc. :	
Convention of Buenos Aires on the Protection of Literary and Artistic Copyright, as revised by the VIth International Conference of American States. Signed at Habana, February 18, 1928	275
No. 3045. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, etc. :	
Convention regarding the Status of Aliens in the respective Territories of the Contracting Parties, adopted by the VIth International Conference of American States. Signed at Habana, February 20, 1928	301
No. 3046. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, etc. :	
Convention fixing the Rules to be observed for the Granting of Asylum, adopted by the VIth International Conference of American States. Signed at Habana, February 20, 1928	323
No. 3047. — Brazil and Italy :	
Extradition Treaty. Signed at Rio de Janeiro, November 28, 1931	345
No. 3048. — Great Britain and Northern Ireland and Iraq :	
Treaty of Alliance, signed at Baghdad, June 30, 1930, with Annex and Exchange of Notes relating thereto of the same date	363
No. 3049. — Germany, Austria, Hungary and the Netherlands :	
Agreement regarding Telephone Service between Hungary and the Netherlands, via Austria and Germany. Signed at Budapest, February 5, at The Hague, February 21, at Berlin, March 4, and at Vienna, March 10, 1928	405
No. 3050. — Germany, Italy, the Netherlands and Switzerland :	
Agreement concerning the Telephone Service between Italy and the Netherlands through means of communication established in the Territories of Germany and Switzerland. Signed at The Hague, January 14, at Rome, March 21, at Berlin, April 24, and at Berne, May 1st, 1928	415
No. 3051. — Germany, Lithuania and the Netherlands :	
Agreement concerning the Telephone Service between Lithuania and the Netherlands via Germany. Signed at The Hague, December 18, 1928, at Kaunas, December 27, 1928, and at Berlin, January 5, 1929	425
ERRATA	434

N° 3026.

AUTRICHE ET ITALIE

Protocole additionnel au Traité de
commerce du 28 avril 1923. Signé
à Rome, le 7 mai 1931.

AUSTRIA AND ITALY

Additional Protocol to the Treaty
of Commerce of April 28, 1923.
Signed at Rome, May 7, 1931.

N° 3026. — PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ITALO-AUTRICHIEN DU 28 AVRIL 1923. SIGNÉ A ROME, LE 7 MAI 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 31 août 1932.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de modifier dans la manière suivante les accords de commerce en vigueur entre les deux pays :

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 28 AVRIL 1923.

I

Le Royaume d'Italie renonce au droit conventionnel établi par le Traité susdit pour la position suivante du tarif autrichien (v. annexe C audit traité) :

Numéro du tarif autrichien à la date de la stipulation du Traité italo-autrichien	d'après le tarif actuel	
ex 599 g)	ex 500 h)	Sulfate d'ammonium pour engrais.

II

Les positions suivantes dont à l'Annexe C du traité susdit (Tarif des droits à l'entrée en Autriche) sont modifiées comme ci-après :

Numéro du tarif autrichien à la date de la stipulation du Traité italo-autrichien	d'après le tarif actuel		Droits d'entrée couronnes a. par quintal
ex 35	ex 33	Raisin frais de table, en paniers et cageots même avec manche, avec ou sans couvercle, du poids : Jusqu'à 5 kg.	10,—
		De plus de 5 jusqu'à 10 kg.	15,—
ex 266	219 c)	Cloches pour chapeaux en feutre de laine	0,40
	219 c)	Cloches pour chapeaux, non formées, tressées en paille, en liber, en copeaux, en chanvre, en tagal ou en autres matières de la classe XXIV	exemptes

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 11 mai 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3026. — ADDITIONAL PROTOCOL ² TO THE TREATY OF COMMERCE
BETWEEN AUSTRIA AND ITALY OF APRIL 28, 1923. SIGNED
AT ROME, MAY 7, 1931.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of
this Protocol took place August 31, 1932.

The undersigned, being duly authorised for the purpose, have agreed to modify as follows
the commercial agreements in force between the two countries :

TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF APRIL 28, 1923.

I.

The Kingdom of Italy waives all claim to the conventional duty established by the above
Treaty on the following item of the Austrian tariff (see Annex C to the said Treaty) :

Number in the Austrian Tariff at the date of the framing of the Italo-Austrian Treaty	Present Tariff	
ex 599 (g)	ex 500 (h)	Sulphate of ammonia for fertilizing.

II.

The following items in Annex C of the above Treaty (Tariff of duties on imports into Austria)
are modified as hereunder :

Number in the Austrian Tariff at the date of the framing of the Italo-Austrian Treaty	Present Tariff		Import duties Kronen per quintal
ex 35	ex 33	Fresh table raisins in baskets and crates (<i>cageots</i>) also with handle, with or without lid, weighing :	
		Up to 5 kg.	10.—
		More than 5 and up to 10 kg.	15.—
ex 266	219 (c)	Hat blocks : of woollen felt	0.40
	219 (c)	Hat blocks, unshaped, of plaited straw, bast, chip, tagal hemp or other materials falling in Class XXIV	free

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, May 11, 1932.

PROTOCOLE ADDITIONNEL¹ DU 30 DÉCEMBRE 1927.

La République d'Autriche renonce aux droits conventionnels établis par le Protocole susdit pour la position suivante du tarif italien :

Numéri du tarif italien		Droits d'entrée Lires et par quintal	Coefficient de majoration
ex 604 c)	Bois : à compensation :		
	De bois de hêtre, quel que soit le nombre des feuilles	8,—	—
	Autres :		
	1 ^o En planches de 3 feuilles ou moins	6,—	0,5
	2 ^o En planches de plus de 3 feuilles	7,—	0,5

Le présent protocole additionnel sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible. Il reste toutefois entendu qu'on pourra mettre l'accord en application à titre provisoire par échange de notes. Il restera exécutoire jusqu'à l'échéance du Traité italo-autrichien du 28 avril 1923 auquel il se rapporte.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé.

Fait à Rome, en double expédition, le 7 mai 1931.

Pour l'Italie :

f^{to} GRANDI.

Pour l'Autriche :

f^{to} EGGER.

Ministero degli Affari esteri d'Italia.

Per copia conforme :

Il Capo dell'Ufficio Trattati

P. Sandicchi.

¹ Vol. LXXXVII, page 109, de ce recueil.

ADDITIONAL PROTOCOL¹ OF DECEMBER 30, 1927.

The Austrian Republic waives all claim to the conventional duties established by the above Protocol on the following item in the Italian tariff.

Number in Italian Tariff		Import Duty Gold lire per 100 kg.	Coefficient of increase
ex 604 (c)	Wood : plywood :		
	Of beech, whatever the number of ply	8.—	—
	Other :		
	(1) In sheets of three ply or less	6.—	0.5
	(2) In sheets of more than three ply	7.—	0.5

The present Additional Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible. It is, however, understood, that the Agreement may provisionally be put into force by an exchange of notes. It shall remain effective until the expiry of the Italo-Austrian Treaty of April 28, 1923, to which it refers.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed it.

Done in duplicate at Rome, May 7, 1931.

For Italy :
(Signed) GRANDI.

For Austria :
(Signed) EGGER.

¹ Vol. LXXXVII, page 109, of this Series.

N° 3027.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET GUATÉMALA**

**Convention concernant les voyageurs
de commerce et leurs échantillons.
Signée à Guatémala, le 6 juin 1931.**

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND GUATEMALA**

**Convention respecting Commercial
Travellers and their Samples.
Signed at Guatemala, June 6,
1931.**

No. 3027. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE GUATEMALAN REPUBLIC RESPECTING COMMERCIAL TRAVELLERS AND THEIR SAMPLES. SIGNED AT GUATEMALA, JUNE 6, 1931.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} septembre 1932.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN and NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE GUATEMALAN REPUBLIC, being desirous of fostering the development of commerce between Great Britain and Northern Ireland and Guatemala, and of increasing the exchange of commodities by facilitating the work of commercial travellers of their respective countries, mutually agree to sign the following Convention for which purpose the Government of Guatemala conferred powers upon the Minister for Foreign Affairs, Licenciado Alfredo SKINNER KLÉE, and the Government of the United Kingdom upon their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Guatemala, Mr. H. A. GRANT WATSON, who having communicated to each other their respective full powers, found them in due form and agreed as follows :

Article 1.

Commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Guatemala, le 25 mai 1932.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 3027. — CONVENIO ENTRE EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EN EL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE GUATEMALA RELATIVO A LOS AGENTES VIAJEROS DE COMERCIO Y SUS MUESTRAS. FIRMADO EN GUATEMALA EL 6 DE JUNIO DE 1931.

English and Spanish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place September 1, 1932.

EL GOBIERNO DE EL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE GUATEMALA, deseando fomentar el desarrollo de las relaciones comerciales entre la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y Guatemala, y de acrecentar el intercambio de mercaderías facilitando la actuación de los Agentes Viajeros de sus respectivos países, han convenido mutuamente en firmar la siguiente Convención, y, con tal fin, el Gobierno de Guatemala ha nombrado al señor Ministro de Relaciones Exteriores, Licenciado don Alfredo SKINNER KLÉE, y el Gobierno del Reino Unido a su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario, en Guatemala, el señor H. A. GRANT WATSON, los cuales después de haberse comunicado sus plenos poderes y encontrarlos en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones siguientes :

Artículo 1.

Los Agentes Viajeros que representen personas, compañías o firmas que tengan negocios

¹ The exchange of ratifications took place at Guatemala, May 25, 1932.

Great Britain or Northern Ireland may operate in Guatemala, and also reciprocally commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Guatemala may operate in Great Britain and Northern Ireland upon obtaining from the competent authorities in the country in which they propose to operate such licence, if any, as may be required by the regulations in force. In the event of such a licence being required, it shall be obtainable by a commercial traveller on payment of a single fee, and shall be valid throughout the whole of Guatemala or Great Britain and Northern Ireland as the case may be.

It is understood that commercial travellers desiring to transact business in both Great Britain and Northern Ireland in respect of wine, spirits, beer, tobacco, or gold and silver plate, may be required, notwithstanding the foregoing provisions, to obtain two separate licences, one each for Great Britain and for Northern Ireland, and to pay two separate fees therefor.

Article 2.

In order to secure the licence referred to in Article 1 of this Agreement, the applicant may be required to obtain from the country of domicile of the persons, companies or firms represented a certificate attesting his character as a commercial traveller, such certificate to be endorsed if the regulations so require by a Consular Officer of the country in which he proposes to operate. Upon presentation of the certificate in due form, the Authorities of the latter shall issue to the applicant the national licence as provided in Article 1.

The Chambers of Commerce in Great Britain and Northern Ireland and the Directorate General of Commerce and Industries in Guatemala (as well as such other trade associations or recognised commercial associations or other authorities as may from time to time be appointed for this purpose by either Government and duly notified to the other) shall be accepted in Guatemala and in Great Britain and Northern Ireland, respectively, as competent authorities for issuing the certificates required for the purposes of this Agreement.

en la Gran Bretaña o en Irlanda del Norte, podrán actuar en Guatemala, y, recíprocamente, los Agentes Viajeros que representen personas, compañías o firmas que tengan negocios en Guatemala, podrán actuar en la Gran Bretaña y en Irlanda del Norte, al obtener licencia de las Autoridades competentes del país en que piensen operar, amparados por dicha patente, si ésta fuere requerida por las leyes en vigor. En el evento que dicha patente fuera requerida, ésta se obtendrá por el Agente Viajero mediante un solo pago y será válida en todo el territorio de Guatemala, o de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, según sea el caso.

Queda entendido que a los Agentes Viajeros que deseen negociar, tanto en la Gran Bretaña como en Irlanda del Norte, en vinos, licores, cervezas, tabaco y en objetos plateados y dorados, se les podrá exigir, no obstante las anteriores estipulaciones, que obtengan dos patentes por separado, una para uso en la Gran Bretaña y la otra para uso en Irlanda del Norte y pagar por estas dos patentes, dos derechos por separado.

Artículo 2.

Para obtener la patente a que se refiere el artículo 1º de esta Convención, el solicitante deberá conseguir un certificado expedido en el país de domicilio de las personas, compañías y firmas representadas, que acredite su calidad de Agente Viajero, cuyo certificado será visado, si las leyes así lo exigen, por un Agente Consular de la nación en que el solicitante tuviera intención de actuar. Al presentar este documento debidamente expedido, las Autoridades de dicho país extenderán al solicitante la patente nacional a que se refiere el artículo 1º.

Las Cámaras de Comercio en la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y la Dirección general de Industrias y Comercio en Guatemala (así como otras asociaciones mercantiles o comerciales reconocidas y también las autoridades que de vez en cuando se designen a ese efecto por los respectivos Gobiernos, nombramientos que deben comunicarse mutuamente), serán aceptados en Guatemala y en la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, respectivamente, como autoridades competentes para otorgar las patentes requeridas para cumplir con lo estipulado en esta Convención.

Article 3.

A commercial traveller may import and sell without obtaining a special licence, other than those mentioned in Article 1, any samples the importation of which is not prohibited.

Article 4.

Samples and specimens which are liable to import duty and the importation of which is not prohibited shall, when introduced by commercial travellers operating under the provisions of this Agreement, be temporarily admitted free of duty into the country in which they propose to operate subject to the amount of the import duties being deposited or security given for payment if necessary.

The period allowed for re-exportation shall be not less than six months. When the period of grace has expired, duty shall be payable on samples or specimens which have not been re-exported or placed in bond.

Article 5.

For the purposes of this Agreement all objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

Article 6.

All Customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoiding delay in the clearance and re-exportation of samples and specimens. In particular :

(1) The Customs Authorities of the importing country shall recognise as sufficient for the future identification of the samples of specimens the marks which have been affixed by the Customs Autho-

Artículo 3.

Un Agente Viajero podrá importar y vender, sin necesidad de obtener una patente especial que no sean las mencionadas en el artículo 1º, las muestras cuya importación no sea prohibida.

Artículo 4.

Las muestras o modelos que estén sujetos a derechos de Aduana y cuya importación no sea prohibida, cuando sean introducidas por Agentes Viajeros, actuando bajo las estipulaciones de esta Convención, serán admitidas temporalmente en franquicia de Aduanas en el país donde piensen actuar, previo depósito de los derechos de Aduana, o de la fianza que cubra el monto en caso de necesidad.

El tiempo permitido para la reexportación, no será menos de seis meses. Cuando haya terminado el período de gracia, los derechos se pagarán sobre aquella parte de las muestras u objetos que no hayan sido reexportados o puestos bajo fianza.

Artículo 5.

Para los efectos de esta Convención todos los objetos que representen una categoría específica de mercadería, serán considerados como muestras o modelos, cuando reúnan las circunstancias siguientes : primero : que dichos artículos sean de tal naturaleza, que puedan ser debidamente identificados al ser reexportados, y segundo : que los artículos importados de esta manera no sean de tal cantidad y valor que, considerados en conjunto, no puedan ya ser considerados como muestras en el sentido corriente de la palabra.

Artículo 6.

Se simplificarán en lo posible todas las formalidades aduaneras, a fin de evitar demoras en el despacho y en la reexportación de muestras y modelos. Especialmente :

(1) Las Autoridades de Aduanas del país importador, reconocerán como suficiente para la futura identificación de las muestras y de los modelos, las marcas que hayan puesto las Autoridades de Aduanas

rities of the exporting country, provided that the said samples or specimens are accompanied by a descriptive list certified by the Customs authorities of the latter. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs Authorities of the importing country in all cases in which the latter considers the additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case, Customs verifications shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may eventually be liable.

(2) The refund of duties paid on importation or the release of the security for payment of these duties shall be effected without delay at any Customs House (and not only through that through which they were imported) and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens not produced for re-exportation or placed in bond.

Article 7.

Pedlars, hawkers and other salesmen who sell directly to the consumer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travellers, but shall be subject to the licence fees levied on business of the kind which they carry on.

Article 8.

No licence shall be required of :

(a) Persons travelling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided that they do not make sales of merchandise ;

(b) Persons operating through local agencies which pay the licence fee or other imposts to which their business is subject so long as they do, in fact, conduct their operations through such agencies ;

(c) Travellers who are exclusively buyers.

del país exportador, siempre que dichas muestras y modelos sean acompañados por una lista descriptiva y certificada por las Autoridades de Aduanas del país exportador. Sin embargo, se pueden poner marcas adicionales a las muestras y modelos, por las Autoridades de Aduanas del país importador, en todos los casos en que se considere esta garantía adicional, como indispensable para asegurar la identificación de las muestras y modelos para el caso de que se reexporten. Con excepción de este último caso, la comprobación de Aduanas se limitará a identificar las muestras y decidir sobre el total de los derechos y cargos a que eventualmente pueden estar sujetos.

(2) El reembolso de los derechos pagados sobre la importación o el retiro de la fianza prestada para garantizar el pago de estos derechos, se efectuará sin demora en cualquier Aduana (y no solamente por aquella en que se verificó la importación), y sujeto a la rebaja de los derechos pagaderos sobre aquella parte de las muestras y modelos no presentados a la reexportación, o puestos bajo fianza.

Artículo 7.

Los buhoneros y otras personas que vendan directamente al consumidor, aunque no tengan casa establecida en el país en que operan, no serán considerados como Agentes Viajeros y estarán obligados a pagar los derechos de patente que correspondan al género de su comercio.

Artículo 8.

No necesitarán patente :

(a) Los que sólo viajan para estudiar el mercado y sus necesidades, aunque inicien relaciones comerciales, siempre que no realicen ventas de mercaderías ;

(b) Los que actúen por medio de agencias locales, que paguen los derechos de patente o de otro carácter a que están sujetos sus negocios, mientras de hecho conduzcan sus operaciones por medio de tales agencias ;

(c) Los Agentes Viajeros que sean exclusivamente compradores.

Article 9.

Nothing in this agreement shall affect the application in Great Britain and Northern Ireland and Guatemala respectively of the conditions and regulations for the time being in force therein with respect to the entry, travelling and residence of all foreigners.

Article 10.

Any concessions respecting matters within the scope of the provisions of the present Agreement that have been or may hereafter be granted in either country, whether by law or treaty, convention or agreement, to any Foreign State shall immediately and unconditionally be extended to the other country with the exception of concessions which have been or may be granted under agreements of Guatemala with other countries of Central America.

Article 11.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Guatemala at as early a date as possible. It will come into force as from the date of the exchange of ratifications, and will expire six months after the date on which one or other of the Contracting Parties have denounced it.

In faith whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Guatemala in duplicate this sixth day of June, nineteen hundred and thirty-one.

H. A. GRANT WATSON.

Artículo 9.

De lo estipulado en esta Convención, nada afectará la aplicación en la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y en Guatemala respectivamente, de las condiciones y prescripciones referentes al tiempo que permanezca en vigor, respecto a la entrada, viajes y residencias de todos los extranjeros.

Artículo 10.

Toda concesión que afecte cualquiera de las prescripciones de la presente Convención que se haya concedido o se pueda conceder en cualquiera de los países, ya sea por ley o tratado, convención o convenio, a cualquier país extranjero, se hará extensiva inmediata e incondicionalmente al otro país, con excepción de las concesiones que Guatemala haya concedido o concediese debido a convenios, a los demás países centro-americanos.

Artículo 11.

La presente Convención se ratificará y las ratificaciones se canjearán en Guatemala, tan pronto como sea posible.

Entrará en vigor desde la fecha en que se efectúa el canje de ratificaciones y su expiración será seis meses después que fuere denunciada por una de las Altas Partes Contratantes.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios arriba indicados debidamente autorizados al respecto, firman y sellan la presente Convención.

Hecho en la ciudad de Guatemala, en dos originales, el día seis de junio de mil novecientos treinta y uno.

A. SKINNER KLÉE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3027. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA CONCERNANT LES VOYAGEURS DE COMMERCE ET LEURS ÉCHANTILLONS. SIGNÉE A GUATÉMALA, LE 6 JUIN 1931.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA, désireux de développer les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et le Guatemala, d'autre part, et d'augmenter les échanges de marchandises en facilitant la tâche de leurs voyageurs de commerce, ont décidé de signer la convention ci-après aux fins de laquelle le Gouvernement du Guatemala a conféré des pouvoirs au ministre des Affaires étrangères, Licenciado don Alfredo SKINNER KLÉE et le Gouvernement du Royaume-Uni à son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Guatemala, M. H. A. GRANT WATSON, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les voyageurs de commerce représentant des particuliers, des sociétés ou des entreprises qui exercent leur activité en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord peuvent opérer au Guatemala, et réciproquement les voyageurs de commerce représentant des particuliers, des sociétés ou des entreprises qui exercent leur activité au Guatemala peuvent travailler en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord à condition d'obtenir, des autorités compétentes du pays dans lequel ils ont l'intention d'opérer, la licence exigée, s'il y a lieu, par les règlements en vigueur. Dans le cas où cette licence serait nécessaire, le voyageur de commerce pourra l'obtenir moyennant le versement d'une taxe unique et cette licence sera valable pour tout le territoire du Guatemala ou de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, selon le cas.

Il est entendu que les voyageurs de commerce qui désirent effectuer, à la fois en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, des transactions commerciales relatives aux vins, spiritueux, bières, tabac et objets argentés et dorés, pourront être tenus, nonobstant les dispositions qui précèdent, de se procurer deux licences distinctes, l'une pour la Grande-Bretagne, et l'autre pour l'Irlande du Nord, et d'acquitter en conséquence deux taxes distinctes.

Article 2.

Pour obtenir la licence mentionnée à l'article premier de la présente convention, le requérant pourra être tenu de se procurer, dans le pays du domicile des particuliers, sociétés ou entreprises qu'il représente, un certificat attestant sa qualité de voyageur de commerce ; ce certificat sera légalisé si les règlements l'exigent, par un fonctionnaire consulaire du pays dans lequel le voyageur de commerce se propose d'opérer. Sur le vu de ce certificat établi en bonne et due forme, les autorités dudit pays délivreront à l'intéressé la licence nationale mentionnée à l'article premier.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les chambres de commerce de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Direction générale de l'industrie et du commerce du Guatemala (ainsi que les autres associations de négociants ou associations commerciales reconnues ou encore d'autres autorités qui pourront de temps à autre être désignées à cet effet par l'un ou l'autre des deux gouvernements et dûment signalées à l'autre gouvernement) seront considérées respectivement au Guatemala, d'une part, et en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, d'autre part, comme étant les autorités habilitées à délivrer les certificats exigibles aux fins de la présente convention.

Article 3.

Un voyageur de commerce peut importer et vendre sans obligation d'obtenir de licence spéciale autre que celles dont parle l'article premier, tous les échantillons dont l'importation n'est pas interdite.

Article 4.

Les échantillons ou modèles passibles de droits de douane¹ et dont l'importation n'est pas interdite, bénéficieront, lorsqu'ils seront importés par des voyageurs de commerce opérant conformément aux dispositions de la présente convention, de l'admission temporaire en franchise douanière dans le pays où ces voyageurs se proposent d'opérer, moyennant dépôt du montant des droits de douane, ou présentation d'une caution garantissant, s'il est nécessaire, le paiement de ces droits.

Le délai autorisé pour la réexportation ne sera pas inférieur à six mois. A l'expiration de cette période, le droit devra être acquitté sur les échantillons ou modèles qui n'auront pas été réexportés ou mis en entrepôt.

Article 5.

Aux fins de la présente convention, tous les articles qui représentent une catégorie déterminée de marchandises seront considérés comme échantillons ou modèles à condition : 1^o Que ces articles puissent être dûment identifiés lors de la réexportation ; et 2^o Que la quantité ou la valeur globale des articles ainsi importés ne soient pas telles qu'ils ne constituent plus des échantillons, au sens usuel de ce terme.

Article 6.

Toutes les formalités de douane seront simplifiées autant que possible afin d'éviter des retards dans le dédouanement et la réexportation des échantillons et modèles. En particulier :

1. Les autorités douanières du pays importateur reconnaîtront comme suffisantes pour l'identification ultérieure des échantillons ou modèles les marques qui auront été apposées par les autorités douanières du pays exportateur, à condition que ces échantillons ou modèles soient accompagnés d'une liste descriptive dûment certifiée par les autorités douanières de ce dernier pays. Toutefois, des marques supplémentaires pourront être apposées sur les échantillons ou modèles par les autorités douanières du pays importateur dans tous les cas où elles jugeront cette garantie additionnelle indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou modèles lors de la réexportation. Ce dernier cas excepté, les formalités de vérification en douane se borneront à l'identification des échantillons et à la détermination du total des droits et taxes à percevoir, s'il y a lieu :

2. Le remboursement des droits acquittés à l'importation ou la décharge de la caution garantissant le paiement de ces droits s'effectuera sans retard dans n'importe quel bureau de douane (et non pas seulement dans celui par lequel les marchandises ont été importées) sous réserve de la déduction des droits à percevoir sur les échantillons ou modèles qui n'auront pas été présentés pour la réexportation ou mis en entrepôt.

¹ Note du traducteur : Le texte anglais porte *droits d'importation* et le texte espagnol *droits de douane*.

Article 7.

Les colporteurs, vendeurs ambulants et autres marchands qui vendent directement au consommateur sans avoir d'établissement commercial dans le pays où ils opèrent ne seront pas considérés comme voyageurs de commerce ; ils paieront les droits de patente dont est passible la catégorie de commerce auquel ils se livrent.

Article 8.

Il ne sera pas exigé de licence :

- a) Des personnes qui voyagent à seule fin d'étudier le commerce et ses besoins, même si elles établissent des relations commerciales, à condition toutefois qu'elles n'effectuent pas de ventes de marchandises ;
- b) Des personnes qui opèrent par l'intermédiaire d'agences locales acquittant les droits de patente ou autres impositions auxquelles se trouve assujetti leur genre de commerce aussi longtemps que ces personnes font réellement leurs opérations commerciales par l'intermédiaire desdites agences ;
- c) Des voyageurs de commerce qui sont exclusivement acheteurs.

Article 9.

Aucune disposition de la présente convention n'affectera l'application en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ainsi que dans le Guatemala respectivement, des dispositions et règlements actuellement en vigueur dans ces pays visant l'entrée, les déplacements et le séjour de tous les étrangers.

Article 10.

Toute concession affectant l'une quelconque des dispositions de la présente convention qui aura été ou pourrait ultérieurement être accordée dans l'un ou l'autre pays, soit en vertu d'une loi, soit en vertu d'un traité, d'une convention ou d'un accord à un autre Etat étranger quel qu'il soit, sera immédiatement et inconditionnellement étendue à l'autre pays, à l'exception des concessions qui ont été ou pourront être accordées en vertu d'accords, par le Guatemala, à d'autres pays de l'Amérique centrale.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Guatemala à une date aussi rapprochée que possible. Elle entrera en vigueur à partir de la date d'échange des ratifications et expirera dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Guatemala, le six juin mil neuf cent trente et un.

H. A. GRANT WATSON.
A. SKINNER KLÉE.

N° 3028.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Accord relatif à l'échange de colis postaux grevés de remboursement, entre la France, la Corse et l'Algérie, d'une part, et Maurice, d'autre part, avec règlement d'exécution y annexé. Signés à Port-Louis, le 16 mai 1931, et à Paris, le 27 novembre 1931.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Agreement respecting the Exchange of Parcels subject to the Collection of Trade Charges, between France, Corsica and Algeria, on the one hand, and Mauritius, on the other hand, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Port Louis, May 16, 1931, and at Paris, November 27, 1931.

N° 3028. — ACCORD¹ RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX GREVÉS DE REMBOURSEMENT ENTRE LA FRANCE, LA CORSE ET L'ALGÉRIE, D'UNE PART, ET MAURICE, D'AUTRE PART. SIGNÉ A PORT-LOUIS, LE 16 MAI 1931, ET A PARIS, LE 27 NOVEMBRE 1931.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} septembre 1932.

Article premier.

1. Des colis postaux grevés de remboursement peuvent être échangés entre la France continentale, la Corse et l'Algérie, d'une part, et Maurice, d'autre part.

2. Sauf stipulation contraire contenue dans le présent accord ou dans le Règlement d'exécution y annexé, les colis contre remboursement sont soumis aux conditions et taxes applicables aux colis ordinaires et aux colis assurés, selon le cas ; ils sont également soumis aux formalités et taxes spéciales indiquées ci-après :

Article 2.

1. Le montant du remboursement doit être exprimé dans la monnaie du pays d'origine des colis.

2. Le maximum du remboursement est fixé à Rs. 600 ou £. 40 par colis à destination de la France et à 5000 francs par colis à destination de Maurice.

3. Le montant d'un remboursement ne doit pas comporter de fraction de demi-décime ou de cent.

Article 3.

1. Chacune des administrations fixe la taxe spéciale à percevoir sur les expéditeurs des colis contre remboursement. Cette taxe ne doit pas dépasser :

a) 20 centimes par 20 francs ou fraction de 20 francs à encaisser, s'il s'agit d'un colis déposé en France.

b) 0.15 roupies par 15 roupies, ou fraction de 15 roupies à encaisser, s'il s'agit d'un colis déposé à Maurice.

2. Chacune des administrations doit communiquer à l'autre la taxe spéciale fixée dans son service en vertu du paragraphe précédent, ainsi que toute modification qui pourrait y être apportée par la suite.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1932.

N^o 3028. — AGREEMENT ¹ RESPECTING THE EXCHANGE OF PARCELS SUBJECT TO THE COLLECTION OF TRADE CHARGES, BETWEEN FRANCE, CORSICA AND ALGERIA, ON THE ONE HAND, AND MAURITIUS, ON THE OTHER HAND. SIGNED AT PORT-LOUIS, MAY 16, 1931, AND AT PARIS, NOVEMBER 27, 1931.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place September 1, 1932.

Article 1.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be exchanged between continental France, Corsica and Algeria on the one side, and Mauritius on the other.

2. Except if otherwise provided in this Agreement or in the Detailed Regulations appended thereto, Trade Charge Parcels shall be subject to the conditions and charges applying to ordinary parcels or to insured parcels as the case may be ; and they shall also be subject to the special formalities and special fees hereinafter described.

Article 2.

1. The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country of origin of the parcels.

2. The maximum amount of Trade Charge in the case of parcels for delivery in France is fixed at Rs. 600 or £. 40 per parcel, and in the case of parcels for delivery in Mauritius at 5,000 francs per parcel.

3. In calculating the amount of Trade Charge, fractions of a half decime or of a cent are ignored.

Article 3.

1. Each of the Administrations fixes the special fee to be levied from the sender of a Trade Charge Parcel. This fee must not exceed :

(a) 20 centimes for each 20 francs or fraction of 20 francs to be collected, in the case of a parcel posted in France ;

(b) R. O. 15 cts. for each Rs. 15 or fraction of Rs. 15 to be collected, in the case of a parcel posted in Mauritius.

2. Each of the Administrations shall communicate to the other the special fee fixed in its service by virtue of the preceding paragraph as well as any alteration subsequently made in it.

¹ Came into force January 1st, 1932.

3. Cette taxe est partagée entre l'administration du pays d'origine et celle du pays de destination, de la manière fixée par le Règlement de détail (Art. X, paragraphe 2).

Article 4.

1. Outre la taxe spéciale dont il est question à l'article précédent, l'Administration des Postes de Maurice est autorisée à percevoir :

- a) Une taxe de dépôt qui ne pourra dépasser : 15 cents par colis déposé à Maurice ;
- b) Une taxe de livraison qui ne pourra dépasser : 25 cents par colis.

Dans le premier cas, ce droit est perçu sur l'expéditeur et, dans le deuxième cas, sur le destinataire du colis.

Article 5.

La liquidation des montants des remboursements encaissés est effectuée au moyen de mandats de remboursement qui sont exempts de tous frais. Le montant d'un mandat de remboursement qui ne peut être distribué, reste à la disposition de l'administration du pays d'origine du colis grevé de remboursement.

Article 6.

1. La perte d'un colis grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions fixées pour les colis non grevés de remboursement.

2. Après remise du colis, l'administration des postes du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que le colis ou le bulletin d'expédition y relatif ne portaient pas, lorsqu'ils lui ont été transmis, les indications prescrites par l'article premier du Règlement de détail et que le colis n'était pas spécialement annoncé comme étant grevé de remboursement sur la feuille de route de la dépêche dans laquelle il est parvenu. Cependant, toute demande de renseignements sur le sort du montant d'un remboursement n'est admise que si elle est formulée dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt du colis.

Article 7.

L'expéditeur d'un colis déposé dans les conditions prescrites par le présent arrangement ne peut, postérieurement au dépôt du colis, faire annuler ou modifier le montant du remboursement.

Article 8.

Les deux administrations s'engagent à admettre les colis contre remboursement en transit dans leurs services. Toutefois, les comptes relatifs aux remboursements doivent être établis et réglés directement entre les administrations d'origine et de destination des colis.

Article 9.

Les deux administrations sont autorisées à fixer de concert les mesures de détail nécessaires pour assurer l'exécution du présent accord et à les modifier éventuellement suivant les besoins du service.

3. This fee is shared between the Administration of the country of origin and that of the country of destination in the manner prescribed in the Detailed Regulations (Article X, paragraph 2).

Article 4.

1. In addition to the special fee fixed by the preceding Article the Post Office of Mauritius is authorised to collect :

(a) A posting fee which shall not exceed R. O. 15 cents per parcel.

(b) A delivery fee which shall not exceed R. O. 25 cents per parcel.

In the first case the fee shall be collected from the sender of the parcel and in the second case from the addressee.

Article 5.

The amounts of Trade Charges collected shall be liquidated by means of Trade Charge Money Orders, issued free of all charges. The amount of a Trade Charge Money Order which cannot be delivered remains at the disposal of the Administration of the country of origin of the parcel on which the Trade Charge is payable.

Article 6.

1. The loss of a Trade Charge Parcel entails responsibility upon the Postal Service in the conditions applying to parcels not subject to Trade Charges.

2. After the delivery of a parcel, the Post Office of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge, unless it can prove that the parcel or the relative Despatch Note did not when transmitted to its service bear the indications prescribed in Article 1 of the Detailed Regulations, and that the parcel was not specially advised as subject to the collection of a Trade Charge on the Parcel Bill relating to the Mail in which the parcel was received. However any application for information as to the disposal of the amount of a Trade Charge shall be entertained only if made within a period of one year reckoning from the day following the posting of the parcel.

Article 7.

The sender of a parcel posted under the present Arrangement may not obtain the alteration or cancellation of the trade charge after the parcel has been posted.

Article 8.

The two Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. In such cases, the accounts relative to the Trade Charges must be drawn up and settled directly between the Post Offices of origin and destination of the parcels.

Article 9.

The two Administrations are authorised to fix by common consent the measures of detail necessary for ensuring the performance of the present Agreement and to modify them, eventually, as the needs of the service may require.

Article 10.

Le présent Accord entrera en vigueur à une date fixée de concert par les deux administrations. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle une administration aura annoncé à l'autre son intention de le résilier.

Fait en double à Port-Louis, le seize mai 1931, et à Paris, le 27 novembre 1931.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes et
Téléphones de France :*
(Signé) (Illegible.)

(Signé) H. LAVERS.
*Colonial Postmaster and
Supt. of Telegraphs, Mauritius.*

RÈGLEMENT DE DÉTAIL

POUR L'EXÉCUTION DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX GREVÉS DE REMBOURSEMENT CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE FRANCE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE MAURICE.

Article premier.

1. Les colis contre remboursement et les bulletins d'expédition y relatifs doivent porter, à côté de l'adresse, le mot « Remboursement », écrit ou imprimé d'une manière très apparente et suivi de l'indication du montant du remboursement sans rature ni surcharge, même approuvées. Le montant du remboursement sera exprimé en francs et centimes français pour les colis déposés en France, et en livres sterling, shillings et pence pour les colis déposés à Maurice.

2. Tout colis contre remboursement doit être accompagné d'un bulletin d'expédition distinct.

3. Tout colis contre remboursement et son bulletin d'expédition doivent porter une étiquette de couleur orange avec le mot « Remboursement », en caractères latins.

4. En l'absence d'une demande de l'expéditeur à l'effet contraire, un colis grevé de remboursement qui n'aurait pu être remis à l'expiration d'un délai de 15 jours à dater de son arrivée au bureau de destination, doit être renvoyé à l'expéditeur sans avis préalable et à ses frais.

L'expéditeur peut demander, au moment du dépôt, que le colis s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée :

- a) Soit considéré comme abandonné ; ou
- b) Soit présenté à une deuxième adresse dans le pays de destination.

Il n'est pas admis d'autre demande.

Si l'expéditeur désire bénéficier de cette disposition, il doit le demander en inscrivant sur le bulletin d'expédition, une mention conforme à l'une des deux formules suivantes :

« Si la livraison ne peut être effectuée au lieu indiqué, traiter le colis comme abandonné. »

« Si la livraison ne peut être effectuée à l'adresse indiquée, remettre à ... »

La même annotation doit figurer sur l'emballage du colis.

Article II.

Tout colis contre remboursement est inscrit individuellement sur la feuille de route avec l'indication du montant du remboursement.

Article 10.

This Agreement shall come into force on the date to be agreed upon between the two Administrations. It will remain in force until the expiry of one year from the date on which either Administration shall give notice to the other of its intention to terminate it.

Done in duplicate at Port Louis, the sixteenth day of May, 1931, and at Paris, the 27th November, 1931.

*The Secretary of State
for Posts and Telegraphs of France :*
(Signed) (Illegible.)

(Signed) H. LAVERS,
*The Colonial Postmaster,
Mauritius.*

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT IN CONNEXION WITH THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS SUBJECT TO TRADE CHARGES, CONCLUDED BETWEEN THE POST OFFICE OF FRANCE AND THE POST OFFICE OF MAURITIUS.

Article I.

1. On a Trade Charge Parcel and on the Despatch Note relating to it, the word " Remboursement " must be written or printed conspicuously beside the address, and after it the amount of the Trade Charge must be shown without erasure or alteration, even if certified.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in francs and centimes in the case of a parcel posted in France and in pounds sterling, shillings and pence in the case of a parcel posted in Mauritius.

2. Each Trade Charge parcel must be accompanied by a separate Despatch Note.

3. Each Trade Charge parcel and the relative Despatch Note must bear an orange coloured label with the word " Remboursement " in Latin Characters.

4. In the absence of a request by the sender to the contrary, a Trade Charge parcel which is undeliverable at the expiration of 15 days from its arrival at the office of destination shall be returned to the sender without previous notification and at his expense.

The sender may request at the time of posting that if the parcel cannot be delivered as addressed it may either :

(a) Be treated as abandoned, or

(b) Be tendered for delivery at a second address in the country of destination.

No other request is admitted.

If the sender desires to avail himself of the above provision he must accordingly express, on the Despatch Note, a request in one of the following forms :

" If not deliverable as addressed, abandon. "

" If not deliverable as addressed, deliver to ".

The same request must also appear on the cover of the parcel.

Article II.

Such Trade Charge parcel shall be entered separately as such on the parcel bill, the amount of the Trade Charge being stated.

Article III.

1. Tout colis contre remboursement est accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle annexé au présent accord. Cette formule de mandat, qui est jointe au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement, exprimé comme il est indiqué à l'article premier, paragraphe 1, du présent Règlement et désigner, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Cependant, chacune des administrations est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux les mandats relatifs aux colis originaires de son service.

2. Les indications au crayon ne sont pas admises sur les mandats de remboursement.

Article IV.

Sauf accord à l'effet contraire entre l'administration d'origine et celle de destination, le montant des mandats de remboursement est converti en monnaie du pays de destination par l'office de ce pays, qui applique, en cette occasion, un taux de conversion se rapprochant le plus possible du taux courant du change. Le taux de conversion peut être également modifié à condition que les changements soient immédiatement notifiés à l'administration correspondante.

Article V.

1. Dès l'encaissement du montant du remboursement, le bureau de destination du colis ou tout autre bureau désigné à cet effet par l'administration du pays de destination, remplit la partie du mandat de remboursement intitulée : « Indications de service », et, après y avoir apposé son timbre à date, renvoie le titre en franchise au bureau d'origine du colis ou au bureau spécialement désigné sur la formule par l'administration du pays d'origine.

2. Les mandats de remboursement sont payés d'après les règles en vigueur dans le pays qui effectue le paiement.

Article VI.

1. Un colis grevé de remboursement peut être réexpédié si le pays de la nouvelle destination assure, avec celui d'origine, l'échange des colis contre remboursement. Le colis réexpédié est accompagné de la formule de mandat préparée par le bureau d'origine, et le pays par les soins de qui la réexpédition aura été effectuée ne participera pas à la liquidation du remboursement.

2. Dans le cas où la réexpédition est demandée sur un pays qui n'échange pas, avec le pays d'origine, des colis contre remboursement, le colis est traité comme ne pouvant être remis au destinataire.

Article VII.

1. Les formules de mandats de remboursement afférentes aux colis qui, pour un motif quelconque sont renvoyées au pays d'origine doivent être annulées par les soins de l'office qui effectue le renvoi et doivent être annexées aux bulletins d'expédition.

2. Lorsque des formules de mandats de remboursement sont égarées ou détruites avant l'encaissement du montant du remboursement, elles sont remplacées par de nouvelles formules portant l'en-tête « Duplicata ».

3. Les mandats de remboursement égarés ou détruits après l'encaissement du montant sont également remplacés par des duplicata ou par des autorisations de paiement, après constatation, par les deux administrations, que ces titres n'ont été payés ni remboursés.

Article III.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form in conformity with, or analogous to, the specimen annexed to the present Agreement. This Money Order form, which shall be attached to the Despatch Note, must bear a statement of the amount of the Trade Charge expressed as provided in Article 1 § 1 of the present Regulations and should show, as a general rule, the sender of the parcel as payee of the order. It is free to each Administration, however, to have the orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices.

2. Entries in pencil will not be allowed on Trade Charge Money Orders.

Article IV.

Except by contrary agreement between the Administrations of origin and destination, the amounts of the Trade Charge Orders are converted into the currency of the country of destination by the Post Office of that country which uses for this purpose a rate of conversion approximating to the market rate of exchange. The rate of conversion may likewise be modified on condition that the changes are notified immediately to the corresponding Administration.

Article V.

1. Immediately after collecting the Trade Charge, the Office of destination of the parcel, or any other Office designated for the purpose by the Administration of the country of destination fills in the part of the Trade Charge Money Order form headed " Indications de Service " and, after impressing it with its date-stamp, returns it free of postage to the office of origin of the parcel or to the office specially named by the administration of the country of origin on the form itself.

2. Trade Charge Money Orders are paid under the conditions prevailing in the country which effects payment.

Article VI.

1. A Trade Charge parcel may be redirected if the new country of destination maintains with that of origin an exchange of Trade Charge parcels. The re-directed parcel is accompanied by the Trade Charge Money Order form made out by the office of origin and the country redirecting the parcel shall not be concerned with the settlement of the Trade Charge.

2. In the case of an application for re-direction to a country which does not maintain with that of origin an exchange of Trade Charge parcels, the parcel is treated as one which cannot be delivered.

Article VII.

1. Trade Charge Money Order forms relating to parcels which, for any reason whatever, are returned to the country of origin should be cancelled by the office which returns the parcels, and should be annexed to the Despatch Notes.

2. When Trade Charge Money Order forms are mislaid, or destroyed before the collection of the Trade Charges, they are replaced by new forms bearing the heading " Duplicate ".

3. Trade Charge Money Orders mislaid, or destroyed after the collection of the Trade Charges are likewise replaced by duplicates or by authorities to pay, after proof has been obtained by the two Post Offices that the orders have not been paid, or refunded.

Article VIII.

1. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être remis ou payés aux bénéficiaires pendant la période de validité (un an) sont, à l'expiration de cette période, acquittés par l'administration du pays de payement et le montant en est réclamé à l'administration qui les a émis.

2. Les mandats de remboursement dont les bénéficiaires n'ont pas réclamé le paiement pendant la période de validité d'un an sont renvoyés à l'office d'émission pour être visés pour date ou remplacés par des autorisations de paiement. Les autorisations de paiement sont établies par l'office d'émission des mandats, dès que celui-ci peut s'assurer que les originaux n'ont pas été payés pendant la période de validité. Elles sont acquittées par l'office de destination qui en réclame le montant dans le premier compte établi après l'acquit.

Article IX.

1. Les mandats de remboursement dont le payement ne peut être effectué pour l'une des raisons suivantes :

1^o Indication inexacte, insuffisante ou douteuse, du nom ou de l'adresse du bénéficiaire ;

2^o Différence ou omission dans l'énonciation des noms ou dans l'indication du montant des remboursements ;

3^o Ratures ou surcharges des inscriptions ;

4^o Omission des timbres, des signatures ou d'autres indications de service ;

5^o Emploi de formules irrégulières ;

doivent être rectifiés par l'administration qui les a émis.

2. Ils devront, à cet effet, être renvoyés aussitôt que possible, sous pli recommandé d'office, par le bureau de payement au bureau qui les a émis.

Article X.

1. Les remboursements payés par chaque administration, pour le compte de l'autre administration, font l'objet de comptes de remboursements mensuels.

2. Les mandats sont inscrits sur des listes détaillées par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. A la fin de chaque liste, l'administration qui l'a établie déduit de la somme totale de sa créance, un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) représentant la quote-part de l'autre administration dans le droit de remboursement.

3. La vérification et l'acceptation des comptes de remboursement sont effectuées directement entre les deux administrations des postes intéressées.

4. Le montant des comptes de remboursements sera liquidé dans une forme adoptée, d'un commun accord, par les deux administrations.

Article XI.

Les présentes dispositions entreront en application le jour de la mise en vigueur de l'accord. Elles auront la même durée que cet accord.

Fait en double à Port-Louis, le seize mai 1931, et à Paris, le 27 novembre 1931.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes et
Téléphones de France :*
(Signé) (Illegible.)

(Signed) H. LAVERS,
Colonial Postmaster and
Superintendent of Telegraphs, Mauritius.

Article VIII.

1. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity (one year) are, at the expiration of the period, receipted by the Administration of the country of payment, and the amounts thereof are claimed from the Administration which issued them.

2. Trade Charge Money Orders whereof the payees have not claimed payment within the validity period of one year are returned to the Office of issue for the purpose of verification, as to date or for being replaced by authorities to pay. Authorities to pay are made out by the Office which issued the Trade Charge Money Orders, as soon as it shall have ascertained that the original Orders have not been paid, during the validity period. The Authorities to pay are receipted by the Office of destination and the amounts thereof are claimed by that Office in the first account prepared after such receipt is given.

Article IX.

1. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (1) Incorrect, insufficient, or doubtful statement of the name or address of the payee ;
 - (2) Difference or omission in names mentioned or in the amount of the Trade Charge stated ;
 - (3) Erasures of, or additions to entries ;
 - (4) Omission of stamp impressions, signatures or other service indications ;
 - (5) Use of irregular forms ;
- shall be corrected by the Administration which has issued them.

2. For this purpose, the Orders shall be returned as soon as possible under officially registered covers, to the Office of issue by the office of payment.

Article X.

1. The Trade Charges paid by each Administration on behalf of the other Administration form the subject of monthly Trade Charge Accounts.

2. The Trade Charge Money Orders are entered in detailed lists, in alphabetical sequence of the offices of issue and in numerical sequence of their registration at these offices. At the end of each list, the Administration which has drawn it up deducts from the total of the credit of that Administration, one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ %) representing the share of the other Administration in the Trade Charge fees.

3. The verification and acceptance of Trade Charge Accounts shall be effected directly between the two Postal Administrations concerned.

4. The amounts of the Trade Charge Accounts shall be liquidated in the manner adopted by common consent by the two Administrations.

Article XI.

The present Regulations shall be brought into operation on the day on which the Agreement comes into force. They shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate at Port Louis, the sixteenth day of May 1931, and at Paris, the 27th November, 1931.

*The Secretary of State
for Posts and Telegraphs of France :*
(Signed) (Illegible).

(Signed) H. LAVERS,
*The Colonial Postmaster,
Mauritius.*

N° 3029.

FRANCE ET INDE

Convention concernant le bail de la
loge française de Balasore. Signée
à Orissa, le 3 mai 1932, et à
Chandernagor, le 9 mai 1932.

FRANCE AND INDIA

Convention regarding the Lease of
the French Loge at Balasore.
Signed at Orissa, May 3, 1932
and at Chandernagore, May 9,
1932.

N^o 3029. — CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET L'INDE CONCERNANT
LE BAIL DE LA LOGE FRANÇAISE DE BALASORE. SIGNÉE A
ORISSA, LE 3 MAI 1932, ET A CHANDERNAGOR, LE 9 MAI 1932.

*Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa
Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} septembre 1932.*

Convention conclue pour trois ans à dater du 1^{er} avril 1932 entre M. C. L. PHILIP, I.C.S.,
Commissioner d'Orissa représentant le Gouvernement de l'Inde, M. C. L. PHILIP, I.C.S. ayant
reçu des pouvoirs spéciaux à cet effet de Son Excellence le Vice-Roi et gouverneur général de l'Inde,
d'une part, et M. BERTHEUX, administrateur de Chandernagor, représentant Son Excellence
M. JUVANON (Adrien), gouverneur des Etablissements français dans l'Inde, et agissant au nom
du Gouvernement français, d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement de Bihar et Orissa prend en location la loge française de Balassore et le
terrain de Boincha situé sur la rive opposée de la rivière Bara Balong pour une durée de trois ans
commençant le 1^{er} avril 1932 et finissant le 31 mars 1935 moyennant le paiement d'une somme de
quatre mille roupies par an.

Article 2.

Le Gouvernement de Bihar et Orissa peut, s'il le désire, se substituer un fermier. Mais dans ce
cas ce dernier devra être agréé par l'administrateur de Chandernagor.

Article 3.

Dans le cas où le Gouvernement de Bihar et Orissa se substituerait un fermier, il restera
responsable de la rentrée du fermage qui, dans tous les cas, sera versé par lui au Gouvernement
français et payé entre les mains de l'administrateur de Chandernagor par une traite sur le Collectorat
d'Hoogly.

Article 4.

Cette location comprend la perception sur les terrains dépendants de la loge française : 1^o des
impôts directs perçus sur le territoire anglais environnant ; 2^o des impôts indirects perçus sur le
même territoire.

No. 3029. — CONVENTION BETWEEN FRANCE AND INDIA REGARDING
THE LEASE OF THE FRENCH LOGE AT BALASORE. SIGNED AT
ORISSA, MAY 3, 1932 AND AT CHANDERNAGORE, MAY 9, 1932.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place September 1, 1932.

Text of a Convention of the French Loge at Balasore concluded for three years beginning on the 1st of April 1932 between Charles Lyall PHILIP, Commissioner of Orissa, representing the Government of India, the said Charles Lyall PHILIP having special authority for the purpose from His Excellency the Viceroy and Governor General of India, on the one part and M. BERTHEUX, Administrator of Chandernagore representing His Excellency M. JUVANON (Adrien) Governor of the French Establishments in India and acting in the name of the French Government, on the other part. The following agreement has been concluded :

Article 1.

The Government of Bihar and Orissa on behalf of the Government of India take a farming lease of the French loge of Balasore and the land at Boincha situated on the opposite bank of the river Bara Balong for a period of three years commencing from the 1st April 1932 and ending on the 31st March, 1935 subject to the payment of a sum of Rs. 4,000 per annum.

Article 2.

The Government of Bihar and Orissa may, if they so desire sublet its lease to a farmer (or essee) but in this case the latter must be a person approved by the Administrator of Chandernagore.

Article 3.

In case the Government of Bihar and Orissa sublet the lease, they will still remain responsible for the due payment of the stipulated rent which will in every case be paid by them to the French Government and lodged in the hands of the Administrator of Chandernagore by a remittance transfer receipt on the Hoogly treasury.

Article 4.

The lease includes the right to levy upon the lands appertaining to the French Loge (1) all direct taxes levied in the surrounding British territory, (2) all the indirect dues levied in the same territory.

Article 5.

Le paiement du fermage aura lieu par semestre, le 1^{er} octobre et le 1^{er} avril de chaque année.

Article 6.

Afin d'assurer le plein exercice des droits de juridiction du Gouvernement français, sur la loge et les terrains qui en dépendent, deux officiers de police anglais agréés au préalable par le Gouvernement français procéderont de la façon suivante : ils relateront dans leurs rapports ou procès-verbaux tous les faits contraventionnels, délictueux, criminels parvenus à leur connaissance. Dans les deux premiers cas, le procureur de la République de Chandernagor, à qui seront adressés les procès-verbaux, appréciera les éléments de poursuites et traduira les coupables devant les tribunaux de répression français.

En cas de crime, les agents anglais arrêteront les auteurs et les livreront au procureur de la République de Chandernagor avec les procès-verbaux relatant les constatations faites et les renseignements recueillis. Les poursuites seront ensuite exercées conformément à la loi française.

Dans le cas où les coupables d'un crime commis en territoire anglais se réfugieront en territoire français, la police anglaise pourra les arrêter et les détenir, sous réserve d'adresser immédiatement une demande d'extradition à l'administrateur de Chandernagor et s'y joindre tous les documents nécessaires à l'appréciation des faits de la presse.

Afin de permettre à la police anglaise de collaborer efficacement avec les autorités françaises, il sera remis à M. le Collecteur et Magistrat de Balassore un sommaire des contraventions qu'il y a lieu de dresser et des délits ou crimes prévus par les lois françaises.

Dans le cas de procès civils, les autorités anglaises pourront être chargées de faire les enquêtes nécessaires pour éclairer le Tribunal français.

Article 7.

Les droits de souveraineté du Gouvernement français et de propriété des terrains appartenant au domaine de l'Etat dans la loge de Balassore et les terrains qui en dépendent sont expressément réservés.

Article 8.

La présente convention sera, sans autre ratification, considérée comme conclue pour une période de trois ans commençant le 1^{er} avril 1932 aussitôt qu'elle aura été signée par M. C. L. Philipp, I.C.S., Commissioner d'Orissa et M. Bertheux, administrateur de Chandernagor spécialement délégués dans ce but par leurs gouvernements respectifs.

(Signed) BERTHEUX,
Administrateur de Chandernagor.

9/5/32.

(Signed) C. L. PHILIP.
Commissioner, Orissa Division.

3/5/32.

Article 5.

The stipulated rent shall be paid half yearly on the 1st October and 1st April of each year.

Article 6.

In order to assure the full exercise of the rights of jurisdiction of the French Government over the loge and the lands appertaining to it, two officers of the British Police, previously approved by the French Authorities will proceed in the following manner :

They will set forth in their reports (*procès-verbaux*) all events of the nature of criminal offences which may come to their knowledge. In the case of offences known to the French law as *contraventions* or *delits* the Procurator of the French Republic at Chandernagore, to whom shall be addressed the reports in question, will decide in what cases and on what charges the accused persons shall be prosecuted and will bring them before the appropriate French Tribunals. In the case of offences known to the French law as *crimes*, the above mentioned British Police officers shall arrest the criminals and deliver them to the Procurator of the French Republic at Chandernagore, together with all the relevant documents, the depositions and evidence collected. The prosecution will thereafter be carried out conformably to the French law. If persons accused of a crime committed in British territory should take refuge in French territory, the British Police may arrest them and detain them, provided that an immediate application is made for their extradition to the Administrator of Chandernagore, to which shall be attached all the documents necessary for a thorough comprehension of the facts of the case. To enable the British Police to collaborate effectually with the French authorities, the Collector and Magistrate of Balasore shall be given a list of the various offences known as *contraventions*, of which he is empowered to take notice and of the offences known as *delits* or *crimes* which are dealt with by the French laws. In the case of civil proceedings, the British authorities may be directed to undertake such local enquiries as may be necessary for the information of the French Tribunals concerned.

Article 7.

The right of sovereignty and of property in the lands appertaining to the domain of the State in the loge of Balasore and of the lands appertaining to it are expressly reserved.

Article 8.

The present convention shall without requiring any other ratification be considered to be definitely concluded for a period of three years to be calculated from 1st April 1932 as soon as it shall have been signed by the said Charles Lyall Philip, Commissioner of Orissa and M. Bertheux, Administrator of Chandernagore specially delegated for this purpose by their respective Governments.

(Signed) BERTHEUX.

Administrateur de Chandernagore.

9/5/32.

(Signed) C. L. PHILIP.

Commissioner, Orissa Division.

3/5/32.

N° 3030.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ESPAGNE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison des navires. Londres, le 26 mai 1932.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SPAIN**

Exchange of Notes constituting an Agreement in regard to the reciprocal Recognition of Load-Line Certificates. London, May 26, 1932.

No. 3030. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE SPANISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT IN REGARD TO THE RECIPROCAL RECOGNITION OF LOAD-LINE CERTIFICATES. LONDON, MAY 26, 1932.

Nº 3030. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EN EL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO ESPAÑOL, ESTABLECIENDO UN ACUERDO RELATIVO AL RECIPROCO RECONOCIMIENTO DE LOS CERTIFICADOS DEL TRAZADO DE DISCOS Y LÍNEA DE CARGA. LONDRES, 26 DE MAYO DE 1932.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} septembre 1932.

English and Spanish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place September 1, 1932.

I.

SIR JOHN SIMON TO M. RAMÓN PÉREZ DE AYALA.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, May 26, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the following provisions as constituting an agreement between them and the Government of the Spanish Republic in regard to the reciprocal recognition of load-line certificates :

2. The Spanish Government, being satisfied that the existing laws and regulations of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland relating to the assignment of load-lines to ships conform, in substance, with those of Spain, agree that no British ship, possessing a load-line certificate issued under the laws and regulations at present in force in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and observing those laws and regulations, shall be liable, within ports in Spain or in any Spanish colony or protectorate, to detention or penalty under the Spanish laws and regulations relating to load-lines.

3. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland similarly agree that no Spanish ship, possessing a load-line certificate issued under the laws and regulations at present in force in Spain and observing those laws and regulations, shall, within ports in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, or in any British colony or protectorate or in any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, be liable to detention or penalty under the laws and regulations relating to load-lines.

4. (i) The present agreement may be extended by the Government of the United Kingdom by means of a notification in writing given through the diplomatic channel :

(a) to any British colony and protectorate ; and

(b) to any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom,

in which laws and regulations relating to the assignment of load-lines to ships are in force similar to those in force in the United Kingdom, and upon such extension the provisions of this agreement will apply to British ships possessing load-line certificates issued under the laws and regulations of any territory to which it has been so extended.

(ii) The present agreement may also be extended by a notification in writing, given through the diplomatic channel, to Newfoundland, provided that laws and regulations relating to the assignment of load-lines to ships are in force in Newfoundland similar to those in force in the United Kingdom, and upon such extension the provisions of this agreement will apply to British ships possessing certificates issued in accordance with the laws and regulations of Newfoundland, and to the ports of Newfoundland.

(iii) The present agreement may also be extended by the Spanish Government by means of a notification given through the diplomatic channel, to any Spanish colony or protectorate in which laws and regulations relating to the assignment of load-lines to ships are in force similar to those in force in Spain, and upon such extension the provisions of this agreement will apply to Spanish ships possessing certificates issued under the laws and regulations of any territory to which it has been so extended.

(iv) Either contracting party may, upon giving six months' notice to that effect, terminate the application of the agreement to any territory to which it has been extended under the preceding paragraphs.

5. The said agreement shall enter into force immediately and shall remain in force subject to the right of either contracting party to terminate it in on giving six months' notice to that effect.

6. The present note and your Excellency's reply in similar terms will be regarded as placing on record the agreement arrived at between the two Governments in this matter.

I have, etc.

John SIMON.

II.

M. RAMÓN PÉREZ DE AYALA TO SIR JOHN SIMON.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EMBAJADA DE ESPAÑA.

SPANISH EMBASSY,

LONDRES, 26 de Mayo de 1932.

LONDON, May 26, 1932.

SEÑOR MINISTRO,

SIR,

Tengo la honra de poner en conocimiento de Vuestra Excelencia que el Gobierno de la República Española está de acuerdo con las siguientes disposiciones que constituirán un acuerdo entre

I have the honour to inform you that the Government of the Spanish Republic agree to the following provisions which shall constitute an agreement between them and His Majesty's

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

el mismo y el Gobierno de Su Majestad Británica en el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, relativo al recíproco reconocimiento de los certificados del trazado de discos y línea de carga :

1. El Gobierno del Reino Unido de la Gran Bretaña y Norte de Irlanda acuerda que ningún buque español, que tenga un certificado de franco bordo emitido con arreglo a las Leyes y Reglamentos vigentes en la actualidad en España y que observe estas Leyes y Reglamentos, podrá ser objeto, dentro de puertos del Reino Unido de la Gran Bretaña y Norte de Irlanda o de una colonia o protectorado británico o en cualquier otro territorio respecto al cual el Gobierno del Reino Unido ejerza un mandato, detención o castigo con arreglo a las Leyes y Reglamentos relativos a la línea de franco bordo.

2. El Gobierno de España, reconociendo que las vigentes Leyes y Reglamentos del Reino Unido de la Gran Bretaña y del Norte de Irlanda relativos al señalamiento de la línea de franco bordo est n conformes en sustancia con las de España, acuerda igualmente, que ningún buque británico, que posea un certificado de franco bordo emitido con arreglo a las Leyes y Reglamentos vigentes en el Reino Unido de la Gran Bretaña y Norte de Irlanda y que observe estas Leyes y Reglamentos, podrá ser objeto dentro de puertos de España o de una colonia o protectorado español, de detención o castigo con arreglo a las Leyes y Reglamentos españoles relativos a la línea de franco bordo.

3. (i) El presente acuerdo podrá ser extendido por el Gobierno del Reino Unido mediante una notificación por escrito por la vía diplomática :

(a) a toda colonia o protectorado británico, y

(b) a todo territorio respecto al cual ejerza un mandato el Gobierno del Reino Unido,

en el que est n en vigor Leyes y Reglamentos relativos al señalamiento de la línea de franco bordo en los buques, similares a las que est n en vigor en el Reino Unido, y al hacerse esta extensión las disposiciones de este acuerdo se aplicarán a los buques británicos que posean certificados emitidos con arreglo a las Leyes y Reglamentos de cualquier territorio al que se haya hecho extensivo.

(ii) El presente acuerdo podrá también hacerse extensivo por notificación escrita por

Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in regard to the reciprocal recognition of load-line certificates :

1. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree that no Spanish ship possessing a load-line certificate issued under the laws and regulations at present in force in Spain and observing those laws and regulations shall, within ports in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, or in any British colony and protectorate or in any other territory in respect of which the Government of the United Kingdom exercises a mandate, be liable to detention or penalty under the laws and regulations relating to load-lines.

2. The Spanish Government, recognising that the existing laws and regulations of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland relating to the assignment of load-lines conform, in substance, with those of Spain, similarly agree that no British ship, possessing a load-line certificate issued under the laws and regulations in force in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and observing those laws and regulations shall be liable, within ports in Spain or in any Spanish colony or protectorate, to detention or penalty under the Spanish laws and regulations relating to load-lines.

3. (i) The present agreement may be extended by the Government of the United Kingdom by means of a notification in writing given through the diplomatic channel :

(a) to any British colony and protectorate ; and

(b) to any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom.

in which laws and regulations relating to the assignment of load-lines to ships are in force similar to those in force in the United Kingdom, and upon such extension the provisions of this agreement will apply to British ships possessing load-line certificates issued under the laws and regulations of any territory to which it has been so extended.

(ii) The present agreement may also be extended, by a notification in writing given

la vía diplomática, a Terranova, siempre que las Leyes y Reglamentos relativos al señalamiento de la línea de franco bordo a buques, que estén en vigor en Terranova sean similares a las que están en vigor en el Reino Unido, y al hacerse esta extensión las disposiciones de este acuerdo se aplicarán a los buques británicos que posean certificados emitidos con arreglo a las Leyes y Reglamentos de Terranova, y a los puertos de Terranova.

(iii) El presente acuerdo podrá también hacerse extensivo por el Gobierno español mediante notificación hecha por vía diplomática a toda colonia o protectorado español en que las Leyes y Reglamentos relativos al señalamiento de la línea de franco bordo a buques, que estén en vigor sean similares a las que están en vigor en España y al hacerse esta extensión las disposiciones de este acuerdo se aplicarán a buques españoles que posean certificados emitidos con arreglo a las Leyes y Reglamentos de cualquier territorio al que se haya hecho extensivo.

(iv) Cada una de las partes contratantes podrá, dando un aviso de seis meses, dar por terminada la aplicación del acuerdo a todo territorio al que se haya hecho extensivo con arreglo a los anteriores párrafos.

4. El presente acuerdo entrará en vigor inmediatamente y continuará en vigor sujeto al derecho de cada una de las partes contratantes de darlo por terminado dando un aviso de seis meses a ese efecto.

Aprovecho, etc.

AYALA.

through the diplomatic channel, to Newfoundland, provided that laws and regulations relating to the assignment of load-lines to ships are in force in Newfoundland similar to those in force in the United Kingdom, and upon such extension the provisions of the agreement will apply to British ships possessing certificates issued in accordance with the laws and regulations of Newfoundland, and to the ports of Newfoundland.

(iii) The present agreement may also be extended by the Spanish Government by means of a notification given through the diplomatic channel, to any Spanish colony or protectorate in which laws and regulations relating to the assignment of load-lines to ships are in force similar to those in force in Spain, and upon such extension the provisions of this agreement will apply to Spanish ships possessing certificates issued under the laws and regulations of any territory to which it has been so extended.

(iv) Either contracting party may, upon giving six months' notice to that effect, terminate the application of the agreement to any territory to which it has been extended under the preceding paragraphs.

4. The said agreement shall enter into force immediately and shall remain in force subject to the right of either contracting party to terminate it on giving six months' notice to that effect.

I have, etc.

AYALA.

III.

SIR JOHN SIMON TO RAMÓN PÉREZ DE AYALA.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *May* 26, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with paragraph 4 (i) (a) of the notes exchanged this day regarding the mutual recognition of load-line certificates, I have the honour to notify the extension of the said agreement to Hong Kong and the Straits Settlements.

2. I shall be grateful if your Excellency will be good enough to acknowledge the receipt of this notification in due course.

I have, etc.

John SIMON.

IV.

M. RAMÓN PÉREZ DE AYALA TO SIR JOHN SIMON.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EMBAJADA DE ESPAÑA.

SPANISH EMBASSY.

LONDRES, 26 de Mayo de 1932.

LONDON, May 26, 1932.

SEÑOR MINISTRO,

SIR,

Tengo la honra de acusar a Vuestra Excelencia recibo de su Nota No. W.5504/76/50, de esta fecha, por la que Vuestra Excelencia me participa que de acuerdo con el párrafo 4 (i) (a) de las Notas canjeadas en el día de hoy relativas al mutuo reconocimiento de los certificados de línea de carga, pone en mi conocimiento que se hace extensivo el acuerdo a Hong Kong y Establecimiento de los Estrechos, tengo la honra de informar a Vuestra Excelencia que he comunicado su contenido a mi Gobierno.

Aprovecho, etc.

AYALA.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note. No. W.5504/76/50 of to-day's date, in which you inform me that, in accordance with paragraph 4 (i) (a) of the notes exchanged this day relative to the reciprocal recognition of load-line certificates, the agreement extends to Hong Kong and the Straits Settlements. I have the honour to acquaint your Excellency that I have communicated the contents thereof to my Government.

I have, etc.

AYALA.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3030. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE LIGNE DE FLOTTAISON DES NAVIRES. LONDRES, LE 26 MAI 1932.

I.

SIR JOHN SIMON A M. RAMÓN PÉREZ DE AYALA.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, le 26 mai 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord accepte les dispositions ci-après comme constituant un accord entre lui et le Gouvernement de la République espagnole au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de charge :

2. Le Gouvernement espagnol, reconnaissant que les lois et règlements actuels du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatifs aux lignes de charge prescrites pour les navires, correspondent quant au fond aux lois et règlements espagnols, convient que les navires britanniques détenant un certificat de ligne de charge délivré conformément aux lois et règlements actuellement en vigueur dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et observant ces lois et règlements, ne pourront, dans les limites des ports de l'Espagne, des colonies ou des protectorats espagnols, être détenus ou soumis à des pénalités en vertu des lois et règlements espagnols relatifs aux lignes de charge.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord convient de même que les navires espagnols possédant un certificat de ligne de charge délivré conformément aux lois et règlements actuellement en vigueur en Espagne et observant ces lois et règlements, ne pourront, dans les limites des ports du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des colonies ou protectorats britanniques ou de tout territoire placé sous mandat du Gouvernement du Royaume-Uni, être détenus ou soumis à des pénalités en vertu des lois et règlements relatifs aux lignes de charge.

4. (i) Le Gouvernement du Royaume-Uni pourra étendre les effets du présent accord, au moyen d'une notification écrite, transmise par la voie diplomatique :

a) A toute colonie ou à tout protectorat britannique ;

b) A tout territoire sous mandat du Gouvernement du Royaume-Uni,

où sont en vigueur des lois et règlements sur la ligne de charge des navires, analogues aux lois et règlements en vigueur dans le Royaume-Uni ; en vertu de cette extension, les dispositions du

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

présent accord seront applicables aux navires britanniques possédant des certificats de ligne de charge délivrés conformément aux lois et règlements de tout territoire auquel les effets dudit accord auront été ainsi étendus.

(ii) Les effets du présent accord pourront être également étendus à Terre-Neuve, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique, sous réserve que les lois et règlements relatifs aux lignes de charge des navires, en vigueur à Terre-Neuve, soient analogues aux lois et règlements en vigueur dans le Royaume-Uni ; en vertu de cette extension, les dispositions du présent accord seront applicables aux navires britanniques détenant des certificats délivrés conformément aux lois et règlements de Terre-Neuve, ainsi qu'aux ports de Terre-Neuve.

(iii) Le Gouvernement espagnol pourra également, au moyen d'une notification transmise par la voie diplomatique, étendre les effets du présent accord à toute colonie ou à tout protectorat de l'Espagne où sont en vigueur des lois et règlements sur la ligne de charge des navires, analogues aux lois et règlements en vigueur en Espagne ; en vertu de cette extension, les dispositions du présent accord seront applicables aux navires espagnols détenant des certificats délivrés conformément aux lois et règlements de tout territoire auquel les effets dudit accord auront été ainsi étendus.

(iv) Chacune des Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois, faire cesser l'application de l'accord à tout territoire auquel les effets en auront été étendus en vertu des paragraphes précédents.

5. Le présent accord entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur tant que l'une ou l'autre des Parties ne l'aura pas dénoncé moyennant préavis de six mois.

6. La présente note et la réponse de Votre Excellence, conçue en termes identiques, seront considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements en cette matière.

Je saisis, etc.

John SIMON.

II.

M. RAMÓN PÉREZ DE AYALA A SIR JOHN SIMON.

AMBASSADE D'ESPAGNE.

LONDRES, le 26 mai 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République espagnole accepte les dispositions ci-après comme constituant un accord entre lui et le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats relatifs au tracé des disques et de la ligne de charge :

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord convient que les navires espagnols détenant un certificat de franc bord délivré conformément aux lois et règlements actuellement en vigueur en Espagne et observant ces lois et règlements, ne pourront, dans les limites des ports du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des colonies ou protectorats britanniques ou de tout territoire placé sous mandat du Gouvernement du Royaume-Uni, être détenus ou soumis à des pénalités en vertu des lois et règlements relatifs à la ligne de franc bord.

2. Le Gouvernement espagnol, reconnaissant que les lois et règlements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatifs à la ligne de franc bord, correspondent quant au fond aux lois et règlements de l'Espagne, convient également que les navires britanniques détenant un certificat de franc bord délivré conformément aux lois et règlements en vigueur dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et observant ces lois et règlements, ne pourront,

dans les limites des ports de l'Espagne, des colonies ou des protectorats espagnols, être détenus ou soumis à des pénalités en vertu des lois et règlements de l'Espagne relatifs à la ligne de franc bord.

3. (i) Le Gouvernement du Royaume-Uni pourra étendre les effets du présent accord, au moyen d'une notification écrite, transmise par la voie diplomatique :

- a) A toute colonie ou à tout protectorat britannique ;
- b) A tout territoire sous mandat du Gouvernement du Royaume-Uni,

où sont en vigueur des lois et règlements sur la ligne de franc bord des navires, analogues aux lois et règlements en vigueur dans le Royaume-Uni ; en vertu de cette extension, les dispositions du présent accord seront applicables aux navires britanniques possédant des certificats délivrés conformément aux lois et règlements de tout territoire auquel les effets dudit accord auront été étendus.

(ii) Les effets du présent accord pourront être également étendus à Terre-Neuve, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique, sous réserve que les lois et règlements relatifs à la ligne de franc bord des navires, en vigueur à Terre-Neuve, soient analogues aux lois et règlements en vigueur dans le Royaume-Uni ; en vertu de cette extension, les dispositions du présent accord seront applicables aux navires britanniques détenant des certificats délivrés conformément aux lois et règlements de Terre-Neuve, ainsi qu'aux ports de Terre-Neuve.

(iii) Le Gouvernement espagnol pourra également, au moyen d'une notification transmise par la voie diplomatique, étendre les effets du présent accord à toute colonie ou à tout protectorat de l'Espagne où sont en vigueur des lois et règlements sur la ligne de franc bord des navires, analogues aux lois et règlements en vigueur en Espagne ; en vertu de cette extension, les dispositions du présent accord seront applicables aux navires espagnols détenant des certificats délivrés conformément aux lois et règlements de tout territoire auquel les effets dudit accord auront été étendus.

(iv) Chacune des Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois, faire cesser l'application de l'accord à tout territoire auquel les effets en auront été étendus en vertu des paragraphes précédents.

4. Le présent accord entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur tant que l'une ou l'autre des Parties contractantes ne l'aura pas dénoncé moyennant préavis de six mois.

Je saisis etc.

AYALA.

III.

SIR JOHN SIMON A M. RAMÓN PÉREZ DE AYALA.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, le 26 mai 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Conformément aux dispositions du paragraphe 4 (i) a) des notes échangées ce jour au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de charge, j'ai l'honneur de vous notifier l'extension dudit accord à Hong-Kong ainsi qu'aux Etablissements des Détroits.

2. Je vous serais obligé de bien vouloir accuser réception de la présente notification en temps opportun.

Je saisis, etc.

John SIMON.

IV.

AMBASSADE D'ESPAGNE.

LONDRES, le 26 mai 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° W.5504/76/50, en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence me fait savoir que, conformément aux dispositions du paragraphe 4 (i) a) des notes échangées aujourd'hui au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de charge, les effets de l'accord sont étendus à Hong-Kong et aux Etablissements des Détroits. J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'en ai communiqué le contenu à mon gouvernement.

Je saisis, etc.

AYALA.

N° 3031.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET HONGRIE

Arrangement entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration des Postes de la Hongrie, relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 11 mai 1932 et à Budapest, le 10 juin 1932.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND HUNGARY

Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Hungary for the Exchange of Parcels by Parcel Post, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, May 11, 1932 and at Budapest, June 10, 1932.

No. 3031. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF HUNGARY FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT LONDON, MAY 11, 1932, AND AT BUDAPEST, JUNE 10, 1932.

Textes officiels anglais et hongrois communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} septembre 1932.

The Post Offices of the Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of Hungary agree to effect a regular direct exchange of parcels between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Hungary.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Hungary posted in the United Kingdom shall not exceed :

- (a) 22 pounds in weight,
- (b) 3 feet 6 inches in length,
- (c) 6 feet in length and girth combined ;

and a parcel for the United Kingdom posted in Hungary shall not exceed :

- (a) 10 kilogrammes in weight,
- (b) 1.05 metres in length,
- (c) 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1932.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 3031. — CSOMAGPOSTASZOLGÁLAT¹ MAGYARORSZÁG ÉS NAGY-BRITÁNIA S ÉSZAKIRORSZÁG EGYESÜLT KIRÁLYSÁG KÖZÖTT. ALÁÍRATOTT LONDON BAN 1932, MÁJUS 11-ÉN, ÉS BUDAPESTEN 1932, JUNIUS 10-ÉN.

English and Hungarian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place September 1, 1932.

Magyarország és Nagybritánia s Északirország Egyesült Királyság postaigazgatósága megegyeznek a célból, hogy egyrészlől Magyarország másrészlől Nagybritánia s Északirország Egyesült Királyság között rendszeres, közvetlen csomagkicszerelés létesüljön.

Ebben az egyezményben és a fogantatosító szabályzatban használt «Egyesült Királyság» elnevezés alatt Nagybritániát és Északirországot, a Csatorna-szigeteket /:Channel Islands:/ és a Man szigetét /:Isle of Man:/ kell érteni.

EGYEZMÉNY.

I. Cikk.

SÚLY-ÉS TERJEDELEMHATÁROK.

1. Az Egyesült Királyságban feladott és Magyarországba szóló csomag nem haladhat meg :

- (a) súlyban 22 fontot,
- (b) hosszúságban 3 láb 6 hüvelyket,
- (c) hosszúságban és területben együttvéve 6 lábat.

A Magyarországban feladott, az Egyesült Királyságba szóló csomag nem haladhat meg :

- (a) súlyban 10 kg-ot,
- (b) hosszúságban 1.05 métert,
- (c) hosszúságban és területben együttvéve 1.80 métert.

2. A mi a csomag súlyának és kiterjedésének pontos kiszámítását illeti, a nyilvánvaló tévedést kivéve, a felvevőhivatal nézete mérvadó.

2. Cikk.

CSOMAGOK ÁTSZÁLLÍTÁSA.

A két igazgatás biztosítja egymásnak a területükön való átszállítás jogát ama csomagok részére, a melyek olyan országokból erednek, illetve olyan országokba szólnak, a melyekkel

¹ Came into force July 1, 1932.

parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations, so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea. It shall include also any surcharge levied in accordance with Article 5 hereafter.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the British territorial rates shall be Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2.00 and Fr. 3.15 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 3 kgs. (7 lb.), 5 kgs. (11 lb.) and 10 kgs. (22 lb.) in weight respectively; and the Hungarian territorial rates shall be Fr. 0.60, Fr. 1.00 and Fr. 1.80 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 5 kgs. (11 lb.) and 10 kgs. (22 lb.) in weight respectively.

The Hungarian Postal Administration reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced from time to time in the matter of charges by the Parcel Post Agreement¹ of the Universal Postal Union. The British Postal Administration reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alteration of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

ADDITIONAL RATE.

The Postal Administration of Hungary shall have the right to impose on parcels originating in or addressed to its offices an additional rate of 25 centimes per parcel.

Article 6.

SEA RATE.

The British Postal Administration shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 7.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of Hungary may collect, in respect of delivery and clearance through the Customs, a fee not exceeding 1 franc or such other charge as may from time to time be fixed by the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The Postal Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

¹ Vol. CIII, page 73; vol. CVII, page 554; vol. CXVII, page 312; vol. CXXII, page 360; et vol. CXXX, page 459, de ce recueil.

csomagpostai összeköttetésük van. Az átszállított csomagok ennek az egyezménynek és foganatosító szabályzatának rendelkezései alá tartoznak, a mennyiben azok alkalmazhatók.

3. Cikk.

POSTADIJAK [ELÖREFIZETÉSE. DIJAK.

1. A csomagok díját előre kell fizetni, ez azonban nem vonatkozik az után—és visszaküldött csomagokra.

2. A postadíjakat a szárazföldi és tengeri szállításban résztvevő összes postaigazgatásoknak járó díjak alkotják. Bele kell számítani továbbá az alábbi 5. cikk értelmében szedhető pótdíjat is.

4. Cikk.

SZÁRAZFÖLDI DIJAK.

A két ország egyikéből kézbesítés végett a másikba küldött csomagok után a brit szárazföldi díjak a következők: 1 frank, 1.50 frank, 2 frank és 3.15 frank a szerint, a mint a csomag súlya nem halad meg 1 kg-ot /:2 fontot:/, 3 kg-ot /:7 fontot:/, 5 kg-ot /:11 fontot:/ és 10 kg-ot /:22 fontot:/; a magyar szárazföldi díjak pedig 0.60 frank, 1.00 frank, 1.80 frank, a szerint, a mint a csomag súlya nem halad meg 1 kg-ot /:2 fontot:/, 5 kg-ot /:11 fontot:/ és 10kg-ot /:22 fontot:/.

A magyar postaigazgatás fenntartja magának a jogot, hogy a saját díjait ama változásokkal összhangban módosítsa, a melyeket az Egyetemes Postaegyesület Postacsomagegyezménye¹ időről-időre e díjak tekintetében életbe léptet. A brit postaigazgatás fenntartja magának a jogot, hogy szárazföldi díjait módosítsa ama változásokkal összhangban, a melyek e díjak tekintetében a többi országokkal való csomagforgalmában általában életbe lépnek.

5. Cikk.

PÓTDÍJ.

A magyar postaigazgatásnak joga van a hivatalaitól eredő vagy oda szóló postacsomagokért darabonként 25 ct. pótdíjat igényelni.

6. Cikk.

TENGERI DIJ.

A brit postaigazgatásnak joga van minden, általa nyújtott tengeri szolgálatért járó díjat meghatározni.]

7. Cikk.

KÉZBESÍTÉS — VÁMKÖZVETTITÉSI DIJ.

A magyar postaigazgatásnak joga van a kézbesítésért és a vámközvetítésért csomagonként legfeljebb 1 frankot illetve olyan díjat szedni, a melyet az Egyetemes Postaegyesület Postacsomagegyezménye időről-időre megállapít. Az Egyesült Királyság postaigazgatásának joga van olyan díjakat szedni, a melyeket a többi országokkal való csomagforgalmában hasonló szolgálatokért időről-időre megállapít.

¹ Vol. CIII, page 73; Vol. CVII, page 554; Vol. CXVII, page 312; Vol. CXXII, page 360; and Vol. CXXX, page 459, of this Series.

Article 8.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

*Article 9.*PAYMENT BY THE SENDER OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.
COLLECTION OF DEPOSITS. COMMISSION.

By making a declaration beforehand at the office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

In such cases the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the Postal Administration of the country of destination, and, if necessary, to make adequate deposits.

The Postal Administration which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding 50 centimes (6*d.*) per parcel or such other sum as may from time to time be fixed by the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 7 above.

On a parcel sent under this arrangement and originating in the United Kingdom the Postal Administration of the United Kingdom shall be authorised to collect from the sender a special fee not exceeding one shilling or such other sum as may from time to time be fixed.

Article 10.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed " *Poste Restante* " or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 11.

EXPRESS DELIVERY.

1. Parcels not exceeding 5 kilogrammes (11 lb.) in weight shall, at the request of the senders, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or, if the office of destination is not in a position to deliver parcels at the addressee's residence, notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called " *Express* " parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes or such other sum as may from time to time be fixed by the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. This fee must be fully prepaid by the sender.

2. When the addressee's residence is situated outside the free delivery zone of the office of destination, the Administration to which that office is subordinate may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by its inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender.

This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 38, Section 2, if the parcel is redirected or cannot be delivered.

8. *Cikk.*

VÁM-ÉS EGYÉB DIJAK FIZETÉSE.

A vám-és egyéb nem postai díjakat a csomagok címzettjei fizetik, hacsak ez az egyezmény azt nem állapítja meg másképen.

9. *Cikk.*VÁM-ÉS EGYÉB DIJAKNAK CIMZETT ÁLTAL VALÓ FIZETÉSE.
LETÉT SZEDÉSE. KÖZVETÍTÉS.

A felvevő postahivatalnál tett előzetes nyilatkozattal a feladó a csomag kézbesítése alkalmával felmerülő összes díjak fizetését magára vállalhatja.

Ilyen esetben a feladónak kötelezniök kell magukat, hogy megfizetik a rendeltetési ország postaigazgatása által igényelt összegeket és szükség esetén megfelelő biztosítékot kötelesek letenni.

Az a postaigazgatás, amely a feladó terhére a díjakat előlegezi, ezért a szolgálatért jutalékot szedhet, amely csomagonként nem haladhat meg 50 cts-ot /:6d.:/, illetve azt az összeget, melyet az Egyetemes Postaegyesület Postacsomag egyezménye időről-időre megállapít. Ez a díj nem azonos a fenti 7. cikkben a vámközvetítésért megállapított díjjal.

Az Egyesült Királyság postaigazgatásának joga van az Egyesült Királyságból eredő és e fenti határozatok értelmében küldött csomagért a feladótól külön díjat szedni, amely nem haladhat meg egy shillinget, illetve azt az összeget, amelyet időről-időre megállapítanak.

10. *Cikk.*

FEKBÉR.

Mindegyik postaigazgatásnak joga van a saját szabályai által megállapított fekbért szedni ama csomagokért, amelyeket « Poste restante » címeztek, vagy amelyeket az előírt határidőn belül nem igényeltek.

Ez a díj semmi esetben sem haladhat meg 5 frankot.

11. *Cikk.*

EXPRESS KÉZBESÍTÉS.

1. Az 5 kilogramm /:11 font:/ súlyt meg nem haladó csomagokat a feladók kívánságára megérkezésük után azonnal külön küldőncel kell kézbesíteni, illetve ha a rendeltetési hivatal nem kézbesíti a csomagokat a címzett lakására, azok megérkezéséről kell haladéktalanul külön küldőncel értesítést küldeni.

Ezeket az « Express »-nek nevezett csomagokat a rendes postadíjon felül 80 centime különdíj, illetve az a díj terheli, amelyet az Egyetemes Postaegyesület Postacsomag egyezménye időről-időre megállapít. A díjat a feladó teljes összegében előre tartozik megfizetni.

2. Ha a címzett lakása a rendeltetési postahivatal díjmentes kézbesítési kerületén kívül fekszik, annak az igazgatásnak, amelyhez ez a hivatal tartozik, joga van a küldeményt pótdíjjal terhelni; ez a díj nem haladhatja meg a belföldi szolgálatában az express kézbesítéssel megállapított díjat, levonva belőle a feladó által fizetett díj egyenértékét.

Ez a pótdíj a 38. cikk. 2. §-a értelmében a küldeményt továbbra is terheli, ha azt utánküldték, vagy kézbesíthetlenné vált.

3. Only one attempt shall be made to deliver by Express to the addressee either the parcel itself, or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an Express parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

Article 12.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a parcel :

(a) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(b) Articles of an obscene or immoral nature ;

(c) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;

(d) Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel ;

(It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also) ;

(e) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case, the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communication which constitutes an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails, in accordance with its own internal regulations.

Article 13.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an Advice of Delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for Postal Packets by the Convention of the Postal Union. An Advice of Delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 14.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Postal Administration of the country of destination may collect the

3. A csomagnak magának vagy a csomag megérkezéséről szóló értesítésnek express kézbesítését csak egyszer kell megkísérelni. A sikertelenül megkísérelt kézbesítés után a csomagot nem kell többé express csomagnak tekinteni és azt a közönséges csomagokra megállapított feltételek éterlmében kell kézbesíteni.

12. Cikk.

TILALMAK.

1. Tilos csomagban elhelyezni :

(a) robbanó, gyulékony vagy veszélyes anyagokat /:ideértve a töltött fémgyutacsokat, töltött töltényeket és gyufát:/ ;

(b) trágár vagy erkölcstelen tárgyakat ;

(c) olyan tárgyakat, amelyeknek behozatala a törvény, a vámszabályok vagy egyéb rendelkezések folytán tilos ;

(d) leveleket vagy közleményeket, amelyek aktuális és személyes levelezést képeznek, úgyszintén bárminő olyan levelezést vagy csomagot, amelyen a csomag címzettjétől eltérő cím van ;

/:Mindazonáltal meg van engedve a csomagban nyílt számlát elhelyezni, de csak a számla fogalma szerint abba felvehető adatokkal, úgyszintén a csomag címének egyszerű másolatát is a feladó címének megjelölésével:/

(e) élő állatokat /:kivéve méheket, amelyeket úgy kell dobozokban elhelyezni, hogy a postaalkalmazottakra nézve minden veszély elkerültessék és hogy a tartalom megvizsgálása lehető legyen:/.

2. Tilos értéknnyilvánítás nélküli csomagban ércpénzt, fel- vagy fel nem dolgozott platinát, aranyat vagy ezüstöt, vagy egyéb drágaságokat oly országokba küldeni, amelyek az értéknnyilvánítást megengedik.

3. A tévedésből felvett csomagokat a felvevő igazgatáshoz kell visszaküldeni, kivéve ha a rendeltetési ország postaigazgatása a szabályzatai értelmében jogosult azokról másképp rendelkezni. Ez utóbbi esetben a felvevő ország postaigazgatását részletesen kell értesíteni arról az eljárásról, amelyet a csomagra alkalmaztak.

Mindazonáltal az a tény, hogy valamilyen csomag levelet vagy aktuális és személyes levelezés jellegű iratokat tartalmazott, nem vonhatja semmiesetben sem maga után a küldeménynek a felvevő országba való visszaküldését.

4. Robbanó, gyulékony vagy veszélyes anyagokat és trágár és erkölcstelen tárgyakat nem kell a felvevő igazgatáshoz visszaküldeni ; ezekről—saját belföldi szabályai értelmében—az az igazgatás rendelkezik, amely azok jelenlétét a postaküldemények közt megállapította.

13. Cikk.

TÉRTIVEVÉNY.

A feladó a postaegyesület szerződésében a postaküldeményekre előirt feltételek mellett az értéknnyilvánításos csomagról tértivevényt kaphat. Értéknnyilvánítással el nem látott csomagról tértivevényt nem lehet kérni.

14. Cikk.

UTÁNKÜLDÉS.

1. A csomag a címzett tartózkodási helyének a rendeltetési ország területén belül történt megváltozása esetén utánküldhető. A rendeltetési ország postaigazgatása az utánküldésért a

redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this Agreement to another country, provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepared at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of the country of destination does not agree to cancel.

Article 15.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 28, Sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 16.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon. ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 37.

Article 17.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs Charges on Parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 18.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

belföldi szabályok által megállapított díjat szedheti. Hasonlóképen utánküldhető a csomag az ezt az egyezményt aláíró két ország egyikéből a másikába feltéve, hogy a csomag a további szállításhoz megkívánt feltételeknek megfelel és feltéve—általános szabályként — hogy a külön postadíjat az utánküldés idejében előre lefizetik, vagy írásbeli bizonyítékkal igazolják, hogy a címzett azt megfizetni hajlandó.

2. Utánküldés címén kirótt és a címzett vagy képviselője által ki nem fizetett pótdíjakat további utánküldés vagy visszaküldés esetén nem törlik, hanem azokat a címzettől, illetve a feladótól szedik be. Ezenkívül még megtérítendőek azok a külön költségek, amelyeknek leírását a rendeltetési ország igazgatása nem engedélyezte.

15. Cikk.

TÉVIRÁNYÍTOTT CSOMAGOK.

A tévirányított, vagy tévesen felvett csomagokat a foganatosító szabályzat 28. cikk 1. és 2. szakasza alapján kezelik.

16. Cikk.

TÉRTICSMAGOK.

1. A feladók ellenkező rendelkezése hiányában a kézbesíthetetlen csomagokat a rendeltetési ország szabályaiban megállapított határidő eltelte után vissza kell küldeni a feladóhoz, ennek költségére és pedig előzetes értesítés nélkül.

2. A feladó a postára adás idejében kérheti, hogy ha a csomagot címének megfelelően nem lehet kézbesíteni, azt vagy *a.* / kezeljék úgy, mint amelyről lemondott, vagy *b.* / azt a rendeltetési országban levő másik címzettnek kézbesítsék. Más rendelkezés nincs megengedve. Ha a feladó él ezzel az engedéllyel, kérelmét a szállítólevélre kell írni és pedig az alábbi minták egyikével megegyezően vagy ahhoz hasonlóan :

« Ha a cím szerint nem kézbesíthető, lemondok, »

« Ha a cím szerint nem kézbesíthető, kézbesítendő -nek. »

Ugyanezt a kérelmet a csomag burkolatára is rá kell vezetni.

3. A kézbesíthetetlen térti csomagokat terhelő díjakat a 37. cikk szabályainak megfelelően kell beszedni.

17. Cikk.

A VÁMDÍJAK TÖRLÉSE.

Ezt az egyezményt aláíró mindkét fél kötelezi magát, hogy az illetékes vámigazgatásoknál közbenjárnak az olyan csomagokat terhelő vámdíjak törlése végett, amelyeket a feladó országba visszaküldtek, amelyekről a feladók lemondtak, vagy amelyeket megsemmisítettek, illetve egy harmadik országba utánküldtek.

18. Cikk.

ELADÁS, MEGSEMMISÍTÉS.

Csak azok a tárgyak, amelyeknél a megromlás vagy tönkremenés veszélye fennáll, adhatók el és pedig haladéktalanul, még az oda-, vagy visszaküldés alatt is, előzetes értesítés és birói eljárás nélkül. Abban az esetben, ha az eladás bármily okból lehetetlen volna, a megromlott vagy tönkrement tárgyakat megsemmisítik.

Article 19.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Administration of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

Article 20.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.
No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an Advice of Delivery.
2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.
3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 21.

TRADE CHARGE PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be exchanged between the United Kingdom and Hungary.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge in the case of a parcel for delivery in the United Kingdom shall be fixed at £40 and in the case of a parcel for delivery in Hungary 1,150 pengő. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a penny or of a filler shall be counted as a penny or as a filler respectively.

The two Postal Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Administrations of the countries of origin and of destination of the Trade Charge parcels.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary, or for insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Administration of the country of origin and shall not exceed :

(a) $2\frac{1}{2}d.$ for each £1 or fraction of £1 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the United Kingdom ;

(b) The fees fixed from time to time by the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union in the case of a parcel posted in Hungary.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Postal Administration of the United Kingdom shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding $2d.$ for each parcel, and from the addressee of a Trade Charge parcel delivered in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding $4d.$ for each parcel.

19. Cikk.

CSOMAGOK, AMELYEKRŐL LEMONDTAK.

Azokat a csomagokat, amelyeket a címzetteknek nem lehetett kézbesíteni és amelyekről a feladók lemondtak, a rendeltetési ország igazgatása nem küldi vissza, hanem azokat belföldi szabályai szerint kezeli. E csomagokra vonatkozóan a rendeltetési ország igazgatása a felvevőország igazgatása ellen semmiféle igényt nem támaszthat.

20. Cikk.

FELSZÓLALÁSOK.

1. Csomagra vagy utánvételi utalványra vonatkozó minden felszólalásért 1 frankot meg nem haladó díj szedhető.

Semmiféle díjat nem szednek, ha a feladó a tértivevényért járó külön díjat már megfizette.

2. Felszólalásokat csak a feladási napot követő naptól számított egy évi határidőn belül fogadnak el.

3. Hogyha valamely felszólalásra postaszolgálati hiba adott okot, a felszólalás díját visszatérítik.

21. Cikk.

UTÁNVÉTELES CSOMAGOK. DIJAK ÉS FELTÉTELEK. KIEGYENLÍTÉS.

1. Az Egyesült Királyság és Magyarország közti forgalomban a csomagok utánvétellel terhelhetők meg.

Az utánvétel összegét a csomag feladási országának pénznemében kell kifejezni.

Az utánvétel legmagasabb összege az Egyesült Királyságban kézbesítendő csomagnál 40 £-t és a Magyarországon kézbesítendő csomagnál 1,150 P-t nem haladhat meg. Az utánvétel kiszámításánál 1 penny vagy 1 fillér töredékét 1 pennynek, illetve 1 fillérnek kell számítani.

A két postaigazgatás vállalkozik utánvételes csomagoknak szolgálatuk útján való átszállítására. Mindazonáltal a beszedett utánvételekre vonatkozó leszámolásokat az utánvételes csomagok felvevő és rendeltetési országainak igazgatásai közvetlenül állítják fel és folyósítják.

2. Az utánvételes csomagok a közönséges csomagokra, illetve adott esetben az értéknyilvántartásos csomagokra előírt eljárásoknak és díjaknak vannak alávetve. A feladó fizet azonfelül egy külön díjat, amelyet a felvevőország igazgatása határoz meg és amely nem haladhat meg :

(a) Az Egyesült Királyságban feladott postacsomagoknál az utánvétel minden egy £-ja, vagy töredéke után 2½ pencet ;

(b) a Magyarországon feladott csomagoknál az Egyetemes Postaegyesület Postacsomagegyezménye által időről-időre meghatározott díjat.

3. A beszedett utánvételi összegek megküldése díjmentesen kibocsátott utánvételi utalványok útján történik.

4. A 2. szakaszban meghatározott külön díjon felül az Egyesült Királyság postaigazgatásának joga van az Egyesült Királyságban feladott utánvételes postacsomag feladójától csomagonként 2 pencet meg nem haladó pótdíjat szedni. Hasonlóképen joga van az Egyesült Királyságban kézbesített csomag címzettjétől csomagonként 4 pencet meg nem haladó pótdíjat szedni.

Article 22.

CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a Trade Charge parcel may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 23.

TRADE CHARGE PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Postal Administrations shall be responsible under the conditions fixed by Articles 29 to 35 hereafter for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 24.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 20 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not, in any case, exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Postal Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 25.

FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Postal Administration of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination if the latter is responsible.

After the delivery of the parcel the Administration of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel or the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels and that the parcel was not specifically advised on the Parcel Bill in conformity with Article 32 of the Detailed Regulations.

The Administration of the country of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 35 the sum which has been advanced by the Administration of the country of origin.

Article 26.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Postal Administration to which the Office issuing the Money

22. *Cikk.*

AZ UTÁNVÉTELI ÖSSZEG TÖRLÉSE VAGY MÓDOSÍTÁSA.

Az utánvétellel terhelt csomag feladója a feladást követően nem kérheti az utánvételi összeg törlését vagy módosítását.

23. *Cikk.*

UTÁNVÉTELES CSOMAGOK. FELELŐSSÉG ELVESZÉS, KIFOSZTÁS VAGY MEGSÉRÜLÉS ESETÉBEN.

Utánvétellel terhelt csomag elveszése vagy a tartalom kifosztása, illetve megsérülése esetén a két igazgatás az alábbi 29-35. cikkeken meghatározott feltételek értelmében felelős.

24. *Cikk.*

KÁRTÉRÍTÉS, AZ UTÁNVÉTELI ÖSSZEG BE NEM SZEDÉSE, ILLETVE ELÉGTELEN VAGY CSALÁRD BESZEDÉSE ESETÉN.

Ha a csomagot a címzettnek az utánvételi összeg beszedése nélkül kézbesítették, a feladónak kártérítésre van joga feltéve, hogy a 20. cikkben előírt határidőn belül felszólalás történt és hogy az összeg be nem szedése nem az ő hibájának vagy hanyagságának következménye. Ugyanez a szabály áll arra az esetre, ha a címzettől beszedett összeg kisebb az utánvétel összegénél, vagy ha az összeg beszedése csalárd módon történt.

A kártérítés semmi esetben sem haladhatja meg az utánvételi összeget.

A kártérítés kifizetésének ténye által és annak összege erejéig a postaigazgatás a feladónak a címzettel, vagy harmadik személyekkel szemben esetleg fennálló minden visszkereseti jogába lép.

25. *Cikk.*

AZ UTÁNVÉTELEKRE VONATKOZÓ FELELŐSSÉG MEGHATÁROZÁSA.

A szabályszerűen beszedett összegeknek a felvevőország postaigazgatása által való kifizetése a rendeltetési ország postaigazgatásának számlájára történik. Hasonlóképpen a kártérítés kifizetése a rendeltetési ország postaigazgatásának számlájára történik, ha ez utóbbi a felelős.

A csomag kézbesítése után a rendeltetési igazgatás felelős az utánvétel összegéért, hacsak be nem igazolja, hogy a hiba valamely szabálynak a felvevő ország postaigazgatásánál való be nem tartásából eredt, vagy nem igazolhatja, hogy a csomag vagy a hozzá tartozó szállítólevél, amikor azokat szolgálatának átadták, nem voltak a fogatosító szabályzatban az utánvétellel terhelt csomagokra előírt megjelölésekkel ellátva és hogy a csomag a fogatosító szabályzat 32. cikke értelmében a csomagrovatlapban nem volt mint ilyen feltüntetve.

A rendeltetési ország igazgatása köteles a felvevőország igazgatása által előlegezett összeget a 35. cikkben meghatározott feltételeknek megfelelően megtéríteni.

26. *Cikk.*

UTÁNVÉTELI UTALVÁNYOK.

Annak az utánvételi utalványnak összegét, amelyet valamilyen okból a jogosultnak nem fizethettek ki, nem kell visszatéríteni annak a postaigazgatásnak, amely alá az utánvételi utalványt

Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Administration of the country of origin of the Trade Charge Parcel and shall accrue definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Administrations.

Article 27.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 10,000 francs subject to any lower limit which may be in force in intermediate countries.
2. An insurance fee, to be fixed by the Postal Administration of the country of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.
4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 28.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 29.

RESPONSIBILITY FOR LOSS OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not over 1 kilogramme (2 lb.) and 25 francs for a parcel over 1 kilogramme but not over five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel over five kilogrammes. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

kibocsátó hivatal tartozik. Az utánvétellel terhelt csomagot felvevő igazgatás ezt az összeget az utalvány címzettjének rendelkezésére tartja és az az elévülés törvényes határidejének lejárta után véglegesen ezt az igazgatást illeti.

Minden más tekintetben és a foganatosító szabályzatban foglalt fenntartásokkal az utánvételi utalványok a két igazgatás közti postaualvány — egyezmény által meghatározott szabályok alá esnek.

27. Cikk.

ÉRTÉKNYILVÁNÍTÁSSAL ELLÁTOTT CSOMAGOK. DIJAK ÉS FELTÉTELEK.

1. A csomagokat 10,000 frank határig értéknnyilvánítással lehet ellátni ; ha azonban valamelyik közbeneső igazgatás alacsonyabb értékhatárt állapít meg, ez lesz érvényes.

2. Az értéknnyilvánítás minden 300 frankja vagy annak töredéke után biztosítási díj szedhető, amelyet a felvevő ország postaigazgatása határoz meg.

3. A felvevő ország igazgatása jogosult továbbá az értéknnyilvánítással ellátott csomag feladójától értéknnyilvánítási díjat szedni, amely nem haladhatja meg az 50 centime-ot.

4. Az értéknnyilvánítással ellátott csomag feladója csomagjáról a feladáskor díjmentes feladóvényt kap.

28. Cikk.

CSALÁRD ÉRTÉKNYILVÁNÍTÁS.

Az értéknnyilvánítás nem haladhatja meg a küldemény tartalmának és a burkolatnak valódi értékét, de lehet ennek az értéknek csak egy részét nyilvánítani.

A valamely csomagnak a valódi értékét meghaladó csalárd biztosítása a felvevő ország törvényei által esetleg elrendelt bünvádi eljárást vonja maga után.

Mindazonáltal, ha valamely csomagnak nincs is pénzbeli értéke, azt egy névleges összeg erejéig biztosítani lehet abból a célból, hogy a biztosítási rendszer oltalma elérhető legyen.

29. Cikk.

FELELŐSSÉG ELVESZÉS, VAGY MECSÉRÜLÉS ESETÉBEN.

1. A következő cikkben említett esetek kivételével, a postaigazgatás felelősséggel tartozik a postacsomagok elveszése, továbbá azok tartalmának, vagy a tartalom egy részének elveszése, kifosztása, vagy megsérülése esetében.

A feladónak e címen az elveszésből, kifosztásból vagy megsérülésből származó tényleges kárának megtérítésére van joga. A kártérítés összege az értéknnyilvánítással el nem látott csomagoknál nem haladhat meg 10 frankot az 1 kg-nál /:2 fontnál: / nem súlyosabb csomagnál, 25 frankot az 1 kg-nál súlyosabb, de 5 kg-nál /:11 fontnál: / nem súlyosabb csomagnál és 40 frankot az 5 kg-nál súlyosabb csomagnál. Az értéknnyilvánítással ellátott csomagokért káros kártérítés nem haladhatja meg azt az összeget, amelyre azok biztosítva voltak.

Abban az esetben, ha az elveszés, megsérülés, vagy kifosztás a rendeltetési ország szolgálatában történik, a rendeltetési ország postaigazgatásának joga van a címzettet saját terhére kártalanítani és pedig a felvevő ország igazgatásának megkérdezése nélkül feltéve, hogy a címzett kimutatja, hogy a feladó jogairól a címzett javára lemondott.

2. A kártérítés kiszámításánál a közvetett károkat vagy az elmaradt hasznot nem lehet tekintetbe venni.

3. A kártérítést az ugyanolyan anyagú árúnak a csomag szállításra való elfogadásának helyén és idejében fennállott piaci árak alapján kell megállapítani.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees shall be retained by the Postal Administrations concerned.

Article 30.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (force majeure) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (force majeure) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 12 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 20 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, Section 3, of the Detailed Regulations.

Article 31.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 32.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the case indicated in Article 29, Section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 33.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

4. Ha az elveszett, megsemmisült, vagy teljesen tönkrement csomagért vagy a csomag tartalmának teljes kifosztásáért kártérítés jár, a feladónak joga van a szállítási díjak megtérítésére is.

5. A biztosítási díj minden esetben az érdekelt postaigazgatásokat illeti meg.

30. Cikk.

KIVÉTELEK A FELELŐSSÉG ELVE ALÓL.

A két igazgatás minden felelősség alól mentes :

- (a) erőhatalom esetében /:vis major:/;
- (b) ha a csomagokról a szolgálati okmányoknak erőhatalom /:vis major:/ folytán történt megsemmisülése következtében nem tudnak felvilágosítást adni ;
- (c) ha a kárt a feladó hibája, vagy hanyagsága okozta, vagy ha az a tárgy természetéből származott ;
- (d) ama csomagokért, amelyeknek tartalma a 12. cikkben foglalt tilalmak egyike alá esik ;
- (e) ama csomagokért, amelyekben a tartalom és burkolat valódi értékét meghaladó értéknnyilvánítás van ;
- (f) ama csomagok tekintetében, amelyekért a 20. cikkben megszabott egy évi határidőn belül nem szólaltak fel ;
- (g) ama csomagokért, amelyekben 100 font sterling /:2,500 frank:/ értéket meghaladó drágakövek, ékszerek, vagy más arany, ezüst vagy platina tárgyak vannak, ha azok nincsenek a foganatosító szabályzat 6. cikk 3. szakaszában megszabott nagyságú dobozban elhelyezve.

31. Cikk.

A FELELŐSSÉG MEGSZÜNÉSE.

A két igazgatás felelőssége megszűnik azokért a csomagokért, amelyeknek kézbesítése a belföldi szabályzatuk által megállapított feltételek szerint történt és amelyeket a tulajdonosok vagy megbízottaik fenntartás nélkül vettek át.

32. Cikk.

A KÁRTÉRÍTÉS KIFIZETÉSE.

A kártérítés kifizetésének kötelezettsége a felvevő ország postaigazgatását terheli, kivéve a 29. cikk 1. szakaszában említett esetet, amikor a kártérítést a rendeltetési ország postaigazgatása fizeti ki. A felvevő ország igazgatásának mindazonáltal joga van arra,—a feladó beleegyezésével—hogy a rendeltetési ország igazgatását az ügynek a címzettel való elintézésére felhatalmazza. A kifizető igazgatásnak fennmarad a visszereseti joga a felelős igazgatással szemben.

33. Cikk.

A KÁRTÉRÍTÉS KIFIZETÉSÉNEK HATÁRIDEJE.

1. A kártérítést a lehető legrövidebb idő alatt és legkésőbb a felszólalás napját követő naptól számított egy éven belül kell kifizetni.

2. The Postal Administration of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

3. The Administration of the country of origin may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 34.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent or regular transfer to the following Postal Administration, as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other, neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage, has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If, however, a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 35.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible, or on whose account the payment is made in accordance with Article 32, is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the Accounts provided for in Article 34, Section 3, of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 36.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 to 6.

2. A felvevő ország postaigazgatásának joga van az ügyet a feladóval a másik igazgatás terhére rendezni, ha ez utóbbi a felszólalásnak szabályszerűen történt közlése után kilene hónapot hagyott elmulni anélkül, hogy az ügyet elintézte volna.

3. A felvevő ország igazgatásának joga van a kártérítés elintézését kivételesen az egy évi határidőn túl kitöltni, ha a felelősség kérdése az érdekelt igazgatásokon kívül álló okok miatt még nem volt eldönthető.

34. Cikk.

A KÁRTÉRITÉSI KÖLTSÉGEK MEGOSZTÁSA.

1. Az ellenkező bizonyításáig a felelősség azt a postaigazgatást terheli, amely a másik igazgatástól a csomagot kifogás nélkül átvette és ámbár a szabályzatok által előírt összes nyomozási adatok birtokába jutott, nem tudja kimutatni sem a címzettnek való helyes kézbesítést, sem adott esetben a következő igazgatásnak való szabályszerű átadást.

2. Ha a két ország egyikéből kézbesítés végett a másikba küldött csomag útközben vész el, fosztják ki, vagy sérül meg anélkül, hogy kideríthető lenne, hogy a szabálytalanság melyik ország szolgálatában történt, a két igazgatás a kárösszeget egyenlő részben viseli.

3. Lehetőleg ugyanezt az elvet kell alkalmazni akkor is, ha más igazgatások vannak a csomag szállításában érdekelve. Mindazonáltal a két ország egyikéből eredő és a másik országon átszállított csomagokért egyik igazgatás sem lesz felelős, ha az elveszés, kifosztás, vagy megsérülés olyan szolgálatban történt, amelyben a felelősséget nem fogadják el.

4. Azokat a vám- és egyéb illetékeket, amelyeknek törlését nem lehetett kieszközölni, az elveszésért, megsérülésért vagy kifosztásért felelős igazgatás viseli.

5. A kártérítés kifizetésének ténye által az érdekelt igazgatás a kifizetett összeg erejéig a kártérített személynek akár a címzett, akár a feladó, akár valamely harmadik személy ellen esetleg fennálló visszkereseti jogaiba lép.

Mindazonáltal, ha az elveszetteknek tekintett csomag később egészben, vagy részben előkerül, az a személy, akinek a kártérítést kifizették, értesítendő arról, hogy a küldeményt a kifizetett kártérítési összeg visszafizetése ellenében megkaphatja.

35. Cikk.

A KÁRTÉRÍTÉSNEK A FELVEVŐ ORSZÁG POSTAIGAZGATÁSA RÉSZÉRE VALÓ MEGFIZETÉSE.

A felelős igazgatás, vagy az az igazgatás, amelynek terhére a 32. cikk értelmében a fizetés történt, köteles a kártérítés összegét a kifizetés megtörténtéről szóló értesítést követő három hónapon belül megtéríteni. Az összegnek a felelős igazgatás által való megtérítése a foganatosító szabályzat 34. cikk 3. szakaszában meghatározott lezárolások útján történik.

Az az igazgatás, amelynek felelősségét kellően megállapították és amely a kártérítés kifizetését eredetileg megtagadta, köteles viselni mindazokat a járulékos költségeket, amelyek az indokolatlanul késedelmes fizetésből erednek.

36. Cikk.

MEGTÉRÍTÉS A SZÁLLÍTÁSÉRT.

Minden, a két ország egyikéből kézbesítés végett a másik országba küldött csomagért az indító hivatal a rendeltetési hivatalnak javára írja azokat a díjakat, amelyek ez utóbbit a 4-6. cikk határozmányai alapján megilletik.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the amounts required for the conveyance and insurance of the parcel according to the Table provided for in Article 3, Section 1, of the Detailed Regulations.

Article 37.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return.

The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 38.

EXPRESS DELIVERY FEES, SPECIAL AND ADDITIONAL.

1. The special charge for Express delivery prescribed by Article 11, Section 1, shall be included in the sums credited to the Administration of the country of destination.

When an Express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination. If the latter does not undertake Express delivery, the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed; the same applies when an Express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an Express parcel, the additional charge prescribed by Article 11, Section 2, shall be claimed from the Administration of the country of origin by the Administration which has attempted delivery, unless this charge has already been paid.

Article 39.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 14, Section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 40.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them :

- (a) The special fee referred to in Article 9, fourth paragraph ;
- (b) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 13 ;
- (c) The enquiry fee referred to in Article 20, Section 1 ;
- (d) The supplementary fee for a Trade Charge parcel referred to in Article 21, Section 4 ;
- (e) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 27, Section 3.

Minden, a két ország egyikéből átszállítás végett a másik országba küldött csomagért az indító igazgatás a másik igazgatásnak javára írja azokat az összegeket, amelyek az utóbbinak a csomag szállításáért és biztosításáért a foganatosító szabályzat 3. cikk első szakaszában előírt táblázat értelmében járnak.

37. *Cikk.*

IGÉNY UTÁNKÜLDÉS, VAGY VISSZAKÜLDÉS ESETÉBEN.

Valamely csomagnak az egyik országból a másik országba való után-vagy visszaküldése esetén, a vissza-vagy utánküldő igazgatásnak joga van a másik igazgatástól ama díjakat igényelni, amelyek őt és azokat az igazgatásokat illetik, amelyek az után-vagy visszaküldésben részt vesznek.

Az igénylés ama zárlat csomagrovatlapján történik, amelyben a csomagot továbbítják.

38. *Cikk.*

EXPRESS DIJAK, EXPRESS PÓTDIJAK.

1. A 11. cikk első szakasza által szabályozott express kézbesítésért járó külön díjat abba az összegbe kell betudni, amelyet a rendeltetési ország igazgatásának javára irnak.

Ha valamely express csomagot egy másik országba utánküldenek, mielőtt a kézbesítést megkísérelték volna, ezt a díjat az új rendeltetési ország postaigazgatásának javára kell írni. Ha ez utóbbi az express kézbesítést nem vállalja, a díj ama ország igazgatásáé marad, ahova a csomagot először küldték, ugyanez áll arra az esetre is, ha egy express csomag nem kézbesíthető.

2. Valamely express csomagnak a feladási országba való utánküldése, vagy visszaküldése esetében az az igazgatás, amely kézbesítést megkísérelte, a 11. cikk 2. szakaszában meghatározott pótdíjjal a felvevő igazgatást megterheli, hacsak ezt a díjat már meg nem fizették.

39. *Cikk.*

A RENDELTETÉSI ORSZÁGBAN VALÓ UTÁNKÜLDÉS DIJA.

A 14. cikk 2. szakaszában említett utánküldés díja a küldemények további utánküldése vagy a feladási helyre való visszaküldése esetén azt az igazgatást illeti meg, amely az után vagy visszaküldést a területnek határain belül végezte.

40. *Cikk.*

VEGYES DIJAK.

1. Teljesen a beszedő postaigazgatást illetik a következő díjak :

- (a) a 9. cikk negyedik szakaszában említett külön díj ;
- (b) a 13. cikkben említett tértivevény díja ;
- (c) a 20. cikk első szakaszában említett tudakozványdíj ;
- (d) a 21. cikk 4. szakaszában az utánvételes csomagokra előírt pótdíj ;

(e) a 27. cikk 3. szakaszában említett értéknylvánítási díj az értéknylvánításos csomag után.

2. The fee for delivery and for Customs clearance referred to in Article 7 shall be retained by the Administration of the country of destination. The commission referred to in Article 9, third paragraph, may be claimed by the same Administration.

Article 41.

TRADE CHARGE FEE.

The fee mentioned in Article 21, Section 2, shall be shared between the Administration of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 36, Section 2, of the Detailed Regulations.

Article 42.

INSURANCE FEE.

In respect of Insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 43.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Postal Administrations.
3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.
4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.
5. The internal legislation of Hungary and of the United Kingdom shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.
6. In the event of a dispute arising as to the interpretation of the provisions of the present Agreement, or of the Detailed Regulations attached thereto, the English text shall be accepted.

Article 44.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall replace the Parcel Post Agreement¹ signed at Budapest on November 13, 1896, at Vienna on November 28, 1896, and at London on December 31, 1896, as regulating the exchange of postal parcels between the United Kingdom and Hungary.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 88, page 94.

2. A 7. cikkben említett kézbesítési és vámközvetítési díjat a rendeltetési ország igazgatása tartja meg. A 9. cikk harmadik szakaszában említett közvetítési díj ugyanennek az igazgatásnak jár.

41. *Cikk.*

UTÁNVÉTELI DIJ.

A 21. cikk 2. szakaszában említett díj egyenlő arányban a felvevő és a rendeltetési ország igazgatásait illeti meg, úgy a hogy azt a foganatosító szabályzat 36. cikk 2. szakasza előírja.

42. *Cikk.*

BIZTOSÍTÁSI DIJ.

Az értéknylvánítással ellátott csomagokért a felvevő ország postaigazgatása a rendeltetési ország postaigazgatásának a szárazföldi szolgálat fejében a biztosított érték minden 300 frankja vagy annak töredéke után 5 centime díjat térít meg. Ha a rendeltetési ország látja el a tengeri szolgálatot, a felvevő ország a nyilvánított érték minden 300 frankja, vagy annak töredéke után 10 centime pótdíjat fizet.

43. *Cikk.*

VEGYES HATÁROZATOK.

1. Az ebben az egyezményben említett frank és centime alatt az egyetemes postaszereződésben meghatározott aranyfrankot és centimet kell érteni.

2. A két postaigazgatás kölcsönös megegyezésének esetét kivéve a csomagokat nem szabad semmi olyan postai díjjal megterhelni, amely a jelen egyezményben nincsen előírva.¹

3. Mindkét igazgatásnak joga van arra, hogy rendkívüli körülmények esetén a csomagposta-szolgálatot egészen vagy részlegesen ideiglenesen felfüggeszse azzal a feltétellel, hogy a másik igazgatást azonnal, szükség esetén táviratban értesíti.

4. A két igazgatás az egyezmény végrehajtásának biztosítása céljából, az alábbi foganatosító szabályzatot állapította meg. Kölcsönös beleegyezéssel időnkint szabályozhatók ama további részletkérdések, amelyek a jelen egyezmény általános szabályaival nem ellenkeznek és amelyekről a foganatosító szabályzat nem intézkedik.

5. Magyarország és az Egyesült Királyság belföldi törvényhozása alkalmazandó mindazokra az ügyekre, amelyek szabályozására vonatkozóan ez az egyezmény és a foganatosító szabályzata nem tartalmaznak intézkedéseket.

6. Ha az egyezmény, vagy a hozzácsatolt foganatosító szabályzat határozatainak értelmezése körül véleményeltérés támad, az angol szöveget fogják elfogadni alapul.

44. *Cikk.*

AZ EGYZEMÉNY ÉLETBELÉPÉSE ÉS TARTAMA.

A jelen egyezmény a Magyarország és az Egyesült Királyság közötti postai csomagkicserélést szabályozó, 1896. november 13.—án Budapesten, 1896. november 28.—án Bécsben és 1896. december 31.—én Londonban aláírt csomagpostai egyezmény helyébe lép.

The Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Postal Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at London, the 11th day of May, 1932, and at Budapest, the 10th day of June, 1932.

H. KINGSLEY WOOD.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF HUNGARY DATED 11 MAY/10 JUNE, 1932.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Postal Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed, but when the number of parcels does not justify the making up of closed mails the parcels may be sent "à découvert" to an intermediate country.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert."

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. The Express and Trade Charge parcels and parcels intended for delivery to the addressees free of charge forwarded in a Mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

Az egyezmény a két igazgatás kölcsönös beleegyezésével megállapítandó napon lép életbe és hatályban marad ama naptól számított egy évi határidő lejártáig, amikor azt a két igazgatás egyike felmondja.

Ennek hitelül az e célra kellően felhatalmazott alul írottak ezt az egyezményt aláírták és azt pecsétükkel ellátták.

Kelt 2 példányban Londonban 1932, május 11, és Budapesten 1932, június 10.

BR SZALAY GÁBOR.

RÉSZLETES SZABÁLYZAT

A MAGYARORSZÁG ÉS AZ EGYESÜLT KIRÁLYSÁG KÖZT 1932 MÁJUS HÓ 11 JUNIUS HÓ 10-ÁN KÖTÖTT CSOMAGEGYEZMÉNY FOGANATOSÍTÁSÁHOZ.

I. Cikk.

TOVÁBBÍTÁS.

1. Mindegyik postaigazgatás a neki a másik igazgatás által a területén való átszállítás céljából átadott csomagokat azokon az utakon és azokkal az eszközökkel szállítja, amelyeket a saját csomagjaira vonatkozóan használ.

2. Tévirányított csomagokat az utánküldő igazgatás a rendelkezésére álló legközvetlenebb úton tartozik a valódi rendeltetési helyükre küldeni.

2. Cikk.

SZÁLLÍTÁSI MÓD. ZSÁKOK BESZERZÉSE.

1. A két ország közt a csomagok kicserélését a két postaigazgatás által egyetértően megállapított hivatalok végzik.

2. A két ország közt a csomagokat kellően lezárt és lepecsételt zsákokban kell kicserélni, de ha a csomagok száma nem teszi szükségessé a közvetlen zárlatot, a csomagokat « à découvert » lehet küldeni valamely közvetítő országnak.

Ellenkező megállapodás híján a két szerződő ország egyikéből átszállítás végett a másikba küldött csomagok továbbítása « à découvert » történik.

3. Minden egyes zsák nyakára az indító és a rendeltetési kicserélő hivatalok neveit feltüntető függvényt kell alkalmazni, a zsákban elhelyezett csomagok számát a függvény hátoldalán kell feltüntetni.

4. A csomagrovatlapokat és egyéb okmányokat tartalmazó zsákot szembetűnően meg kell jelölni.

5. A valamely zárlatban továbbított express és utánvételes csomagokat, továbbá azokat a csomagokat, amelyeket a címzetteknek illetékmentesen kell kézbesíteni, együvé kell helyezni és pedig ha csak lehetséges abba a zsákba, amelyik a rovatlapot és egyéb okmányokat tartalmazza. Ha ezeket nem lehet mind a rovatlapot tartalmazó zsákban elhelyezni, azt a zsákot, illetve azokat a zsákokat, amelyekben továbbításra kerülnek, megkülönböztető függvénnyel kell ellátni.

6. Similarly, Insured parcels shall be forwarded in separate bags ; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. Each Postal Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels. These bags shall be returned by the office of destination empty, made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate Mail to the Office of Exchange appointed by the Administration of the country of origin. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill, which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

Each Administration shall be required to make good the value of any bags which it fails to return.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a Table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;

(e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed, provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

6. Az értéknylvánítással ellátott csomagokat szintén külön zsákokban kell elhelyezni. Ezeket a zsákokat el kell látni olyan megkülönböztető jellel, amelyet a két igazgatás időről-időre egyetértően megállapít.

7. Az egyes csomagzsákok súlya nem haladhat meg 36 kg.-ot /:80 avoirdupois fontot:/.

8. Minden igazgatás maga tartozik a csomagjai küldéséhez szükséges zsákok beszerzéséről gondoskodni. A zsákokat a legközelebbi postával üresen kell visszaküldeni a származási országba és pedig tizes kötegekben /:kilencet egy tizedik zsákban:/. A kötegeket a származási ország igazgatása által kijelölt kicserélőhivatalhoz mint külön zárlatot kell küldeni. Az így továbbított csomagok számát egy csomagrovatlapon jelezni kell és pedig egy külön, nem a csomagok jegyzékelésére használt rovatlapon. A rovatlapokat külön, évente újból kezdődő folyószámmal kell ellátni.

Mindegyik igazgatás köteles megtéríteni azoknak a zsákoknak értékét, amelyeket nem küldött vissza.

3. Cikk.

TÁJÉKOZTATÁSOK KÖZLÉSE.

I. Mindegyik igazgatás egy táblázat útján közli a másikkal :

(a) azoknak az országoknak neveit, amelyekbe ő a neki átadott csomagokat továbbbithatja ;

(b) az említett csomagok továbbítására szolgáló utakat attól a ponttól kezdve, amikor azok területükre, vagy szolgálatukba jutnak ;

(c) minden egyes rendeltetési helyre nézve a másik igazgatás által neki megtérítendő díjak összegét ;

(d) az egyes csomagokhoz megkivánt vámárúnyilatkozatok számát ;

(e) az egyéb szükséges tájékoztatásokat.

2. Minden egyes igazgatás közli a másikkal azoknak az országoknak neveit, ahova ő a másik ország területén át csomagokat óhajt szállítani, kivéve, ha valamely kükönleges esetben a szóbanforgó csomagok száma jelentéktelen volna.

4. Cikk.

AZ EGYENÉRTÉKEK MEGHATÁROZÁSA.

Mindegyik igazgatásnak a csomagdíjak meghatározásánál joga van azoknak megközelítő egyenértékét a saját pénzének megfelelő módon megállapítani.

5. Cikk.

A CSOMAGOK FELSZERELÉSE.

Minden egyes csomagot :

(a) el kell látni a címzett latin betűkkel irt pontos címével. Ceruzával irt címzés nem fogadható el, de elfogadhatók szállításra azok a csomagok, amelyeknek címét előzetesen megvédvesített alapon tintaceruzával irták. A címet magára a csomagra kell írni, vagy a címiratot ahhoz tartósan úgy kell hozzáerősíteni, hogy az le ne válhassék. A feladónak figyelmébe kell ajánlani, hogy a küldeményben helyezze el a cím másolatát a saját címének megjelölésével együtt ;

(b) a szállítás tartamának megfelelően és a tartalmát biztosító módon kell csomagolni.

Azokat a tárgyakat, amelyek a postai alkalmazottakat megsérthetnék, vagy a többi küldeményekben kárt tehetnének, úgy kell csomagolni, hogy minden veszély elkerülhető legyen.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powder such as aniline, etc, shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver or platinum exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination.

2. Nevertheless, a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to Trade Charge parcels, Insured parcels, Express parcels, or parcels intended for delivery to the addressees free of charge.

3. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of charge shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words " Free of charge " (Franc de droits).

2. Every parcel forwarded " free of charge " shall be accompanied by a separate Franking Note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A.R. " The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This Advice of Delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Postal Administration of the country

6. Cikk.

KÜLÖNLEGES CSOMAGOLÁS.

1. A folyadékokat és könnyen olvadó testeket kettős tartályba kell csomagolni. Az első /:palack, üvegcsé, fazék, doboz stb.:/ és a második /:fém, vagy erős fadoboz:/ tartály között közt kell hagyni, amelyet fűrészporral, korpával, vagy más felszívó anyaggal olyan mennyiségben kell kitölteni, hogy az eltörés esetén a folyékony anyagot teljesen felszívhassa.

2. Festékanyagok, így anilin stb. csak akkor fogadhatók el, ha erős bádogdobozban vannak elhelyezve, amely dobozokat viszont fadobozokba kell tenni és a két burkolat közé fűrészport kell helyezni.

3. Azokat a csomagokat, amelyek 100 font sterling /:2,500 frank:/ értéket meghaladó drágaköveket, ékszereket, vagy egyéb arany, ezüst, illetve platina tárgyakat tartalmaznak, olyan dobozokba kell elhelyezni, amelyeknek hosszúsága és kerülete együttvéve legalább 3 láb 6 hüvelyk /:1.05 méter:/.

7. Cikk.

SZÁLLÍTÓLEVELEK ÉS VÁMÁRÚNYILATKOZATOK.

1. Minden csomaghoz egy szállítólevelet és a rendeltetési ország szabályainak megfelelő vámárúnyilatkozatot kell csatolni.

2. Mindazonáltal egy szállítólevél és egy sorozat vámárúnyilatkozat elégséges két vagy három /:de nem több:/ ugyanazon időben, ugyanazon feladó által, ugyanazon címzett részére feladott közönséges csomaghoz. Ez a szabály nem nyer alkalmazást az utánvételes csomagokra, az értéknnyilvántásos csomagokra, az express csomagokra, vagy azokra a csomagokra, amelyeket a címzetteknek díjmentesen kell kézbesíteni.

3. A postaigazgatások a vámárúnyilatkozatok helyességéért semmiféle felelősséget nem vállalnak.

8. Cikk.

DIJMENTESEN KÉZBESITENDŐ CSOMAGOK.

1. A címzettnek minden díjtól mentesen kézbesítendő csomag cimoldalára és szállítólevelére sárgaszínű jelzőcédulát kell alkalmazni, amelyen kövér betűkkel « Free of charge » /:Franc de droits:/ felírás van.

2. Minden olyan csomaghoz, amely díjmentes, külön díjjegyzéket kell csatolni, amelyet tartósan a szállítólevélhez kell erősíteni.

9. Cikk.

TÉRTIVEVÉNY.

1. Azokon az értéknnyilvántással ellátott csomagokon, amelyekről a feladók tértivevényt kérnek, feltűnő módon irt « Advice of Delivery » /:Tértivevény:/ vagy « A.R. » megjelölést kell alkalmazni. A szállítóleveleket ugyanigy kell megjelölni.

2. Ezeket a csomagokat a postaegyesület szerződésének foganatosító szabályzatához csatolt mintához hasonló űrlap kíséri. Ezt a tértivevényt a felvevőhivatal, vagy a felvevő igazgatás által kijelölt valamelyik másik hivatal állítja ki és azt csatolni kell ahhoz a csomaghoz, amelyre

of origin ; it shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new Advice of Delivery form.

3. The Office of destination, after having duly filled up the form shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicate Advice of Delivery " (Duplicata de l'avis de réception).

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 31 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 11.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication " C.O.D. " (" Remboursement ") written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and in the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 12.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished with an orange coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union.

Article 13.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Postal Administration is, however, free to have the Money orders relating to parcels originating on its service addressed to

vonatkozik. Ha az nem érkezik meg a rendeltetési hivatalhoz, ez utóbbi hivatalból új tértivevényürlapot állít ki.

3. A rendeltetési hivatal miután az ürlapot kellően kitöltötte, azt nyitva, portómentesen a csomag feladójának címére megküldi.

4. Ha a feladó valamely a hozzá kellő időben vissza nem érkezett tértivevényért felszólal, a következő 10. cikkben megállapított szabályok szerint kell eljárni. Ebben az esetben nem szednek újból díjat és a felvevő hivatal az ürlap fejébe a következő szavakat írja: « Duplicate Advice of Delivery » /:Duplicata de l'avis de réception = másodlat a tudakozványról.:/

10. Cikk.

A FELADÁS UTÁN KÉRT TÉRTIVEVÉNY.

Ha a feladó valamely csomagról a feladás után kér tértivevényt, a felvevő hivatal, vagy az a hivatal, amelyet a felvevő ország igazgatása kijelöl, kitölt egy tértivevényürlapot és azt egy tudakozványürlaphoz csatolja. Ez utóbbit el kell látni a postaegyesület szerződése által előírt díjat képviselő postabélyeggel.

A tértivevény által kísért tudakozványt az alábbi 31. cikkben foglalt szabályok szerint kezelik azzal a különbséggel, hogy a csomag szabályszerű kézbesítése esetén a rendeltetési hivatal a tudakozványt visszatartja és a tértivevényt a megelőző cikk 3. szakaszában előírt módon visszaküldi.

11. Cikk.

AZ UTÁNVÉTEL FELTÜNTETÉSE.

1. Az utánvétellel terhelt csomagoknak és a hozzájuk tartozó szállítóleveleknek cimoldalukon szembeötlő módon irt vagy nyomtatott « C.O.D. » /:« Remboursement », « Utánvétel »:/ jelzést kell viselniök, amelyet az utánvételi összeg feltüntetésé követ; az összegben vakarás, vagy kiigazítás még utólagos elismerés esetén sincs megengedve.

2. A feladó köteles ezenfelül a csomagon és a szállítólevél cimoldalán latin betűkkel feltüntetni nevét és címét.

12. Cikk.

UTÁNVÉTELI JELZŐCÉDULA.

Az utánvétellel terhelt csomagokat és szállítóleveleiket el kell látni az Egyetemes Postaegyesület szerződésének foganatosító szabályzatához csatolt mintával megegyező narancsszínű jelzőcédulával.

13. Cikk.

UTÁNVÉTELI UTALVÁNY.

1. Minden utánvétellel terhelt csomaghoz egy utánvételi utalványt kell csatolni. Ezt az ürlapot a szállítólevélhez kell erősíteni és arra fel kell jegyezni a csomagot felvevő ország pénznemében az utánvételi összeget, az utalvány címzettjeként pedig rendszerint a csomag feladóját kell feltüntetni. Mindegyik postaigazgatásnak joga van azonban a szolgálatából eredő csomagokhoz tartozó utánvételi utalványokat a csomagot felvevő hivatalokhoz, vagy valamely más hivatalhoz

the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the Order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Article 14.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination of the parcels by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 15.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid by the addressee within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period, the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 16 of the Agreement.

Article 16.

REDIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case, the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the Administration of the country of origin. The new Office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 17.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the Office of destination, or any other Office appointed by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed "Service Instructions" ("Indications de service") and, after date-stamping it, shall return it free of postage to the Office at which the parcel was posted or to the Office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by the Administration of the country of payment.

Article 18.]

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the Office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

cimeztetni. Az utalványszelvényen fel kell tüntetni a csomag címzettjének nevét és címét, úgyszintén a feladás idejét és helyét.

2. Az utánvételi űrlapnak ceruzával való kitöltése nincs megengedve.

14. Cikk.

AZ UTÁNVÉTELI ÖSSZEG ÁTSZÁMITÁSA.

Az utánvételi utalványok összegének a rendeltetési ország pénzére való átszámítását az utóbbi ország postaigazgatása végzi, amely erre a célra azt az átszámítási kulcsot használja, amelyet a csomagot felvevő országba szóló postautalványok átszámításánál használ.

15. Cikk.

AZ UTÁNVÉTELEK KIFIZETÉSÉNEK HATÁRIDEJE.

Az utánvétel összegét a címzettnek a rendeltetési ország szabályaiban előírt határidőn belül kell kifizetni.

Ennek a határidőnek elteltével a csomagot az egyezmény 16. cikkének szabályaival összhangban kézbesíthetetlenként kell kezelni.

16. Cikk.

UTÁNVÉTELES CSOMAGOK UTÁNKÜLDÉSE.

1. Az utánvételes csomagok utánküldhetők, ha az új rendeltetési ország a felvevő országgal utánvételes csomagszolgálatot tart fenn. Ebben az esetben a csomagokat a felvevő ország igazgatása által kiállított utánvételi utalványúrlapok kísérik. Az új rendeltetési hivatal az utánvételezést úgy bonyolítja le, mintha a csomagokat eredetileg neki küldték volna.

2. Ha az utánküldést oly országba kérik, amellyel a felvevő országnak nincs csomagfelvevő szolgálata, a csomagokat kézbesíthetetlenként kezelik.

17. Cikk.

UTÁNVÉTELI UTALVÁNY KIBOCSÁTÁSA.

Közvetlenül az utánvételi összeg beszédése után a rendeltetési hivatal vagy a rendeltetési ország postaigazgatása által kijelölt másik hivatal kitölti az utánvételi utalványnak « Service Instructions » /: « Indications de service », — Szolgálati feljegyzések: / feliratú részét és miután ezt kelti bélyegzőjének lenyomatával ellátta, az utalványt díjmentesen visszaküldi a csomagot felvevő hivatalhoz, vagy ahhoz a hivatalhoz, amelyet a csomagot felvevő igazgatás az űrlapon magán külön megjelöl.

Az utánvételi utalványokat a feladóknak a kifizető ország igazgatása által meghatározott feltételek mellett fizetik ki.

18. Cikk.

UTÁNVÉTELI UTALVÁNYOK ÉRVÉNYTELENITÉSE, VAGY PÓTLÁSA.

1. A valamilyen okból kifolyóan a feladóhoz visszaküldött csomaghoz tartozó utánvételi utalványt az az igazgatás, amely a csomagot visszaküldi, érvényteleníti és a szállítólevélhez csatolva visszaküldi.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the Office of destination or any other Office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate entering thereon those particulars which the despatching Office would have furnished.

Article 19.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Postal Administrations that the Order has not been paid.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued them.

3. Trade Charge Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Special Money Order Agreement between the two Administrations shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charges, as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity, and shall be receipted by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the Order is not claimed within the period of validity.

5. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or residence of the payee ;
- (ii) Difference or omission of name or amount ;
- (iii) Erasure of, or addition to, an entry ;
- (iv) Omission of stamp, signature, or other service indication ;
- (v) Use of irregular form ;

shall be corrected by the Administration which has issued it.

For this purpose, the Order shall be returned as soon as possible, officially registered, to the Office of issue by the Office of payment.

Article 20.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every Insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insurance shall, in addition, be converted into gold francs by the Postal Administration of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

2. Ha valamely utánvételi utalvány elkallódik, elvesz, vagy megsemmisül, mielőtt az utánvételi összeget beszédtek volna, a rendeltetési postahivatal, vagy a rendeltetési ország postaigazgatása által kijelölt másik hivatal, arról másodlatot állít ki. Ezekre azokat az adatokat kell felírni, amelyeket az indítóhivatal irt volna rájuk.

19. Cikk.

UTÁNVÉTELI UTALVÁNYOK.

1. Az utánvételi összeg beszédése után elkallódott, elveszett, vagy megsemmisült utánvételi utalványt, miután a két igazgatás megállapította, hogy az utalványt sem nem fizették ki, sem nem térítették vissza, másodlattal, vagy kifizetési felhatalmazással helyettesítik.

2. Az utánvételi utalványokat, amelyeket a két igazgatás közt kötött külön utalványegyezményben megállapított érvényességi határidőn belül a címzetteknek nem lehetett kifizetni, az érvényességi határidő lejártá után a kifizető ország igazgatása nyugtázza és az azokat kibocsátó igazgatás terhére írja.

3. Azokat a címzetteknek kézbesített utánvételi utalványokat, amelyeknek kifizetését a címzettek a két igazgatás között kötött külön utalványegyezményben megállapított határidőn belül nem kérték, kifizetési felhatalmazásokkal kell pótolni. Ezeket a kifizetési felhatalmazásokat az az igazgatás állítja ki, amelyik az utánvételi összeget beszédte és pedig mielőtt megtudott győződni arról, hogy az eredeti utalványokat az érvényességi határidőn belül nem fizették ki. A kifizetési felhatalmazásokat a másik igazgatás nyugtázza és azok összegét a nyugtázás után felállított első számadásban beállítja.

4. Az utánvételi utalványt kiállító igazgatás közli másik igazgatással, ha az utalványt az érvényességi határidőn belül nem igényelték.

5. Ha valamely utánvételi utalványt nem lehet kifizetni az alább következő okokból, az utalványt a kibocsátó igazgatás helyesbíti. Ezek az okok :

- a) a címzett nevének, vagy lakhelyének helytelen, elégtelen, vagy kétes feltüntetése ;
- b) valamely névnek, vagy összegnek különbsége, vagy kihagyása ;
- c) valamely bejegyzés törlése, vagy kiegészítése ;
- d) betűző, aláírás, vagy más szolgálati feljegyzés kihagyása ;
- e) szabálytalan űrlap használata.

A helyesbítés foganatosítása végett a kifizető igazgatás az utalványt hivatalból ajánlva, haladéktalanul visszaküldi a kibocsátó igazgatásnak.

20. Cikk.

A NYILVÁNITOTT ÉRTÉK FELTÜNTETÉSE.

Az értéknilyvánítással ellátott csomagokon és a hozzájuk tartozó szállítóleveleken a feladási ország pénznemében fel kell tüntetni az értéknilyvánítási összeget. Vakarással, vagy kiigazitással tett feljegyzés még utólagos elismerés mellett sem fogadható el. Az értéknilyvánítási összeget azután a felvevő ország postaigazgatásának arany frankra kell átszámítania. Az átszámítás eredményét világosan irt számjegyekkel kell kifejezni ; a számjegyeket a feladási ország pénznemében kifejezett értéknilyvánítási összeg mellé vagy alá kell írni.

Article 21.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every Insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication " Insured " or " Valeur déclarée " in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so placed that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 22.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every Insured parcel shall be sealed, by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above

Article 23.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each Insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 24.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the Office of posting and a label indicating the serial number. An Office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 25.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

21. Cikk.

ÉRTÉKNYILVÁNITÁSI JELZŐCÉDULÁK STB.

Az értéknnyilvánitással ellátott csomagokra, úgyszintén szállítólevelekre vörös jelzőcédulát kell alkalmazni amelyen latin betűkkel « Insured » vagy « Valeur déclarée » /: =Értéknnyilvánítás: / megjelölés van.

Ha valamely csomag ércpénzt, rudaranyat, vagy más drágaságokat tartalmaz, a viasz-vagy egyéb pecséteket, a jelzőcédulákat és a postabélyeget hézagok hagyásával kell a csomagokra elhelyezni oly módon, hogy azok a burkolat sérüléseinek elrejtésére ne szolgálhassanak. Nem szabad továbbá a jelzőcédulákat és az esetleges postabélyegeket a burkolat másik oldalára áthajlítani oly módon, hogy azok a széleket befödják.

22. Cikk.

ÉRTÉKNYILVÁNITÁSOS CSOMAG PECSÉTELESE.

Az értéknnyilvánitással ellátott csomagokat a feladónak egyforma, különös, jegyét viselő viaszpecsétekkel, ólomzárral, vagy más pecsétekkel kell lezárni; a pecséteket oly számban kell alkalmazni, hogy lehetetlenné legyen téve a csomag tartalmához férni anélkül, hogy a sérülésnek nyilvánvaló nyoma ne maradjon.

Az ilyen csomagok feladóját nyomatékosan fel kell hívni arra, hogy a vonatkozó szállítólevelet —ha csak lehetséges— a fentemlített pecsét, vagy különös jel pontos lenyomatával lássa el.

23. Cikk.

ÉRTÉKNYILVÁNITÁSOS CSOMAG SÚLYÁNAK FELTÜNTETÉSE.

Minden egyes értéknnyilvánitással ellátott csomagon a felvevő ország postaigazgatásának fel kell tüntetnie a csomag pontos súlyát grammokban :

- a) a csomag cimoldalán.
- b) a szállítólevél erre fenntartott helyén.

24. Cikk.

RAGSZÁM ÉS FELADÁSI HELY.

Minden csomagon, valamint a hozzátartozó szállítólevélén fel kell tüntetni a felvevő postahivatal nevét és fel kell azokra ragasztani a sorszámot feltüntető jegyet. Ugyanazon postahivatal egy és ugyanazon időben csak abban az esetben használhat két vagy több rajjegysorozatot, ha mindegyik sorozatot megkülönböztető jelzéssel látja el.

25. Cikk.

KELTI BÉLYEGZŐ ALKALMAZÁSA.

A felvevő postahivatal a szállítólevelet a cimoldalán ellátja helyi-és kelti bélyegzőjének lenyomatával.

Article 26.

EXPRESS PARCELS.

Every Express parcel and the relative Despatch Note as well shall be impressed with a stamp or provided with a label bearing in bold type the word " Express " or " *Exprès* ".

Article 27.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. The Office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, as far as it is concerned, the back of the Franking Note, and return the latter, accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope, without any indication of the contents, to the Office specified on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears the label " Free of Charge (" *franc de droits* ") and is advised accordingly reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the Office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate Franking Note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the Franking Note. When the Franking Note is lost after the delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

3. Franking Notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to the country of origin must be cancelled by the Office which returns the parcels.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the Administration of the country of destination, the Administration of the country of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at a rate which it fixes itself, and which may not exceed the rate in use for the issue of Money Orders for payment in the country of destination of the parcel. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and be certified by the signature of the officer who made the conversion.

Article 28.

RETRANSMISSION.

1. The Administration retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When a Postal Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of Exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error, attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Hungary or the United Kingdom has

26. Cikk.

EXPRESS CSOMAGOK.

Az express csomagokat és a hozzátartozó szállítóleveleket az « express » vagy « exprès » szót kövér betűkben feltüntető bélyegzőlenyomattal vagy jelzőcédulával kell ellátni.

27. Cikk.

A DIJJEGYZÉKEK VISSZAKÜLDÉSE. ELŐLEGEZETT DIJAK BESZEDÉSE.

1. Az a hivatal, amely a díjmentesen kézbesítendő csomag feladója helyett a vám-és egyéb díjakat előlegezte, kitölti a díjjegyzék hátlapján szereplő, rá vonatkozó rovatokat és a díjjegyzéket az esetleges bizonyító okmányokkal együtt zárt borítékban, a tartalom feltüntetése nélkül, megküldi annak a hivatalnak, amely a díjjegyzék elő oldalán van feltüntetve.

2. Ha valamely « Free of Charge »/: « Franc de droits » = minden díjtól mentesen:/ jelzőcédulával ellátott és megfelelően rovatolt csomag a rendeltetési ország szolgálatába díjjegyzék nélkül érkezik, a vámközvetítést végző hivatal díjjegyzék másodlatot állít ki, de figyelemmel van arra, hogy a küldemény feladási országának nevét írja a díjjegyzéken feltüntetett helyett. Ha a díjjegyzék a csomag kézbesítése után vész el, annak másodlatát ugyanily módon kell kiállítani.

3. A valamilyen ok miatt a felvevő országba visszaküldött csomagokhoz tartozó díjjegyzékeket a csomagokat visszaküldő hivatal érvényteleníti.

4. A rendeltetési ország igazgatása által kifizetett költségeket feltüntető díjjegyzék beérkezése után a felvevő ország igazgatása ezek összegét a saját maga által megállapított kulcs alapján átszámítja a saját pénznemére, amely azonban nem lehet magasabb a csomag rendeltetési országába szóló postautalványok befizetésére használt kulcsnál. Az átszámítás eredményét az űrlap főrészeiben fel kell tüntetni és azt az átszámítást végző tisztviselő aláírásával kell hitelesíteni.

28. Cikk.

UTÁNKÜLDÉS.

1. A téves irányításból kifolyólag utánküldött csomagokat nem szabad vám vagy más nem postai költségekkel megterhelni.

Ha egy postaigazgatás ilyen csomagot abba az országba küld vissza, amelytől azt közvetlenül kapta, ennek javára írja a kapott díjakat és a tévedést visszajelentés útján közli.

Egyéb esetekben és ha az ő javára irt díjak az őt terhelő utánküldési költségeket nem fedezik, az utánküldő igazgatás a további szállításért járó díjakat javára írja annak az igazgatásnak, ahova a csomagokat továbbítja. Azután a hiányzó összeget ama kicserélő hivatal terhére írja, amelytől a tévirányított csomagot közvetlenül kapta. Ennek az eljárásnak indokát visszajelentés útján az utóbbi hivattal közölni kell.

2. Ha valamely csomagot a postai szolgálatnak tulajdonítható hiba folytán tévesen vettek fel és azt ez okból a felvevő országba kell visszaküldeni, a csomagot visszaküldő igazgatás a kapott díjakat megtéríti annak az igazgatásnak, amelytől a csomagot átvette.

3. A címzett elköltözése következtében, vagy a feladónak tulajdonítható hiba folytán valamely, Magyarországgal, vagy az Egyesült Királysággal csomagpostai forgalomban álló országba

Parcel Post communication, shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the Office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 29.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 16, Section 2, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the "Observations" column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 30.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 18 of the Agreement a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be placed at the disposal of the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender.

Article 31.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 32.

PARCEL BILL.

1. Insured, Trade Charge, returned and unpaid redirected parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on Parcel Bills similar to the specimen annexed to the

utánküldött csomagot terhelő díjakat annak az igazgatásnak a terhére kell irni, amelyikhez a csomagot továbbították, kivéve ha a továbbküldés díjait az utánküldés idejében kifizették, amely esetben a csomagot úgy kell kezelni, mintha az utánküldő országból közvetlenül az új rendeltetési országba címezték volna.

4. A portósan utánküldött csomagot eredeti burkolatában kell továbbítani és azt az eredeti szállítólevél kíséri. Ha a csomagot bármely okból át kell csomagolni, vagy ha az eredeti szállítólevél helyébe pótszállítólevelet kell kiállítani, a csomagot felvevőhivatal nevét és az eredeti ragszámot úgy a csomagon, mint a szállítólevélen fel kell tüntetni.

29. Cikk.

KÉZBESITHETETLEN CSOMAGOK VISSZAKÜLDÉSE.

1. Ha valamely kézbesíthetetlen csomag feladója a csomagjáról az egyezmény 16. cikk 2. szakasza által meg nem engedett módon rendelkezett, a rendeltetési ország postaigazgatása nem köteles azt figyelembe venni, hanem a csomagot a rendeltetési ország szabályai által előírt ideig való visszatartás után visszaküldheti a felvevő országba.

2. Az az igazgatás, amely egy csomagot a feladónak visszaküld, köteles a csomagon a kézbesíthetlenség okát világosan és szabatosan megjelölni. Ez a feljegyzés történhet akár kézírással, akár pedig bélyegzőnek, vagy jelzőcédulának alkalmazásával.

3. A feladónak visszaküldendő csomagot « Rebut » /:= kézbesíthetetlen: / szóval kell bejegyezni a rovatlap « Observations » /:megjegyzések:/ rovatába. Ezt ép úgy kell kezelni és díjazni, mint címzett tartózkodási helyének megváltoztatása következtében utánküldött csomagot.

30. Cikk.

ELADÁS, MEGSEMISÍTÉS.

1. Ha valamely csomagot az egyezmény 18. cikkének értelmében eladnak, vagy megsemmisítenek, az eladásról, vagy megsemmisítésről jegyzőkönyvet kell felvenni.

2. Az eladásból befolyt összeget elsősorban a csomagot terhelő költség fedezésére kell fordítani. A netán fennmaradó felesleget a feladónak leendő kifizetés végett a felvevő ország postaigazgatásának rendelkezésére kell bocsátani.

31. Cikk.

FELSZÓLALÁSOK, CSOMAGOK ÉS UTÁNVÉTELI UTALVÁNYOK TÁRGYÁBAN.

A postacsomagokra és a vissza nem érkezett utánvételi utalványokra vonatkozó felszólalásokhoz az egyetemes postagesület csomagegyezménye fogantató szabályzatához csatolt mintával megegyező űrlapot kell használni. Az űrlapokat azokhoz a hivatalokhoz kell továbbítani, amelyeket a két postaigazgatás e célból kijelöl és azokat a két igazgatás által kölcsönösen megállapított módon kell kezelni.

32. Cikk.

CSOMAGROVATLAP.

1. Az indító igazgatás az értéknylvántásos, utánvétellel terhelt, vissza vagy utánküldött csomagokat egyenkint írja be az egyetemes postagesület postacsomagegyezménye fogantató

Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The advice of other parcels except transit parcels shall consist of a statement of the numbers of parcels at the several steps of the weight scale, a note being made on the Bills of the number of Express parcels and of the number of parcels to be delivered free of charge. Transit parcels shall be entered individually provided that two or more transit parcels, addressed to the same country by the same route and falling within the same step of the weight scale, may be entered in bulk. The Despatch Notes, Trade Charge Money Order forms, Customs Declarations, Franking Notes, Advice of Delivery, etc. shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 33.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Parcel Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Errors in the credits allowed in respect of transit parcels shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Notes. The adjustment of other errors in credits and accounting shall be arranged in connexion with the preparation of the monthly statements specified in Article 34 following.

Article 34.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall prepare monthly for all the Parcel Mails despatched to it during the month by each of the Offices of Exchange of the other Administration statements of the total amounts due in respect of the mails, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following that to which they relate.

3. The monthly statements shall be checked and accepted by the corresponding Administration by reference to the copies of the Parcel Bills which it retains and shall be summarized in a quarterly general account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 35.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of Transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent. per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

szabályzatához csatolt mintával megegyező csomagrovatlapba. A többi csomagokat— az átszállított /:transit:/ csomagokat kivéve—a rovatlapba akként kell beírni, hogy az egyes súlyfokokozatok szerint kell feltüntetni a csomagok darabszámát, de fel kell tüntetni az express csomagok és a díjmentesen kézbesítendő /:díjjegyzékes:/ csomagok darabszámát. Átszállított csomagokat egyenkint kell beírni, de két vagy több olyan átszállított csomagot, amely ugyanabba az országba szól, ugyanazon az úton szállítandó és ugyanazon súlyfokokozatba tartozik, sommásan lehet jegyzékelní. A szállítóleveleket, utánvételi utalványokat, vámárúnyilatkozatokat, díjjegyzékeket, tértivevényeket, stb. a csomagrovatlappal együtt kell továbbítani.

2. A kicserélőhivatalok kötelesek a rovatlapokat a felső balsarkukon megszámozni és pedig minden indítóhivatalra nézve évenként kezdődő sorszámmal. Az elmúlt esztendő utolsó sorszámat a következő év első rovatlapján fel kell tüntetni.

33. Cikk.

MEGVIZSGÁLÁS A KICSERÉLŐHIVATALOKNÁL. SZABÁLYTALANSÁGOK VISSZAJELENTÉSE.

1. A kicserélőhivatal a csomag-, vagy üres zsák-zárlat beérkezésekor megvizsgálja a csomagokat és az azokat kísérő különböző okmányokat, illetve az üres zsákokat, a vonatkozó csomagrovatlapba bejegyzett adatok alapján és amennyiben szükséges, a hiányzó tárgyakról, vagy más szabálytalanságokról visszajelentést küld.

2. A jóváírásokban levő eltéréseket visszajelentés útján kell az indító kicserélőhivatallal közölni. A jóváírásokban és a számadásokban végzett egyéb helyesbitéseket a 34. cikkben jelzett haviszámadások előkészítésével kapcsolatban kell rendezni. Az elfogadott visszajelentéseket a vonatkozó csomagrovatlapokhoz kell csatolni. A csomagrovatlapokon tett és bizonyítékokkal nem támogatott helyesbitéseket érvényteleneknek kell tekinteni.

34. Cikk.

LESZÁMOLÁS A JÓVÁÍRÁSOKRÓL.

1. Mindkét igazgatás a minden egyes kicserélő hivatalához a hó folyamán a másik igazgatás kicserélő hivatalai által küldött csomagokra vonatkozóan havijegyzéket készített a csomagrovatolásokban az ő javára, illetve terhére beírt összegekről.

2. Ezeket a számadásokat a számadási hónapot követő hó folyamán a másik igazgatásnak kell megküldeni.

3. A haviszámadásokat, miután azokat a másik igazgatás az általa visszatartott rovatlap-másolatok alapján megvizsgálta és elfogadta, az az igazgatás, amely az egyenleg szerint követel, negyedévi főleszámolásba foglalja.

35. Cikk.

SZÁMADÁSOK KIEGYENLITÉSE.

1. A számadás mérlegéből eredő tartozást a tartozó igazgatás a hitelező igazgatásnak a postaegyesület szerződésében az átszállítási díjak egyenlegének megfizetésére előírt módon téríti meg.

2. A főleszámolás elkészítése és megküldése és számadás egyenlegének kifizetése a lehető legrövidebb idő alatt és legkésőbbben ama időszak leteltétől számított három havi határidőn belül eszközlendő, amelyre a számadás vonatkozik. Ennek a határidőnek elteltével az egyik igazgatás által a másik igazgatásnak fizetendő összeg évi 7 %-kal kamatozik és pedig az említett határidő elteltétől számítva.

Article 36.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Postal Administration on behalf of the other Administration shall be effected by means of supplements to the special Account of Money Order transactions between the two Administrations.

2. In this Account, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those offices. The Administration which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half per cent., representing the share of the other Administration in the Trade Charge fee.

The verification of this Account shall be effected in accordance with the provisions of the special Money Order Agreement between the two Administrations.

3. The totals of the Trade Charge Account shall be included in the detailed Money Order Account for the same period and settled as part of the General Account in respect of Money Orders.

Article 37.

FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Postal Administration on behalf of the other shall be effected by means of special monthly accounts which shall be prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The Franking Notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the Offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these Offices have given to them.

2. The special account accompanied by the Franking Notes shall be forwarded to the creditor Administration not later than the end of the month following that to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the Detailed Regulations of the special Money Order Agreement between the two Administrations.

4. These accounts shall be settled either by a Money Order or by a draft in the currency of the creditor country or in any other manner mutually agreed upon.

Article 38.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 39.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at London, the 11th day of May, 1932, and at Budapest, the 10th day of June, 1932.

H. KINGSLEY WOOD.

36. Cikk.

LESZÁMOLÁS AZ UTÁNVÉTELI UTALVÁNYOKRÓL.

1. Az egyik postaigazgatás által a másik postaigazgatás terhére kifizetett utánvételi utalványokról való leszámolás a két igazgatás közti utalványforgalomról szóló számadásokhoz csatolt mellékletek útján történik.

2. Ebben a számadásban, amelyhez a kifizetett és nyugtázott utánvételi utalványokat kell csatolni, az utalványokat a kibocsátó hivatalok betürendjében és e hivatalok felvevőnaplójának számsorrendjében kell felvenni. A számadást kiállító igazgatás a neki járó végösszezből ez összeg fél %-át, mint a másik igazgatásnak az utánvételi jutalékban való részesedését levonja.

Ennek a számadásnak felülvizsgálása a két igazgatás között kötött utalványegyezmény szabályainak értelmében történik.

3. Az utánvételi számadás végösszegét az ugyanarra az időszakra szóló részletes utalványszámadásba kell felvenni és annak kiegyenlítése a vonatkozó utalvány főleszámolás keretében történik.

37. Cikk.

DIJJEGYZÉKEK, SZÁMADÁS VÁMKÖLTSÉGEKRŐL STB.

1. Az egyik postaigazgatás által a másik számlájára kifizetett vám-stb. költségekre vonatkozó leszámolás külön haviszámadások útján történik, amelyeket a tartozó igazgatás a hitelező ország pénznemében állít fel. A díjjegyzékeket a díjakat előlegező hivatalok betürendjében és az e hivatalok által megállapított folyószámok sorrendjében kell a számadásokba beírni.

2. A díjjegyzékekkel kísért részletes számadásokat legkésőbb a leszámolásra vonatkozó hónapot követő hó végéig kell a hitelező igazgatásnak megküldeni. Nemleges számadást nem kell készíteni.

3. Ezeket a számadásokat a két igazgatás közti külön utalványegyezmény fogatosító szabályzataiban megállapított módon kell megvizsgálni.

4. A számadások kiegyenlítése vagy postautalvánnyal, vagy a hitelező ország pénznemében kiállított váltóval, vagy más kölcsönösen megállapított módon történik.

38. Cikk.

KÖZLÉSEK ÉS NOTIFIKÁLÁSOK.

Mindegyik postaigazgatás közli a másikkal azokra a részletekre vonatkozó felvilágosításokat, amelyek a szolgálat menetével összefüggnek.

39. Cikk.

A FOGATOSÍTÓ SZABÁLYZAT ÉLETBELÉPTE ÉS TARTAMA.

Ez a fogatosító szabályzat azon a napon lép életbe, amelyiken a postacsomagegyezmény és érvényben marad ugyanaddig, mint ez az egyezmény. Az igazgatásoknak mindazonáltal joguk van a részletes határozmányokat közös egyetértéssel időnkint megváltoztatni.

Kelt 2 példányban, Londonban, 1932. évi május hó 11—én és Budapesten, 1932. évi június hó 10—én.

Br SZALAY GÁBOR.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3031. — ARRANGEMENT ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA HONGRIE, RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 11 MAI 1932, ET A BUDAPEST, LE 10 JUIN 1932.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD et L'ADMINISTRATION DES POSTES HONGROISE conviennent d'instituer un service régulier d'échange direct de colis entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et la Hongrie, d'autre part.

Dans le présent arrangement et dans le règlement d'exécution qui y est annexé, l'expression « Royaume-Uni » comprend la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis postaux expédiés du Royaume-Uni à destination de la Hongrie ne devront pas :
- a) Peser plus de 22 livres anglaises, ni
 - b) Mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur et
 - c) Plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ;

Les colis expédiés de Hongrie à destination du Royaume-Uni ne devront pas :

- a) Peser plus de 10 kg., ni
- b) Mesurer plus de 1 m. 05 de longueur et
- c) Plus de 1 m. 80 longueur et pourtour réunis.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, la manière de voir de l'administration expéditrice prévaudra, sauf erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DE COLIS.

Les deux administrations postales garantissent sur leur territoire la liberté de transit des colis en provenance ou à destination de tous les pays avec lesquels elles échangent respectivement des colis postaux. Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent accord et du règlement d'exécution dans la mesure où celles-ci seront applicables.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT — TAXES.

1. L'affranchissement préalable des colis sera obligatoire, sauf pour les colis réexpédiés ou renvoyés à l'expéditeur.

2. La taxe postale se composera des sommes qui reviennent à chaque administration postale participant au transport des colis par voie de terre ou de mer. Elle comprendra également toute surtaxe perçue conformément à l'article 5 ci-après.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales seront, en Grande-Bretagne, de 1 fr., 1 fr. 50, 2 fr. et 3 fr. 15 pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement, et, en Hongrie, de 0,60 cts., 1 fr. et 1 fr. 80 pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.), et 10 kg. (22 lb.), respectivement.

L'Administration des Postes hongroise se réserve la faculté d'adapter ses taxes à toute modification qui, de temps à autre, pourra être introduite, en matière de taxes, par l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. L'Administration des Postes britannique se réserve le droit d'adapter ses taxes territoriales à toutes modifications ultérieures de ces droits qui pourront être apportées, en matière d'échange de colis postaux, dans ses relations avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE ADDITIONNELLE.

L'Administration des Postes hongroise pourra percevoir, sur les colis qui sont expédiés de ses bureaux ou qui leur sont adressés, une taxe additionnelle de 25 centimes par colis.

Article 6.

TAXE MARITIME.

L'Administration des Postes britannique aura le droit de fixer le tarif de tout service maritime qu'elle assurera.

Article 7.

DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration des Postes hongroise est autorisée à percevoir pour factage et dédouanement, par l'intermédiaire des douanes, un droit ne dépassant pas 1 franc par colis ou toute autre taxe que pourra fixer, de temps à autre, l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. L'Administration des Postes du Royaume-Uni est autorisée à percevoir le droit qui sera fixé de temps à autre, en général, pour des services similaires dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays.

Article 8.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS.

Les droits de douane ou autres droits non perçus par les administrations postales seront acquittés par les destinataires des colis, sauf disposition contraire du présent arrangement.

*Article 9.*PAIEMENT PAR L'EXPÉDITEUR DES DROITS DE DOUANE OU AUTRES.
PERCEPTION D'ARRHES. DROIT DE COMMISSION.

Moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

En pareil cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par l'administration postale du pays destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration postale qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, pour ce service, un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes (6 pence) par colis, ou toute autre taxe que pourra fixer de temps à autre l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu pour le dédouanement à l'article 7 ci-dessus.

Sur tout colis expédié du Royaume-Uni en vertu de cet arrangement, l'administration des postes du Royaume-Uni est autorisée à percevoir de l'expéditeur un droit spécial ne dépassant pas un shilling, ou toute autre somme qui pourra être fixée de temps à autre.

Article 10.

DROIT D'ENTREPOSAGE.

Chacune des deux administrations postales pourra percevoir tout droit d'entreposage établi par sa législation pour les colis adressés en « poste restante », ou pour ceux qui n'auront pas été réclamés dans le délai prescrit.

Ce droit ne devra en aucun cas dépasser 5 francs.

Article 11.

REMISE PAR EXPÈS.

1. A la demande des expéditeurs, les colis ne pesant pas plus de 5 kg. (11 lb.) pourront être remis à domicile par un porteur spécial dès leur arrivée ; si le bureau de destination n'est pas en mesure de remettre les colis au domicile du destinataire, un avis d'arrivée sera immédiatement expédié à celui-ci par porteur spécial.

Ces colis qualifiés « exprès » seront soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes ou toute autre somme que pourra fixer de temps à autre l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Cette taxe devra être acquittée à l'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution gratuite du bureau de destination, l'administration à laquelle appartient ce bureau pourra percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée pour la remise par exprès dans le service interne déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur.

Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombé en rebut, cette taxe complémentaire restera exigible, suivant les dispositions de l'article 38, paragraphe 2.

3. La remise du colis ou l'envoi par exprès d'un avis d'arrivée au destinataire ne sera tenté qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cessera d'être considéré comme exprès, et sa remise s'effectuera dans les conditions fixées pour les colis ordinaires.

Article 12.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'insérer dans les colis postaux :

a) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches amorcées et les allumettes) ;

b) Des articles de caractère obscène ou immoral ;

c) Des articles dont l'admission est interdite par la loi, par les règlements douaniers ou par d'autres règlements ;

d) Des lettres ou des communications ayant le caractère d'une lettre ou d'une correspondance personnelle, ainsi que des objets de correspondance ou des paquets de quelque nature que ce soit, portant une autre adresse que celle du destinataire du colis ; (Toutefois, il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du destinataire du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur) ;

e) Des animaux vivants (exception faite des abeilles, qui devront être enfermées dans des boîtes de façon à éviter tout risque pour les agents de poste et à permettre la vérification du contenu).

2. Il est interdit d'expédier des pièces de monnaie, de l'or ou de l'argent manufacturé ou non, ou d'autres articles précieux dans des colis sans valeur déclarée à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis accepté par erreur à la poste sera retourné au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans ce dernier cas, l'administration du pays d'origine sera informée d'une manière précise du traitement appliqué au colis.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre ou d'une correspondance personnelle n'entraînera en aucun cas le retour du colis au pays d'origine.

4. Les explosifs, matières inflammables ou substances dangereuses et les articles de caractère obscène ou immoral ne seront pas retournés au pays d'origine ; l'administration qui les aura trouvés dans les dépêches en disposera conformément à son règlement intérieur.

Article 13.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur pourra obtenir un avis de réception d'un colis avec valeur déclarée, dans les conditions fixées pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne pourra être obtenu d'avis de réception pour un colis sans valeur déclarée.

Article 14.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis pourront être réexpédiés en cas de changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination pourra percevoir la taxe

de réexpédition prévue par son règlement intérieur. De même, les colis pourront être réexpédiés de l'un des deux pays parties au présent arrangement, à destination d'un autre pays, sous réserve que lesdits colis remplissent les conditions prévues pour leur réexpédition, et sous réserve, en règle générale, que l'affranchissement supplémentaire ait été acquitté à l'avance, au moment de la réexpédition ou que soit produite une pièce établissant que le destinataire acquittera cette taxe.

2. Les taxes supplémentaires de réexpédition qui n'auront pas été acquittées par le destinataire ou par son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour au pays d'origine, mais seront réclamées au destinataire ou à l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous autres droits spéciaux que l'administration du pays de destination ne consent pas à annuler.

Article 15.

COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus par suite d'acheminement dans une fausse direction, ou admis à tort à l'expédition, seront traités conformément aux dispositions de l'article 28, paragraphes 1 et 2, du Règlement d'exécution.

Article 16.

NON REMISE.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui ne pourra pas être remis sera retourné à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, à l'expiration du délai prescrit par le règlement intérieur du pays de destination.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que celui-ci, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée, soit *a)* traité comme colis abandonné, *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition, formulée de la façon suivante ou en termes analogues :

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, abandonner. »

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, livrer à... »

Ces indications devront également être inscrites sur l'emballage du colis.

3. Les droits à acquitter sur les colis non remis et retournés à l'expéditeur seront recouverts, conformément aux dispositions de l'article 37.

Article 17.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux parties au présent arrangement s'engagent à insister auprès de leurs administrations des douanes respectives pour qu'elles annulent les droits de douane concernant les colis retournés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés à destination d'un tiers pays.

Article 18.

VENTE. DESTRUCTION.

Seuls les articles susceptibles de se détériorer ou de se corrompre pourront être vendus immédiatement, sans avis préalable ou sans formalités judiciaires, même s'il s'agit d'articles en transit à l'aller ou au retour. Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les articles détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 19.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'auront pu être remis aux destinataires, et que les expéditeurs auront abandonnés ne seront pas retournés par l'administration du pays de destination, mais seront traités conformément à la législation de ce pays. Aucune demande d'indemnité ne sera adressée par l'administration du pays de destination à l'administration du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 20.

RÉCLAMATIONS.

1. Il pourra être perçu un droit de un franc au maximum pour toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement.

Aucun droit ne sera réclamé si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que pendant le délai d'une année à partir de la date du dépôt du colis.

3. Si la réclamation est motivée par une irrégularité dans le service postal, le droit y afférent sera remboursé.

Article 21.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. — TAXES ET CONDITIONS. — LIQUIDATION.

1. Des colis peuvent être expédiés grevés de remboursement dans les relations entre le Royaume-Uni et la Hongrie.

Le montant du remboursement sera exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le maximum du remboursement, pour un colis à destination du Royaume-Uni sera fixé à 40 livres sterling, et, pour un colis à destination de la Hongrie, à 1,150 pengö. En calculant le montant d'un remboursement, toute fraction de penny ou de filler sera comptée comme un penny ou un filler, respectivement.

Les deux administrations postales s'engagent à assurer le transit, par leurs services, de colis grevés de remboursement. Toutefois, les comptes relatifs aux remboursements perçus seront établis et réglés directement entre les administrations des pays d'origine et des pays de destination desdits colis.

2. Les colis grevés de remboursement seront soumis aux formalités et aux taxes applicables aux colis ordinaires ou aux colis avec valeur déclarée, selon le cas. L'expéditeur payera, en outre, une taxe spéciale, qui sera fixée par l'administration du pays d'origine et qui ne pourra dépasser :

a) 2 ½ pence par livre sterling ou fraction de livre sterling du montant du remboursement, pour un colis mis à la poste dans le Royaume-Uni ;

b) Les taxes fixées de temps à autre par l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux, pour un colis mis à la poste en Hongrie.

3. La liquidation du montant des remboursements encaissés s'effectuera au moyen de mandats de remboursement qui seront émis gratuitement.

4. Outre le droit spécial fixé conformément au paragraphe 2, l'Administration postale du Royaume-Uni pourra percevoir de l'expéditeur d'un colis contre remboursement mis à la poste dans le Royaume-Uni, un droit supplémentaire ne dépassant pas 2 pence par colis, et du destinataire de chaque colis contre remboursement livré dans le Royaume-Uni un droit supplémentaire ne dépassant pas 4 pence par colis.

Article 22.

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement ne pourra en annuler ou en modifier le montant postérieurement au dépôt.

Article 23.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOILIATION OU D'AVARIE.

Les deux administrations postales seront responsables, conformément aux conditions fixées aux articles 29 à 35, en cas de perte d'un colis contre remboursement, ou en cas de spoliation ou d'avarie de son contenu.

Article 24.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT, D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX.

Si un colis a été livré au destinataire sans que le montant du remboursement ait été encaissé, l'expéditeur aura droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 20, et que le non-encaissement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en sera de même si la somme perçue du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité, et jusqu'à concurrence de son montant, l'administration responsable sera subrogée dans les droits de l'expéditeur, pour tout recours éventuel contre le destinataire ou contre les tiers.

Article 25.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT.

Le paiement par l'administration postale du pays d'origine des sommes encaissées régulièrement se fera pour le compte de l'administration postale du pays destinataire. De même, le paiement de l'indemnité se fera pour le compte de l'administration postale du pays de destination, si celui-ci est responsable.

Après la livraison d'un colis, la responsabilité de la perception d'un remboursement incombera à l'administration du pays de destination, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation de dispositions réglementaires par l'administration du pays d'origine, ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis ou le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les indications prescrites par le règlement d'exécution pour les colis grevés de remboursement, et que le colis n'avait pas été inscrit séparément sur la feuille de route, conformément à l'article 32 du règlement d'exécution.

L'administration du pays de destination sera tenue de rembourser, dans les conditions prévues à l'article 35, la somme avancée par l'administration du pays d'origine.

Article 26.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'aura pu être payé au bénéficiaire, ne sera pas remboursé à l'administration postale dont relève le bureau qui

a émis le mandat. Ce montant sera tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration du pays d'où provient le colis grevé de remboursement, et sera définitivement acquis à cette administration à l'expiration du délai légal de prescription.

A tous autres égards, et sous les réserves prévues au règlement d'exécution, les mandats de remboursement seront soumis aux dispositions de l'Arrangement relatif aux mandats de poste conclu par les deux administrations.

Article 27.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. — TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis pourront comporter une déclaration de valeur jusqu'à concurrence d'une somme de dix mille francs, sous réserve de toute autre limite inférieure qui pourrait être appliquée dans des pays intermédiaires.

2. Un droit d'assurance, à fixer par l'administration postale du pays d'origine, sera perçu par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur.

3. L'administration du pays d'origine pourra également percevoir de l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition ne dépassant pas 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 28.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne pourra dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il sera permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi sera passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

On pourra toutefois, pour un colis dont le contenu n'a aucune valeur pécuniaire, déclarer une valeur nominale afin de bénéficier des garanties qu'offre le système de la déclaration de valeur.

Article 29.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE OU D'AVARIE.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte des colis, ou de la perte, spoliation ou avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur aura droit, de ce fait, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, spoliation ou avarie. Pour les colis sans déclaration de valeur, cette indemnité ne pourra dépasser 10 francs pour un colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb.), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 1 kg., mais ne dépasse pas 5 kg. (11 lb.) et 40 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 5 kg. Pour les colis avec valeur déclarée, cette indemnité ne pourra dépasser le montant de la valeur déclarée.

Dans les cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans le service du pays de destination, l'administration de ce pays pourra verser, à ses propres frais et sans consulter l'administration du pays d'origine, l'indemnité au destinataire, à condition que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul de l'indemnité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où les marchandises auront été acceptées au transport.

4. Dans les cas où sera due une indemnité pour perte, destruction ou avarie complète d'un colis, ou pour spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur aura droit également au remboursement des taxes de transport.

5. Les droits d'assurance resteront acquis dans tous les cas aux administrations postales intéressées.

Article 30.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsqu'elles ne pourront rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage aura été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou lorsqu'il proviendra de la nature de l'article ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions mentionnées à l'article 12 ;
- e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) Pour les colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation, dans le délai prévu à l'article 20 ;
- g) A l'égard des colis contenant des pierres précieuses, de la joaillerie ou tout article d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2500 francs), et non enfermés dans une boîte ayant les dimensions prescrites à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 31.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis qui auront été livrés conformément à leur règlement intérieur, et dont les propriétaires ou leurs mandataires auront pris livraison sans formuler de réserves.

Article 32.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'indemnité sera versée par l'administration postale du pays d'origine, sauf dans le cas indiqué au paragraphe 1 de l'article 29, cas dans lequel le paiement sera effectué par l'administration postale du pays de destination. L'administration du pays d'origine pourra, toutefois, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à indemniser le destinataire. L'administration qui aura effectué le paiement conservera un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 33.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera versée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à indemniser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration, si celle-ci, dûment informée de la réclamation, a laissé s'écouler neuf mois sans prendre de décision en la matière.

3. L'administration du pays d'origine peut exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an, lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée par suite de circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 34.

ADMINISTRATION RESPONSABLE.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler de réserve, et ayant obtenu communication de tous les renseignements prescrits par les règlements en vue de l'enquête, ne peut établir que le colis a été dûment délivré au destinataire ou à son représentant, ou qu'il a été régulièrement transmis à l'administration postale suivante, selon le cas.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue en cours de transport sans qu'il soit possible de déterminer dans le service de quel pays l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supporteront le dommage par parts égales.

3. Le même principe sera appliqué, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations auront participé au transport des colis. Toutefois, dans le cas de colis expédiés en transit de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, ni l'une ni l'autre des deux administrations ne sera considérée comme responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie sera survenue dans un service qui n'accepte aucune responsabilité.

4. Les droits de douane et autres droits qu'il n'aura pas été possible d'annuler seront à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

5. Du fait qu'elle a payé l'indemnité, l'administration intéressée est subrogée, jusqu'à concurrence du montant versé, dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou les tiers.

Toutefois, si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé, en totalité ou en partie, la personne qui aura touché l'indemnité sera avisée qu'il lui est loisible de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 35.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable, ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué conformément à l'article 32, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le montant de l'indemnité sera recouvré auprès de l'administration responsable au moyen des comptes prévus au paragraphe 3 de l'article 34 du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité sera tenue de supporter tous les frais additionnels résultant du retard injustifié apporté au paiement.

Article 36.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays, à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera au bureau destinataire les droits qui reviennent à ce dernier en vertu des dispositions des articles 4 à 6.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit à travers le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les sommes nécessaires pour le transport et l'assurance du colis, conformément au tableau prévu au paragraphe 1 de l'article 3 du règlement d'exécution.

Article 37.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprend sur l'autre administration le montant des droits qui reviennent à elle-même et à toute autre administration ayant participé à la réexpédition ou au renvoi du colis.

La reprise figurera sur la feuille de route relative à la dépêche dans laquelle est expédié le colis.

Article 38.

TAXE D'EXPRÈS, SPÉCIALE ET COMPLÉMENTAIRE.

1. La taxe spéciale d'express prévue à l'article 11, paragraphe 1, fera partie des sommes portées au crédit de l'administration du pays de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays, sans que la remise en ait été tentée, cette taxe sera portée au crédit de l'administration postale du nouveau pays de destination. Si celle-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe restera acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en sera de même quand un colis express n'aura pu être remis.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi au pays d'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 11, paragraphe 2, sera reprise sur l'administration du pays d'origine par l'administration qui a tenté la remise, sauf dans les cas où cette taxe aura déjà été acquittée.

Article 39.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 14, paragraphe 2, sera acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, au pays qui aura effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 40.

DROITS DIVERS.

1. Seront acquis en entier à l'administration postale qui les aura perçus :

- a) Le droit spécial prévu à l'article 9, quatrième paragraphe ;
- b) Le droit d'avis de réception prévu à l'article 13 ;
- c) Le droit applicable aux réclamations mentionné à l'article 20, paragraphe 1 ;
- d) Le droit supplémentaire pour les colis grevés de remboursement prévu à l'article, 21, paragraphe 4 ;
- e) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée, prévu à l'article 27, paragraphe 3.

2. Le droit de factage et de dédouanement prévu à l'article 7 sera acquis à l'administration du pays de destination. Le droit de commission mentionné à l'article 9, troisième paragraphe, pourra être repris par la même administration.

Article 41.

TAXE DE REMBOURSEMENT.

La taxe prévue à l'article 21, paragraphe 2, sera partagée entre l'administration du pays d'origine et celle du pays de destination, comme il est prescrit à l'article 36, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

Article 42.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine sera redevable envers l'administration postale du pays de destination, pour le transport territorial, d'un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée. Si l'administration du pays de destination assure le transport maritime, l'administration du pays d'origine lui versera un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 43.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et des centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale universelle.

2. Les colis ne pourront être grevés de taxes postales autres que celles qui sont prévues dans le présent arrangement, sauf en cas d'entente réciproque des deux administrations postales.

3. Dans des circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations pourra suspendre temporairement, en totalité ou en partie, le service d'échange des colis postaux, à la condition d'en aviser immédiatement et, s'il y a lieu, par télégramme, l'autre administration.

4. Les deux administrations ont élaboré le règlement d'exécution ci-après en vue de l'exécution du présent arrangement. D'autres questions de détail, qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et qui n'auront pas été prévues dans le règlement d'exécution pourront être réglées de temps à autre, d'un commun accord.

5. Les législations intérieures de la Hongrie et du Royaume-Uni seront applicables à tous les points qui n'auraient pas été prévus par les dispositions du présent arrangement et de son règlement d'exécution.

6. En cas de différend relatif à l'interprétation des clauses du présent arrangement ou du règlement d'exécution y annexé, le texte anglais sera considéré comme faisant foi.

Article 44.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement remplacera l'Arrangement concernant les colis postaux signés à Budapest, le 13 novembre 1896, à Vienne, le 28 novembre 1896, et à Londres, le 31 décembre 1896, en tant que réglementant l'échange des colis postaux entre le Royaume-Uni et la Hongrie.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera fixée d'un commun accord par les deux administrations, et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Londres, le 11 mai 1932 et à Budapest le 10 juin 1932.

H. KINGSLEY WOOD.

Br. SZALAY GÁBOR.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES HONGROISES RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX EN DATE DES 11 MAI / 10 JUIN 1932.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chacune des deux administrations postales acheminera par les voies et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis, les colis qui lui seront remis par l'autre administration pour être transportés en transit à travers son territoire.

2. Les colis envoyées en fausse direction seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment clos et scellés, mais lorsque le nombre de colis ne justifiera pas la formation de dépêches closes, les colis pourront être expédiés, à « découvert », à un pays intermédiaire.

En l'absence de toute disposition contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants, en transit à travers le territoire de l'autre sera effectuée « à découvert ».

3. On attachera au col de chaque sac une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination ; le nombre des colis contenus dans le sac sera inscrit au dos de l'étiquette.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents portera une marque distinctive.

5. Les colis exprès et les colis grevés de remboursement destinés à être remis au destinataire sans frais, lorsqu'ils sont expédiés dans un courrier, seront groupés et placés, autant que possible, dans le sac qui contient la lettre de voiture et les autres documents. Lorsqu'ils ne pourront être tous placés dans le sac qui contient la lettre de voiture, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont expédiés portera une étiquette distinctive.

6. De même, les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts, et les étiquettes de ces sacs porteront la marque distinctive dont conviendront, de temps à autre, les deux administrations.

7. Aucun sac de colis ne devra peser plus de 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).

8. Chaque administration fournira les sacs nécessaires à l'expédition des colis. Ces sacs, groupés par paquets de 10 (9 sacs renfermés dans le dixième), seront renvoyés, sous forme d'envoi distinct, par le bureau destinataire au bureau d'échange désigné par l'administration du pays d'origine. Le nombre de sacs ainsi renvoyés sera signalé sur une feuille de route distincte de celle qui est employée pour signaler les colis eux-mêmes ; cette feuille sera numérotée suivant une série annuelle distincte.

Chaque administration sera tenue de rembourser la valeur des sacs qu'elle n'aura pas renvoyés.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chacune des deux administrations postales notifiera à l'autre, au moyen d'un tableau :

- a) La nomenclature des pays à destination desquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
- b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
- c) La somme totale qui devra lui être bonifiée par l'autre administration, pour chaque destination ;
- d) Le nombre de déclarations en douane qui doivent accompagner chaque colis ;
- e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chacune des deux administrations fera connaître à l'autre le nom des pays à destination desquels elle a l'intention d'expédier des colis en transit à travers le territoire de l'autre, à moins que, dans un cas particulier, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des taxes afférentes aux colis, chacune des deux administrations postales aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, en sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

a) Tout colis devra porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne seront pas admises, mais les colis portant des adresses écrites au crayon-encre, sur une surface préalablement humectée, seront acceptés. L'adresse sera inscrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée assez solidement au colis pour qu'elle ne puisse se détacher. On recommandera à l'expéditeur de tout colis d'insérer dans le colis une copie de l'adresse du destinataire ainsi que l'indication de sa propre adresse.

b) En outre, tout colis devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la protection du contenu.

Les articles qui pourraient blesser les agents des postes ou endommager d'autres colis devront être emballés de manière à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être emballés dans un double récipient. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte métallique ou en bois résistant), il sera ménagé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber, en cas de bris, la totalité du contenu liquide.

2. Les colorants secs en poudre, tels que l'aniline, etc., ne seront admis que renfermés dans des boîtes en métal résistant placées à l'intérieur de boîtes en bois, l'espace entre les deux récipients étant rempli de sciure.

3. Tous colis renfermant des pierres précieuses, des articles de joaillerie ou des articles d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2500 francs) seront emballés dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1,05 m.) longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformes au règlement du pays de destination.

2. Néanmoins un seul bulletin d'expédition et un seul jeu de déclarations en douane pourront suffire pour deux ou trois (au maximum) colis ordinaires expédiés simultanément par les mêmes expéditeurs au même destinataire. Cette disposition ne sera pas applicable aux colis contre remboursement, aux colis avec valeur déclarée, aux colis exprès et aux colis destinés à être délivrés sans frais aux destinataires.

3. Les deux administrations postales n'assumeront aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROIT.

1. Les colis à remettre au destinataire francs de tous droits devront porter, du côté de la suscription, ainsi que sur les bulletins d'expédition, une étiquette de couleur jaune avec l'inscription, en gros caractères, « Franc de droits ».

2. Tout colis expédié « Franc de droits » sera accompagné d'un bulletin d'affranchissement distinct, solidement fixé au bulletin d'expédition.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs demanderont un avis de réception devront porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou « A. R. ». La même mention sera reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces paquets seront accompagnés d'une formule conforme à celle qui est reproduite dans le règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. L'avis de réception sera établi par le bureau d'origine, ou par tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine ; il

sera joint au bulletin d'expédition du colis auquel il se rapporte. S'il ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dressera d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination après avoir dûment rempli la formule, la renverra à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur aura réclamé un avis de réception qui ne lui sera pas parvenu dans un délai raisonnable, il sera procédé conformément aux dispositions prévues à l'article 10 suivant. Dans ce cas, il ne sera pas perçu de deuxième taxe et le bureau d'origine inscrira, en tête de la formule, la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demandera un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné à cet effet par l'administration du pays d'origine, remplira une formule d'avis de réception qu'il joindra ensuite à une formule de réclamation préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union postale universelle.

La réclamation accompagnée de l'avis de réception sera traitée selon les prescriptions de l'article 31 ci-après, à cette seule exception près qu'en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retirera la formule de réclamation et renverra l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents devront porter du côté de l'adresse, la mention « C. O. D. » (« Remboursement »), écrite ou imprimée d'une manière très apparente, et suivie du montant du remboursement sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur devra, en outre, indiquer, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, ses nom et adresse, en caractères latins.

Article 12.

ÉTIQUETTE DES COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Les colis grevés de remboursement ainsi que leur bulletin d'expédition devront être revêtus d'une étiquette de couleur orange, conforme au modèle figurant dans le règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 13.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis expédié contre remboursement sera accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule sera attachée au bulletin d'expédition et devra porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine, et indiquer, en règle générale l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Cependant, chaque administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux, les mandats afférents aux

envois originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement devra indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le nom et la date de dépôt de cet envoi.

2. Les inscriptions au crayon ne seront pas admises sur les formules de mandat de remboursement.

Article 14.

CONVERSION DU MONTANT DE REMBOURSEMENT.

Les montants des remboursements seront convertis en monnaie du pays destinataire par les soins de l'administration de ce pays, qui se servira à cet effet du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 15.

DÉLAI DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement devra être payé par le destinataire du colis, dans le délai prévu par le règlement du pays de destination.

Passé ce délai, le colis sera traité comme étant tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article 16 de l'arrangement.

Article 16.

RÉEXPÉDITION DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement pourront être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec celui d'origine, le service des colis contre remboursement. Dans ce cas, les colis seront accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par l'administration du pays d'origine. Le bureau de la nouvelle destination procédera à la liquidation des remboursements comme si le colis lui avait été expédié directement par le bureau d'origine.

2. Dans le cas d'une demande de réexpédition sur un pays qui n'assure pas le service d'échange de colis grevés de remboursement avec le pays d'origine, les colis seront traités comme étant tombés en rebut.

Article 17.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays destinataire, remplira la partie « Indications de service » du mandat de remboursement, et après y avoir apposé son timbre à date, la renverra, en franchise de port, au bureau de dépôt du colis, ou au bureau spécialement désigné par l'administration du pays d'origine sur le titre même.

Les mandats de remboursement seront payés aux expéditeurs des colis dans les conditions déterminées par l'administration du pays de paiement.

Article 18.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS
DE REMBOURSEMENT.

1. Toute formule de mandat de remboursement concernant un colis, qui pour un motif quelconque sera renvoyé à l'expéditeur, sera annulée par les soins du bureau qui effectuera le renvoi et renvoyée, accompagnée du bulletin d'expédition.

2. Lorsqu'une formule de mandat aura été égarée, perdue ou détruite avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire, ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, en établira un duplicata sur lequel il portera les indications que le bureau expéditeur y aurait consignées.

Article 19.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Tout mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après l'encaissement du remboursement sera remplacé par un duplicata ou une autorisation de paiement, après constatation par les deux administrations postales que le mandat n'a pas été payé.

2. Les mandats de remboursement qui n'auront pu être délivrés aux bénéficiaires dans les délais fixés par l'arrangement spécial concernant les mandats de poste conclu entre les deux administrations seront, à l'expiration de ce délai, quittancés par l'administration postale du pays de paiement et portés en compte à l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui auront été remis aux destinataires, mais dont ceux-ci n'auront pas réclamé le paiement dans le délai de validité fixé par l'arrangement concernant les mandats de poste, conclu entre les deux administrations, seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement seront établies par l'administration qui aura perçu le montant du remboursement, aussitôt qu'elle aura pu s'assurer que les originaux des mandats n'ont pas été payés dans le délai de validité fixé, et elles seront quittancées par l'autre administration qui réclamera les montants dus dans le premier relevé de comptes établi après leur réception.

4. L'administration qui aura établi un mandat de remboursement avisera l'autre administration lorsque le mandat n'aura pas été réclamé dans le délai de validité.

5. Tout mandat de remboursement dont le paiement n'aura pu être effectué pour l'une des causes suivantes sera régularisé par l'administration qui les a émis :

- i)* Indication inexacte, insuffisance ou douteuse du nom ou du domicile des bénéficiaires ;
- ii)* Différence ou omission de noms ou de sommes ;
- iii)* Ratures ou additions dans les inscriptions ;
- iv)* Omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service ;
- v)* Emploi de formulaires non réglementaires.

A cet effet, le mandat sera renvoyé, le plus rapidement possible, sous pli recommandé, au bureau d'émission par le bureau de paiement.

Article 20.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION.

Les colis avec valeur déclarée et les bulletins d'expédition y afférents, devront porter l'indication du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication devra être faite sans ratures ni surcharges, même approuvées. Le montant de la déclaration devra, en outre, être converti en francs-or par l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de la conversion sera indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

Article 21.

ETIQUETTES DE DÉCLARATION DE VALEUR, ETC.

Les colis avec valeur déclarée, ainsi que leur bulletin d'expédition devront porter une étiquette de couleur rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins.

Lorsque le colis contient des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis devront être espacés de façon à ne pas pouvoir cacher des lésions de l'emballage. De plus, les étiquettes et le cas échéant, les timbres-poste, ne devront pas être repliés sur les deux faces de l'emballage, de manière à couvrir la bordure.

Article 22.

APPOSITION OBLIGATOIRE DE CACHETS SUR LES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée seront fermés au moyen de cachets de cire, de plomb ou d'autres substance, portant une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, et appliqués en nombre suffisant pour qu'on ne puisse porter atteinte au contenu du colis sans laisser de traces apparentes de violation.

Il sera instamment recommandé aux expéditeurs de ces colis de porter sur le bulletin d'expédition, toutes les fois qu'il est possible, une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale susmentionnée.

Article 23.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée devra être inscrit par l'administration postale du pays d'origine :

- a) Sur le colis du côté de l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 24.

NUMÉRO D'ORDRE ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte devra porter le nom du bureau de dépôt et être revêtu d'une étiquette indiquant le numéro d'ordre. Le même bureau d'origine ne pourra employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, à moins que chaque série ne soit pourvue d'un signe distinctif.

Article 25.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition sera frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 26.

COLIS EXPRESS.

Les colis à remettre par exprès, ainsi que les bulletins d'expédition correspondants seront frappés d'un timbre ou revêtus d'une étiquette portant, en gros caractères, le mot « Express » ou « Exprès ».

Article 27.

RENOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. RÉCUPÉRATION DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis « Franc de droits » remplira, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmettra ce dernier, accompagné des pièces justificatives y relatives, sous enveloppe fermée, sans aucune indication du contenu, au bureau spécifié au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis portant l'étiquette « Franc de tous droits », et signalé comme tel sur la feuille de route, parviendra au service du pays de destination sans bulletin d'affranchissement le bureau chargé du dédouanement établira un duplicata du bulletin en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui qui figure sur le bulletin d'affranchissement. Lorsque le bulletin d'affranchissement aura été perdu, après livraison du colis, un duplicata sera établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés au pays d'origine, seront annulés par les soins du bureau qui effectue le renvoi des colis.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'administration du pays de destination, l'administration du pays d'origine convertira le montant de ses frais dans sa propre monnaie, à un taux qu'elle déterminera elle-même et qui ne pourra pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à payer dans le pays de destination du colis. Le résultat de la conversion sera indiqué dans le corps de la formule et confirmé par la signature de l'agent qui aura opéré la conversion.

Article 28.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration qui réexpédiera un colis envoyé en fausse direction ne percevra, pour ce colis, ni droits de douane, ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renverra un colis de ce genre au pays dont elle l'a reçu directement, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans d'autres cas, et si le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, cette administration portera au crédit de l'administration à laquelle elle retournera le colis, les droits de transport que comporte l'acheminement du colis ; elle se créditera ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange dont elle aura directement reçu le colis envoyé en fausse direction. Ce bureau sera avisé du motif de la reprise au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis aura été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal et devra, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui renvoie le colis allouera à l'administration qui le lui a livré les sommes dont elle a été créditée du chef de ce colis.

3. Les taxes afférentes à un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur de la part de l'expéditeur à destination d'un pays avec lequel la Hongrie ou le Royaume-Uni échangent des colis postaux, seront réclamés à l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que les frais de transport ne soient acquittés au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de nouvelle destination.

4. Tout colis réexpédié sans nouvel affranchissement sera transmis dans son emballage primitif et accompagné du bulletin d'expédition primitif. Si le colis, pour une raison quelconque, doit être réemballé, ou si le bulletin d'expédition doit être remplacé par un autre bulletin, le nom du bureau d'origine du colis, ainsi que le numéro d'enregistrement primitif, devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 29.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a adressé une demande non prévue par le paragraphe 2 de l'article 16 de l'arrangement, l'administration postale du pays de destination ne sera pas tenue de donner suite à cette demande, mais elle pourra renvoyer le colis au pays d'origine, à l'expiration du délai prévu par les règlements du pays de destination.

2. L'administration qui retournera un colis à l'expéditeur indiquera, en termes clairs et concis, sur le colis même, la cause de la non-remise. Cette indication pourra être manuscrite ou être fournie par l'apposition d'un timbre ou d'une étiquette.

3. Le colis destiné à être renvoyé à l'expéditeur sera porté sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 30.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'Arrangement, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent éventuel sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur.

Article 31.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS OU LES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Pour les réclamations concernant les colis ou des mandats de remboursement qui n'auront pas été renvoyés, on se servira d'un formulaire conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formulaires seront transmis aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et seront traités de la manière convenue entre les deux administrations.

Article 32.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, grevés de remboursements renvoyés, ainsi que les colis réexpédiés sans nouvel affranchissement seront inscrits individuellement par le bureau d'échange

expéditeur sur des feuilles de route conforme au modèle annexé au règlement d'exécution des l'Arrangement de l'Union postale universelle relatif aux colis postaux. L'avis relatif aux autres colis, sauf les colis en transit, sera constitué par l'indication du nombre des colis des différentes catégories de poids, et l'on indiquera sur les feuilles de route le nombre de colis exprès et de colis à délivrer sans remboursement. Les colis en transit seront inscrits séparément, mais deux ou plusieurs colis en transit adressés au même pays par la même voie, et rentrant dans la même catégorie de poids, pourront être inscrits en bloc. Les bulletins d'expédition, formulaires de mandats de remboursement, déclarations en douane, bulletins d'affranchissement, avis de réception, etc., seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérottera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche d'après une série annuelle, pour chaque bureau d'échange de destination. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 33.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Au moment de la réception d'un courrier, composé soit de colis, soit de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents qui les accompagnent ou les sacs vides, suivant le cas, d'après les indications inscrites sur la feuille de route y relative et, le cas échéant, signalera au moyen d'un bulletin de vérification les articles manquants ou toutes autres irrégularités.

2. Les erreurs qui pourront être relevées quant aux bonifications et aux comptes seront signalées au bureau expéditeur par un bulletin de vérification. Toutes autres erreurs dans les bonifications et les comptes seront rectifiées lors de la préparation des états mensuels spécifiés à l'article 34 ci-après.

Article 34.

COMPTABILITÉ.

1. Chaque administration postale établira mensuellement, pour tous les envois de colis reçus de chacun des bureaux d'échange de l'autre administration dans le courant du mois, des états des sommes totales inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états seront transmis à l'administration correspondante dans le cours du mois qui suivra celui auquel ils se rapportent.

3. Les états mensuels lorsque l'administration correspondante les aura vérifiés et approuvés en se reportant aux exemplaires de feuilles de route qu'elle détient seront résumés dans un compte général trimestriel par l'administration créditrice.

Article 35.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde du compte sera payé par l'administration postale débitrice à l'administration postale créditrice selon les modalités prévues par la Convention de l'Union postale universelle pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et la transmission d'un compte général et le paiement du solde de ce compte seront effectués aussitôt que possible et au plus tard dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Après l'expiration de ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt au taux de 7 % par an, à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 36.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque administration postale pour le compte de l'autre sera effectué au moyen de suppléments au compte spécial d'opérations concernant les mandats-poste entre les deux administrations.

2. Dans ce décompte, qui sera accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats seront inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. L'administration qui aura préparé le décompte déduira de la somme totale de sa créance $\frac{1}{2}$ %, représentant la part de la taxe de remboursement qui revient à l'autre administration.

La vérification de ces décomptes sera effectuée selon les règles fixées par l'arrangement spécial entre les deux administrations relatif aux mandats de poste.

3. Les totaux du compte des remboursements seront compris dans le compte détaillé relatif aux mandats de poste pour la période correspondante et liquidés comme partie du compte général des mandats de poste.

Article 37.

BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT, DÉCOMPTE DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc. déboursés par chaque administration postale pour le compte de l'autre sera effectué au moyen de comptes particuliers mensuels, établis par les soins de l'administration débitrice, dans la monnaie du pays créditeur. Les bulletins d'affranchissement seront inscrits par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, sera transmis à l'administration créditrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il ne sera pas dressé de compte « Néant ».

3. La vérification des comptes sera effectuée d'après les règles fixées par le règlement d'exécution de l'arrangement spécial entre les deux administrations relatif aux mandats de poste.

4. Ces comptes seront liquidés soit par le moyen d'un mandat de poste, soit par le moyen d'une traite, dans la monnaie du pays créditeur, ou de toute autre façon dont il pourra être convenu d'un commun accord.

Article 38.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale fournira à l'autre administration tous les renseignements nécessaires sur les points de détail relatifs au fonctionnement de service.

Article 39.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution prendra effet le jour de l'entrée en vigueur de l'Arrangement relatif aux échanges des colis postaux et aura la même durée que cet Arrangement. Les administrations intéressées auront toutefois la faculté d'en modifier les détails de temps à autre, d'un commun accord.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 11 mai 1932 et à Budapest, le 10 juin 1932.

H. KINGSLEY WOOD.

Br. SZALAY GÁBOR.

N° 3032.

COLOMBIE ET SUÈDE

Traité de conciliation. Signé à Londres, le 13 septembre 1927.

COLOMBIA AND SWEDEN

Treaty of Conciliation. Signed at London, September 13, 1927.

N^o 3032. — TRAITÉ DE CONCILIATION¹ ENTRE LA COLOMBIE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A LONDRES, LE 13 SEPTEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 6 septembre 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE,

Animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux pays,

Décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations,

Ont résolu de conclure un traité de conciliation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence Monsieur le baron Erik KULE PALMSTIERNA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Son Excellence Señor Dr. DON Luis CUERVO MÁRQUEZ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Londres ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à une Commission permanente de conciliation, constituée dans les conditions prévues ci-dessous, tous différends, de quelque nature qu'ils soient, qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique et qui ne doivent pas être déférés aux termes, soit du Statut² de la Cour permanente de Justice internationale, soit de tout autre accord conclu entre elles, à ladite cour ou à un tribunal d'arbitrage.

Il appartiendra à chacune des parties de décider du moment à partir duquel la procédure de conciliation pourra être substituée aux négociations diplomatiques.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 5 juillet 1932.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 185 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; et vol. CXXX, page 440, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3032. — TREATY OF CONCILIATION ² BETWEEN COLOMBIA AND SWEDEN. SIGNED AT LONDON, SEPTEMBER 13, 1927.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place September 6, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA,

Being desirous of developing the friendly relations existing between the two countries, Being determined to give a wider application, in their reciprocal relations, to the principles on which the League of Nations is based,

Have decided to conclude a Conciliation Treaty and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Baron Erik KULE PALMSTIERNA, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

His Excellency Señor Dr. Don Luis CUERVO MÁRQUEZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic in London ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The Contracting Parties undertake to submit to a permanent Conciliation Commission, set up as provided for hereinafter, all disputes of whatsoever nature which it has not been possible to settle through the diplomatic channel and which have not, either under the Statute³ of the Permanent Court of International Justice or under any other agreement concluded between the Parties, to be referred to the said Court or to an arbitral tribunal.

Each of the Parties shall be free to decide on the moment at which the procedure of conciliation may be substituted for diplomatic negotiations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at London, July 5, 1932.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXII, page 452 ; Vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXXVI, page 430 ; and Vol. CXXX, page 440, of this Series.

Article 2.

Si un différend, dont l'une des Parties a saisi la commission, est porté par l'autre Partie, conformément aux dispositions visées à l'article premier, devant la cour permanente ou un tribunal d'arbitrage, la commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur la compétence.

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette Partie pourra s'opposer à ce que le différend soit soumis à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement passé en force de chose jugée ne soit rendu, dans des délais établis par les législations intérieures respectives, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 4.

La commission sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : le Gouvernement suédois et le Gouvernement colombien nommeront chacun un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalité différentes, et, parmi eux, les Gouvernements suédois et colombien désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans, leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

La commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Cour permanente de Justice internationale, ou, si celui-ci est ressortissant d'un des États contractants, le vice-président de la cour sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 6.

La commission sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, invitera la commission à ouvrir la procédure de conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 2.

Should a dispute which has been submitted to the Commission by one of the Parties be brought by the other Party, in accordance with the provisions referred to in Article 1, before the Permanent Court or an arbitral tribunal, the Commission shall suspend the examination of the dispute until the Court or the tribunal has given a decision on the question of competence.

Article 3.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, including the administrative tribunals, that Party may require that the dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within the time laid down by the respective municipal laws, by the competent national judicial authority.

Article 4.

The Commission shall consist of five members, who shall be appointed as follows : the Swedish Government and the Colombian Government shall each appoint a commissioner chosen from among their respective nationals and shall appoint, by common agreement, the other three commissioners from among nationals of third Powers ; these three commissioners must be of different nationalities and the Swedish and Colombian Governments shall appoint the President of the Commission from among them.

The commissioners shall be appointed for three years and their mandate shall be renewable. Their appointment shall continue until their replacement and, in any case, until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as the result of death, resignation or any other cause, shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Article 5.

The Commission shall be constituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the nomination of the commissioners to be appointed jointly should not have taken place within the said period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Permanent Court of International Justice or, should he be a national of one of the contracting States, the Vice-President of the Court, shall, in the absence of agreement to the contrary, be requested to make the necessary appointments.

Article 6.

The Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of agreement, by one or other of the Parties.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to open the procedure of conciliation.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

Article 7.

Dans un délai de trente jours à partir de la date où le Gouvernement suédois ou le Gouvernement colombien aurait porté une contestation devant la commission, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de trente jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 8.

La commission aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle fera un rapport sur chaque différend qui lui a été soumis. Le rapport comportera un projet de règlement du différend, si les circonstances y donnent lieu et si trois au moins des membres de la commission se mettent d'accord sur un tel projet.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Le rapport n'a, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Le rapport est signé par le président et porté sans délai à la connaissance des Parties ; la commission pourra impartir à celles-ci un délai pour se prononcer.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 10.

La commission se réunira, sauf accord contraire, entre les Parties, au siège de la Société des Nations.

Article 11.

Les travaux de la commission ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

Les parties seront représentées auprès de la commission par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 7.

Within thirty days from the date on which the Swedish Government or the Colombian Government shall have brought a dispute before the Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within thirty days from the date on which the notification reaches it.

Article 8.

The task of the Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It shall draw up a report on every dispute which has been submitted to it. The report shall contain a proposal for the settlement of the dispute if the circumstances make this possible and if at least three members of the Commission agree on such a proposal.

The opinion of the members who are in a minority, accompanied by a statement of the reasons on which that opinion is based, shall be set forth in the report.

The report shall not have the character of an arbitral award as regards either the statement of facts or the legal considerations.

The report shall be signed by the President and brought to the notice of the Parties immediately ; the Commission may lay down a period within which the latter are to make their decision.

The proceedings of the Commission shall, unless, the Parties otherwise agree, be terminated within six months of the date on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 9.

Failing any special provisions to the contrary, the Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 10.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Commission shall meet at the seat of the League of Nations.

Article 11.

The proceedings of the Commission shall not be public except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 12.

The Parties shall be represented before the Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their respective Governments.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 13.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix ; en cas de partage, la voix du président sera décisive.

La commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président et deux membres au moins sont présents.

Article 14.

Les Gouvernements suédois et colombien s'engagent à faciliter les travaux de la commission et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont ils disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la commission, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Gouvernements suédois et colombien.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités des commissaires étant comprises parmi ces frais communs.

Article 16.

Les Gouvernements suédois et colombien s'engagent à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable aux arrangements proposés par la commission, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 17.

Tous différends relatifs à l'interprétation du présent traité seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 18.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres, aussitôt que faire se pourra.

Le traité est conclu pour une durée de dix ans à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 13 septembre 1927.

(L. S.) Erik PALMSTIERNA.

(L. S.) Luis CUERVO MÁRQUEZ.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,

le 29 août 1932.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

Article 13.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Commission shall be taken by a majority vote. Each member shall have one vote ; if the votes are equally divided the President shall have a casting vote.

The Commission may not take any decisions on the substance of the dispute unless all the members have been duly summoned and the President and at least two members are present.

Article 14.

The Swedish and Colombian Governments undertake to facilitate the work of the Commission and particularly, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their laws to summon and hear witnesses and experts, and to visit the localities in question.

Article 15.

During the proceedings of the Commission each commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the Swedish and Colombian Governments.

Each Government shall bear its own cost and an equal share of the common costs of the Commission, these common costs to include the commissioners' emoluments.

Article 16.

During the course of proceedings instituted in accordance with the provisions of the present Treaty, the Swedish and Colombian Governments undertake to abstain from all measures likely to have consequences prejudicial to the arrangements proposed by the Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 17.

Any disputes relating to the interpretation of the present Treaty shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 18.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged in London as soon as possible.

The Treaty shall be concluded for a period of ten years as from the date of exchange of ratifications. If it is not denounced six months before the expirations of this period, it shall remain in force for a further period of five years and similarly thereafter for successive periods of five years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in London, in duplicate, on September 13, 1927.

(L. S.) Erik PALMSTIERNA.

(L. S.) Luis CUERVO MÁRQUEZ.

N° 3033.

**JAPON ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Arrangement concernant l'échange
des colis postaux et règlement
d'exécution y annexé. Signés à
Moscou, le 23 novembre 1931.

**JAPAN
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Agreement for the Exchange of
Postal Parcels, with Detailed Re-
gulations annexed thereto. Signed
at Moscow, November 23, 1931.

N^o 3033. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE L'EMPIRE DU JAPON ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 23 NOVEMBRE 1931.

*Texte officiel français communiqué par le directeur du Bureau du Japon à la Société des Nations.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 6 septembre 1932.*

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, guidés par le désir de coopérer au raffermissement et au développement des relations amicales et économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure un Arrangement concernant l'échange des colis postaux, tant en provenance de ces pays qu'en transit par leurs territoires, et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Koki HIROTA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Lev Mikhaïlovitch KARAKHAN, membre du Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, commissaire-adjoint du Peuple aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Entre l'Empire du Japon et l'Union des Républiques soviétistes socialistes est établi un échange régulier de colis postaux.

Les dispositions du présent arrangement seront applicables non seulement aux colis postaux échangés directement entre les deux pays, mais encore en général aux colis postaux expédiés, conformément à l'article 2 ci-après, en transit à découvert, à l'exception des cas dont il est spécialement convenu entre les Administrations postales des Hautes Parties contractantes.

2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à effectuer la transmission exclusivement maritime dans leurs services des colis postaux adressés à un pays tiers et livrés à l'un d'eux

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tokio, le 23 juillet 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3033. — AGREEMENT ² FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN THE EMPIRE OF JAPAN AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, NOVEMBER 23, 1931.

French official text communicated by the Director of the Japanese Office accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 6, 1932.¹

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, being desirous of co-operating with a view to strengthening and developing the friendly economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Parcel Post Agreement for parcels coming from these countries or passing through their territories, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Koki HIROTA, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in the Union of Soviet Socialist Republics ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Lev Mikhailovitch KARAKHAN, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics, Assistant People's Commissary for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

1. A regular exchange of postal parcels shall be established between the Empire of Japan and the Union of Soviet Socialist Republics.

The provisions of the present Agreement shall apply not only to postal parcels exchanged direct between the two countries but also, in general, to postal parcels sent, in accordance with Article 2 hereunder, in transit "à découvert," except in such cases as are specially agreed upon between the Postal Administrations of the High Contracting Parties.

2. The High Contracting Parties undertake, further, to effect the exclusively maritime conveyance, in their services, of postal parcels addressed to a third country and handed over to

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tokio, July 23, 1932.

en dépêches closes par l'autre. Les limites de poids, les taxes, la responsabilité, etc., concernant ces colis seront soumises aux conditions convenues entre les Administrations postales des Hautes Parties contractantes.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes garantit à l'autre la liberté du transit terrestre, maritime et aérien des colis postaux par son territoire, savoir : l'Empire du Japon, de ceux à destination ou en provenance des pays avec lesquels il a établi l'échange respectif des colis postaux ; l'Union des Républiques soviétistes socialistes, de ceux à destination ou en provenance des pays avec les gouvernements desquels elle a conclu les arrangements concernant l'échange respectif des colis postaux.

Article 3.

1. Les colis postaux échangés entre les deux pays ne peuvent dépasser 5 kilogrammes de poids, 1 mètre 25 centimètres de longueur et 216 décimètres cubes de volume.

2. Les colis postaux visés au paragraphe précédent peuvent comporter une déclaration de valeur jusqu'à concurrence de 1.000 francs.

3. Les administrations postales des Hautes Parties contractantes ont la faculté de modifier, d'un commun accord, les limites de dimension et de volume, ainsi que la limite de la valeur déclarée des colis postaux, prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

4. Les colis postaux francs de droits ne sont pas admis sauf le cas où les administrations postales des Hautes Parties contractantes se sont spécialement entendues à ce sujet.

5. Le mode de remise des colis postaux, ainsi que le mode de disposition des objets dont l'entrée est interdite ou conditionnée par des restrictions, en tant que celles-ci ne sont pas en contradiction avec le présent arrangement, sont obligatoirement soumis aux règlements intérieurs des Hautes Parties contractantes.

Article 4.

1. Chaque Haute Partie contractante est, le cas échéant, tenue de n'accepter pour le transit par son territoire, conformément à l'article 2, que les colis postaux satisfaisant aux conditions prévues à l'article précédent concernant les colis postaux échangés directement, en tant que les pays tiers n'appliquent pas de plus grandes restrictions aux colis postaux échangés avec les Haute Parties contractantes.

2. Chaque Haute Partie contractante a la faculté, suivant les conditions du transport et les chargements des ambulants ou des paquebots, de fixer le nombre maximum des colis postaux que l'autre Haute Partie contractante peut lui remettre pour le transit.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes réservent à leurs administrations postales, si l'une de celles-ci l'estime nécessaire, le droit de suspendre temporairement, et d'une manière générale ou partielle, l'échange des colis postaux dans l'une ou l'autre direction. L'administration postale qui prend cette mesure, est tenue d'en donner immédiatement avis à l'autre administration postale. Dans le cas où cette mesure est prise d'urgence, l'administration postale intéressée en est immédiatement informée par télégraphe.

either of them by the other in closed mails. The limits of weight, rates, responsibility, etc. for these parcels shall be subject to the conditions agreed upon between the Postal Administrations of the High Contracting Parties.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties shall guarantee to the other Party freedom of transit across its territory by land, sea and air for postal parcels, that is to say : the Empire of Japan for parcels addressed to or sent from countries with which it has instituted a reciprocal exchange of postal parcels ; the Union of Soviet Socialist Republics for parcels addressed to or sent from countries with whose Governments it has concluded agreements for the mutual exchange of postal parcels.

Article 3.

1. Postal parcels exchanged between the two countries may not exceed 5 kilogrammes in weight, 1 metre 25 centimetres in length and 216 cubic decimetres in volume.

2. The postal parcels referred to in the preceding paragraph may be insured for an amount not exceeding 1,000 francs.

3. The Postal Administrations of the High Contracting Parties shall be authorised to modify, by joint agreement, the maximum dimensions and volume and also the maximum declarable value of postal parcels as laid down in paragraphs 1 and 2 of this Article.

4. Postal parcels which have not been prepaid shall not be accepted unless there is a special agreement on the subject between the Postal Administrations of the High Contracting Parties.

5. The handing over of postal parcels and the disposal of articles the import of which is prohibited or subject to restrictions, in so far as these restrictions are not incompatible with the present Agreement, shall be governed by the internal regulations of the High Contracting Parties.

Article 4.

1. Each High Contracting Party is bound, where necessary, to accept for transit across its territory, in accordance with Article 2, only postal parcels which satisfy the conditions laid down in the preceding Article for postal parcels exchanged direct, provided that third countries do not apply severer restrictions to the postal parcels exchanged with the High Contracting Parties.

2. Each High Contracting Party shall be entitled to fix in accordance with the conditions of transport and the capacity of mail-vans or steamers the maximum number of postal parcels which the other High Contracting Party may hand over to it for transit.

Article 5.

The High Contracting Parties reserve the right of their Postal Administrations, if either of these should deem it necessary, to suspend temporarily and as a general or partial measure the exchange of postal parcels in either direction. The Postal Administration taking such a step shall be bound to give the other Postal Administration immediate notice thereof. Should the measure be adopted at short notice, the Postal Administration concerned shall be informed immediately by telegram.

Article 6.

1. Le droit de port des colis postaux échangés entre les Hautes Parties contractantes et transportés par voie de terre est calculé comme suit :

	En faveur de l'Empire du Japon	En faveur de l'Union des Répu- bliques soviétistes socialistes
	Fr.	Fr.
Pour les colis postaux à destination ou en provenance de l'Empire du Japon, transmis par une des parties — européenne ou asiatique — de l'Union des Républiques soviétistes socialistes :		
Jusqu'à 1 kg.	0,55	2
De plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg.	0,75	2
Pour les colis postaux à destination ou en provenance de l'Empire du Japon, transmis par les deux parties — européenne et asiatique — de l'Union des Républiques soviétistes socialistes :		
Jusqu'à 1 kg.	0,55	4
De plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg.	0,75	4

2. Le droit de port pour le transit terrestre des colis postaux est calculé comme suit :

a) Dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, pour la transmission par une des parties — européenne ou asiatique — de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, 4 francs par colis postal jusqu'au poids de 5 kilogrammes et pour la transmission par les deux parties, européenne et asiatique, ainsi que pour la transmission successive par les chemins de fer de Sibérie et de Turkestan, 8 francs par colis postal jusqu'au poids de 5 kilogrammes.

b) Dans l'Empire du Japon, 0,55 franc par colis postal jusqu'au poids de 1 kilogramme et 0,75 franc par colis postal de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes.

3. Pour le transport maritime entre les deux pays, il est perçu un droit de 0,50 franc au maximum par colis postal dont le poids n'excède pas 5 kilogrammes.

4. Pour les colis postaux en provenance ou à destination du service d'une des administrations postales du Japon propre, du Chosen ou des autres Dépendances japonaises, transportés par l'intermédiaire du service d'une de ces administrations, chaque service intermédiaire peut percevoir en outre, à titre de transport intermédiaire, le montant correspondant au droit de transport terrestre prévu par le paragraphe 1 et, le cas échéant, un droit de transport maritime de 0,50 franc. En ce qui concerne le droit d'assurance, chaque service intermédiaire peut aussi percevoir respectivement un droit d'assurance pour le transport terrestre et, le cas échéant, pour le transport maritime.

Article 7.

Les administrations postales des Hautes Parties contractantes peuvent convenir entre elles d'une surtaxe aérienne et des autres conditions en vue de transporter des colis postaux par voie aérienne.

Article 8.

Si l'état de détérioration d'un colis postal transité, réexpédié ou renvoyé rend impossible son expédition ultérieure sans réemballage, l'administration postale qui a fait le réemballage peut percevoir un droit fixe de 0,50 franc au maximum sur le destinataire ou l'expéditeur.

Article 9.

1. L'échange entre les Hautes Parties contractantes des colis postaux, tant ordinaires qu'avec valeur déclarée, ainsi que, le cas échéant, le transit desdits colis postaux par leurs territoires, sont

Article 6.

1. The postage on postal parcels exchanged between the High Contracting Parties and carried by land shall be computed as follows :

	Payable to the Empire of Japan	Payable to the Union of Soviet Socialist Republics
	Fr.	Fr.
Postal parcels addressed to or sent from the Empire of Japan conveyed through one part — European or Asiatic — of the Union of Soviet Socialist Republics, weighing :		
Not more than 1 kg.	0.55	2
From 1 kg. up to 5 kg.	0.75	2
Postal parcels addressed to or sent from the Empire of Japan and conveyed through both parts — European and Asiatic — of the Union of Soviet Socialist Republics, weighing :		
Not more than 1 kg.	0.55	4
From 1 kg. up to 5 kg.	0.75	4

2. The postage for the land transit of postal parcels shall be computed as follows :

(a) In the Union of Soviet Socialist Republics, for conveyance through one part — European or Asiatic — of the Union of Soviet Socialist Republics, 4 francs per postal parcel not exceeding 5 kilogrammes in weight and for conveyance through both the European and Asiatic parts, as well as for the conveyance, successively, by the Siberian and Turkestan Railways, 8 francs per postal parcel not exceeding 5 kilogrammes in weight.

(b) In the Empire of Japan, 0.55 franc per postal parcel not exceeding 1 kilogramme and 0.75 franc per postal parcel weighing from 1 to 5 kilogrammes.

3. For transport by sea between the two countries a maximum rate of 0.50 franc shall be charged for each postal parcel not exceeding 5 kilogrammes in weight.

4. For postal parcels sent from or addressed to a service of a Postal Administration in Japan proper, Chosen or the other Japanese Dependencies and conveyed through the intermediary of a service of one of these Administrations, each intermediate service may also collect, in respect of intermediate transport, an amount equal to the land transport rate laid down in paragraph 1 and, where necessary, a sea transport rate of 0.50 franc. As regards insurance, each intermediate service may also collect an insurance fee for land conveyance, and where necessary, a similar fee for sea conveyance.

Article 7.

The Postal Administrations of the High Contracting Parties may jointly agree on an air mail surcharge and on the other conditions for the conveyance of postal parcels by air.

Article 8.

If the damaged condition of a postal parcel sent in transit, redirected or returned makes it impossible to forward it further without repacking, the Postal Administration carrying out the repacking may collect a fixed fee not exceeding 0.50 franc from the addressee or the sender.

Article 9.

1. The exchange between the High Contracting Parties of postal parcels, whether ordinary or insured, and, where necessary, the transit of the said postal parcels through their territories

effectués, en tant que les stipulations du présent arrangement n'y sont pas contraires, conformément aux dispositions de l'arrangement¹ concernant les colis postaux de l'Union postale universelle et du Protocole final dudit arrangement.

2. Chaque Haute Partie contractante a la faculté d'introduire, conformément à ses règlements intérieurs, des restrictions relatives au contenu des colis postaux, soit échangés directement, soit en transit. Chaque Haute Partie contractante doit, en temps utile, informer l'autre partie de ces restrictions. Quant à celles relatives au transit, les Hautes parties contractantes en informent, en outre, les pays intéressés par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union postale universelle.

3. Les administrations postales des Hautes Parties contractantes peuvent convenir entre elles des mesures d'ordre et de détail nécessaires à l'exécution du présent arrangement. Ce qui n'est pas convenu entre elles est soumis aux dispositions du règlement d'exécution de l'arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle.

Article 10.

Le franc pris comme unité monétaire dans les dispositions du présent arrangement est le franc-or à 100 centimes d'un poids de 10/31^e de gramme et d'un titre de 0,900.

Article 11.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Tokio aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à ce qu'il soit abrogé d'un commun accord. Toutefois, il peut être annulé sur le désir exprimé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes dans une notification préalable faite à l'autre Partie trois mois à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement rédigé en français en double exemplaire, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 23^e jour du 11^e mois de la 6^e année de Showa, correspondant au 23 novembre 1931.

(L. S.) Koki HIROTA.

(L. S.) L. KARAKHAN.

Copie certifiée conforme :

Ototsugu Saito.

*f. f. de Chef de la Section des Correspondances
au Ministère des Affaires étrangères.*

¹ Vol. CIII, page 73; vol. CVII, page 554; vol. CXVII, page 312; vol. CXXII, page 360; et vol. CXXX, page 459, de ce recueil.

shall, if not otherwise provided for in the present Agreement, be effected in accordance with the provisions of the Parcel Post Agreement¹ of the Universal Post Union and of the Final Protocol to that Agreement.

2. Each High Contracting Party shall be entitled to adopt, in accordance with its internal regulations, restrictions regarding the contents of postal parcels, either exchanged direct or conveyed in transit. Each High Contracting Party shall notify the other Party in good time of the said restrictions. The High Contracting Parties shall further notify the restrictions regarding transit to the countries concerned through the International Bureau of the Universal Postal Union.

3. The Postal Administrations of the High Contracting Parties may jointly agree on the service and detailed regulations necessary for the execution of the present Agreement. Where no such agreement exists, the provisions of the Detailed Regulations for the execution of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union shall apply.

Article 10.

The franc taken as the monetary unit in the provisions of the present Agreement is the gold franc of 100 centimes of a weight of 10/31 of a gramme and of a fineness of 0.900.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tokio as soon as possible.

It shall come into force one month after the exchange of the ratifications and shall remain in force until terminated by common consent. It may, however, be cancelled at the desire of either High Contracting Party by giving three months' previous notice to the other Party.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, done in duplicate in French, and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow on the 23rd day of the 11th month of the 6th year of Showa, corresponding to November 23, 1931.

(L. S.). Koki HIROTA

(L.S.). L. KARAKHAN

¹ Vol. CIII, page 73; Vol. CVII, page 554; Vol. CXVII, page 312; Vol. CXXII, page 360; and Vol. CXXX, page 459, of this Series.

DÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE L'EMPIRE DU JAPON
ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.

Les soussignés, vu l'article 9 de l'arrangement concernant l'échange des colis postaux, conclu le 23^e jour du 11^e mois de la 6^e année de Showa, correspondant au 23 novembre 1931 entre L'EMPIRE DU JAPON et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, ont arrêté ce qui suit :

I.

Pour le moment, les bureaux d'échange des colis postaux seront : de la part de l'Empire du Japon—Tsuruga, Otaru, Hakodate, Toyohara, et de la part de l'Union des Républiques soviétistes socialistes—Vladivostok, Okha, Alexandrovsk-Sakhalinsky, Petropavlovsk-Kamtchatsky.

II.

Pour le moment, la transmission des colis postaux sera effectuée à découvert (par colis et non dans des sacs), tant dans l'échange direct qu'en transit. De même, la transmission des documents respectifs, relatifs aux colis postaux en transit, sera effectuée à découvert.

III.

Les colis postaux sont accompagnés des lettres de voiture, dressées en deux exemplaires identiques, dont un exemplaire muni de la signature de l'agent ayant pris livraison des colis postaux reste chez l'agent qui les a remis et l'autre chez celui qui en a pris livraison.

Sur lesdites lettres de voiture les colis postaux transmis à découvert sont indiqués en bloc avec indication des numéros des feuilles de route y relatives.

Avec la lettre de voiture doivent être remises à l'agent receveur les feuilles de route dressées par les bureaux d'échange.

Les agents se présentant pour la réception des colis postaux et n'ayant pas de colis postaux à livrer sont tenus de remettre une lettre de voiture négative dûment timbrée et signée.

IV.

Si le colis postal ne peut pas être accepté vu la détérioration de l'enveloppe donnant accès au contenu, l'agent est tenu de faire l'annotation nécessaire au sujet de la non-acceptation du colis postal sur les deux exemplaires de la lettre de voiture. Cette annotation doit être signée par l'agent receveur et par celui qui remet les colis postaux avec indication des causes de la non-acceptation.

V.

En règle générale, les taxes pour les colis postaux sont perçues en timbres-poste, appliqués sur les bulletins d'expédition. Cependant, à l'administration postale de chaque Haute Partie contractante est réservé le droit d'établir le paiement en numéraire quand les circonstances l'y obligent.

VI.

Les administrations postales des Hautes Parties contractantes ont la faculté de ne pas admettre les communications écrites sur les coupons des bulletins d'expédition.

DETAILED REGULATIONS

FOR THE EXECUTION OF THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE EMPIRE OF JAPAN
AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

In pursuance of Article 9 of the Parcel Post Agreement concluded between the EMPIRE OF JAPAN and THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS on the 23rd day of the 11th month of the 6th year of Showa, corresponding to November 23, 1931, the undersigned have agreed as follows :

I.

For the time being the exchange offices for postal parcels shall be : in the case of the Empire of Japan — Tsuruga, Otaru, Hakodate, Toyohara, and in the case of the Union of Soviet Socialist Republics — Vladivostok, Okha, Alexandrovsk-Sakhalinsky, Petropavlovsk-Kamtchatsky.

II.

For the time being postal parcels shall be conveyed "à découvert" (separate parcels, not in bags) both in direct exchange and in transit. Similarly, the various documents concerning postal parcels in transit shall be transmitted "à découvert".

III.

Postal parcels shall be accompanied by waybills made out in two identical copies, one of which, signed by the official who received the postal parcels, shall be retained by the official who handed them over and the other by the official who took delivery.

The said waybills shall contain particulars of all the postal parcels conveyed "à découvert", together with the numbers of the parcel bills relating thereto.

In addition to the waybill, the official receiving mails shall also be given the parcel bills made out by the exchange offices.

Officials whose duty it is to receive postal parcels but who have no postal parcels to hand over must deliver a "nil" waybill duly stamped and signed.

IV.

If a postal parcel cannot be accepted owing to the damaged condition of the wrapper protecting the contents, the official shall be bound to make the necessary note regarding refusal of the postal parcel on both copies of the waybill. This note must be signed by the receiving official and by the official handing over the postal parcels and must state the reasons for refusal.

V.

The charges on postal parcels shall, as a general rule, be prepaid in postage stamps affixed to the dispatch notes. Nevertheless, the Postal Administration of each High Contracting Party shall have the right to decide that payments must, if circumstances so require, be made in cash.

VI.

The Postal Administrations of the High Contracting Parties shall be entitled to refuse to accept communications written on the coupons of the dispatch notes.

VII.

1. Les comptes concernant les colis postaux, soit échangés directement, soit en transit, sont établis mensuellement en conformité des dispositions du règlement d'exécution de l'arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle.

2. Les comptes accompagnés des documents y relatifs doivent être envoyés à l'administration postale de l'autre Haute Partie contractante dans le courant du mois, si possible, et au plus tard dans les six semaines qui suivent l'expiration du mois auquel ils se rapportent. Lesdits comptes doivent être examinés et renvoyés dans le délai d'un mois à partir de la date de leur réception.

3. Les comptes mensuels établis et acceptés par les Hautes Parties contractantes doivent être portés par l'Office créditeur dans le compte général établi par trimestre dont le solde est à payer dans le délai d'un mois à partir de la date de la réception du compte général.

Si le paiement du solde n'est pas effectué dans le délai susindiqué, les sommes dues sont productives d'intérêt, à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

4. Le solde de ces comptes est payé à l'Office créditeur par l'intermédiaire des banques se trouvant dans la capitale du pays créancier en monnaie de ce dernier, ou, sur la demande de l'Office créditeur, en monnaie d'un autre pays, après entente entre l'Office créditeur et l'Office débiteur.

5. Les frais afférents aux paiements sont supportés par l'Office débiteur.

VIII.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant l'échange des colis postaux.

Il aura la même durée que cet arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les administrations postales des Hautes Parties contractantes.

Fait en double exemplaire et signé à Moscou, le 23^e jour du 11^e mois de la 6^e année de Showa, correspondant au 23 novembre 1931.

Pour les Administrations postales de l'Empire du Japon :

Eiji AMAU,
Conseiller d'Ambassade.

*Pour l'Administration postale de l'Union des Républiques
soviétistes socialistes :*

E. HIRSCHFELD.

Copie certifiée conforme :

Ototsugu Saito.

*f. f. de Chef de la Section des Correspondances
au Ministère des Affaires étrangères.*

VII.

1. The accounts for postal parcels, exchanged either direct or in transit, shall be made up monthly in accordance with the provisions of the Detailed Regulations for the Execution of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union.

2. The accounts, together with the relevant documents, shall be sent to the Postal Administration of the other High Contracting Party, if possible in the course of the month and at the latest within six weeks following the expiry of the month to which they relate. The said accounts must be examined and returned within one month from the date on which they are received.

3. The monthly accounts made up and approved by the High Contracting Parties must be entered by the creditor Office in the general quarterly account, the balance of which is payable within one month from the date on which the general account is received.

If the balance is not paid within the above-mentioned period, the amounts due shall bear interest at seven per cent per annum from the day on which the said period expired.

4. The balance of these accounts shall be paid to the creditor Office through the banks in the capital of the creditor country in the currency of the latter or, if the creditor Office so requests, in the currency of another country agreed upon between the creditor and debtor Offices.

5. Expenses connected with the payments shall be borne by the debtor Office.

VIII.

The present Regulations shall come into operation on the date of the entry into force of the Parcel Post Agreement.

They shall remain in force for the same period as the Agreement unless they are renewed by the common consent of the Postal Administrations of the High Contracting Parties.

Done in duplicate and signed at Moscow, on the 23rd day of the 11th month of the 6th year of Showa, corresponding to November 23, 1931.

*For the Postal Administrations
of the Empire of Japan :*

Eiji AMAU,
Counsellor of Embassy.

*For the Postal Administration of the Union
of Soviet Socialist Republics :*

E. HIRSCHFELD.

N° 3034.

**ÉTAT LIBRE D'IRLANDE
ET ITALIE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance mutuelle des certificats des navires transportant des passagers et des règles concernant les navires transportant des émigrants. Rome, le 10 mai 1930.

**IRISH FREE STATE
AND ITALY**

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the reciprocal Recognition of Passenger Ships' Certificates and Emigrant Ship Regulations. Rome, May 10, 1930.

No. 3034. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE IRISH FREE STATE
AND THE ITALIAN GOVERN-
MENT CONSTITUTING AN
AGREEMENT CONCERNING
THE RECIPROCAL RECOGNI-
TION OF PASSENGER SHIPS'
CERTIFICATES AND EMIGRANT
SHIP REGULATIONS. ROME,
MAY 10, 1930.

Nº 3034. — SCAMBIO DI NOTES¹
FRA IL GOVERNO DELLO STA-
TO LIBERO D'IRLANDA, ED IL
GOVERNO ITALIANO, COSTI-
TUENTI UN ACCORDO RELATI-
VAMENTE AL RICONOSCIMEN-
TO RECIPROCO DEI CERTIFI-
CATI DELLE NAVI TRASPOR-
TANTI PASSEGGERI E DEI
REGOLAMENTI DELLE NAVI
TRASPORTANTI EMIGRANTI.
ROMA, IL 10 MAGGIO 1930.

*Textes officiels anglais et italien communiqués par
le délégué permanent de l'Etat libre d'Irlande
auprès de la Société des Nations et le ministre
des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistre-
ment de cet échange de notes a eu lieu le 7
septembre 1932.*

*English and Italian official texts communicated
by the Permanent Delegate of the Irish Free
State accredited to the League of Nations and
by the Italian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Exchange of Notes took
place September 7, 1932.*

I.

FROM THE BRITISH AMBASSADOR AT ROME TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

BRITISH EMBASSY.

ROME, May 10, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

At the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State and under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the Irish Free State agree to the following provisions as constituting an agreement on a reciprocal basis between them and the Royal Italian Government.

It being the desire of His Majesty's Government in the Irish Free State of the one part, and the Royal Italian Government of the other, to make arrangements for facilitating the entry of ships registered in the Irish Free State into the trades (including the emigrant trades) based on Italian ports, and the entry of Italian ships into the trades (including the emigrant trades) based on the ports of the Irish Free State :

1. Each of the contracting parties will recognise as equivalent to their regulations regarding the safety of passenger vessels, the regulations issued by the other, and will accept as valid the passenger certificates issued by the other.

¹ Entré en vigueur le 10 mai 1930.

¹ Came into force May 10, 1930.

Vessels having unexpired passenger certificates issued by one party will not be required by the other party to undergo any further inspection as regards hull, machinery and equipment, including life-saving appliances, except such as may be necessary in any case of doubt to confirm that the condition of the vessel, her machinery and life-saving equipment are as stated in the said certificate.

2. The contracting parties recognise that the laws and regulations on each side which provide for the health and comfort of the emigrants on board ship, including such matters as accommodation, space for passengers, ventilation, hospitals, disinfection, baths, wash-places, etc., medical stores, medical personnel, interpretation service and the carriage of dangerous and offensive cargoes, are substantially equivalent one to the other. They therefore agree, firstly, that where a ship belonging to either party clears from a port of that party as an emigrant ship, such ship shall not be required to undergo any form of survey or inspection as an emigrant ship in any port of the other party except that the inspectors of the other party may, if they so desire, satisfy themselves that the accommodation, space for passengers, ventilation, hospitals, disinfection, baths, wash-places, etc., medical stores, medical personnel, interpretation service and the cargo on board the ship comply with the laws and regulations of the first party and that the stores of food and water are according to the appropriate scales for the emigrants carried, and, secondly, that where a ship belonging to either contracting party calls at a port of the other party to embark emigrants without first having cleared from a port of the first party as an emigrant ship, that ship shall be required to clear from a port of the other party as an emigrant ship, but the inspectors of the other party shall have regard to the regulations, etc., of the country to which the vessel belongs—the equivalence of which is recognised above.

Nevertheless the contracting parties agree that where a ship of one party, without first having cleared as an emigrant ship from a port of that party, calls at a port of the other party and there embarks not less than fifty emigrants, nationals of the second party, the second party may require the carriage of a doctor of the same nationality as those emigrants if this is provided for in its own law or regulations.

3. Ships holding passenger certificates issued by one party and ships which, under the laws and regulations of that party, may enter the emigrant trades based on the ports of that party, may engage freely in the passenger and emigrant trades respectively based on the ports of the other, and the companies owning the ships concerned may open agencies and offices in the territory of the other and conduct their business under the same conditions as national shipping companies engaging in those trades, subject to the payment of such fees and the deposit of such bonds as may be required under the law of that other party in the case of all foreign companies engaging in similar business.

In all matters relating to the recruiting and transport of emigrants, other than those referred to in paragraphs 1 and 2, and including all such matters as the boarding of emigrants prior to embarkation, the repatriation of rejected emigrants, the repatriation of indigent persons, the fares to be charged, the contract ticket, and the settlement of disputes arising out of the contract ticket, the law of the country in which the contract with the emigrant is made, shall apply. In all such matters there shall be no discrimination based on the flag of the vessel or the nationality of the company concerned.

4. Persons travelling, or proposing to travel, on the ships of one party to or from the ports of the other shall enjoy the same rights, favours, immunities, facilities, and privileges in all respects, as are, or may be, enjoyed by persons travelling, or proposing to travel, on the ships of the other party. The provisions of this article extend, *inter alia*, to all matters relating to the issue of passports, passport visas, and the charges attaching thereto.

5. Companies owning vessels registered in the Irish Free State which desire to enter the emigrant trades based on Italian ports will apply to the Royal Italian Government for the necessary "*patenti*" and the Royal Italian Government agree :

(a) That the provision in the Italian law under which the vessels, on entry into the Italian emigration trades, must not be more than three years of age or must have a speed of eighteen knots, shall be deemed to have been complied with if the vessels in question were not more than three years old or had a speed of eighteen knots when they first entered

the emigrant trade in the Irish Free State, provided always that “*patenti*” will not be granted to vessels of less than five thousand gross tons or of a speed of less than eleven and one-half knots, or vessels fitted with single screws.

(*b*) That with regard to the provision in the Italian law under which the maximum limit of twenty years for vessels engaged in the carriage of emigrants from Italian ports may be increased to twenty-five years on the favourable advice of the Italian Mercantile Marine Department, they accept the authorisation to carry emigrants issued by His Majesty's Government in the Irish Free State as equivalent to the favourable advice of the Italian Mercantile Marine Department, both from the nautical point of view and from the point of view of the maintenance of the accommodation.

6. Each of the contracting parties may terminate this agreement by six months' notice given to the other contracting party through the diplomatic channel.

7. The present note and your Excellency's reply of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at between the respective Governments.

I have, etc.

R. GRAHAM.

Visito, d'ordine di Sua Maestà il Re

p. Il Ministro degli Affari Esteri.

Suvich.

II.

FROM THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
TO THE BRITISH AMBASSADOR AT ROME.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT. ¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

ROMA, *li 10 Maggio 1930-VIII.*

SIGNOR AMBASCIATORE,

Ho l'onore d'informare Vostra Eccellenza che il Governo di Sua Maestà il Re conviene nelle disposizioni che seguono, costituenti un accordo sulla base della reciprocità fra Esso, da una parte, ed il Governo di Sua Maestà nello Stato Libero d'Irlanda, dall'altra.

Essendo intendimento del Governo Fascista da una parte, e del Governo di Sua Maestà nello Stato Libero d'Irlanda, dall'altra, di venire ad accordi per facilitare l'ammissione delle navi italiane ai traffici (compresi i traffici degli emigranti) nei porti dello Stato Libero d'Irlanda, e l'ammissione delle navi Britanniche appartenenti alla Marina Mercantile dello Stato

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *the 10th May, 1930-VIII.*

SIGNOR AMBASCIATORE,

I have the honour to inform your Excellency that the Government of His Majesty the King agrees to the following provisions as constituting an agreement on a reciprocal basis between it, on the one part, and His Majesty's Government in the Irish Free State, on the other part.

It being the intention of the Fascist Government, on the one part, and of His Majesty's Government in the Irish Free State, on the other part, to come to an agreement for the purpose of facilitating the entry of Italian ships into the trades (including the emigrant trades) in the ports of the Irish Free State, and the entry of British ships belonging to the

¹ Traduction du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande.

¹ Translation of the Government of the Irish Free State.

Libero d'Irlanda, ai traffici (compresi i traffici degli emigranti) nei porti italiani :

1. Ciascuna delle Parti contraenti riconoscerà come equivalenti alle proprie regole riguardanti la sicurezza delle navi da passeggeri, quelle promulgate dall'altra Parte ed accetterà come validi i certificati per il trasporto di passeggeri rilasciati dall'Altra Parte. Le navi in possesso di un certificato non scaduto rilasciato da una delle Parti contraenti non saranno dall'altra Parte contraente sottoposte ad alcun'altra ispezione per quanto concerne lo scafo, le macchine e l'arredamento, compresi i mezzi di salvataggio, salvo le ispezioni che fossero necessarie, in caso di dubbio, per accertare che le condizioni della nave, o di una delle sue parti, delle macchine e dei mezzi di salvataggio, corrispondono alle attestazioni del certificato anzidetto.

2. Le Parti contraenti riconoscono che le rispettive disposizioni legislative e regolamentari concernenti l'igiene e la sistemazione degli emigranti a bordo delle navi, comprese in questa materia le norme per l'alloggio, lo spazio per i passeggeri, l'areazione, gli ospedali, la disinfezione, i bagni, i lavatoi ecc., la farmacia, il personale sanitario, il servizio d'interprete e l'imbarco di materie pericolose o nocive, sono sostanzialmente equivalenti fra loro.

Perciò convengono : (1°) che quando una nave appartenente ad una di esse Parti contraenti inizia il suo viaggio da un porto di questa Parte come nave in servizio di emigrazione, detta nave non debba essere sottoposta ad alcuna specie di visita od ispezione come nave in servizio di emigrazione in alcun porto dell'altra Parte contraente, salva negli Ispettori di questa Parte—se lo credono opportuno—la facoltà di accertare che gli alloggi, lo spazio per passeggeri, l'areazione, gli ospedali, la disinfezione, i bagni, i lavatoi ecc., la farmacia, il personale sanitario, il servizio di interpreti, ed il carico a bordo della nave corrispondono alle disposizioni legislative e regolamentari dell'altra Parte e che la provvista di viveri e di acquasiano adeguate al numero degli emigranti imbarcati ; (2°) che quando una nave appartenente ad una delle Parti contraenti si rechi in un porto dell'altra Parte per imbarcarvi emigranti senza avere iniziato il viaggio in servizio di emigrazione da un porto della prima delle Parti contraenti, questa nave sarà sottoposta alle disposizioni relative alle navi

mercantile marine of the Irish Free State, into the trades (including the emigrant trades) in Italian ports :

1. Each of the contracting parties will recognise as equivalent to their regulations regarding the safety of passenger vessels, those issued by the other party, and will accept as valid the passenger certificates issued by the other.

Vessels having unexpired passenger certificates issued by one contracting party will not be required by the other contracting party to undergo any further inspection as regards hull, machinery and equipment, including life-saving appliances, except the inspection that may be necessary, in case of doubt, to confirm that the condition of the vessel, her machinery and life-saving equipment conform to the said certificate.

2. The contracting parties recognise that the respective laws and regulations which provide for the health and comfort of the emigrants on board ship, including such matters as accommodation, space for passengers, ventilation, hospitals, disinfection, baths, wash-places, etc., medical stores, medical personnel, interpretation service and the carriage of dangerous and offensive cargoes, are substantially equivalent one to the other. They therefore agree : firstly, that whenever a ship belonging to one of the said contracting parties clears from a port of that party as an emigrant ship, such ship shall not be required to undergo any form of survey or inspection as an emigrant ship in any port of the other contracting party, except that the inspectors of this party may, if they so desire, satisfy themselves that the accommodation, space for passengers, ventilation, hospitals, disinfection, baths, wash-places, etc., medical stores, medical personnel, interpretation service and the cargo on board the ship comply with the laws and regulations of the other party and that the stores of food and water are according to the appropriate scales for the emigrants carried ; and secondly, that when a ship belonging to one of the contracting parties calls at a port of the other party to embark emigrants without first having cleared from a port of the first party as an emigrant ship, that ship shall be subject to the regulations respecting emigrant ships in the port of the other party, but the inspectors of the other party shall have regard to the regulations, etc., in force in the country

da emigranti nel porto dell'altra Parte; nella visita dovrà però tenersi conto delle norme ecc., vigenti nel paese a cui la nave appartiene e la sua equivalenza è più sopra riconosciuta.

Nondimeno le due Parti contraenti convengono che quando la nave di una delle Parti, senza essere partita in servizio di emigrazione da un porto di questa Parte, si reca in un porto dell'altra Parte e vi imbarca non meno di 50 emigranti nazionali di questa Parte, quest'ultima può richiedere che sia imbarcato un medico della stessa nazionalità di detti emigranti, se ciò è previsto dalle proprie disposizioni legislative o regolamentari.

3. Le navi in possesso di certificati per il trasporto di passeggeri rilasciati da una delle Parti contraenti e le navi che secondo le leggi e regolamenti di questa parte possono nei porti di essa esercitare servizi di emigrazione—possono ugualmente esercitare servizi di passeggeri e di emigranti nei porti dell'altra Parte—e le Società a cui le dette navi appartengono possono tenere agenzie ed uffici nel territorio dell'altra Parte ed esplicare la loro attività mercantile alle medesime condizioni delle Società nazionali che esercitano siffatti servizi, e previo pagamento di tutte le tasse e la prestazione di tutte le garanzie richieste dalla legge di detta altra Parte contraente a tutte le Compagnie estere che esercitano analoghi servizi. Salvo quanto è stabilito nei paragrafi 1 e 2 per tutto quanto concerne il reclutamento ed il trasporto degli emigranti, ivi compresi fra l'altro il mantenimento degli emigranti a terra—il rimpatrio dei respinti, il rimpatrio degli indigenti—i noli—il biglietto di viaggio—la decisione delle controversie risultanti dall'esecuzione del contratto di trasporto, si applica la legge del Paese nel quale il contratto con l'emigrante è concluso. In questa materia non sarà fatta alcuna distinzione che tragga origine dalla bandiera della nave o della nazionalità delle Società a cui essa appartiene.

4. Le persone che viaggiano e intendono viaggiare sulle navi di una delle Parti contraenti da e verso un porto dell'altra Parte contraente, godranno degli stessi diritti, favori, esenzioni, facilitazioni e privilegi in tutte quelle forme che sono o potranno essere concesse alle persone che viaggiano o intendono viaggiare sulle navi dell'altra Parte. Le disposizioni del presente articolo si applicano fra l'altro a tutto ciò che riguarda il rilascio dei passaporti, i visti dei medesimi e le rispettive tasse.

in which the vessel belongs, the equivalence of which is recognised above.

Nevertheless, the two contracting parties agree that whenever a ship of one party, without first having cleared as an emigrant ship from a port of that party, calls at a port of the other party and there embarks not less than fifty emigrants, nationals of the second party, the latter may require the carriage of a doctor of the same nationality of the said emigrants if this is provided for in its own laws or regulations.

3. Ships holding passenger certificates issued by one of the contracting parties, and ships which, under the laws and regulations of that party, may enter the emigrant trades based on the ports of that party, may engage freely in the passenger and emigrant trades respectively based on the ports of the other, and the companies owning the said ships may open agencies and offices in the territory of the other party and conduct their mercantile business under the same conditions as national shipping companies engaging in those trades, subject to the payment of such fees and the deposit of such bonds as may be required under the law of that contracting party in the case of all foreign companies engaging in similar business.

In all matters relating to the recruiting and transport of emigrants, other than those referred to in paragraphs 1 and 2, and including therein amongst other things all such matters as the boarding of emigrants prior to embarkation, the repatriation of rejected emigrants, the repatriation of indigent persons, the fares to be charged, the contract ticket, and the settlement of disputes on matters arising out of the contract ticket, the law of the country in which the contract with the emigrant was made shall apply. In all such matters there shall be no discrimination based on the flag of the vessel or the nationality of the company concerned.

4. Persons travelling, or proposing to travel, on the ships of one contracting party to or from the ports of the other contracting party shall enjoy the same rights, favours, immunities, facilities and privileges in all respects as are, or may be, accorded to persons travelling, or proposing to travel, on the ships of the other party. The provisions of this article extend, *inter alia*, to all matters relating to the issue of passports, the visas thereof, and the charges attaching thereto.

5. Le Società che possedendo navi appartenenti alla Marina Mercantile dello Stato Libero d'Irlanda, desiderano esercitare servizi di emigrazione nei porti italiani, dovranno chiedere al Regno Governo Italiano la prescritta patente ed il R. Governo Italiano consente :

(a) che la norma della legge italiana secondo la quale per essere ammesse in Italia al servizio di emigrazione le navi non debbono avere oltrepassato i tre anni dal varo, o possedere una velocità non inferiore a 18 nodi, si consideri come osservata dalle navi sopra indicate che abbiano iniziato il servizio di emigrazione nello Stato Libero d'Irlanda prima di compiere i tre anni, o avendo una velocità di 18 nodi, nella intesa che nessuna patente sarà concessa a navi che abbiano meno di 5,000 tonnellate di stazza lorda—o una velocità inferiore a 11 nodi e mezzo—o una sola elica.

(b) che relativamente alla norma della legge italiana per cui il limite massimo di 20 anni per le navi che esercitano servizio di emigrazione nei porti italiani, può essere prorogato fino a 25, su parere favorevole della Direzione Generale della Marina Mercantile, l'autorizzazione al trasporto degli emigranti data dal Governo di S. M. nello Stato Libero d'Irlanda, sia riconosciuta come equivalente al parere favorevole della Direzione Generale della Marina Mercantile Italiana sia dal punto di vista nautico sia da quello del mantenimento degli adattamenti necessari.

6. Ciascuna delle Parti Contraenti può denunciare il presente accordo con un preavviso di sei mesi notificato per via diplomatica all'altra Parte contraente.

7. La presente Nota e quella della Vostra Eccellenza dello stesso tenore saranno considerate come la prova dell'Accordo raggiunto tra i rispettivi Governi.

Gradisca, etc.

GRANDI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re
p. il *Ministro degli Affari Esteri.*
Suvich.

5. Companies owning vessels belonging to the mercantile marine of the Irish Free State which desire to engage in the emigrant trades in Italian ports will apply to the Royal Italian Government for the necessary "*patenti*" and the Royal Italian Government agree :

(a) That the provision in the Italian law under which vessels, on entry into the Italian emigration trades, must be not more than three years of age or must have a speed of not less than eighteen knots, shall be deemed to have been complied with if the vessels in question were not more than three years old or had a speed of eighteen knots when they first entered the emigrant trade in the Irish Free State, provided, however, that no "*patente*" will be granted to vessels of less than 5,000 gross tons or of a speed of less than eleven and a half knots or fitted with only one screw ;

(b) That with regard to the provision in the Italian law under which the maximum limit of 20 years for vessels engaged in the carriage of emigrants from Italian ports may be increased up to 25 years on the favourable advice of the Italian Mercantile Marine Department, they will accept the authorisation to carry emigrants issued by His Majesty's Government in the Irish Free State as equivalent to the favourable advice of the Italian Mercantile Marine Department both from the nautical point of view and from the point of view of the maintenance of the necessary accommodation.

6. Each of the contracting parties may denounce the present agreement by six months' notice given to the other contracting party through the diplomatic channel.

7. The present note and your Excellency's note in the same sense shall be considered as placing on record the agreement arrived at between the respective Governments.

Accept, etc.

GRANDI.

Certified true copy :

Seán Lester

*Permanent Delegate of the Irish
Free State accredited to the
League of Nations.*

Geneva, September 5th, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3034. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE MUTUELLE DES CERTIFICATS DES NAVIRES TRANSPORTANT DES PASSAGERS ET DES RÈGLES CONCERNANT LES NAVIRES TRANSPORTANT DES ÉMIGRANTS. ROME, LE 10 MAI 1930.

I.

L'AMBASSADEUR DE GRANDE-BRETAGNE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'ITALIE.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

ROME, le 10 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, à la demande du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande et d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande accepte les dispositions suivantes qui constituent un accord fondé sur la réciprocité entre lui et le Gouvernement royal italien.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, d'une part, et le Gouvernement royal italien, d'autre part, désireux de conclure un arrangement destiné à faciliter la participation des navires inscrits dans l'Etat libre d'Irlande aux trafics (y compris le trafic des émigrants) des ports italiens et la participation des navires italiens aux trafics (y compris le trafic des émigrants) des ports de l'Etat libre d'Irlande :

1. Chacune des Parties contractantes considérera comme équivalents à ses propres règlements sur la sécurité des navires affectés au transport des passagers, les règlements établis par l'autre Partie, et acceptera comme valables les certificats délivrés par l'autre Partie pour le transport des passagers.

Les navires en possession de certificats de transport de passagers, non périmés, délivrés par l'une des Parties, ne seront assujettis par l'autre à aucune nouvelle inspection en ce qui concerne la coque, les machines et l'équipement, y compris les appareils de sauvetage, sauf les inspections qui pourraient être nécessaires, en cas de doute, pour s'assurer que l'état du navire, des machines et des appareils de sauvetage correspond bien aux attestations dudit certificat.

2. Les Parties contractantes reconnaissent que les dispositions législatives et réglementaires établies par chacune d'elles pour l'hygiène et le confort des émigrants à bord des navires, y compris les règles relatives au logement, à l'espace réservé aux passagers, à l'aération, aux infirmeries, à la désinfection, aux bains, lavabos, etc., à la pharmacie, au personnel médical, au service d'interprétation et au transport de marchandises dangereuses et nuisibles, sont en substance équivalentes les unes aux autres. En conséquence, elles conviennent : 1^o que lorsqu'un navire appartenant à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'une ou l'autre des deux Parties contractantes aura, en quittant un port de cette partie, rempli les formalités afférentes aux navires d'émigrants, celui-ci ne sera soumis à aucune espèce de visite ou d'inspection comme navire d'émigrants, dans les ports de l'autre Partie, sauf que les inspecteurs de cette Partie pourront, s'ils le désirent, s'assurer que le logement, l'espace réservé aux passagers, l'aération, les infirmeries, la désinfection, les bains, lavabos, etc., la pharmacie, le personnel médical, le service d'interprétation et la cargaison à bord du navire satisfont aux conditions prévues par les lois et règlements de l'autre Partie et que les approvisionnements en vivres et en eau sont en rapport avec le nombre des émigrants embarqués ; 2° que lorsqu'un navire appartenant à l'une des Parties contractantes touche un port de l'autre Partie pour y embarquer des émigrants, sans avoir au préalable rempli les formalités afférentes aux navires d'émigrants dans un port de la première Partie, ce navire sera tenu de remplir lesdites formalités dans un port de l'autre Partie ; toutefois, les inspecteurs de l'autre Partie tiendront compte des règlements, etc., en vigueur dans le pays auquel le navire ressortit — règlements dont l'équivalence est reconnue ci-dessus.

Néanmoins, les deux Parties contractantes conviennent que lorsqu'un navire de l'une des Parties, sans avoir au préalable rempli les formalités afférentes aux navires d'émigrants dans un port de cette Partie, touche un port de l'autre Partie, et y embarque au moins cinquante émigrants ressortissant à la seconde Partie, cette dernière pourra exiger l'embarquement d'un médecin de la même nationalité que les émigrants en question si cette condition est prévue dans ses propres lois et règlements.

3. Les navires en possession de certificats pour le transport des passagers, délivrés par l'une des Parties, et les navires qui, conformément aux lois et règlements de cette Partie, sont admis au trafic des émigrants dans les ports de ladite Partie, pourront se livrer librement au transport des passagers et des émigrants dans les ports de l'autre Partie, et les compagnies propriétaires des navires en question pourront ouvrir des agences et des bureaux sur le territoire de l'autre Partie et y exercer leur activité commerciale aux mêmes conditions que les compagnies nationales se livrant aux mêmes opérations, moyennant le paiement de tous droits et le dépôt de toutes garanties exigés par les lois de cette autre Partie de la part de toutes les compagnies étrangères effectuant des opérations similaires.

Pour tout ce qui concerne le recrutement et le transport des émigrants, en dehors des points mentionnés aux paragraphes 1 et 2, et y compris toutes les questions relatives au logement et au ravitaillement des émigrants avant l'embarquement, au rapatriement des émigrants refoulés, au rapatriement des indigents, aux prix des billets, aux contrats de transport et au règlement des différends relatifs à l'exécution des contrats de transport, sera appliquée la loi du pays dans lequel le contrat aura été passé avec l'émigrant. Dans toutes ces questions, il ne sera fait aucune discrimination en raison du pavillon du navire ou de la nationalité de la compagnie intéressée.

4. Les personnes qui voyagent ou qui ont l'intention de voyager sur les navires de l'une des parties contractantes à destination ou en provenance de ports de l'autre Partie jouiront, à tous égards, de tous les droits, faveurs, immunités, facilités et privilèges qui sont ou pourront être accordés aux personnes qui voyagent ou ont l'intention de voyager sur des navires de l'autre Partie. Les dispositions du présent article s'appliquent, entre autres, à tout ce qui concerne la délivrance et le visa des passeports ainsi que les taxes y afférentes.

5. Les compagnies propriétaires de navires inscrits dans l'Etat libre d'Irlande, qui désirent participer au transport des émigrants provenant des ports italiens devront demander au Gouvernement royal italien la patente prescrite ; le Gouvernement royal italien convient :

a) Que la disposition de la loi italienne en vertu de laquelle les navires, pour être admis à assurer en Italie le service des émigrants ne doivent pas dater de plus de trois ans ou doivent avoir une vitesse de 18 nœuds, sera considérée comme observée si les navires en question n'avaient pas plus de trois ans ou avaient une vitesse de 18 nœuds lorsqu'ils ont commencé à assurer le service des émigrants dans l'Etat libre d'Irlande ; toutefois, aucune patente ne sera accordée aux navires jaugeant moins de 5000 tonnes brutes et ayant une vitesse inférieure à 11 nœuds et demi, ou aux navires à hélice unique.

b) Qu'en ce qui concerne la disposition de la loi italienne en vertu de laquelle la limite maximum de vingt ans pour les navires qui se livrent au transport des émigrants

provenant des ports italiens peut être portée à vingt-cinq ans sur avis favorable de la Direction générale de la marine marchande italienne, l'autorisation de transporter des émigrants, accordée par le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, sera considérée comme équivalente à l'avis favorable de la Direction générale de la marine marchande italienne, tant au point de vue de la navigation qu'au point de vue de l'état des installations.

6. Chacune des Parties contractantes pourra dénoncer le présent accord moyennant un préavis de six mois, notifié par la voie diplomatique à l'autre Partie.

7. La présente note et la réponse de Votre Excellence portant la même date et rédigée dans le même sens seront considérées comme constatant l'accord intervenu entre les gouvernements respectifs.

Veuillez agréer, etc.

R. GRAHAM.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE A L'AMBASSADEUR DE GRANDE-BRETAGNE
A ROME.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ROME, le 10 mai 1930-VIII.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi accepte les dispositions suivantes qui constituent un accord fondé sur la réciprocité entre lui, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, d'autre part.

Le Gouvernement fasciste, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, d'autre part, ayant l'intention de conclure un accord destiné à faciliter la participation des navires italiens aux trafics (y compris le trafic des émigrants) des ports de l'Etat libre d'Irlande, et la participation des navires britanniques appartenant à la marine marchande de l'Etat libre d'Irlande, aux trafics (y compris le trafic des émigrants) des ports italiens :

1. Chacune des Parties contractantes considérera comme équivalents à ses propres règlements sur la sécurité des navires affectés au transport des passagers, les règlements établis par l'autre partie, et acceptera comme valables les certificats délivrés par l'autre Partie pour le transport des passagers. Les navires en possession d'un certificat de transport de passagers non périmé, délivré par l'une des Parties, ne seront assujettis par l'autre à aucune nouvelle inspection en ce qui concerne la coque, les machines et l'équipement, y compris les appareils de sauvetage, sauf les inspections qui pourraient être nécessaires en cas de doute, pour s'assurer que l'état du navire ou d'une de ses parties, des machines et des appareils de sauvetage correspond bien aux attestations dudit certificat.

2. Les Parties contractantes reconnaissent que les dispositions législatives et réglementaires établies par chacune d'elles pour l'hygiène et le confort des émigrants à bord des navires, y compris les règles relatives au logement, à l'espace réservé aux passagers, à l'aération, aux infirmeries, à la désinfection, aux bains, lavabos, etc., à la pharmacie, au personnel médical, au service d'interprétation et au transport des marchandises dangereuses ou nuisibles, sont en substance équivalentes les unes aux autres.

En conséquence, elles conviennent : 1° que lorsqu'un navire appartenant à l'une des Parties contractantes aura quitté un port de cette Partie comme navire d'émigrants, celui-ci ne sera soumis à aucune espèce de visite ou d'inspection comme navire d'émigrants, dans les ports de l'autre Partie,

sauf que les inspecteurs de cette Partie pourront, s'ils le désirent, s'assurer que le logement, l'espace réservé aux passagers, l'aération, les infirmeries, la désinfection, les bains, lavabos, etc., la pharmacie, le personnel médical, le service d'interprétation et la cargaison à bord du navire satisfont aux conditions prévues par les lois et règlements de l'autre Partie et que les approvisionnements en vivres et en eau sont appropriés au nombre des émigrants embarqués ; 2^o que lorsqu'un navire appartenant à l'une des Parties contractantes touche un port de l'autre Partie pour y embarquer des émigrants, sans avoir commencé son voyage comme navire d'émigrants dans un port de la première Partie, ce navire sera assujéti aux dispositions relatives aux navires d'émigrants dans le port de l'autre Partie ; au cours de l'inspection, on devra toutefois tenir compte des règlements, etc., en vigueur dans le pays auquel le navire ressortit — règlements dont l'équivalence est reconnue ci-dessus.

Néanmoins, les deux Parties contractantes conviennent que lorsqu'un navire de l'une des Parties, sans avoir, au préalable, rempli les formalités afférentes aux navires d'émigrants dans un port de cette Partie, touche un port de l'autre Partie, et y embarque au moins cinquante émigrants ressortissant à la seconde Partie, cette dernière pourra exiger l'embarquement d'un médecin de la même nationalité que les émigrants en question si cette condition est prévue dans ses propres lois et règlements.

3. Les navires en possession de certificats pour le transport des passagers, délivrés par l'une des Parties et les navires qui, conformément aux lois et règlements de cette Partie, sont admis aux trafics des émigrants dans les ports de ladite Partie, pourront également se livrer au transport des passagers et des émigrants dans les ports de l'autre Partie, et les compagnies propriétaires des navires en question pourront ouvrir des agences et des bureaux sur le territoire de l'autre Partie et y exercer leur activité commerciale, aux mêmes conditions que les compagnies nationales se livrant aux mêmes opérations, moyennant le paiement de tous droits et le dépôt de toutes garanties exigés par les lois de l'autre Partie, de la part de toutes les compagnies étrangères effectuant des opérations similaires. Pour tout ce qui concerne le recrutement et le transport des émigrants — en dehors des points mentionnés aux paragraphes 1 et 2 — entre autres, l'entretien des émigrants à terre, le rapatriement des refoulés, le rapatriement des indigents, les prix de transport, les billets de voyage et le règlement des différends relatifs à l'exécution des contrats de transport, sera appliquée la loi du pays dans lequel le contrat aura été passé avec l'émigrant. Dans toutes ces questions, il ne sera fait aucune discrimination en raison du pavillon du navire ou de la nationalité de la compagnie à laquelle il appartient.

4. Les personnes qui voyagent, ou ont l'intention de voyager, sur les navires de l'une des Parties contractantes à destination ou en provenance de ports de l'autre Partie jouiront, à tous égards, de tous les droits, faveurs, immunités, facilités et privilèges qui sont ou pourront être accordés aux personnes qui voyagent ou ont l'intention de voyager sur des navires de l'autre Partie. Les dispositions du présent article s'appliquent, entre autres, à tout ce qui concerne la délivrance et le visa des passeports, ainsi que les taxes y afférentes.

5. Les compagnies propriétaires de navires appartenant à la marine marchande de l'Etat libre d'Irlande qui désirent participer au transport des émigrants dans les ports italiens, devront demander au Gouvernement royal italien la patente prescrite ; le Gouvernement royal italien convient :

a) Que la disposition de la loi italienne en vertu de laquelle les navires, pour être admis à assurer en Italie le service des émigrants, ne doivent pas dater de plus de trois ans ou doivent avoir une vitesse de 18 nœuds, sera considérée comme observée si les navires en question n'avaient pas plus de trois ans ou avaient une vitesse de 18 nœuds lorsqu'ils ont commencé à effectuer le service des émigrants dans l'Etat libre d'Irlande ; toutefois, aucune patente ne sera accordée aux navires jaugeant moins de 5000 tonnes brutes ou ayant une vitesse inférieure à 11 nœuds et demi, ou aux navires à hélice unique.

b) Que, en ce qui concerne la disposition de la loi italienne en vertu de laquelle la limite maximum de vingt ans pour les navires qui se livrent au transport des émigrants provenant des ports italiens peut être portée à vingt-cinq ans sur avis favorable de la Direction générale de la Marine marchande italienne, l'autorisation de transporter des

émigrants, accordée par le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, sera considérée comme équivalente à l'avis favorable de la Direction générale de la Marine marchande italienne, tant au point de vue de la navigation qu'au point de vue de l'état des installations.

6. Chacune des Parties contractantes pourra dénoncer le présent accord moyennant un préavis de six mois, notifié par la voie diplomatique à l'autre Partie.

7. La présente note et celle de Votre Excellence, rédigée dans le même sens, seront considérées comme constatant l'accord intervenu entre les gouvernements respectifs.

Veillez agréer, etc.

GRANDI.

N° 3035.

**ÉTAT LIBRE D'IRLANDE
ET SUISSE**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'assurance chômage. Berne, les 3 et 4 novembre 1930.

**IRISH FREE STATE
AND SWITZERLAND**

Exchange of Notes constituting an Arrangement respecting Unemployment Insurance. Berne, November 3 and 4, 1930.

No. 3035. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE AND THE SWISS GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT RESPECTING UNEMPLOYMENT INSURANCE. BERNE, NOVEMBER 3 AND 4, 1930.

Textes officiels anglais et français communiqués par le délégué permanent de l'Etat Libre d'Irlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 septembre 1932.

I.

FROM THE BRITISH CHARGÉ D'AFFAIRES AT BERNE TO THE SWISS FEDERAL COUNCILLOR IN CHARGE OF THE DEPARTMENT OF PUBLIC ECONOMY.

BRITISH LEGATION.

BERNE, *November 3, 1930.*

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

At the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State and under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the Irish Free State are disposed to conclude with the Federal Government an agreement by virtue of which Swiss citizens who have become unemployed in the Irish Free State will, with the exception of those employed on board an Irish Free State ship or vessel, be placed on the same footing as citizens of the Irish Free State for the purposes of unemployment insurance on condition that citizens of the Irish Free State enjoy reciprocal treatment in Switzerland.

I have the honour to inform your Excellency that, under the legislation in force in the Irish Free State with regard to unemployment insurance, there exists no discrimination on the grounds of nationality between applicants for insurance benefits and hence no discrimination against Swiss citizens with the exception of those employed on board an Irish Free State ship or vessel.

His Majesty's Government in the Irish Free State propose that the present note and the corresponding note that the Federal Government will be so good as to address to His Majesty's Legation shall constitute the agreement arrived at by the two Governments in the matter of unemployed insurance.

The said arrangement shall enter into force immediately. It may be denounced at any time by either of the two parties.

I avail, etc.

Charles PEAKE.

¹ Entré en vigueur le 4 novembre 1930.

N^o 3035. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT SUISSE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ASSURANCE CHOMAGE. BERNE, LES 3 ET 4 NOVEMBRE 1930.

English and French official texts communicated by the Permanent Delegate of the Irish Free State accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 7, 1932.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE GRANDE-BRETAGNE A BERNE AU CONSEILLER FÉDÉRAL SUISSE CHARGÉ DU DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

BERNE, le 3 novembre 1930.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, et d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande est disposé à conclure avec le Gouvernement fédéral un arrangement en vertu duquel les citoyens suisses devenus chômeurs dans l'Etat libre d'Irlande, sauf ceux qui servent à bord d'un navire ou bâtiment de l'Etat libre d'Irlande seraient traités sur le même pied que les citoyens de l'Etat libre d'Irlande en matière d'assurance chômage, à condition que les citoyens de l'Etat libre d'Irlande jouissent, à titre de réciprocité, du même traitement en Suisse.

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'aux termes des lois de l'Etat libre d'Irlande applicables en matière d'assurance-chômage, il n'est fait aucune discrimination pour raison de nationalité entre les personnes qui présentent une demande en vue de bénéficier des avantages de l'assurance et, partant, aucune discrimination au préjudice des citoyens suisses, sauf ceux qui servent à bord d'un navire ou bâtiment de l'Etat libre d'Irlande.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande propose que la présente note, ainsi que la note correspondante que le Gouvernement fédéral voudra bien adresser à la Légation de Sa Majesté, soient considérées comme constituant l'arrangement conclu entre nos deux gouvernements en matière d'assurance-chômage.

Ledit arrangement entrera immédiatement en vigueur. Il pourra être dénoncé en tout temps par l'une des deux Parties.

Veillez agréer, etc.

Charles PEAKE.

¹ Came into force November 4, 1930.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LE CONSEILLER FÉDÉRAL SUISSE CHARGÉ DU DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE, AU
CHARGÉ D'AFFAIRES DE GRANDE-BRETAGNE A BERNE.

BERNE, le 4 novembre 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que vous avez bien voulu me remettre, ce jour au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, de laquelle il ressort que cet Etat traite, en matière d'assurance-chômage, tous les citoyens suisses, sauf ceux qui servent à bord d'un navire de l'Etat libre d'Irlande, sur le même pied que ses nationaux, et demande que ses ressortissants devenus chômeurs en Suisse soient mis au bénéfice de l'égalité de traitement avec les citoyens suisses.

J'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement a pris acte de la déclaration ci-dessus du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande et déclare, de son côté, qu'il appliquera aux ressortissants de l'Etat libre d'Irlande devenus chômeurs en Suisse le principe de l'égalité de traitement.

Le Conseil fédéral est d'accord de considérer votre note en date du 3 de ce mois et la présente note comme constituant l'arrangement prévu entre les deux Etats en ce qui concerne l'égalité de traitement en matière d'assurance-chômage.

Ledit arrangement entrera immédiatement en vigueur. Il pourra être dénoncé en tout temps par l'une des deux Parties.

Veillez agréer, etc.

SCHULTHESS.

Certified true copy :

Seán Lester,

*Permanent Delegate of the Irish Free State
accredited to the League of Nations.*

Geneva, September 5th, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

THE SWISS FEDERAL COUNCILLOR IN CHARGE OF THE DEPARTMENT OF PUBLIC ECONOMY
TO THE BRITISH CHARGÉ D'AFFAIRES AT BERNE.

BERNE, *November 4, 1930.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt to-day of the note which you have been so good as to address to me in the name of His Majesty's Government in the Irish Free State showing that that State, as regards unemployment insurance, treats all Swiss citizens, except those employed on board an Irish Free State ship, on the same footing as its own nationals, and asks that its nationals becoming unemployed in Switzerland may receive the same treatment as Swiss citizens.

I have the honour to inform you that my Government have taken note of the above declaration of His Majesty's Government in the Irish Free State and declare in return that they will apply to nationals of the Irish Free State becoming unemployed in Switzerland the principle of equality of treatment.

The Federal Council agree to consider your note of the 3rd instant and the present note as constituting an agreement between the two Governments concerning equal treatment in the matter of unemployment insurance.

This arrangement will come into force at once. It may be denounced at any time by either of the two parties.

Accept, etc.

SCHULTHESS.

¹ Traduction du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande.

¹ Translation of the Government of the Irish Free State.

N° 3036.

AUTRICHE ET DANEMARK

Echange de notes comportant un accord relatif à l'autorisation des représentants diplomatiques et consulaires à délivrer aux avions civils, dans des cas urgents, les permis nécessaires de survol, éventuellement d'atterrissage, sur leurs territoires respectifs. Copengague, le 14 avril 1932, et Berlin, le 5 août 1932.

AUSTRIA AND DENMARK

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Authorisation given to Diplomatic and Consular Representatives to deliver to Civil Aircrafts, in urgent cases, the necessary Licenses to fly over or to land on each other's Territories. Copenhagen, April 14, 1932, and Berlin, August 5, 1932.

N° 3036. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'AUTORISATION DES REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES A DÉLIVRER AUX AVIONS CIVILS, DANS DES CAS URGENTS, LES PERMIS NÉCESSAIRES DE SURVOL, ÉVENTUELLEMENT D'ATERRISSAGE, SUR LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS. COPENHAGUE, LE 14 AVRIL 1932, ET BERLIN, LE 5 AOUT 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 septembre 1932.

I.

OENRIGSMINISTERIET.

Ø.P.I.Jr.N°93.D.33.

NOTE VERBALE

Par une note verbale en date du 17 octobre 1931, la Légation d'Autriche a bien voulu demander au Ministère des Affaires étrangères, à quelle condition le Gouvernement royal serait disposé, à titre de réciprocité, à autoriser ses représentants diplomatiques et consulaires en Autriche à délivrer aux avions autrichiens civils, dans des cas urgents, les permis de survol, éventuellement d'atterrissage, nécessaires.

En même temps, la Légation a transmis au ministère, en traduction française, une copie des règlements en vigueur en Autriche concernant la circulation aérienne, savoir une circulaire du 10 octobre 1931 de la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères à Vienne, accompagnée d'une ordonnance ministérielle du 8 septembre 1930, *Bulletin des lois fédérales* N° 276, concernant les circulations aériennes.

La Légation a ajouté, que, conformément au paragraphe 100, alinéa 5, de l'ordonnance du 8 septembre 1930 à laquelle cette circulaire se réfère, le permis spécial de survol ou d'atterrissage, qui doit être demandé de toute règle à l'autorité de l'air autrichienne par la voie diplomatique, peut, dans des cas urgents et avec l'autorisation de l'autorité de l'air, être également délivré par les autorités diplomatiques ou consulaires autrichiennes à l'étranger.

En réponse, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur, après en avoir saisi les autorités compétentes, de faire savoir à la Légation que le Gouvernement danois est disposé à autoriser la Légation royale à Vienne à délivrer dans des cas d'urgence, le permis nécessaire de survol et d'atterrissage sous la condition que le Gouvernement autrichien donne l'autorisation correspondante au consulat général d'Autriche à Copenhague et éventuellement — si le Gouvernement autrichien le désire — à d'autres consulats autrichiens au Danemark.

Les permis en question seront délivrés sous les conditions indiquées dans l'ordonnance autrichienne du 8 septembre 1930, *Bulletin des lois fédérales* N° 276, et sous réserve que les demandes

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3036. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE AUTHORISATION GIVEN TO DIPLOMATIC AND CONSULAR REPRESENTATIVES TO DELIVER TO CIVIL AIRCRAFTS, IN URGENT CASES, THE NECESSARY LICENSES TO FLY OVER OR TO LAND ON EACH OTHER'S TERRITORIES. COPENHAGEN, APRIL 14, 1932, AND BERLIN, AUGUST 5, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 8, 1932.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Ø.P.I.Jr.No.93.D.33.

NOTE VERBALE.

By Note Verbale of October 17, 1931, the Austrian Legation approached the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs with an enquiry as to the conditions on which the Royal Government would be prepared, subject to reciprocity, to authorise its Diplomatic and Consular representatives in Austria to issue the necessary permits to Austrian civilian aircraft, in urgent cases, for flying over Danish territory and (if need be) landing thereon.

The Legation at the same time forwarded to the Ministry a French translation of the regulations in force in Austria relating to air traffic, namely, a Circular of October 10, 1931, issued by the Foreign Affairs Department of the Federal Chancellery in Vienna, together with a Ministerial Decree of September 8, 1930, *Federal Laws Gazette* No. 276, relating to Air Traffic.

The Legation further pointed out that, under paragraph 100, sub-paragraph 5, of the Decree of September 8, 1930, to which the Circular in question refers, special permits for flying over, or landing on, Austrian territory, for which application would in the regular course have to be made to the Austrian air authorities through the diplomatic channel, may also in urgent cases, with the permission of the air authorities, be issued by the Austrian Diplomatic or Consular authorities abroad.

The Royal Ministry of Foreign Affairs, after bringing the matter before the competent authorities, has the honour to inform the Legation in reply that the Danish Government is prepared to authorise the Royal Legation at Vienna in urgent cases to issue the necessary permit for flying over, and landing on, Danish territory, provided the Austrian Government gives a corresponding authorisation to the Austrian Consulate-General at Copenhagen and — if the Austrian Government so desires — to other Austrian Consulates in Denmark.

The permits in question will be issued under the conditions specified in the Austrian Decree of September 8, 1930, *Federal Laws Gazette* No. 276, provided the applications for such permits

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de permis en question soient accompagnées du certificat de navigabilité délivré par les autorités autrichiennes compétentes pour l'aéronef en question, ainsi que du certificat de capacité de l'aviateur.

Le ministère se permet d'attirer l'attention de la légation sur la disposition en vigueur au Danemark et suivant laquelle le premier atterrissage doit avoir lieu à l'aérodrome de Kastrup, disposition qui, bien entendu, doit être également observée par les avions autrichiens.

Au cas où le Gouvernement autrichien accepterait les conditions ci-dessus mentionnées, le ministère se permet de proposer que l'arrangement soit considéré comme conclu par l'échange de cette note et de la réponse autrichienne.

COPENHAGUE, le 14 avril 1932.

A la Légation d'Autriche
à Berlin.

Certifié pour copie conforme :

Copenhague, le 2 septembre 1932.

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général du Ministère des
Affaires étrangères.

II.

LÉGATION D'AUTRICHE.

N° 5733.
annex. separat.

NOTE VERBALE

En réponse à la note verbale que le Ministère royal des Affaires étrangères a bien voulu lui faire parvenir en date du 14 avril dernier sous la marque Ø.P.I. Journal N° 93.D.93., la Légation d'Autriche a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement fédéral d'Autriche ayant adhéré aux conditions exposées dans ladite communication, le consulat général d'Autriche à Copenhague vient d'être autorisé à délivrer des autorisations de survol et d'atterrissage en Autriche aux propriétaires d'avions civils danois, admis à la circulation aérienne au Danemark, qui viendraient à lui en faire la demande.

Vu le dernier alinéa de la note verbale précitée, le Gouvernement fédéral considère l'accord en la présente matière comme conclu par l'envoi de la présente réponse et pense, par conséquent, que la Légation royale du Danemark à Vienne ne tardera pas à être munie des instructions nécessaires visant la délivrance de permis de survol en cas réciproque.

Un recueil complet de toutes les lois et ordonnances régissant la matière de l'aviation civile en Autriche est annexé sous ce pli ; la Légation d'Autriche serait reconnaissante au Ministère royal des Affaires étrangères s'il voulait bien lui faire tenir, pour l'usage de son gouvernement, une collection analogue des dispositions en vigueur au Danemark à ce sujet.

BERLIN, le 5 août 1932.

Légation d'Autriche,
Berlin.

Au Ministère royal des Affaires étrangères
à Copenhague.

Certifié pour copie conforme :

Copenhague, le 2 septembre 1932.

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général du Ministère des
Affaires étrangères.

are accompanied by a certificate of airworthiness issued by the competent Austrian authorities for the aircraft in question together with the flying certificate of the pilot.

The Ministry begs to draw the Legation's attention to the provision in force in Denmark to the effect that the first landing must take place at the Kastrup Aerodrome. This provision must also of course be observed by Austrian aircraft.

Should the Austrian Government accept the above-mentioned conditions, the Ministry would propose that the Arrangement be considered as concluded by the exchange of this Note and the Austrian reply.

COPENHAGEN, *April 14, 1932.*

To the Austrian Legation,
Berlin.

II.

AUSTRIAN LEGATION.

No. 5733.

NOTE VERBALE

In reply to the Note Verbale from the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs of April 14th last (No. Ø.P.I. Journal No. 93.D.93), the Austrian Legation has the honour to state that, the Austrian Federal Government having acceded to the conditions laid down in the Note in question, the Austrian Consulate-General at Copenhagen has been authorised to issue permits for flying over, and landing in, Austria to owners of Danish civilian aircraft having the requisite authority to fly in Denmark, in the event of their applying for such permits.

With reference to the last paragraph of the above-mentioned Note Verbale, the Federal Government regards the Agreement on this subject as concluded by the despatch of the present reply, and assumes accordingly that the Royal Danish Legation in Vienna will receive without delay the necessary instructions for the issue of the corresponding permits to Austrian aircraft.

A complete collection of all the laws and decrees relating to civil aviation in Austria is hereby enclosed ; the Austrian Legation would be grateful if the Royal Ministry of Foreign Affairs would be so good as to make a similar collection of the corresponding regulations in force in Denmark for the use of the Austrian Government.

BERLIN, *August 5, 1932.*

Austrian Legation,
Berlin.

To the Royal Ministry of Foreign Affairs,
Copenhagen.

N° 3037.

FRANCE ET HONGRIE

Arrangement amendant la Convention commerciale du 13 octobre 1925 et ses avenants des 18 décembre 1926 et 21 décembre 1929, signé à Budapest, le 25 septembre 1931, et échanges de notes y relatif, de la même date.

FRANCE AND HUNGARY

Agreement amending the Commercial Convention of October 13, 1925, and the Additional Agreements to that Convention of December 18, 1926 and December 21, 1929, signed at Budapest, September 25, 1931, and Exchanges of Notes relating thereto of the same date.

N^o 3037. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA FRANCE ET LA HONGRIE AMENDANT LA CONVENTION COMMERCIALE DU 13 OCTOBRE 1925 ET SES AVENANTS DES 18 DÉCEMBRE 1926 ET 21 DÉCEMBRE 1929. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 25 SEPTEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 13 septembre 1932.

Le Gouvernement de la République française, désireux de contribuer pour sa part à l'écoulement des céréales de l'Europe centrale et orientale à des prix rémunérateurs, est disposé à prendre des mesures à titre d'exception et temporairement pour qu'un contingent de blé hongrois puisse être importé en France dans les conditions ci-après.

1. Ce contingent sera fixé pour une année à partir de la signature du présent arrangement, dès que le ministre français de l'Agriculture sera renseigné sur l'importance de la récolte de blé en France, soit au mois de septembre ou d'octobre.

2. Ce contingent sera égal à 10% de l'évaluation de la quantité totale prévue comme devant être importée pour satisfaire aux besoins de la consommation.

3. L'introduction de ce contingent sur le territoire douanier français sera effectuée au moyen de licences délivrées par le ministre français de l'Agriculture aux commerçants et industriels français qui lui en feront la demande.

4. Les acheteurs français s'adresseront à l'organisme hongrois habilité à cet effet, savoir la société « Futura S. A. Budapest ».

Les achats seront opérés dans les conditions et les formes commerciales habituelles.

Les blés offerts devront être de bonne qualité loyale et marchande et répondre aux besoins du marché français.

5. A leur importation en France les blés achetés seront soumis, sans aucune réduction, aux droits du tarif minimum français.

6. Les importations à valoir sur le contingent devront être effectuées suivant un échelonnement fixé par le ministre de l'Agriculture de France.

7. Le Gouvernement français, après vérification et contrôle des licences, mettra à la disposition du Gouvernement hongrois, par quintal importé, une certaine somme à verser aux exportateurs hongrois intéressés ou à l'organisme créé par eux à cet effet. Cette somme sera fixée d'accord entre le Gouvernement français et le Gouvernement hongrois.

Elle ne pourra être, en aucun cas, supérieure à 30% du droit de douane du tarif minimum français.

De son côté, le Gouvernement royal hongrois est d'accord pour que la Convention commerciale² hungaro-française du 13 octobre 1925 et les avenants du 18 décembre 1926³ et du 21 décembre 1929⁴ à cette convention soient complétés par les dispositions ci-après, étant bien entendu que lesdits

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 12 juillet 1932.

² Vol. XLVIII, page 9, de ce recueil.

³ Vol. LXVII, page 255, de ce recueil.

⁴ Voir page 189, de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3037. — AGREEMENT² BETWEEN FRANCE AND HUNGARY AMENDING THE COMMERCIAL CONVENTION OF OCTOBER 13, 1925, AND THE ADDITIONAL AGREEMENTS TO THAT CONVENTION OF DECEMBER 18, 1926, AND DECEMBER 21, 1929. SIGNED AT BUDAPEST, SEPTEMBER 25, 1931.

French official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 13, 1932.

The Government of the French Republic, being desirous of assisting in the disposal of cereals from Central and Eastern Europe at remunerative prices, is prepared to take exceptional and temporary measures to enable a quota of Hungarian wheat to be imported into France under the following conditions.

1. This quota shall be fixed for one year from the date of the signing of the present Agreement as soon as the French Minister of Agriculture has ascertained the quantity of the wheat crop in France : that is to say, in September or October.

2. This quota shall amount to 10 per cent of the estimated total quantity which it is necessary to import in order to satisfy the requirements of consumers.

3. The introduction of this quota into French Customs territory shall be effected by means of licences issued by the French Minister of Agriculture to French merchants and manufacturers who apply for them.

4. The French purchasers shall apply to the Hungarian organisation set up for that purpose, viz. : " Futura Limited, Budapest ".

The purchases shall be carried out under the usual commercial conditions and in the usual commercial forms.

The wheat offered for sale must be of good standard quality and must answer to the requirements of the French market.

5. On importation into France, the wheat purchased shall be subject, without any reduction, to the minimum French tariff duties.

6. Imports forming part of the quota shall be effected at intervals fixed by the French Minister of Agriculture.

7. The French Government, after verifying and supervising the licences, shall place at the Hungarian Government's disposal per quintal imported a certain sum to be paid to the Hungarian exporters concerned or to the organisation set up by them for the purpose. This sum shall be fixed by agreement between the French Government and the Hungarian Government.

This sum may in no case exceed 30 per cent of the Customs duty laid down in the French minimum tariff.

For its part, the Royal Hungarian Government agrees that the Franco-Hungarian Commercial Convention³ of October 13, 1925, and the Supplementary Agreements to that Convention, of December 18, 1926⁴, and December 21, 1929⁵, shall be completed by the following provisions, it

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, July 12, 1932.

³ Vol. XLVIII, page 9, of this Series.

⁴ Vol. LXVII, page 255, of this Series.

⁵ See page 189, of this Volume.

conventions et avenants restent en vigueur pour toutes dispositions non visées par le présent arrangement.

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Couronnes-or
ex 23	Fromages : a) Munster, bleu d'Auvergne et de Jura, Gex, Sassenage, Septmoncel, Mont-Cenis, Cantal, Port-Salut, Comté (type gruyère), Comté (type Emmenthal), Comtés sans croûtes, en portions ou en blocs, dits crème de gruyère ou petit gruyère	70,—
ex 133	Vins mousseux : Vins de champagne accompagnés de leur certificat délivré par les autorités compétentes françaises comme provenant des régions délimitées et autres vins mousseux bénéficiant d'une appellation d'origine attestée par les autorités compétentes françaises	160,—
ex 367	Savons clarifiés : Savons de ménage et de bain, blancs ou teints ou moulés ou comprimés, savons de bain liquides sans alcool non conditionnés	150,—
ex 435	Parfumerie et préparations cosmétiques de toutes sortes à base d'alcool, ainsi qu'essences à odeur pénétrante ou autrement concentrées : a) Parfums et essences concentrés b) Autres parfums c) Eaux de Cologne	2300,— 1200,— 750,—
ex 552 a)	Tissus de coton, ordinaires, en fils du N° 50 anglais et au-dessous, présentant en chaîne et en trame 76 fils ou moins dans un centimètre carré, unis : 6) Imprimés ou tissés en 5 couleurs ou plus : Pesant au mètre carré plus de 170 grammes Pesant 170 grammes et moins	240,— 265,—
595	Fils de soie conditionnés pour la vente au détail : a) De soie naturelle b) De bourre de soie c) De soie artificielle	900,— 700,— 450,—
ex 596	Gazes, tissus de soie façon crêpe et voiles, contenant en nombre de fils 50 % et plus de soie artificielle, quels que soient les autres fils entrant dans le tissu : a) Unis b) Façonnés	2000,— 2200,—
ex 616	Dentelles et broderies aériennes : e) En soie artificielle	1600,—
Ex-remarque ad 876	Dispositions relatives à la surtaxe de carrosserie : b) Automobiles découvertes pour personnes et leurs carrosseries, selon la cylindrée du moteur : 1° De 2 à 4 places : Jusqu'à 1.600 centimètres cubes de cylindrée De 1.600 à 2.500 centimètres cubes de cylindrée Au-dessus de 2.500 centimètres cubes de cylindrée 2° De 5 à 7 places : Jusqu'à 1.600 centimètres cubes de cylindrée De 1.600 à 2.500 centimètres cubes de cylindrée Au-dessus de 2.500 centimètres de cylindrée 3° De 8 places et plus : Jusqu'à 1.600 centimètres cubes de cylindrée Ce 1.600 à 2.500 centimètres cubes de cylindrée Au-dessus de 2.500 centimètres cubes de cylindrée	par pièce 200,— 300,— 400,— 300,— 400,— 500,— 400,— 500,— 600,—

being understood that the said Convention and Supplementary Agreements remain in force as regards all provisions not dealt with by the present Agreement.

Number in Hungarian Tariff	Designation of Goods	Duty in gold kronen per 100 kg.
ex 23	Cheese : (a) Munster, bleu d'Auvergne and Jura, Gex, Sassenage, Septmoncel, Mont-Cenis, Cantal, Port-Salut, Comté (Gruyère type), Comté (Emmenthal type), Comté without rind, in portions or blocks, called crème de Gruyère or petit Gruyère	70.—
ex 133	Sparkling wines : Champagne wines accompanied by their certificate of origin issued by the competent French authorities attesting that they originate in the prescribed areas, and other sparkling wines entitled to a denomination of origin attested by the competent French authorities	160.—
ex 367	Clarified soaps : Toilet and bath soaps, white or dyed or ground or compressed, liquid bath soaps not containing alcohol, not prepared	150.—
ex 435	Perfumes and cosmetic preparations of every kind, with alcohol as base, and highly scented or otherwise concentrated essences : (a) Concentrated perfumes and essences (b) Other perfumes (c) Eau de Cologne	2,300.— 1,200.— 750.—
ex 552 (a)	Common cotton fabrics of No. 50 English yarn and under, having in warp and weft 76 threads or less in 1 square centimetre, plain : (6) Printed or woven in 5 colours or more : Weighing more than 170 grammes per square metre Weighing 170 grammes and less per square metre	240.— 265.—
595	Silk yarn packed for retail sale : (a) Of natural silk (b) Of floss silk (c) Of artificial silk	900.— 700.— 450.—
ex 596	Gauze, silk fabrics similar to crêpe and veiling, containing, in number of threads, 50 per cent and more of artificial silk, whatever other threads are contained in the fabric : (a) Plain (b) Figured	2,000.— 2,200.—
ex 616	Lace and aërienne embroidery : (c) Of artificial silk	1,600.—
ex-Note ad No. 876	Regulations concerning the surtax on body-work : (b) Open passenger automobiles and their bodies, according to the cylinder capacity of the engine : (1) 2 to 4 seaters : Up to 1,600 cubic centimetres of cylinder capacity Between 1,600 and 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity Over 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity (2) 5 to 7 seaters : Up to 1,600 cubic centimetres of cylinder capacity From 1,600 to 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity Over 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity (3) 8 or more seaters : Up to 1,600 cubic centimetres of cylinder capacity From 1,600 to 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity Over 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity	each 200.— 300.— 400.— 300.— 400.— 500.— 400.— 500.— 600.—

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Couronnes-or
ex 962	c) Automobiles pour personnes, fermées, limousines ou transformables ou leurs carrosseries, selon la cylindrée du moteur :	
	1° De 2 à 4 places :	par pièce
	Jusqu'à 1.600 centimètres cubes de cylindrée	250,—
	De 1.600 à 2.500 centimètres cubes de cylindrée	400,—
	Au-dessus de 2.500 centimètres cubes de cylindrée	600,—
	2° De 5 à 7 places :	
	Jusqu'à 1.600 centimètres cubes de cylindrée	400,—
	De 1.600 à 2.500 centimètres cubes de cylindrée	500,—
	Au-dessus de 2.500 centimètres cubes de cylindrée	750,—
	3° De 8 places et plus :	
	Jusqu'à 1.600 centimètres cubes de cylindrée	500,—
	De 1.600 à 2.500 centimètres cubes de cylindrée	700,—
Au-dessus de 2.500 centimètres cubes de cylindrée	1.000,—	
Articles de fantaisie :	Ex-f) En faïence colorée ou peinte	par 100 kg. 33 1/3 % ad valorem

Le présent arrangement est valable jusqu'au 15 octobre 1932. Si les circonstances l'exigent, il pourra être renouvelé après accord entre les deux gouvernements, accord au sujet duquel les conversations devront être entamées au plus tard le 15 septembre 1932.

Il sera soumis, après signature, au Comité agricole de la Commission d'études pour l'Union européenne.

Il sera ratifié après approbation par le Parlement français et mis en vigueur après échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 25 septembre 1931.

(L. S.) (Signé) L. WALKO.

(L. S.) (Signé) L. DE VIENNE.

BUDAPEST, le 25 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement royal hongrois est d'accord pour qu'en dehors des dispositions tarifaires hongroises déjà comprises dans l'Arrangement franco-hongrois signé à la date de ce jour, les droits conventionnels ci-après :

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Couronnes-or
ex 518 a)	Cartes avec vues de villes et images similaires :	
	1. Sur papier photographique sensible à la lumière	240,—
ex 648	Cuir d'empaigne, de tannage minéral, pour la fabrication de chaussures, non verni :	
	c) En peaux de bouc, de chèvre ou de chevreau :	
	1° Noir	675,—
	2° En couleurs	750,—

Number in Hungarian Tariff	Designation of Goods	Duty in gold kronen per 100 kg.
	(c) Passenger automobiles, closed, limousine or closeable, or their bodies, according to the cylinder capacity of the engine :	
	(1) 2 to 4 seaters :	each
	Up to 1,600 cubic centimetres of cylinder capacity	250.—
	From 1,600 to 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity	400.—
	Over 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity	600.—
	(2) 5 to 7 seaters :	
	Up to 1,600 cubic centimetres of cylinder capacity	400.—
	From 1,600 to 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity	500.—
	Over 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity	750.—
	(3) 8 or more seaters :	
	Up to 1,600 cubic centimetres of cylinder capacity	500.—
	From 1,600 to 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity	700.—
	Over 2,500 cubic centimetres of cylinder capacity	1,000.—
ex 962	Fancy articles :	per 100 kg.
	Ex (f) Of dyed or painted faience	33 1/3 % <i>ad valorem</i>

The present Arrangement shall hold good until October 15, 1932. If circumstances require, it may be renewed after an agreement between the two Governments, with regard to which conversations must be undertaken by September 15, 1932, at latest.

It shall be submitted, after signature, to the Agricultural Committee of the Commission of Enquiry for the European Union.

It shall be ratified after approval by the French Parliament and put into force after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest, in duplicate, September 25, 1931.

(L. S.) (Signed) L. WALKO.

(L. S.) (Signed) L. DE VIENNE.

BUDAPEST, September 25, 1931.

Monsieur LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government agrees that, apart from the Hungarian tariff provisions already included in the Franco-Hungarian Agreement signed this day, the following conventional duties :

Number in Hungarian Tariff	Designation of Goods	Duty in gold kronen per 100 kg.
ex 518 (a)	Cards with views of towns and similar pictures :	
	1. On photographic paper sensitive to light	240.—
ex 648	Mineral-tanned leather uppers, for the manufacture of footwear, not lacquered :	
	(c) Of buck, goat or kid hide :	
	(1) Black	675.—
	(2) Coloured	750.—

soient inscrits dans ledit arrangement dès que les stipulations de la Convention commerciale entre la Hongrie et l'Allemagne concernant ces positions entreront en vigueur, et au plus tard le 1^{er} décembre 1931 dans le cas où la mise en vigueur de cette convention serait différée.

Il est bien entendu que, dans le cas où ledit arrangement serait ratifié après le 1^{er} décembre 1931, les dispositions ci-dessus entreront en vigueur simultanément.

Il est d'ailleurs entendu que de son côté, le Gouvernement français accepte que les droits ci-après inscrits dans la Convention commerciale franco-hongroise et ses avenants soient modifiés de la façon suivante :

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Couronnes-or
ex 676	Autres articles en caoutchouc mou, autres :	
ex 811 a)	Eponges, masques de toilette, blagues à tabac, tétines, cuvettes et tubs Pompes centrifuges, à turbine et à piston, ainsi que pompes à action directe et pompes à vapeur à manivelle, montées sur châssis :	200,—
ex 853	3) Pesant par pièce un quintal et moins	62,—
	Dynamos, moteurs électriques, transformateurs et leurs parties, machines électriques même combinées d'une façon inséparable avec des constructions mécaniques :	
	b) Autres, pesant par pièce :	
	4) Moins de 250 kg., mais au moins 25 kg.	150,—
	5) Moins de 25 kg.	200,—
ex 903	Bougies pour moteur	300,—

Au cas où ledit arrangement ne serait pas renouvelé, les engagements réciproques pris ci-dessus seraient incorporés dans la Convention commerciale franco-hongroise et ses avenants par un échange de notes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) WALKO.

A Son Excellence
Monsieur Louis de Vienne,
Ministre plénipotentiaire de France,
à Budapest.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LÉGATION DE FRANCE EN HONGRIE.

BUDAPEST, le 25 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire la communication suivante :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement royal hongrois est d'accord pour qu'en dehors des dispositions tarifaires hongroises déjà comprises dans l'Arrangement franco-hongrois signé à la date de ce jour, les droits conventionnels ci-après :

shall be incorporated in the Agreement as soon as the provisions of the Commercial Convention between Hungary and Germany relating to these items shall come into force, and at the latest by December 1st, 1931, in the event of the putting into force of that Convention being postponed.

It is understood that, should the said Agreement be ratified after December 1st, 1931, the above-mentioned provisions shall come into force at the same time.

It is also understood that the French Government agrees, for its part, that the following duties included in the Franco-Hungarian Commercial Convention and the Agreements supplementary thereto shall be amended as follows :

Number in Hungarian Tariff	Designation of Goods	Duty in gold kronen per 100 kg.
ex 676	Other articles of soft rubber :	
ex 811 (a)	Sponges, toilet masks, tobacco pouches, teats, basins and tubs . . . Centrifugal turbine and piston pumps, also direct acting pumps and steam-driven crank pumps, mounted on frames :	200.—
ex 853	(3) Weighing 1 quintal or less each Dynamos, electric motors, transformers and their parts ; electric machines combined or not in an inseparable manner with mechanical constructions :	62.—
	(b) Others, weighing each :	
	(4) Less than 250 kg., but not less than 25 kg.	150.—
	(5) Less than 25 kg.	200.—
ex 903	Sparking plugs	300.—

Should the said Agreement not be renewed, the reciprocal undertakings given above will be incorporated in the Franco-Hungarian Commercial Convention and the Agreements supplementary thereto by means of an exchange of notes.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) WALKO.

His Excellency,
M. Louis de Vienne,
Minister Plenipotentiary of France,
at Budapest.

FRENCH REPUBLIC.
FRENCH LEGATION IN HUNGARY.

BUDAPEST, *September 25, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date, you were good enough to make the following communication to me :

" I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government agrees that, apart from the Hungarian tariff provisions already included in the Franco-Hungarian Agreement signed this day, the following conventional duties :

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Couronnes-or
ex 518 a)	Cartes avec vues de villes et images similaires :	
ex 648	1. Sur papier photographique sensible à la lumière	240,—
	Cuir d'empaigne, de tannage minéral, pour la fabrication de chaussures, non verni :	
	c) En peaux de bouc, de chèvre ou de chevreau :	
	1 ^o Noir	675,—
	2 ^o En couleurs	750,—

soient inscrits dans ledit arrangement dès que les stipulations de la Convention commerciale entre la Hongrie et l'Allemagne concernant ces positions entreront en vigueur, et au plus tard le 1^{er} décembre 1931 dans le cas où la mise en vigueur de cette convention serait différée.

» Il est bien entendu que, dans le cas où ledit arrangement serait ratifié après le 1^{er} décembre 1931, les dispositions ci-dessus entreront en vigueur simultanément.

» Il est d'ailleurs entendu que, de son côté, le Gouvernement français accepte que les droits ci-après inscrits dans la Convention commerciale franco-hongroise et ses avenants soient modifiés de la façon suivante :

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Couronnes-or
ex 676	Autres articles en caoutchouc mou, autres :	
	Eponges, masques de toilette, blagues à tabac, tétines, cuvettes et tubs	200,—
ex 811 a)	Pompes centrifuges, à turbine et à piston, ainsi que pompes à action directe et pompes à vapeur à manivelle, montées sur châssis :	
	3) Pesant par pièce 1 quintal et moins	62,—
ex 853	Dynamos moteurs électriques transformateurs et leurs parties, machines électriques même combinées d'une façon inséparable avec des constructions mécaniques :	
	b) Autres, pesant par pièce :	
	4) Moins de 250 kg., mais au moins 25 kg.	150,—
	5) Moins de 25 kg.	200,—
ex 903	Bougies pour moteur	300,—

» Au cas où ledit arrangement ne serait pas renouvelé, les engagements réciproques pris ci-dessus seraient incorporés dans la Convention commerciale franco-hongroise et ses avenants par un échange de notes. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) L. DE VIENNE.

A Son Excellence

Monsieur Louis Walko,

Ministre royal hongrois des Affaires étrangères,
à Budapest.

Number in Hungarian Tariff	Designation of Goods	Duty in gold kronen per 100 kg.
ex 518 (a)	Cards with views of towns and similar pictures :	
	1. On photographic paper sensitive to light	240.—
ex 648	Mineral-tanned leather uppers, for the manufacture of footwear, not lacquered :	
	(c) Of buck, goat or kid hide :	
	(1) Black	675.—
	(2) Coloured	750.—

shall be incorporated in the Arrangement as soon as the provisions of the Commercial Convention between Hungary and Germany relating to these items shall come into force, and at the latest by December 1st, 1931, in the event of the putting into force of that Convention being postponed.

" It is understood that, should the said Arrangement be ratified after December 1st, 1931, the above-mentioned provisions shall come into force at the same time.

" It is also understood that the French Government agrees, for its part, that the following duties included in the Franco-Hungarian Commercial Convention and the Agreements supplementary thereto shall be amended as follows :

Number in Hungarian Tariff	Designation of Goods	Duty in gold kronen per 100 kg.
ex 676	Other articles of soft rubber :	
	Sponges, toilet masks, tobacco pouches, teats, basins and tubs	200.—
ex 811 (a)	Centrifugal turbine and piston pumps, also direct acting pumps and steam-driven crank pumps, mounted on frames :	
	(3) Weighing 1 quintal or less each	62.—
ex 853	Dynamos, electric motors, transformers and their parts ; electric machines combined or not in an inseparable manner with mechanical constructions :	
	(b) Others, weighing each :	
	(4) Less than 250 kg., but not less than 25 kg.	150.—
	(5) Less than 25 kg.	200.—
ex 903	Sparking plugs	300.—

"Should the said Agreement not be renewed, the reciprocal undertakings given above will be incorporated in the Franco-Hungarian Commercial Convention and the Agreements supplementary thereto by means of an exchange of notes."

I have the honour to acknowledge receipt of and to thank you for this communication, which I note.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) L. DE VIENNE.

His Excellency,
M. Louis Walko,
Royal Hungarian Minister
for Foreign Affairs,
at Budapest.

BUDAPEST, le 25 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux dispositions du paragraphe premier du Protocole de signature du deuxième Avenant à la Convention commerciale franco-hongroise du 13 octobre 1925, concernant l'examen des demandes d'enregistrement des produits pharmaceutiques, j'ai l'honneur de vous préciser que l'expression « avec la plus grande bienveillance » signifie aussi que les demandes d'admission seront examinées avec « la plus grande célérité ».

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) WALKO.

A Son Excellence
Monsieur Louis de Vienne,
Ministre plénipotentiaire de France,
à Budapest.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LÉGATION DE FRANCE EN HONGRIE.

BUDAPEST, le 25 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire la communication suivante :

« Me référant aux dispositions du paragraphe premier du Protocole de signature du deuxième Avenant de la Convention commerciale franco-hongroise du 13 octobre 1925, concernant l'examen des demandes d'enregistrement des produits pharmaceutiques, j'ai l'honneur de vous préciser que l'expression « avec la plus grande bienveillance » signifie aussi que les demandes d'admission seront examinées avec « la plus grande célérité ».

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) L. DE VIENNE.

A Son Excellence
Monsieur Louis Walko,
Ministre royal hongrois des Affaires étrangères,
à Budapest.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LÉGATION DE FRANCE EN HONGRIE.

BUDAPEST, le 25 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour répondre au désir exprimé par la délégation hongroise au cours des conversations qui ont heureusement abouti à l'Arrangement franco-hongrois, signé à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que la moyenne des importations de blé en France pour les dix dernières années

BUDAPEST, *September 25, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the provisions of paragraph of the Protocol of Signature of the second Supplementary Agreement to the Franco-Hungarian Commercial Convention dated October 13, 1925, concerning the examination of applications for the registration of pharmaceutical products, I have the honour to inform you that the expression " give the most favourable consideration " also implies that applications for admission will be examined with " the greatest despatch ".

I have the honour to be, etc.,

(Signed) WALKO.

His Excellency
M. Louis de Vienne,
Minister Plenipotentiary of France,
at Budapest.

FRENCH REPUBLIC.
FRENCH LEGATION IN HUNGARY.

BUDAPEST, *September 25, 1931.*

YOUR EXCELLENCY

In your letter of to-day's date, you were good enough to make the following communication to me :

" With reference to the provisions of paragraph 1 of the Protocol of Signature of the second Supplementary Agreement to the Franco-Hungarian Commercial Convention dated October 13, 1925, concerning the examination of applications for the registration of pharmaceutical products, I have the honour to inform you that the expression " give the most favourable consideration " also implies that applications for admission will be examined with " the greatest despatch ".

I have the honour to acknowledge receipt of and to thank you for this communication which I note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) L. DE VIENNE.

His Excellency
M. Louis Walko,
Royal Hungarian Minister
for Foreign Affairs,
at Budapest.

FRENCH REPUBLIC.
FRENCH LEGATION IN HUNGARY.

BUDAPEST, *September 25, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

In order to comply with the wish expressed by the Hungarian delegation during the conversations which have happily led to the Franco-Hungarian Agreement signed this day, I have the honour to confirm that, the average imports of wheat into France for the last ten years

ayant été environ huit millions de quintaux par an, on peut en déduire que la part moyenne réservée annuellement aux importations de blé hongrois en France, sur la base dudit arrangement, sera d'environ huit cent mille quintaux.

En outre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République est disposé : d'une part, à user de son influence sur les importateurs pour que ceux-ci effectuent dans le plus bref délai, dès le début de la campagne, des achats de blé en Hongrie ; et, d'autre part, à faire toute diligence en vue du paiement de la somme prévue au paragraphe 7 de l'arrangement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) L. DE VIENNE.

A Son Excellence
Monsieur Louis Walko,
Ministre royal hongrois des Affaires étrangères,
à Budapest.

BUDAPEST, le 25 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire la communication suivante :

« Pour répondre au désir exprimé par la Délégation hongroise au cours des conversations qui ont heureusement abouti à l'Arrangement franco-hongrois, signé à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que la moyenne des importations de blé en France pour les dix dernières années ayant été d'environ huit millions de quintaux par an, on peut en déduire que la part moyenne réservée annuellement aux importations de blé hongrois en France, sur la base dudit arrangement, sera d'environ huit cent mille quintaux.

» En outre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République est disposé : d'une part, à user de son influence sur les importateurs pour que ceux-ci effectuent dans le plus bref délai, dès le début de la campagne, des achats de blé en Hongrie ; et, d'autre part, à faire toute diligence en vue du paiement de la somme prévue au paragraphe 7 de l'arrangement. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) WALKO.

A Son Excellence
Monsieur Louis de Vienne,
Ministre plénipotentiaire de France,
à Budapest.

BUDAPEST, le 25 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour répondre au désir qui a été exprimé par la délégation française au cours des négociations qui ont heureusement abouti à la conclusion de l'arrangement signé à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement royal hongrois s'engage à examiner avec la plus grande bienveillance les demandes d'importation en franchise des marchandises désignées ci-après,

having been approximately eight million quintals a year, it may be assumed that the average share reserved each year for imports of Hungarian wheat into France on the basis of the said Agreement will be approximately eight hundred thousand quintals.

Moreover, I have the honour to inform you that the French Government is prepared : first, to use its influence with the importers to induce them to effect purchases of wheat in Hungary as soon as possible after the beginning of the season ; and second, to take all necessary steps with a view to the expeditious payment of the sum provided for in paragraph 7 of the Agreement.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) L. DE VIENNE.

His Excellency,
M. Louis Walko,
Royal Hungarian Minister
for Foreign Affairs,
at Budapest.

BUDAPEST, *September 25, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter of to-day's date, you were good enough to make the following communication to me :

“ In order to comply with the wish expressed by the Hungarian delegation during the conversations which have happily led to the Franco-Hungarian Agreement signed this day, I have the honour to confirm that, the average imports of wheat into France for the last ten years having been approximately eight million quintals a year, it may be assumed that the average share reserved each year for imports of Hungarian wheat into France on the basis of the said Agreement will be approximately eight hundred thousand quintals.

Moreover, I have the honour to inform you that the French Government is prepared ; first, to use its influence with the importers to induce them to effect purchases of wheat in Hungary as soon as possible after the beginning of the season ; and second, to take all necessary steps with a view to the expeditious payment of the sum provided for in paragraph 7 of the Agreement. ”

I have the honour to acknowledge receipt of and to thank you for this communication, which I note.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) WALKO.

His Excellency
M. Louis de Vienne,
Minister Plenipotentiary of France,
at Budapest.

BUDAPEST, *September 25, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In order to comply with the wish expressed by the French delegation at the negotiations which have happily led to the conclusion of the Agreement signed this day, I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government undertakes to give the most favourable consideration to applications submitted by Hungarian manufacturers for permission to import,

rentrant respectivement dans les positions 649 b) et 650 b) du tarif douanier hongrois, qui seront présentées par des industriels hongrois :

1. Peaux en croûtes d'agneau ou de mouton, mi-tannées et non lissées, importées par ces usines installées dans ce but en vue de leur tannage, teinture ou pressage ultérieurs.

2. Peaux en croûtes d'agneau ou de mouton, mi-tannées, lissées, mais non teintées et autrement non travaillées, importées par des usines installées dans ce but en vue de leur tannage, teinture ou pressage ultérieurs.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) WALKO.

A Son Excellence
Monsieur Louis de Vienne,
Ministre plénipotentiaire de France,
à Budapest.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LÉGATION DE FRANCE EN HONGRIE.

BUDAPEST, le 25 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire la communication suivante :

« Pour répondre au désir qui a été exprimé par la délégation française au cours des négociations qui ont heureusement abouti à la conclusion de l'arrangement signé à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement royal hongrois s'engage à examiner avec la plus grande bienveillance les demandes d'importation en franchise de marchandises désignées ci-après, rentrant respectivement dans les positions 649b) et 650b) du tarif douanier hongrois, qui seront présentées par des industriels hongrois:

1. Peaux en croûtes d'agneau ou de mouton mi-tannées et non lissées, importées par des usines installées dans ce but en vue de leur tannage, teinture ou pressage ultérieurs.

2. Peaux en croûtes d'agneau ou de mouton mi-tannées, lissées, mais non teintées et autrement non travaillées, importées par des usines installées dans ce but en vue de leur tannage, teinture ou pressage ultérieurs. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) L. DE VIENNE.

A Son Excellence
Monsieur Louis Walko,
Ministre royal hongrois des Affaires étrangères,
à Budapest.

free of duty, the goods designated hereafter, coming under items 649 (b) and 650 (b) respectively of the Hungarian Customs Tariff :

1. Lamb or sheep skins, half-tanned and not smoothed, imported by factories equipped for the purpose, with a view to their subsequent tanning, dying or pressing.

2. Lamb or sheep skins, half-tanned, smoothed but undyed and not otherwise worked, imported by factories equipped for the purpose, with a view to their subsequent tanning, dying or pressing.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) WALKO.

His Excellency
M. Louis de Vienne,
Minister Plenipotentiary of France,
at Budapest.

FRENCH REPUBLIC.
FRENCH LEGATION IN HUNGARY.

BUDAPEST, *September 25, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

In your letter to to-day's date, you were good enough to make the following communication to me :

“ In order to comply with the wish expressed by the French delegation at the negotiations which have happily led to the conclusion of the Agreement signed this day, I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government undertakes to give the most favourable consideration to applications submitted by Hungarian manufacturers for permission to import, free of duty, the goods designated hereafter, coming under items 649 (b) and 650 (b) respectively of the Hungarian Customs Tariff :

1. Lamb and sheep skins, half-tanned and not smoothed, imported by factories equipped for the purpose, with a view to their subsequent tanning, dying or pressing.

2. Lamb or sheep skins, half-tanned, smoothed but undyed and not otherwise worked, imported by factories equipped for the purpose, with a view to their subsequent tanning, dying or pressing. ”

I have the honour to acknowledge receipt of and to thank you for this communication, which I note.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) L. DE VIENNE.

His Excellency
M. Louis Walko,
Royal Hungarian Minister
for Foreign Affairs,
at Budapest.

N° 3038.

FRANCE ET HONGRIE

Deuxième Avenant à la Convention commerciale du 13 octobre 1925, avec protocole de signature, signés à Paris, le 21 décembre 1929, et échange de notes y relatif, Paris, le 21 décembre 1929, et Budapest, le 2 mai 1930, et

Troisième Avenant à la Convention commerciale du 13 octobre 1925, signée à Paris, le 23 juin 1932.

FRANCE AND HUNGARY

Second Supplementary Agreement to the Commercial Convention of October 13, 1925, with Protocol of Signature, signed at Paris, December 21, 1929, and Exchange of Notes relating thereto, Paris, December 21, 1929, and Budapest, May 2, 1930, and

Third Supplementary Agreement to the Commercial Convention of October 13, 1925, signed at Paris, June 23, 1932.

N^o 3038. — DEUXIÈME AVENANT¹ A LA CONVENTION COMMERCIALE
DU 13 OCTOBRE 1925, ENTRE LA FRANCE ET LA HONGRIE.
SIGNÉ A PARIS, LE 21 DÉCEMBRE 1929.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 19 novembre 1932.*²

Par application de l'article 5 de l'Avenant³ du 18 décembre 1926 à la Convention commerciale⁴ du 13 octobre 1925, le Gouvernement hongrois et le Gouvernement français ont procédé à l'examen des modifications et compléments que, pour le développement des échanges entre les deux pays, ils ont cru utile d'apporter à ladite convention.

Ils ont, en conséquence, convenu et arrêté ce qui suit :

Article premier.

Les articles 3-6 de la Convention commerciale du 13 octobre 1925 seront remplacés par les dispositions suivantes :

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Hongrie, bénéficieront à leur importation en France, ainsi que dans les colonies, possessions et pays de protectorat français, ayant le même régime douanier que la France, du tarif minimum, c'est-à-dire des taux les plus réduits que la France accorde ou pourrait accorder à toute autre Puissance, en vertu de mesures tarifaires ou de Conventions commerciales, tant en ce qui concerne les droits à l'importation actuellement établis ou ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer qu'en ce qui concerne les surtaxes, coefficients ou autres majorations temporaires que la France a établis ou pourrait établir.

L'octroi du tarif minimum pour les produits susmentionnés implique le traitement de la nation la plus favorisée.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Hongrie, énumérés à l'article 4 du présent avenant, seront admis à leur importation en France, ainsi que dans les colonies, possessions et pays de protectorat français, ayant le même régime douanier que la France, au bénéfice des taux et droits conventionnels stipulés à l'article 4 du présent avenant et de tous autres plus favorables que la France accorderait à un autre pays étranger quelconque, soit en vertu de mesures tarifaires, soit en vertu de conventions commerciales.

¹ Entré en vigueur le 8 juillet 1930.

² Le Secrétaire public dans ce recueil le deuxième Avenant, présenté à l'enregistrement le 19 novembre 1932, en même temps que le troisième Avenant, présenté le 13 septembre 1932, les ayant enregistrés sous le même numéro.

³ Vol. LXVII, page 255, de ce recueil.

⁴ Vol. XLVIII, page 9, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3038. — SECOND SUPPLEMENTARY AGREEMENT² TO THE COMMERCIAL CONVENTION OF OCTOBER 13, 1925, BETWEEN FRANCE AND HUNGARY. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 21, 1929.

*French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 19, 1932.*³

In pursuance of Article 5 of the Supplementary Agreement⁴ of December 18, 1926, to the Commercial Convention⁵ of October 13, 1925, the Hungarian Government and the French Government have considered how far it would be advisable to modify and supplement the said Convention with a view to developing commercial transactions between the two countries.

They have accordingly agreed upon the following provisions :

Article 1.

Articles 3 to 6 of the Commercial Convention of October 13, 1925, shall be replaced by the following provisions :

Natural products or manufactured articles, originating in and coming from Hungary shall, when imported into France or into the French colonies, possessions and protectorates having the same Customs régime as France, enjoy the benefits of the minimum tariff, that is to say, the lowest rates which France grants or may grant to any other Power in virtue of tariff regulations or commercial Conventions, both as regards import duties at present levied in France or those which may later be substituted for them, and also as regards additional charges, coefficients or other temporary increases which France has established or may establish.

The granting of the minimum tariff in respect of the above-mentioned products implies most-favoured-nation treatment.

Without prejudice to the provisions of the foregoing paragraph, the natural products or manufactured articles originating in and coming from Hungary enumerated in Article 4 of the present Supplementary Convention shall, when imported into France or into the French colonies, possessions and protectorates having the same Customs régime as France, enjoy the benefit of the conventional rates and duties provided for in Article 4 of the present Supplementary Convention and any more favourable treatment that France may grant to another foreign country in virtue of tariff provisions or of commercial Conventions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 8, 1930.

³ The Secretariat publishes, in this Series, the Second Supplementary Agreement presented for registration on November 19, 1932, at the same time as the First Supplementary Agreement presented for registration on September 13, 1932, the two Agreements being registered under the same number.

⁴ Vol. LXVII, page 255, of this Series.

⁵ Vol. XLVII, page 9, of this Series.

Le traitement de la nation la plus favorisée n'autorise point les Hautes Parties contractantes à réclamer les avantages préférentiels que chacune d'elles pourrait accorder en matière tarifaire à certains Etats limitrophes, dans une zone n'exédant pas 15 km. ; ce traitement n'autorise pas non plus la Hongrie à réclamer le bénéfice des tarifs que la France pourrait accorder éventuellement aux produits dont l'importation est destinée à faciliter les règlements financiers avec les pays qui ont été en état de guerre avec la France pendant les années 1914/1918.

Article 2.

L'article 8 de la Convention commerciale du 13 octobre 1925 sera modifié comme suit :

Les Hautes Parties contractantes accorderont aux produits originaires et en provenance de l'autre le bénéfice des avantages résultant de modifications apportées à la nomenclature douanière ou de spécialisations introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres Puissances.

Article 3.

Dans la liste A de l'article premier de l'avenant du 18 décembre 1926 sont introduites les modifications suivantes :

a) Seront ajoutées les positions suivantes :

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droit d'entrée en couronnes-or par 100 kg.
ex 600	Gazes, tissus de soie façon crêpe et voilés :	
	a) En chaîne ou trame en coton, lin ou laine et en soie artificielle, blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs :	
	1. Unis	1.450,—
	2. Façonnés	1.600,—
	b) En chaîne et trame entièrement en soie artificielle, blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs :	
	1. Unis	1.750,—
	2. Façonnés	1.900,—
	c) En chaîne ou trame en coton, lin ou laine et en soie naturelle, blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs :	
	1. Unis	2.000,—
	2. Façonnés	2.500,—
ex 759	Fourches, pesant par pièce :	
	a) 1 kg. et plus	35,—
	b) Moins de 1 kg.	45,—
ex 764	Scies, lames de scies :	
	ex a) Scies à châssis, scies à ruban, scies circulaires et scies ventrées	40,—
	b) Scies à main	60,—

Most-favoured-nation treatment shall not entitle the High Contracting Parties to claim any preferential treatment which either of them may grant to certain contiguous States in a zone not exceeding 15 kilometres ; nor shall such treatment entitle Hungary to claim the benefits of the tariffs which France may later grant to products the importation of which is intended to facilitate financial settlements with the countries which were in a state of war with France during the years 1914 to 1918.

Article 2.

Article 8 of the Commercial Convention of October 13, 1925, shall be modified as follows :

The High Contracting Parties will grant to products originating in and coming from the other Party the benefit of the advantages derived from changes in the Customs nomenclature or from special distinctions introduced in the tariffs in virtue of administrative measures, or laws, or of Conventions concluded with other Powers.

Article 3.

The following changes shall be made in List A. of Article 1 of the Supplementary Agreement of December 18, 1926 :

(a) *The following items shall be added :*

Number in the Hungarian Tariff	Designation of Goods	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 600	Silk gauze, crepes and voiles : (a) Having warp or weft of cotton, linen or wool and artificial silk, bleached, dyed, printed or woven in colours : 1. Plain 2. Figured (b) Having warp and weft wholly or artificial silk, bleached, dyed, printed or woven in colours : 1. Plain 2. Figured (c) Having warp or weft of cotton, linen or wool and natural silk, bleached, dyed, printed or woven in colours : 1. Plain 2. Figured	1,450.— 1,600.— 1,750.— 1,900.— 2,000.— 2,500.—
ex 759	Pitchforks, weighing each : (a) 1 kg. and over (b) Less than 1 kg.	35.— 45.—
ex 764	Saws, saw-blades : ex (a) Frame saws, ribbon-saws, circular-saws and lumber-man's saws (b) Hand-saws	40.— 60.—

b) Seront modifiées les positions suivantes :

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droit d'entrée en couronnes-or par 100 kg.
ex 133	Vins mousseux :	
	Vins de Champagne accompagnés de leur certificat d'origine délivré par les autorités compétentes françaises comme provenant des régions délimitées et autres vins mousseux bénéficiant d'une appellation d'origine attestée par les autorités compétentes françaises	170,—
ex 458	Préparations galéniques (extraits, teintures, onguents, pilules, emplâtres curatifs) et autres médicaments préparés, ainsi que matières de toute sorte, avec leurs inscriptions, étiquettes, etc., désignées comme étant des remèdes médicaux ou vétérinaires :	
	ex a) Cachets azymes vides pour produits pharmaceutiques portant des inscriptions indiquant les médicaments et le nom du fabricant	15,—
596	Gazes, tissus de soie façon crêpe et voiles :	
	a) Unis	2.250,—
	b) Façonnés	2.500,—
599	Velours et tissus façon velours, en soie	2.500,—
601	Velours et tissus façon velours, en mi-soie :	
	a) Avec soie artificielle	2.200,—
	b) Avec soie naturelle	2.500,—
	<i>Observation.</i> — Les velours et tissus façon velours entièrement en soie artificielle ou avec poil soie artificielle et fond soie naturelle rentrent également sous le N° 601 a).	
ex 616	Dentelles et broderies aériennes :	
	d) En soie	2.500,—
ex 853	Dynamos, moteurs électriques, transformateurs et leurs parties ; machines électriques, même combinées d'une façon inséparable avec des constructions mécaniques (à l'exception des aspirateurs de poussière, des brosses de plancher, des machines laveuses et frigidaires pour l'usage ménager et de leurs parties) pesant par pièce :	
	d) De 25 à 250 kg.	105,—
	e) Moins de 25 kg.	130,—
ex 872	Side-cars pour motocycles	120,—
874	Cycles sans bandages pneumatiques et parties de cycles, complètement travaillées, ainsi que motocycles sans moteur, ni bandages pneumatiques et parties de motocycles complètement travaillées, à l'exception des moteurs et de leurs parties	125,—
875	Cycles avec moteurs, sans bandages pneumatiques	170,—
Remarques au N° 876	i. Châssis de véhicules à usage industriel (camions, camionnettes, boulangères, voitures de livraison, etc.) quel que soit leur poids	70,—

c) Seront supprimées les positions suivantes :

Numéros du tarif hongrois	Désignation des marchandises	Droit d'entrée en couronnes-or par 100 kg.
416 b)	Encres d'imprimerie, autres	40,—
ex 458	b) Emplâtres curatifs	45,—
ex 500	Papier de couleur et carton de couleurs :	
	b) Autres, ainsi que papier doré, argenté et bronzé	25,—

(b) *The following items shall be modified :*

Number in the Hungarian Tariff	Designation of Goods	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 133	Sparkling wines : Champagne accompanied by a certificate of origin issued by the competent French authorities proving that the wine comes from the restricted areas, and other sparkling wines entitled to an appellation of origin attested by the competent French authorities	170.—
ex 458	Galenic compounds (extracts, tinctures, ointments, pills, curative plasters) and other prepared medicaments, as well as all substances which from their labels, etc., come under the designation of medical or veterinary remedies :	
	ex (a) Empty azymie cachets for pharmaceutical products, with inscriptions indicating the medicament and the name of the manufacturer	15.—
596	Silk gauze, crepes and voiles :	
	(a) Plain	2,250.—
	(b) Figured	2,500.—
599	Velvet and tissues similar to velvet, of silk	2,500.—
601	Velvet and tissues similar to velvet of mixed silk :	
	(a) With artificial silk	2,200.—
	(b) With natural silk	2,500.—
	<i>Note</i> : Velvet and tissues similar to velvet wholly of artificial silk or with pile of artificial silk and back of natural silk also come under No. 601 (a).	
ex 616	Lace and "aerienne" :	
	(d) Of silk	2,500.—
ex 853	Dynamos, electric motors, transformers and parts thereof; electric machines combined or not with inseparable mechanical constructions (except vacuum cleaners, floor brushes, washing-machines and refrigerators for household use and parts thereof) weighing each :	
	(d) From 25 to 250 kg.	105.—
	(e) Less than 25 kg.	130.—
ex 872	Side-cars for motor-cycles	120.—
874	Cycles without pneumatic tyres and completely finished cycle parts, also motor-cycles without engines or pneumatic tyres and completely finished motor-cycle parts, except engines and their parts	125.—
875	Cycles with engines, without pneumatic tyres	170.—
<i>Note to No. 876</i>	1. Chassis for industrial vehicles (lorries, vans, baker's carts, delivery vehicles, etc.) of any weight	70.—

(c) *The following items shall be deleted :*

Number in the Hungarian Tariff	Designation of Goods	Import duty in gold crowns per 100 kg.
416 (b)	Other printer's ink	40.—
ex 458	(b) Curative plasters	45.—
ex 500	Coloured paper and cardboard :	
	(b) Other, also gilded, silvered or bronzed paper	25.—

Article 4.

La liste B de l'Article 2 de l'avenant du 18 décembre 1926 est supprimée et remplacée par l'énumération suivante, mentionnée au quatrième alinéa de l'article premier du présent avenant :

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droit d'entrée Frs. C.
ex 17 <i>ter</i> ex 26	Salami	100 kg. net	160,—
	Plumes à lit :		
	Brutes	»	exemptes
	Apprêtées et duvet brutes ou apprêtées	»	85,—
ex 80	Haricots :		
	En grains nature	»	15,—
	En grains triés, calibrés	»	25,—
	Pois :		
	En grains	»	15,—
	Décortiqués, brisés ou cassés	»	30,—
ex 120 <i>bis</i>	Fleurs de tilleul non argenté	»	40,—
164 <i>ter</i>	Paille de millet à balais	»	15,—
ex 174 <i>quat.</i>	Eaux purgatives naturelles	»	15,—
ex 359	Bouteilles ordinaires pleines, d'une capacité d'un ½ litre et plus	»	23,80
ex 505	Petits compteurs d'électricité pesant au plus 5 kg. par unité	la pièce	28,—
ex 522	Batteuses pesant, par appareil :		
	400 kg. et plus	100 kg. net	80,—
	Moins de 400 kg.	»	100,—

Article 5.

Les articles 3 et 4 de l'Avenant du 18 décembre 1926 sont supprimés.

Article 6.

L'article 24 de la Convention du 13 octobre 1925 est remplacé par l'article suivant :

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes mesures nécessaires en vue de réprimer sur son territoire l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits vinicoles de l'autre Partie, pourvu que ces appellations soient dûment protégées par celle-ci et aient été notifiées par elle.

Sont considérées comme employées abusivement les appellations d'origine de l'un des deux pays lorsqu'elles sont appliquées à des produits auxquels les dispositions législatives ou réglementaires de ce pays en refusent le bénéfice.

La notification ci-dessus prévue devra préciser notamment les documents délivrés par l'autorité compétente du pays d'origine constatant le droit aux appellations d'origine.

Il sera, en particulier, interdit de se servir d'une appellation géographique d'origine pour désigner les produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit, alors même que l'origine véritable des produits serait mentionnée ou que l'appellation abusive serait accompagnée de certains termes rectificatifs tels que « genre », « façon », « type » ou autres.

Article 4.

List B of Article 2 of the Supplementary Agreement of December 18, 1926, is cancelled and replaced by the following list, referred to in the fourth paragraph of Article 1 of the present Supplementary Agreement :

Number in French Tariff	Designation of Goods	Per unit of	Import duty in francs
ex 17 (c)	Salami	100 kg. net	160.—
ex 26	Bed feathers :		
	Raw	»	exempt
	Prepared, and down, raw or prepared	»	85.—
ex 80	Beans :		
	In the grain, unsorted	»	15.—
	In the grain, sorted, graded	»	25.—
	Peas :		
	In the grain	»	15.—
	Decorticated, split or crushed	»	30.—
ex 120 (b)	Lime tree flowers (not silver)	»	40.—
164 (c)	Broom corn straw	»	15.—
ex 174 (d)	Natural purgative waters	»	15.—
ex 359	Ordinary bottles, full, capacity half litre and over	»	23.80
ex 505	Small electrometers weighing not less than 5 kg. each	each	28.—
ex 522	Threshing machines weighing each :		
	400 kg. and over	100 kg. net	80.—
	Less than 400 kg.	»	100.—

Article 5.

Articles 3 and 4 of the Supplementary Agreement of December 18, 1926, are cancelled.

Article 6.

The following Article is substituted for Article 24 of the Convention of October 13, 1925 :

Each of the High Contracting Parties agrees to take all necessary steps to prevent within its territory the misuse of geographical appellations of origin of products of the grape of the other Party, provided that that Party itself duly protects such appellations and has notified them.

Appellations of origin of one country shall be deemed to be misused when applied to products to which the laws or regulations of that country would not permit them to be applied.

The above-mentioned notification shall mention in particular the documents delivered by the competent authority of the country of origin declaring the right to the appellations of origin.

In particular, the use of a geographical appellation of origin to designate products of the grape other than those which are really entitled to the said appellation is prohibited, even when the true place of origin of the products is mentioned or when the false appellation is accompanied by certain rectifications such as " style ", " type ", " class ", etc.

De même, aucune appellation géographique d'origine des produits vinicoles de l'une des Hautes Parties contractantes, si elle est dûment protégée dans le pays de production et si elle a été régulièrement notifiée à l'autre Partie, ne pourra être considérée comme ayant un caractère générique.

Les mesures que chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre devront prévoir la répression par la saisie, la prohibition ou toute autre sanction appropriée, notamment de l'importation, de l'exportation, de l'entreposage, de la fabrication, de la circulation, de la vente ou de la mise en vente des produits vinicoles dans le cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, ainsi que sur les factures, papiers de commerce et lettres de voiture, des marques, noms, inscriptions, illustrations ou signes quelconques évoquant des appellations d'origine employées abusivement.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que le vendeur appose son nom et son adresse sur le conditionnement du produit ; toutefois, il sera tenu, à défaut d'appellation régionale ou locale, de compléter cette mention par l'indication en caractères apparents du pays d'origine du produit, chaque fois que, par l'apposition du nom ou de l'adresse, il pourrait y avoir confusion avec une région ou une localité située dans un autre pays.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées, soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du Ministère public ou de tout intéressé, individu, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacune des Hautes Parties contractantes.

Les Hautes Parties contractantes se déclarent prêtes à étudier l'extension éventuelle de la protection des appellations d'origine ci-dessus prévue à d'autres produits tirant du sol ou du climat leurs qualités spécifiques.

Article 7.

Les alinéas 4 et 5 de l'article 32 de la Convention commerciale du 13 octobre 1925 et l'article 5 de l'Avenant du 18 décembre 1926 sont supprimés.

Article 8.

Le présent avenant suivra le sort de la Convention commerciale du 13 octobre 1925.

Article 9.

Le présent avenant sera mis en vigueur dans les conditions prévues à l'article 32 de la Convention commerciale du 13 octobre 1925. L'échange des ratifications aura lieu à Budapest.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent avenant qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 21 décembre 1929.

(L. S.) (Signé) Frédéric VILLANI.
NICKL.
BRIAND.
FLANDIN.

Similarly, no geographical appellation of origin of products of the grape of either of the High Contracting Parties shall be regarded as generic in character if duly protected in the country of production and if regularly notified to the other Party.

The measures which each of the High Contracting Parties agrees to take shall provide for the repression by seizure, prohibition or other appropriate remedy, of the importation, exportation, warehousing, manufacture, circulation, sale or offering for sale, of the products of the grape in cases in which there appear on the casks, bottles, wrappings or cases containing them or on the invoices, commercial documents and waybills, any marks, names, descriptions, illustrations or devices, falsely resembling appellations of origin.

The foregoing provisions shall not prevent a seller from placing his name and address on the package containing the product ; in the absence of a regional or local appellation he shall, however be obliged in addition to indicate conspicuously the country of origin of the produce, whenever a name or address might lead to confusion with a district or place situated in another country.

The goods complained of shall be seized or other penalties imposed either at the instance of the Administration or on the application of the Public Prosecutor or of an interested party, whether an individual, association or syndicate, in conformity with the respective laws of the several High Contracting Parties.

The High Contracting Parties declare themselves ready to consider the future extension of the protection of appellations of origin provided for above to other products which derive their special qualities from the soil or from the climate.

Article 7.

Paragraphs 4 and 5 of Article 32 of the Commercial Convention of October 13, 1925, and of Article 5 of the Supplementary Agreement of December 18, 1926, are cancelled.

Article 8.

The present Supplementary Agreement shall be treated on an equal footing with the Commercial Convention of October 13, 1925.

Article 9.

The present Supplementary Agreement shall come into force on the conditions laid down in Article 32 of the Commercial Convention of October 13, 1925. The exchange of ratifications shall take place at Budapest.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Supplementary Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, December 21, 1929.

(L. S.) (Signed) Frédéric VILLANI.
NICKL.
BRIAND.
FLANDIN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Dans le protocole de signature annexe à l'avenant du 18 décembre 1926 à la Convention commerciale du 13 octobre 1925, sont introduites les modifications suivantes :

1^o Les dispositions du paragraphe 1 a) sont remplacées par les dispositions suivantes :

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à examiner avec la plus grande bienveillance les demandes d'enregistrement de spécialités pharmaceutiques provenant de l'autre Partie contractante et à ne pas refuser leur admission, à condition que la spécialité corresponde aux prescriptions valables dans son territoire.

L'enregistrement ne pourra être refusé pour la seule raison qu'une spécialité de composition similaire ou analogue se trouve déjà enregistrée.

2^o Les paragraphes 2, 3 et 4 et le dernier alinéa du paragraphe 5 sont supprimés.

3^o Sous réserve de réciprocité, les films cinématographiques, documentaires ou éducatifs destinés à être projetés dans des établissements ou dans des conférences gratuits et dont le caractère gratuit est attesté par un certificat des Ministères de l'Instruction publique, bénéficieront de l'admission temporaire ou de la consignation des droits et taxes exigibles.

4^o Les publications de propagande touristique, sous forme de guides, dépliants, brochures, etc. même illustrées, en faveur des villes et régions françaises seront, lors de leur importation en Hongrie, exemptes de tous droits de douane. Le même traitement sera accordé, à l'entrée en France, aux publications de propagande analogues, en faveur des villes et régions hongroises.

5^o Il est entendu que, sous la dénomination des haricots en grains triés, calibrés, sont visés les haricots contenant moins de 2 % d'impuretés.

Dans l'application, et sauf soupçon d'abus, la douane française prendra en considération les certificats des autorités hongroises compétentes attestant que les haricots présentés n'ont pas été triés ni calibrés.

6^o Sauf soupçon d'abus, les fleurs de camomille originaires de Hongrie seront considérées comme rentrant dans la même catégorie que les fleurs de camomille de la variété dite allemande.

7^o Il est convenu que toutes instructions utiles seront adressées au service des douanes françaises pour que les becs de lampes et à gaz en fer galvanisé, étamé ou oxydé, sans parties de cuivre, soient admis au tarif prévu par le second alinéa de l'article 574 du tableau des droits.

8^o Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour entamer, aussitôt que possible, des négociations en vue de la conclusion d'une convention vétérinaire.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

In the Protocol of Signature annexed to the Supplementary Agreement of December 18, 1926, to the Commercial Convention of October 13, 1925, the following changes shall be made:

- (1) The provisions of paragraph (1) (a) are replaced by the following provisions:

Each of the High Contracting Parties undertakes to consider with the greatest good-will any application for the registration of pharmaceutical preparations of the other Contracting Party and not to refuse them admission, provided that such preparations are in conformity with the laws in force in its territory.

Registration may not be refused on the sole ground that an analogous preparation or one similarly composed is already registered.

- (2) Paragraphs 2, 3 and 4, and the last section of paragraph 5 are cancelled.

(3) Subject to reciprocity, documentary or educational cinematographic films to be shown without charge in institutions or at public lectures and so described in a certificate of the Ministries of Public Instruction, shall either enjoy temporary admission or the duties and taxes payable on them shall be held on deposit.

(4) Tourist propaganda in the form of guides, folders, pamphlets, etc., with or without illustrations, in favour of French towns and districts shall enjoy complete Customs exemption on importation into Hungary. The same treatment shall be granted to similar propaganda in favour of Hungarian towns and districts on entry into France.

(5) It is agreed that by beans in the grain, sorted, graded, are meant beans containing less than 2 % of impurities.

In practice, and failing any suspicion of abuse, the French Customs shall accept certificates of the competent Hungarian authorities to the effect that the beans submitted to the Customs have not been sorted or graded.

(6) Save where abuse is suspected, camomile flowers originating in Hungary shall be regarded as coming within the same category as the so-called German variety of camomile flowers.

(7) It is agreed that the necessary instructions shall be given to the French Customs Service for the admission of lamp and gas burners of galvanised, tinned, or oxydised iron, without copper parts, under the tariff laid down in the second paragraph of Article 574 of the table of duties.

(8) The High Contracting Parties agree to enter into negotiations as soon as possible for the conclusion of a veterinary Convention.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

PARIS, le 21 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français est disposé à appliquer, à partir du 15 janvier 1930 et jusqu'à la mise en vigueur de l'Avenant signé en date de ce jour, le tarif minimum et le traitement de la nation la plus favorisée aux produits originaires et en provenance de Hongrie, importés sur le territoire douanier français et dans les colonies, possessions et pays de protectorat, qui ont le même régime douanier que la France.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) BRIAND.

A Son Excellence

Monsieur le Baron Frédéric Villani,
Ministre de Hongrie,
à Paris.

II.

PARIS, le 21 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement français est disposé à appliquer, à partir du 15 janvier 1930 et jusqu'à la mise en vigueur de l'Avenant signé en date de ce jour, le tarif minimum et le traitement de la nation la plus favorisée aux produits originaires et en provenance de Hongrie importés sur le territoire douanier français et dans les colonies, possessions, pays de protectorat ayant le même régime douanier que la France.

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VILLANI.

A Son Excellence

Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères.

III.

PARIS, le 21 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article 9 de l'Avenant signé en date de ce jour, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que, en cas de mise en vigueur provisoire dudit Avenant, la réduction de droits en faveur des tilleuls prévue à l'article 4 ne pourra entrer en application qu'après approbation du Parlement français et ratification de l'Avenant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) BRIAND.

A Son Excellence

le Baron Villani,
Ministre de Hongrie,
à Paris.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

PARIS, *December 21, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the French Government is prepared, as from January 15, 1930, and until the coming into force of the Supplementary Agreement signed this day, to apply the minimum tariff and most-favoured-nation treatment to products originating in and coming from Hungary, imported into French Customs territory and into colonies, possessions and protectorates having the same Customs régime as France.

I have the honour, etc.

(Signed) BRIAND.

To His Excellency
Baron Frederic Villani,
Hungarian Minister,
Paris.

II.

PARIS, *December 21, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

By a letter of to-day's date you were good enough to inform me that the French Government is prepared, as from January 15, 1930, and until the coming into force of the Supplementary Agreement signed this day, to apply the minimum tariff and most-favoured-nation treatment to products originating in and coming from Hungary, imported into French Customs territory and into colonies, possessions and protectorates having the same Customs régime as France.

I have the honour to acknowledge the receipt of and to thank you for this communication, of which I hereby take notè.

I have the honour, etc.

(Signed) VILLANI.

To His Excellency
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs.

III.

PARIS, *December 21, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Article 9 of the Supplementary Agreement signed this day, I have the honour to draw your attention to the fact that, in the event of the provisional bringing into force of the said Supplementary Agreement, the reduction of duty in favour of lime-tree flowers provided for in Article 4 cannot be applied until after approval by the French Parliament and ratification of the Supplementary Agreement.

I have the honour, etc.

(Signed) BRIAND.

To His Excellency
Baron Villani,
Hungarian Minister,
Paris.

IV.

PARIS, le 21 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire la communication suivante :

« Me référant à l'article 9 de l'Avenant signé en date de ce jour, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que, en cas de mise en vigueur provisoire dudit Avenant, la réduction de droits en faveur des tilleuls prévue à l'article 4 ne pourra entrer en application qu'après approbation du Parlement français et ratification de l'Avenant. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) VILLANI.

A Son Excellence

Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères.

V.

PARIS, le 21 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement hongrois se déclare disposé à autoriser pendant une période de dix mois, à dater de la mise en vigueur du présent Avenant, l'importation d'un contingent de 30.000 boîtes à lait en aluminium, de provenance française, d'une contenance de 10 à 50 litres, aux taux de 45 couronnes-or par 100 kg. (position 775 h) du tarif hongrois).

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VILLANI.

A Son Excellence

Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères.

VI.

PARIS, le 21 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement hongrois se déclare disposé à autoriser, pendant une période de 10 mois à dater de la mise en vigueur du présent Avenant, l'importation d'un contingent de 30.000 boîtes à lait en aluminium, de provenance française, d'une contenance de 10 à 50 litres, aux taux de 45 couronnes-or par 100 kg. (position 775 h) du tarif hongrois).

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) BRIAND.

A Son Excellence

Monsieur le Baron Frédéric Villani,
Ministre de Hongrie,
à Paris.

IV.

PARIS, December 21, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date you were good enough to make the following communication :

“ With reference to Article 9 of the Supplementary Agreement signed this day, I have the honour to draw your attention to the fact that, in the event of the provisional bringing into force of the said Supplementary Agreement, the reduction of duty in favour of lime-tree flowers provided for in Article 4 cannot be applied until after approval by the French Parliament and ratification of the Supplementary Agreement.”

I have the honour to acknowledge the receipt of and to thank you for this communication, of which I hereby take note.

I have the honour, etc.

(Signed) VILLANI.

To His Excellency,
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs.

V.

PARIS, December 21, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the Hungarian Government is prepared, for a period of 10 months from the date of the coming into force of the present Supplementary Agreement, to permit the importation of a quota of 30,000 aluminium milk cans of French origin with a capacity of from 10 to 50 litres, at the rate of 45 gold crowns per 100 kg. (item 775 (*h*) of the Hungarian tariff).

I have the honour, etc.

(Signed) VILLANI.

To His Excellency
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs.

VI.

PARIS, December 21, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By a letter of to-day's date you were good enough to inform me that the Hungarian Government is prepared, for a period of 10 months from the date of the coming into force of the present Supplementary Agreement to permit the importation of a quota of 30,000 aluminium milk cans of French origin with a capacity of from 10 to 50 litres, at the rate of 45 gold crowns per 100 kg. (item 775 (*h*) of the Hungarian tariff).

I have the honour to acknowledge the receipt of and to thank you for this communication, of which I hereby take note.

I have the honour, etc.

(Signed) BRIAND.

To His Excellency
Baron Frederic Villani,
Hungarian Minister,
Paris.

VII.

BUDAPEST, le 2 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au désir du Gouvernement français, exprimé lors des négociations du deuxième Avenant à la Convention commerciale entre la Hongrie et la France, j'ai l'honneur de vous faire la déclaration suivante :

Le Gouvernement hongrois consent à ce que le capital investi en Hongrie que la Société de Navigation danubienne aura à vérifier selon les prévisions de l'alinéa 2 de l'article 211 du Code de commerce hongrois (Loi N° XXXVII de l'année 1875), lors de l'enregistrement de sa raison, soit de 10.000 pengö.

Cette déclaration fait partie intégrante du deuxième Avenant conclu le 21 décembre 1929 à la Convention commerciale entre la Hongrie et la France, et suivra son sort.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Comte KHUEN-HÉDERVÁRY.

Son Excellence

Louis de Vienne,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,
Budapest.

VIII.

BUDAPEST, le 2 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire la déclaration suivante :

« Me référant au désir du Gouvernement français, exprimé lors des négociations du deuxième Avenant à la Convention commerciale entre la Hongrie et la France, j'ai l'honneur de vous faire la déclaration suivante :

Le Gouvernement hongrois consent à ce que le capital investi en Hongrie que la Société de navigation danubienne aura à vérifier selon les prévisions de l'alinéa 2 de l'article 211 du Code de commerce hongrois (Loi N° XXXVII de l'année 1875), lors de l'enregistrement de sa raison, soit de 10.000 pengö.

Cette déclaration fait partie intégrante du deuxième Avenant conclu le 21 décembre 1929 à la Convention commerciale entre la Hongrie et la France, et suivra son sort. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette déclaration dont je prends acte.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) L. DE VIENNE.

Son Excellence

le Comte Alexandre Khuen-Héderváry,

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,
Budapest.

VII.

BUDAPEST, *May 2, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the wish of the French Government expressed during the negotiations relating to the second Supplementary Agreement to the Commercial Convention between Hungary and France, I have the honour to make the following declaration :

The Hungarian Government agrees that the capital invested in Hungary, of which evidence must be furnished by the Société de Navigation Danubienne at the time of its registration, in accordance with paragraph 2 of Article 211 of the Hungarian Commercial Code (Law No. XXXVII of 1875), shall be 10,000 pengös.

This declaration shall form an integral part of and shall be treated on an equal footing with the second Supplementary Agreement, concluded on December 21, 1929, to the Commercial Convention between Hungary and France.

I have the honour, etc.

(Signed) Count KHUEN-HÉDERVÁRY.

To His Excellency
Monsieur Louis de Vienne,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Budapest.

VIII.

BUDAPEST, *May 2, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a letter of to-day's date you were good enough to make the following declaration :

"With reference to the wish of the French Government expressed during the negotiations relating to the second Supplementary Agreement to the Commercial Convention between Hungary and France, I have the honour to make the following declaration :

"The Hungarian Government agrees that the capital invested in Hungary, of which evidence must be furnished by the Société de Navigation Danubienne at the time of its registration, in accordance with paragraph 2 of Article 211 of the Hungarian Commercial Code (Law No. XXXVII of 1875), shall be 10,000 pengös.

"This declaration shall form an integral part of and shall be treated on an equal footing with the second Supplementary Agreement, concluded on December 21, 1929, to the Commercial Convention between Hungary and France."

I have the honour to acknowledge the receipt of and to thank you for this declaration, of which I hereby take note.

I have the honour, etc.

(Signed) L. DE VIENNE.

To His Excellency
Count Alexandre Khuen-Héderváry,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Budapest.

N° 3038. — TROISIÈME AVENANT¹ A LA CONVENTION COMMERCIALE
DU 13 OCTOBRE 1925, ENTRE LA FRANCE ET LA HONGRIE.
SIGNÉ A PARIS, LE 23 JUIN 1932.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 13 septembre 1932.

Le Gouvernement hongrois et le Gouvernement français sont d'accord pour apporter les modifications suivantes au deuxième Avenant à la Convention commerciale du 13 octobre 1925, signé à Paris le 21 décembre 1929 :

« 1^o Est ajouté à la liste reprise en c) de l'article 3 la position suivante :

651. *Remarque* : Cuir verni pour carrosseries de voitures et d'automobiles sur permis spécial moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle.

2^o La première position (ex 17 *ter* : salami) de la liste qui figure à l'article 4 est supprimée. »

Le présent avenant entrera en vigueur huit jours après sa signature.

Fait à Paris en double exemplaire, le 23 juin 1932.

(Signé) VILLANI, *m. p.*

(Signé) Alexis LEGER, *m. p.*

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3038. — THIRD SUPPLEMENTARY AGREEMENT² TO THE COMMERCIAL CONVENTION OF OCTOBER 13, 1925, BETWEEN FRANCE AND HUNGARY. SIGNED AT PARIS, JUNE 23, 1932.

French official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 13, 1932.

The Hungarian Government and the French Government have agreed to modify as follows the Second Supplementary Agreement to the Commercial Convention of October 13, 1925, signed at Paris on December 21, 1929 :

“ (1) The following item shall be added to the list reproduced in (c) of Article 3 :

651. *Note* : Leather, varnished for coach-work of carriages and automobiles, by special licence, under conditions to be laid down by decree and subject to supervision.

(2) Item (1) (ex 17 (c) : Salami) of the list in Article 4 shall be omitted.”

The present Supplementary Agreement shall come into force eight days after signature.

Done at Paris, in duplicate, June 23, 1932.

(Signed) VILLANI, *m. p.*

(Signed) Alexis LEGER, *m. p.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 1st, 1932.

N° 3039.

BRÉSIL ET DANEMARK

Echange de notes comportant un accord relatif à l'assistance réciproque des ressortissants danois et brésiliens atteints de maladies mentales au Brésil et au Danemark. Rio-de-Janeiro, le 5 août 1932.

BRAZIL AND DENMARK

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding reciprocal Assistance to Danish and Brazilian Nationals attacked with Mental Disease in Brazil or in Denmark. Rio de Janeiro, August 5, 1932.

N^o 3039. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ASSISTANCE RÉCIPROQUE DES RESSORTISSANTS DANOIS ET BRÉSILIENS ATTEINTS DE MALADIES MENTALES AU BRÉSIL ET AU DANEMARK. RIO-DE-JANEIRO, LE 5 AOUT 1932.

No. 3039. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING RECIPROCAL ASSISTANCE TO DANISH AND BRAZILIAN NATIONALS ATTACKED WITH MENTAL DISEASE IN BRAZIL OR IN DENMARK. RIO DE JANEIRO, AUGUST 5, 1932.

Textes officiels français et portugais communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 septembre 1932.

French and Portuguese official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 13, 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE DANEMARK.

RIO-DE-JANEIRO, le 5 août 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par autorisation du Gouvernement du Danemark j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, que les stipulations suivantes soient acceptées par le Gouvernement du Brésil pour l'assistance réciproque des ressortissants danois et brésiliens qui seront atteints de maladies mentales au Brésil ou en Danemark :

1. Quand un ressortissant brésilien sera atteint en Danemark d'aliénation mentale son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort sera notifié à la Légation du Brésil à Copenhague.

I.

DANISH LEGATION.

RIO DE JANEIRO, August 5, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With the authorisation of the Danish Government, I have the honour to propose to Your Excellency, for acceptance by the Brazilian Government, the following provisions concerning reciprocal assistance to Danish and Brazilian nationals suffering from mental disease in Brazil or in Denmark :

1. Should a Brazilian national in Denmark be suffering from mental derangement, the Brazilian Legation at Copenhagen shall be notified of his confinement in a mental hospital, his discharge from such an establishment or his death, if it should occur.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Les notifications prévues au paragraphe 1^{er} devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir si possible, les indications suivantes concernant le malade :

- a) Nom et prénom ;
- b) Date et lieu de naissance ;
- c) Qualités ou profession ;
- d) Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
- e) Dernier domicile dans le pays d'origine ;
- f) Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
- g) Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
- h) Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
- i) Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
- j) Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
- k) Etat du malade et, s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

3. Dans tout cas où le Gouvernement danois réclame le rapatriement d'un ressortissant brésilien, atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification, contenant les indications prévues au paragraphe 2.

4. Lorsqu'un ressortissant brésilien, atteint d'une maladie mentale, est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes brésiliennes.

Je suis autorisé à ajouter que cette proposition sera considérée par le Gouvernement du Danemark comme un engagement dès que le Gouvernement du Brésil en aura assuré la réciprocité, laquelle, selon l'avis du Gouvernement danois, serait établie si Votre Excellence voulait

2. The notifications provided for in paragraph 1 must include mention of the name of the mental hospital in which the patient is confined and must, if possible, contain the following information concerning the patient :

- (a) Full name ;
- (b) Date and place of birth ;
- (c) Rank or occupation ;
- (d) Address at time of confinement in the mental hospital ;
- (e) Last address in the country of origin ;
- (f) Names, in full, of father and mother or, if the latter are deceased, names and addresses of the nearest relatives ;
- (g) If the patient is married, full name, and address of wife (or husband) ;
- (h) Date on which the patient was confined in the establishment or left the establishment or died therein ;
- (i) Name of the person at whose request the patient was confined in the establishment ;
- (j) If the admission was consequent on a medical report, date of such report, together with the physician's name and address ;
- (k) Condition of the patient and whether it permits of his repatriation together with a statement of the number of attendants necessary to supervise his conveyance.

3. In all cases in which the Danish Government requests the repatriation of a Brazilian national suffering from mental derangement, the request shall be accompanied by a notification containing the particulars provided for in paragraph 2.

4. When a Brazilian national suffering from mental disease is repatriated, the patient's medical record kept in the mental hospital shall be communicated to the competent Brazilian authorities.

I am authorised to add that the Danish Government will consider this proposal as constituting an undertaking as soon as the Brazilian Government has ensured reciprocity and this, in the view of the Danish Government, would be established if Your Excellency would

bien insérer dans sa réponse les stipulations visées ci-dessus.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) Johan PAUES.

Son Excellence
Monsieur le Docteur
Afranio de Mello Franco,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Copenhague, le 8 septembre 1932.

Pour le Ministre :

Axel Nørgaard,
Chef de Division.

be good enough to embody the above-mentioned provisions in your reply.

I have the honour, etc.

(Signed) Johan PAUES.

To His Excellency
Dr. Afranio de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.
NC/20/515.22(76).

RIO DE JANEIRO, Em 5 de Agosto de 1932.

SENHOR MINISTRO,

Em resposta á nota Nº 963 1932/35 S2, de 5 do corrente mez, pela qual Vossa Excellencia communicou a este Ministerio o texto definitivo da proposta de um accordo entre o Governo da Dinamarca e o do Brasil, para a assistencia reciproca a subditos dinamarquezes no Brasil e cidadãos brasileiros na Dinamarca attingidos de molestias mentaes, tenho a honra de lhe declarar que o Governo Brasileiro acceta o accordo proposto, que começará a vigorar da data da presente nota e cujos termos são os seguintes :

2. Quando um subdito dinamarquez fôr attingido no Brasil de alienação mental, sua internação em uma casa de alienados ou sua sahida de um estabelecimento desse genero ou eventualmente o seu fallécimento será notificado á Legação da Dinamarca no Rio de Janeiro.

3. As notificações previstas no paragrapho 1º deverão mencionar o nome da casa de alienados, onde o doente haja sido internado e conter, se possivel, as seguintes indicações, concernentes ao doente :

- a) Nome e sobrenome ;
- b) Data e lugar do nascimento ;
- c) Qualidades ou profissão ;
- d) Domicilio, á época da internação no estabelecimento de alienados ;
- e) O ultimo domicilio no paiz de origem ;
- f) Nomes e sobrenomes, etc., do pae e da mãe, ou, se estes forem fallecidos, nomes e sobrenomes dos parentes mais proximos, com indicação do domicilio dos mesmos ;
- g) Si o doente fôr casado, nome e sobrenome do outro conjuge e indicação de seu domicilio ;
- h) Data em que o doente houver sido internado no estabelecimento, ou delle tiver sahido ou nelle haja fallecido ;
- i) Nome da pessoa a pedido da qual o doente houver sido internado no estabelecimento ;

j) Si a internação houver sido effectuada em virtude de um attestado medico, data desse attestado, bem como o nome e o domicilio do medico ;

k) Estado do doente e si a sua saúde permite a repatriação, assim como indicação do numero de guardas necessarios para velar pelo seu transporte.

4. Em todos os casos em que o Governo brasileiro reclamar a repatriação de um subdito dinamarquez attingido de alienação mental, o pedido será acompanhado de uma notificação, contendo as indicações previstas no paragrapho 3º.

5. Quando um subdito dinamarquez attingido de molestia mental fôr repatriado, o relatorio medico existente na casa de alienados será communicado ás autoridades competentes dinamarquezas.

Aproveito a oportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

(a) A. DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia

o Senhor Johan Theodor Paues,

Enviado Extraordinario

e Ministro Plenipotenciario da Suceia,

Encarregado dos interesses da Dinamarca.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Copenhague, le 8 septembre 1932.

Pour le Ministre :

Axel Nörsgaard,

Chef de Division.

1 TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N.C./20/515.22 (76).

RIO-DE-JANEIRO, le 5 août 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note N° 963/1932/35 S2, en date du 5 courant, par laquelle Votre Excellence a communiqué à ce Ministère le texte définitif du projet d'accord entre le Gouvernement du Danemark et celui du Brésil pour l'assistance réciproque des ressortissants danois au Brésil, et des ressortissants brésiliens au Danemark, qui seraient atteints de maladies mentales, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement brésilien accepte l'accord proposé, qui entrera en vigueur à la date de la présente note et qui est ainsi conçu :

2. Lorsqu'un ressortissant danois sera atteint d'aliénation mentale, au Brésil, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement, ou éventuellement sa mort, sera notifié à la légation du Danemark à Rio-de-Janeiro.

1 TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NC/20/515.22(76).

RIO DE JANEIRO, August 5, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to Note No. 963/1932/35.S2, dated August 5, 1932, in which Your Excellency communicated to this Ministry the final text of the proposed Agreement between the Danish Government and the Brazilian Government concerning reciprocal assistance to Danish nationals in Brazil and Brazilian nationals in Denmark suffering from mental disease, I have the honour to inform you that the Brazilian Government accepts the proposed Agreement, which will come into force as from the date of the present Note and of which the terms are as follows :

2. Should a Danish national in Brazil be suffering from mental derangement, the Danish Legation at Rio de Janeiro shall be notified of his confinement in a mental hospital, his discharge from such an establishment or his death, if it should occur.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Les notifications prévues au paragraphe premier devront mentionner le nom de l'asile d'aliénés où le malade a été interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

- a) Nom et prénom ;
- b) Date et lieu de naissance ;
- c) Qualité ou profession ;
- d) Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
- e) Dernier domicile dans le pays d'origine ;
- f) Noms et prénoms, etc., du père et de la mère ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents, avec indication de leur domicile ;
- g) Si le malade est marié, nom et prénom de l'autre époux et indication de son domicile ;
- h) Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement, ou en est sorti ou y est décédé ;
- i) Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
- j) Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport et indication du nom et du domicile du médecin ;
- k) Etat du malade ; dire également si son état de santé permet qu'il soit rapatrié ; indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour veiller à son transport.

4. Dans tous les cas où le Gouvernement brésilien réclamera le rapatriement d'un ressortissant danois atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues au paragraphe 3.

5. Lorsqu'un ressortissant danois atteint d'une maladie mentale sera rapatrié, le dossier médical du malade tenu dans la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes danoises.

Je saisis, etc.

(Signed) A. DE MELLO FRANCO.

A Son Excellence
Monsieur Johan Theodor Paues,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Suède,
chargé des intérêts du Danemark.

3. The notifications provided for in paragraph 1 must include mention of the name of the mental hospital in which the patient is confined and must, if possible, contain the following information concerning the patient :

- (a) Full name ;
- (b) Date and place of birth ;
- (c) Rank or occupation ;
- (d) Address at time of confinement in the mental hospital ;
- (e) Last address in the country of origin ;
- (f) Full names of father and mother or, if the latter are deceased, names and addresses of the nearest relatives ;

(g) If the patient is married, full name, and address of wife (or husband) ;

(h) Date on which the patient was confined in the establishment or left the establishment or died therein ;

(i) Name of the person at whose request the patient was confined in the establishment ;

(j) If the admission was consequent on a medical report, date of such report, together with the physician's name and address ;

(k) Condition of the patient and whether it permits of his repatriation, together with a statement of the number of attendants necessary to supervise his conveyance.

4. In all cases in which the Brazilian Government requests the repatriation of a Danish national suffering from mental derangement, the request shall be accompanied by a notification containing the particulars provided for in paragraph 3.

5. When a Danish national suffering from mental disease is repatriated, the patient's medical record kept in the mental hospital shall be communicated to the competent Danish authorities.

I have the honour, etc.

(Signed) A. DE MELLO FRANCO.

To His Excellency
Monsieur Johan Theodor Paues,
Swedish Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
in charge of Danish interests.

N° 3040.

**AUTRICHE
ET YOUGOSLAVIE**

Echange de notes comportant un accord pour le règlement des paiements résultant des échanges de marchandises entre les deux pays. Vienne, le 20 avril 1932.

**AUSTRIA
AND YUGOSLAVIA**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Settlement of Payments resulting from Exchanges of Goods between the two Countries. Vienna, April 20, 1932.

№ 3040. — ИЗМЕНА НОТА ИЗМЕЂУ АУСТРИЈСКЕ И ЈУГОСЛОВЕНСКЕ ВЛАДЕ СА СПОРАЗУМОМ О РЕГУЛИСАЊУ ПЛАЋАЊА РОБНОГ ПРОМЕТА ДВЕЈУ ЗЕМАЉА. БЕЧ, 20 АПРИЛА 1932.

N° 3040. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER ÖSTERREICHISCHEN UND JUGOSLAVISCH REGIERUNG BETREFFEND EIN ABKOMMEN ÜBER DIE REGULIERUNG DER ZAHLUNGEN AUS DEM JUGOSLAVISH- ÖSTERREICHISCHEN WARENVERKEHR. WIEN, AM 20. APRIL 1932.

Textes officiels allemand et serbo-croate communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 septembre 1932.

German and Serb-Croat official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 16, 1932.

I.

TEXTE SERBO-CROATE. — SERB-CROAT TEXT.

Беч, 20 априла 1932 год.

Господине Савезни Канцелару,

Част ми је ставити до знања Вашој Екселенцији, да је Краљевско-југословенска влада дала свој пристанак на споразум о регулисању плаћања из југословенско-аустријског робног промета у приложеној редакцији.

Молећи Вашу Екселенцију да ми изволите потврдити да је Аустријска савезна влада примила такође поменути споразум, користим ову прилику да Вашој Екселенцији поновим израз мог најодличнијег поштовања.

М. Јуришић с. р.

Његовој Екселенцији

Господину Др. Карлу Бурешу

Савезном канцелару и Савезном Министру за спољне послове.

Беч.

ПРИЛОГ

1.

Савезна влада Аустријске Републике и влада Краљевине Југославије закључиле су о будућем регулисању плаћање из аустријско-југословенског робног промета следећи споразум.

2.

Обављање плаћања из дуговања и потраживања која су настала из узајамног робног промета пре ступања на снагу овог споразума, или која ће убудуће настати, врши се под резервом одредаба тач. 3 и 4 путем клиринга преко Аустријске народне банке и Народне банке Краљевине Југославије на следећи начин :

Југословенски дужници имају уплаћивати своја дуговања аустријским повериоцима полагањем дужне суме у динарима на један збирни рачун, који се води код Народне банке Краљевине Југославије за Аустријску народну банку, и који прима поједине уплате у корист аустријских поверилаца. На аналоган начин има аустријски дужник своје дуговање југословенском повериоцу уплаћивати полагањем дужне суме у шилинзима на један збирни рачун који се води код Аустријске народне банке за Народну банку Краљевине Југославије и који прима поједине уплате у корист југословенских продаваца.

Дуговања и потраживања у првој алинеји ове тачке означене врсте, која гласе на друге валуте осим на шилинге или динаре и која су настала после 20 јануара 1932 године, имају се од пословних странака споразумно претворити у шилинге или динаре.

Таква дуговања и потраживања која су настала пре 20 јануара 1932 године имају се такође регулисати путем клиринга на начин који је био предвиђен споразумом од 16 јануара 1932 године (тач. 5—8).

Аустријска народна банка и Народна банка Краљевине Југославије обавештавају се међусобно о сваком извршеном полагању, с молбом да се дотични поверилац исплати из збирног рачуна узимајући за базу овим уговорене обрачунске курсеве, који одговарају заокругљеним валутним паритетима : шилинга 100 равно динара 798,947 и динара 100 равно шилинга 12,516. Поверилац има право захтевати исплату припадајућих му износа, тј. извршење налога за исплату само утолико, уколико дотични збирни рачун показује потраживање ; иначе исплата ће му се извршити тек по пријему нових уплата и то хронолошким редом датих налога за исплату.

3.

Износи у шилинзима који су положени на клириншки рачун Југословенске Народне банке код Аустријске народне банке пре 20 априла 1932 године, а на име куповне цене за југословенску робу, могу се у споразуму између обеју пословних странака и са знањем обеју народних банака ставити на расположење за измирење нових извоза аустријске робе, иако би послови који чине базу тих износа били закључени између нових пословних странака.

Ако би се уплата одговарајуће вредности на тај начин склопљених нових извозних послова за Југославију код Југословенске народне банке извршила у динарима, ти ће уплаћени износи у динарима служити за то, да се југословенски извозници — у чију су корист у горњој алинеји поменути износи у шилинзима у своје време положени — измире одмах ван хронолошког реда уколико уплата код Југословенске народне банке на основу новог посла пружа покриће.

За спровођење тих послова имају се у одговарајућем смислу применити одредбе чл. 4.

4.

У колико на основу куповних и продајних послова постоји могућност обрачунавања између аустријских извозника и југословенских увозника с једне стране, а југословенских извозника и аустријских увозника с друге стране, може се вршити директан обрачун између појединих пословних странака, при чему се за сваки случај од обеју народних банака имају тражити одобрења потребна на основу постојећих прописа за платежни саобраћај.

Аустријски продавац може бити до даљег обавезан да један део продајне цене у динарима уступи Аустријској народној банци у смислу девизних прописа који важе у Аустрији.

Изјава Аустријске народне банке : да ли жели да се служи претходном одредбом или не, има се интересентима дати обавезно приликом тражења одобрења предвиђеног у првој алинеји овог члана.

5.

У случају ако би биле наређене измене паритетских курсева, који чине базу клириншког обрачунавања у смислу чл. 2, уплате у клиринг ће са обеју страна бити обустављене све дотле док се не постигне споразум о потребним изменама овог споразума. при чему се исплата сума уплаћених за време трајања уговора има вршити још по одредбама овог споразума.

6.

Обе владе предузеће све мере да се обостране уплате у клиринг не би ни на који начин ометале.

7.

Југословенски дужници могу према својим аустријским повериоцима путем клириншког обрачунавања у смислу одредаба тач. 2 регулисати и обавезе друге врсте, под претпоставком да те обавезе гласе на једну од обеју земаљских валута или да пословне странке конвертују обавезе, које гласе на другу монету, у шилинге или динаре. Обе народне банке споразумеће се о томе, које врсте обавеза спадају под ову одредбу.

8.

Исравнање салда који би остао по истеку уговора оставља се доцнијем споразуму. У случају да се не постигне споразум о изравнању таквог салда у року од 15 дана

по истеку важења овог споразума, извршиће се изравнање салда даљим уплатама код новчаничне банке оне државе у чију корист тај салдо постоји и на начин предвиђен у тач. 3 овог споразума.

9.

Овај споразум ступа на снагу 21 априла 1932 године и траје два месеца. Он може бити отказан 15 дана пре истека важења ; ако се не откаже, уговор важи аутоматски даље по месец дана.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

WIEN, am 20. April 1932.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER,

Ich beehre mich, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass die österreichische Bundesregierung dem Abkommen über die Regulierung der Zahlungen aus dem österreichisch-jugoslavischen Warenverkehr in der beiliegenden Fassung beigestimmt hat.

Indem ich Sie ersuche, mir bestätigen zu wollen, dass die königlich jugoslavische Regierung das genannte Abkommen ebenfalls genehmigt hat, benütze ich den Anlass, um Ihnen, Herr Geschäftsträger, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

BURESCH *m. p.*

Herr M. Jurišić,
Königlich jugoslavischer Geschäftsträger,
Wien.

BEILAGE.

I.

Die Bundesregierung der Republik Österreich und die Regierung des Königreiches Jugoslawien haben über die künftige Regelung der Zahlungen aus dem österreichisch-jugoslawischen Warenverkehr nachfolgende Vereinbarungen getroffen.

2.

Die Abwicklung der Zahlungen aus Schulden und Forderungen, die vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens aus dem gegenseitigen Warenverkehr entstanden sind oder künftighin entstehen werden, erfolgt vorbehaltlich der Bestimmungen des Punktes 3 und 4 im Wege des Clearings über die Österreichische Nationalbank und die Nationalbank des Königreiches Jugoslawien in folgender Weise :

Die jugoslawischen Schuldner haben ihre Schuld an den österreichischen Gläubiger durch Erlag des Schuldbetrages in Dinar auf ein Sammelkonto einzuzahlen, das bei der Nationalbank des Königreiches Jugoslawien für die Österreichische Nationalbank geführt wird und die einzelnen Zahlungen zugunsten der österreichischen Gläubiger aufnimmt. In analoger Weise hat der österreichische Schuldner seine Schuld an den jugoslawischen

Gläubiger durch Erlag des Schuldbetrages in Schilling auf ein Sammelkonto einzuzahlen, das bei der Österreichischen Nationalbank für die Nationalbank des Königreiches Jugoslawien geführt wird und die einzelnen Zahlungen zugunsten der jugoslawischen Verkäufer aufnimmt.

Schulden und Forderungen der im ersten Absatz dieses Punktes bezeichneten Art, die auf andere Währungen als Schilling- oder Dinarwährung lauten und die nach dem 20. Januar 1932 entstanden sind, sind von den Geschäftspartnern feinvernehmlich auf Schilling- oder Dinarwährung umzurechnen.

Derartige Schulden und Forderungen, die vor dem 20. Januar 1932 entstanden sind, haben ebenfalls im Clearingwege in der Weise abgewickelt zu werden, wie dies im Abkommen vom 16. Januar 1932 (Punkt 5—8) vorgesehen war.

Die Österreichische Nationalbank und die Nationalbank des Königreiches Jugoslawien verständigen sich gegenseitig von jedem erfolgten Erlag, mit Ersuchen den betreffenden Gläubiger aus dem Sammelkonto unter Zugrundelegung der hiemit vereinbarten, den abgeundeten Währungsparitäten entsprechenden Umrechnungskurse von Schilling 100=Dinar 798.947 und Dinar 100=Schilling 12.516 auszuzahlen. Der Gläubiger hat jedoch Anspruch auf Auszahlung der ihm zustehenden Beträge, das ist auf Durchführung der erfolgten Auszahlungsanweisung nur insoweit, als das betreffende Sammelkonto ein Guthaben aufweist; andernfalls erfolgt die Auszahlung an ihn erst nach Eingang neuer Zahlungen, und zwar in der chronologischen Reihenfolge der erteilten Auszahlungsaufträge.

3.

Schillingbeträge, die als Kaufpreis jugoslawischer Waren bei der Österreichischen Nationalbank vor dem 20. April 1932 eingezahlt wurden, können zur Begleichung von neuen Exporten österreichischer Waren, im Einvernehmen der beiden Geschäftspartner und mit Wissen der bei denn Nationalbanken zur Verfügung gestellt werden, auch wenn die diesen Exporten zugrundliegende Geschäfte zwischen neuen Geschäftspartnern abgeschlossen werden.

Sollte die Einzahlung des Gegenwertes derartig zustandegekommener neuer Exportgeschäfte nach Jugoslawien bei der Jugoslawischen Nationalbank in Dinar erfolgen, so werden die eingegangenen Dinarbeträge dazu benutzt, um die jugoslawischen Exporteure, zu deren Gunsten die im vorangehenden Absatz erwähnten Schillingbeträge seinerzeit erlegt wurden, sofort ausserhalb der chronologischen Reihenfolge zu befriedigen, insoweit die Einzahlung bei der Jugoslawischen Nationalbank auf Grund des neuen Geschäftes Deckung bietet.

Für die Durchführung dieser Geschäfte werden die Bestimmungen des Artikel 4 sinngemässe Anwendung zu finden haben.

4.

Wenn auf Grund von Kauf und Verkaufsgeschäften die Möglichkeit einer Verrechnung zwischen österreichischen Exporteuren und jugoslawischen Importeuren einerseits und jugoslawischen Exporeuren und österreichischen Importeuren andererseits vorliegt, kann die Verrechnung zwischen den verschiedenen Geschäftspartnern direkt erfolgen, wobei die auf Grund der für den Zahlungsverkehr bestehenden Vorschriften notwendigen Bewilligungen fallweise bei den beiden Nationalbanken einzuholen sein werden.

Der österreichische Verkäufer kann bis auf weiteres verpflichtet werden, einen Teil des Verkaufspreises in Dinar gemäss den in Österreich geltenden Devisenvorschriften an die Österreichische Nationalbank abzuführen.

Die Erklärung der österreichischen Nationalbank, ob sie von der vorstehenden Bestimmung Gebrauch zu machen gewillt ist oder nicht, hat gegenüber den Interessenten bei der Einholung der im Absatz 1 dieses Artikels vorgesehenen Bewilligung bindend zu erfolgen.

5.

Sollten Änderungen der den gegenseitigen Clearingverrechnungen gemäss Artikel 2 dieses Abkommens zugrunde liegenden Paritätskurse verfügt werden, so werden die Einzahlungen in den Clearing beiderseits eingestellt, bis eine Einigung über die notwendigen Abänderungen dieses Abkommens erreicht ist, wobei die Auszahlung der während der Vertragsdauer eingezahlten Beträge noch nach den Bestimmungen dieses Abkommens zu erfolgen hat.

6.

Die beiden Regierungen werden alle Vorkehrungen treffen, damit die beiderseitigen Einzahlungen in den Clearing in keiner Weise behindert werden.

7.

Jugoslawische Schuldner können gegenüber ihren Österreichischen Gläubigern auch Verbindlichkeiten anderer Art im Wege der Clearingverrechnung gemäss den Bestimmungen des Artikels 2 abwickeln, vorausgesetzt, dass diese Verbindlichkeiten auf eine der beiden Landeswährungen lauten, oder dass die Geschäftspartner Verbindlichkeiten, die auf eine andere Währung lauten, in Schilling oder Dinar konvertieren. Die beiden Nationalbanken werden sich darüber verständigen, welche Art von Verbindlichkeiten unter diese Bestimmung fallen.

8.

Die Ausgleichung eines bei Vertragsablauf verbleibenden Saldos ist einer späteren Vereinbarung vorbehalten.

Falls eine Vereinbarung über die Begleichung eines solchen Saldos innerhalb 15 Tagen nach dem Ablauf der Geltungsdauer dieses Abkommens nicht erzielt werden sollte, wird die Ausgleichung des Saldos durch weitere Einzahlungen bei der Notenbank jenes Staates, zu dessen Gunsten das Saldo besteht, und auf die in Artikel 3 dieses Abkommens vorgesehene Weise erfolgen.

9.

Dieses Abkommen tritt am 21. April 1932 in Kraft, und läuft zwei Monate. Es kann 15 Tage vor Ablauf der Geltungsdauer gekündigt werden ; erfolgt keine Kündigung, so läuft das Abkommen automatisch je einen Monat weiter.

Copie certifiée conforme :
Belgrade, le 30 juillet 1932.

*D'ordre du Ministre,
le Chef de section,*
Miloche P. Kitchévatz.

¹ TRADUCTION.

N^o 3040. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET YUGOSLAVE COMPORTANT UN ACCORD POUR LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS RÉSULTANT DES ÉCHANGES DE MARCHANDISES ENTRE LES DEUX PAYS. VIENNE, LE 20 AVRIL 1932.

I.

VIENNE, le 20 avril 1932.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Yougoslavie a approuvé l'accord ci-joint relatif au règlement des paiements résultant d'échanges commerciaux entre la Yougoslavie et l'Autriche.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement fédéral autrichien approuve également ledit accord et je saisis cette occasion, etc.

M. JURIŠIĆ, *m. p.*

S. E. D^r Karl Buresch,
Chancelier fédéral et ministre fédéral
des Affaires étrangères,
Vienne.

II.

VIENNE, le 20 avril 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement fédéral autrichien a approuvé l'accord ci-joint relatif au règlement des paiements résultant des échanges commerciaux entre l'Autriche et la Yougoslavie.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement royal de Yougoslavie approuve également ledit accord et je saisis cette occasion, etc.

BURESCH, *m. p.*

M. M. Jurišić,
Chargé d'Affaires royal de Yougoslavie,
Vienne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3040. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND YUGOSLAV GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE SETTLEMENT OF PAYMENTS RESULTING FROM EXCHANGES OF GOODS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. VIENNA, APRIL 20, 1932.

I.

VIENNA, *April 20, 1932.*

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Yugoslav Government has given its approval to the enclosed Agreement for the regulation of payments arising out of trade between Yugoslavia and Austria.

I should be grateful if Your Excellency would confirm that the Austrian Federal Government has also approved the aforesaid Agreement, and have, etc.

M. JURISIĆ, *m. p.*

To His Excellency Dr. Karl Buresch,
Federal Chancellor and Federal Minister
for Foreign Affairs,
Vienna.

II.

VIENNA, *April 20, 1932.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to inform you that the Austrian Federal Government has given its approval to the enclosed Agreement regarding the regulation of payments arising out of trade between Yugoslavia and Austria.

I should be grateful if you would confirm that the Royal Yugoslav Government has also approved of the aforesaid Agreement, and have, etc.

BURESCH, *m. p.*

To M. M. Jurišić,
Chargé d'Affaires of the Royal Yugoslav Government,
Vienna.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEXE

1.

Le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche et le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie, en vue du règlement futur des paiements résultant d'échanges commerciaux entre les deux pays, ont conclu l'accord suivant.

2.

Sous réserve des dispositions des points 3 et 4, le règlement des paiements résultant des dettes et des créances qui ont pris naissance avant l'entrée en vigueur du présent accord ou qui pourraient prendre naissance par la suite, du fait d'échanges commerciaux entre les deux pays, s'effectuera par voie de « clearing », par l'entremise de la Banque nationale autrichienne et de la Banque nationale yougoslave, de la manière suivante :

Les débiteurs yougoslaves s'acquitteront de leur dette envers les créanciers autrichiens en versant le montant de la dette en dinars à un compte collectif qui sera tenu au nom de la Banque nationale autrichienne auprès de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie et au crédit duquel seront portés les divers versements effectués en faveur des créanciers autrichiens. De même, les débiteurs autrichiens s'acquitteront de leurs dettes envers les créanciers yougoslaves en versant le montant de la dette, en schillings, à un compte collectif qui sera ouvert au nom de la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie auprès de la Banque nationale autrichienne et au crédit duquel seront portés les divers paiements effectués en faveur des vendeurs yougoslaves.

Les dettes et créances de la nature de celles qui sont désignées au premier alinéa du point présent, libellées en monnaies autres que le schilling ou le dinar, qui ont pris naissance avant le 20 janvier 1932, seront converties d'un commun accord en schillings ou en dinars par les parties à l'affaire.

Les dettes et créances de cette nature qui ont pris naissance avant le 20 janvier 1932 doivent être réglées par voie de « clearing » de la manière prévue par l'accord du 16 janvier 1932 (points 5-8).

La Banque nationale autrichienne et la Banque nationale du Royaume de Yougoslavie s'informeront réciproquement de tout versement reçu, en priant d'en effectuer le paiement au créancier intéressé par le débit du compte collectif, sur la base des cours de conversion convenus par le présent accord, à savoir : schillings 100 = dinars 798.947 et dinars 100 = schillings 12,516, correspondant aux parités monétaires arrondies. Toutefois, le créancier n'a droit au paiement des montants qui lui reviennent, c'est-à-dire à l'exécution de l'ordre de paiement, que dans la mesure où le compte collectif dont il s'agit présente un solde. Sinon, le paiement au dit créancier ne sera effectué qu'après la rentrée de nouveaux versements et dans l'ordre chronologique des ordres de paiement reçus.

3.

Les montants en schillings versés à la Banque nationale d'Autriche avant le 20 avril 1932 comme prix d'achat de marchandises yougoslaves, peuvent être rendus disponibles pour le règlement de nouvelles exportations de marchandises autrichiennes, du commun accord des deux parties à l'affaire et au su des deux banques nationales, même si les affaires auxquelles se rapportent ces exportations ont été conclues entre de nouvelles Parties.

Au cas où le versement de la contrevaletur de ces nouvelles opérations d'exportation à destination de Yougoslavie serait effectué en dinars auprès de la Banque nationale yougoslave, les montants en dinars ainsi reçus seront utilisés pour satisfaire immédiatement et en dehors de l'ordre chronologique les exportateurs yougoslaves en faveur desquels auront été précédemment versés

ANNEX.

1.

The Federal Government of the Austrian Republic and the Government of the Kingdom of Yugoslavia have agreed to the following provisions for the future regulation of payments arising out of trade between the two countries.

2.

Subject to the provisions of Articles 3 and 4, payments in settlement of debts and claims arising out of trade between the two countries, whether prior or subsequent to the entry into force of the present Agreement, shall be liquidated by a clearing system through the Austrian National Bank and the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia, in accordance with the following procedure :

Yugoslav debtors shall discharge their debts to their Austrian creditors by paying in the purchase price in dinars to a pooled account to be opened at the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia in the name of the Austrian National Bank, which shall be credited with the individual payments for the account of Austrian creditors. Similarly Austrian debtors shall discharge their debts to their Yugoslav creditors by paying in the amount of the debt in schillings to a pooled account to be opened at the Austrian National Bank in the name of the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia, which shall be credited with the individual payments for the account of Yugoslav sellers.

Debts and claims of the kind to which the first paragraph of the present Article relates, denominated in any currency other than schillings or dinars, which originated subsequent to January 20, 1932, shall be converted into schillings or dinars by agreement between the parties to the transaction.

Debts and claims of this kind which originated prior to January 20, 1932, shall also be settled by clearing in the manner prescribed in the agreement of January 16, 1932 (Articles 5-8).

The Austrian National Bank and the National Bank of the Kingdom of Yugoslavia shall inform each other of all sums paid in, with a request that the creditors concerned shall receive payment out of the pooled account at the rate of 100 schillings = 798.947 dinars and 100 dinars = 12.516 schillings, being the rates hereby accepted by both Parties as corresponding to the par of exchange rounded off to the nearest integer. The creditors shall, however, only be entitled to payment of the sums due to them, that is to compliance with the out-payment orders received, in so far as the pooled account concerned shows a credit balance ; in default of which they shall not receive payment until further sums have been paid in, the various claims being met in the order of the receipt of the instructions to pay out.

3.

Schilling amounts paid in to the Austrian National Bank prior to April 20, 1932, as the purchase price of Yugoslav goods may be made available to cover amounts due in respect of further exports of Austrian goods, by agreement between the two parties to the transaction and with the cognisance of both National Banks, even when such exports are the result of transactions concluded between new parties.

Should the value of new exports to Yugoslavia originating in the manner described above be paid in in dinars to the Yugoslav National Bank, the dinar amounts so received shall be immediately employed, irrespective of chronological order, to satisfy the claims of the Yugoslav exporters for whose account the schilling amounts mentioned in the foregoing paragraph were paid in,

les montants en schillings mentionnés à l'alinéa précédent, pour autant que le versement effectué à la Banque nationale yougoslave au titre de la nouvelle affaire assure la couverture nécessaire.

Les dispositions de l'article 4 s'appliqueront par analogie à l'exécution de ces opérations.

4.

Si les opérations d'achat et de vente offrent la possibilité d'une compensation entre les exportateurs autrichiens et les importateurs yougoslaves, d'une part, et les exportateurs yougoslaves et les importateurs autrichiens, d'autre part, cette compensation peut être effectuée directement entre les diverses Parties intéressées, après que l'on aura obtenu, dans chaque cas particulier, des deux banques nationales les autorisations nécessaires en vertu des règlements en vigueur concernant les opérations de paiement.

Les vendeurs autrichiens pourront, jusqu'à nouvel ordre, être tenus de céder à la Banque nationale autrichienne une partie du prix de vente en dinars, conformément aux prescriptions relatives aux devises, en vigueur en Autriche.

La Banque nationale autrichienne devra déclarer aux intéressés, au moment où ces derniers demanderont l'autorisation prévue à l'alinéa 1 du présent article, si elle a l'intention ou non de se prévaloir de la disposition ci-dessus, et cette déclaration aura un caractère obligatoire.

5.

Au cas où des modifications seraient apportées aux cours de parité sur la base desquels s'effectueraient les opérations de « clearing » entre les deux parties, conformément à l'article 2 du présent accord, les paiements effectués en « clearing » seront suspendus de part et d'autre jusqu'à ce qu'une entente soit intervenue au sujet des modifications à apporter au présent accord. Le paiement des montants versés pendant la durée du présent accord devra être effectué conformément aux dispositions de ce dernier.

6.

Les deux gouvernements prendront toutes les mesures nécessaires pour que les versements en « clearing » effectués de part et d'autre ne soient nullement entravés.

7.

Les débiteurs yougoslaves peuvent également s'acquitter envers leurs créanciers autrichiens d'obligations d'autre nature par voie de « clearing », conformément aux dispositions de l'article 2, à condition que ces obligations soient libellées en une des deux monnaies nationales ou que les parties à l'affaire convertissent en schillings ou en dinars des obligations libellées en une autre monnaie. Les deux banques nationales conviendront entre elles des catégories d'obligations qui tombent sous le coup de la présente disposition.

8.

La compensation du solde qui subsisterait à l'expiration de l'accord fera l'objet d'une entente ultérieure.

Au cas où une entente au sujet de la liquidation d'un tel solde n'interviendrait pas dans les quinze jours qui suivront la date d'expiration du présent accord, le solde sera compensé par de nouveaux versements effectués à la Banque nationale de l'Etat en faveur duquel subsiste le solde en question, de la manière prévue à l'article 3 du présent accord.

9.

Le présent accord entrera en vigueur le 21 avril 1932 et demeurera en vigueur pendant deux mois. Il peut être dénoncé quinze jours avant l'expiration de cette période. S'il n'est pas dénoncé, l'accord est renouvelé chaque fois par tacite reconduction pour une nouvelle période d'un mois.

provided always that the amounts paid in to the Yugoslav National Bank in respect of new transactions are sufficient for the purpose.

Such transactions shall be conducted, *mutatis mutandis*, in the manner prescribed in Article 4.

4.

If as the result of the buying and selling of goods it becomes possible to proceed to a direct settlement of accounts between Austrian exporters and Yugoslav importers, on the one hand, and Yugoslav exporters and Austrian importers, on the other hand, the settlement of accounts between the various parties to the transactions may be effected direct, provided that in each case the authorisation of both National Banks is obtained as required under the provisions in force in respect of payments between the two countries.

Until further notice Austrian sellers may be required to dispose of a part of the sale price in dinars to the Austrian National Bank in accordance with the currency regulations in force in Austria.

The Austrian National Bank intimation as to whether or not it desires to avail itself of the foregoing provision shall be conveyed to the person concerned on the latter's application for the authorisation required under paragraph 1 of the present Article, and shall be deemed to be binding.

5.

Should any change be made in the exchange rates to be taken as the basis for clearing operations between the two countries in accordance with Article 2 of the present Agreement, payments into the clearing accounts shall be suspended on both sides pending agreement as to the changes to be introduced into the present instrument, it being, however, understood that the out-payment of sums paid in during the validity of the Agreement shall continue in accordance with the present provisions.

6.

Both Governments shall take all necessary steps to ensure that the payments on both sides into the clearing accounts shall in no way be impeded.

7.

Yugoslav debtors may also discharge other kinds of liabilities to their Austrian creditors by means of the clearing system, in accordance with the provisions of Article 2, provided always that such liabilities shall be denominated in the currency of one or other of the Contracting Parties or that the parties to the transaction convert liabilities denominated in other currencies into schillings or dinars. The two National Banks shall decide by mutual agreement what kind of liabilities fall within the scope of this provision.

8.

The treatment of any balance outstanding on the expiry of the present Agreement is reserved for subsequent agreement.

Failing agreement within 15 days of the expiry of the present instrument as to the treatment of such balance, it shall be worked off by means of further payments into the bank of issue of the country credited with the balance, in the manner prescribed in Article 3 of the present instrument.

9.

The present Agreement shall come into force on April 21, 1932, and shall remain valid for two months. It may be denounced fifteen days before expiry; failing such denunciation, it shall be automatically extended for further successive periods of one month.

N° 3041.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ESTONIE**

Convention concernant les actes de
procédure en matières civile et
commerciale, signée à Londres,
le 22 décembre 1931, et échanges
de notes, Tallinn, les 18 et 21
octobre 1932.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ESTONIA**

Convention regarding Legal Pro-
ceedings in Civil and Commercial
Matters, signed at London, De-
cember 22, 1931, and Exchanges
of Notes, Tallinn, October 18
and 21, 1932.

No. 3041. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ESTONIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 22, 1931.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 septembre 1932.

THE CHIEF OF STATE OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, and HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, being desirous to render mutual assistance in the conduct of legal proceedings in civil and commercial matters which are being dealt with or which it is anticipated may be dealt with by their respective judicial authorities ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE CHIEF OF STATE OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

Doctor Oskar KALLAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Estonia in London ; and

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Sir John Allsebrook SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., K.C., M.P. His Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. PRELIMINARY.

Article 1.

(a) This Convention applies only to civil and commercial matters, including non-contentious matters.

(b) In this Convention the words :

(1) " Territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted as meaning at any time any of the territories of such High Contracting Party to which the Convention at that time applies.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 18 août 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3041. — CONVENTION ² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ESTONIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 22 DÉCEMBRE 1931.

English official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place September 18, 1932.

LE CHEF DE L'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, désireux de se prêter une assistance mutuelle dans l'accomplissement des actes de procédure relatifs aux affaires civiles et commerciales dont sont saisies ou dont pourraient être saisies leurs autorités judiciaires respectives ;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DE L'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Le D^r Oskar KALLAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Estonie à Londres ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Sir John Allsebrook SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., K.C., M.P., son principal secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. PRÉLIMINAIRES.

Article premier.

(a) La présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales, y compris les affaires non contentieuses.

(b) Dans la présente convention, les termes :

1^o « Territoire de l'une (ou de l'autre) des Hautes Parties contractantes » seront interprétés comme signifiant, à tout moment, n'importe lequel des territoires de la Haute Partie contractante auxquels la convention s'applique à cette date.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, August 18, 1932.

(2) "Persons" shall be deemed to mean individuals and artificial persons.

(3) "Artificial persons" shall be deemed to include partnerships, companies, societies and other corporations.

(4) "Subjects or citizens of a High Contracting Party" shall be deemed to include artificial persons constituted or incorporated under the laws of the territory of such High Contracting Party.

(5) "Subject of one (or of the other) High Contracting Party" shall be deemed, in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, to mean all subjects of His Majesty wherever domiciled and all persons under His protection.

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

(a) When judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of one of the High Contracting Parties are required by a judicial authority situated therein to be served on persons in the territory of the other High Contracting Party, such documents may be served on the recipient, whatever his nationality, by any of the methods provided in Articles 3 and 4 in all cases where such method of service is recognised by the law of the country of origin.

(b) In Part II of this Convention the expression "country of origin" means the country from which the documents to be served emanate, and the expression "country of execution" means the country in which service of documents is to be effected.

Article 3.

(a) A request for service shall be addressed and sent by a Consular Officer acting for the country of origin to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to cause the document in question to be served.

(b) The request for service shall be drawn up in the language of the country of execution and shall state the names and descriptions of the parties, the name, description and address of the recipient, and the nature of the document to be served, and shall enclose the document to be served in duplicate.

(c) The document to be served shall either be drawn up in the language of the country of execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer acting for the country of origin.

(d) Requests for service shall be addressed and sent :

In England to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Estonia to the Ministry of Justice and of the Interior.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the request to the competent authority of the country of execution.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country of execution, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, except that, if a wish for some special manner of service is expressed in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of that country.

(f) The execution of a request for service, duly made in accordance with the preceding provisions of this Article, shall not be refused unless (i) the authenticity of the request for service

2° « Personnes » seront interprétés comme désignant les personnes physiques et les personnes morales.

3° « Personnes morales » seront considérés comme comprenant les sociétés de personnes, compagnies, sociétés de capitaux et autres collectivités.

4° « Sujets ou citoyens d'une Haute Partie contractante » seront interprétés comme comprenant les personnes morales constituées ou autorisées conformément aux lois du territoire de cette Haute Partie contractante.

5° « Sujets de l'une (ou de l'autre) des Hautes Parties contractantes » seront interprétés en ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, comme désignant tous les sujets de Sa Majesté, quel que soit leur domicile, et toutes les personnes placées sous sa protection.

II. SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

a) Lorsque des actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes doivent être signifiés par une autorité judiciaire située sur ce territoire à des personnes se trouvant sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces actes pourront être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité selon l'un quelconque des modes prévus aux articles 3 et 4, dans tous les cas où ce mode de signification est admis par la loi du pays d'origine.

b) Dans la partie II de la présente Convention, le terme « pays d'origine » désigne le pays d'où émanent les actes à signifier, et le terme « pays d'exécution », le pays dans lequel ces actes doivent être signifiés.

Article 3.

a) La demande de signification devra être adressée et envoyée par un agent consulaire représentant le pays d'origine à l'autorité compétente du pays d'exécution, en demandant à cette autorité de faire signifier l'acte en question.

b) La demande de signification sera rédigée dans la langue du pays d'exécution et indiquera les nom, prénoms et qualité des Parties, les nom, prénoms, adresse et qualité du destinataire ainsi que la nature de l'acte qui doit être signifié, et devra être accompagnée de l'acte à signifier en double expédition.

c) L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays d'exécution, soit être accompagné d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent consulaire représentant le pays d'origine.

d) Les demandes de signification devront être adressées et envoyées :

En Angleterre, au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;
En Estonie, au Ministère de la Justice et de l'Intérieur.

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été adressée n'a pas qualité pour en assurer l'exécution, cette autorité devra (sauf dans les cas où l'exécution est refusée conformément au paragraphe f) du présent article) faire suivre d'office la demande à l'autorité compétente du pays d'exécution.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays d'exécution qui devra faire signifier l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification d'actes semblables, sauf dans les cas où une forme spéciale de signification aura été réclamée dans la demande de signification. Dans ce cas l'acte devra être signifié dans cette dernière forme, si elle n'est pas incompatible avec la législation du pays.

f) L'exécution de la demande de signification dûment formulée conformément aux dispositions précédentes du présent article ne pourra être refusée que : 1° si l'authenticité de la demande de

is not established, or (2) the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a request for service is not executed by the authority to whom it has been sent, the latter will at once inform the Consular Officer by whom the request was sent, stating the ground on which the execution of the request has been refused or the competent authority to whom it has been forwarded.

(h) The authority by whom the request for service is executed shall furnish a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such service or attempted service, and shall send the said certificate to the Consular Officer by whom the request for service was sent. The certificate of service or of attempted service shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

Article 4.

(a) Service may be effected, without any request to or intervention of the authorities of the country of execution, by any of the following methods :

- (1) By a Consular Officer acting for the country of origin ;
- (2) By an agent appointed for the purpose either by the judicial authority of the country of origin or by the party on whose application the document was issued ;
- (3) Through the post ; or
- (4) By any other method of service which is not illegal, under the law existing at the time of service, in the country of execution.

(b) All documents served in the manner provided in (1) of the preceding paragraph shall, unless the recipient is a subject or citizen of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates, either be drawn up in the language of the country of execution or be accompanied by a translation into such language, certified as correct as prescribed in Article 3 (c).

(c) The High Contracting Parties agree that in principle it is also desirable that the provisions of paragraph (b) of this Article should apply to documents served in the manner provided in (2), (3) and (4) of paragraph (a) of this Article. Nevertheless, in the absence of any legislation in their respective territories making translations obligatory in such cases, the High Contracting Parties do not accept any obligation in this respect.

(d) It is understood that the question of the validity of any service effected by the use of any of the methods referred to in paragraph (a) of this Article will remain a matter for the free determination of the respective courts of the High Contracting Parties in accordance with their laws.

Article 5.

(a) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party, by whose Consular Officer the request for service was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law of the country of execution to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall not exceed such as are usually allowed in the courts of that country.

(b) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Consular Officer by whom the request was addressed, when sending to him the certificate provided for in Article 3 (h).

(c) Except as provided above, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

signification n'est pas établie ou 2° si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où une demande de signification n'est pas exécutée par l'autorité à laquelle elle a été adressée, cette dernière avise immédiatement l'agent consulaire qui a envoyé la demande, en indiquant les raisons pour lesquelles l'exécution de la demande a été refusée ou l'autorité compétente à laquelle la demande a été transmise.

h) L'autorité qui assure l'exécution de la demande devra fournir une attestation prouvant que la signification a été faite ou expliquant la raison pour laquelle la signification n'a pas pu être assurée et constatant le fait, la forme et la date de cette signification ou tentative de signification. Cette attestation devra être envoyée à l'agent consulaire par qui la demande de signification a été envoyée. L'attestation de la signification ou de la tentative de signification sera portée sur l'un des doubles ou annexée à ce double.

Article 4.

a) La signification pourra être assurée sans qu'il soit nécessaire d'adresser une demande quelconque aux autorités du pays d'exécution ou sans que ces autorités aient à intervenir, selon l'un des modes prévus ci-après :

1° Par un agent consulaire représentant le pays d'origine ;

2° Par un agent préposé à cet effet, soit par l'autorité judiciaire du pays d'origine, soit par la partie à la demande de laquelle l'acte a été établi ;

3° Par la voie postale ;

4° Selon tout autre mode de signification admis par la législation en vigueur au moment de la signification dans le pays d'exécution.

b) Tous les actes signifiés selon le mode prévu au N° 1 de l'alinéa précédent devront être, sauf lorsque le destinataire est sujet ou citoyen de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte à signifier, soit établis dans la langue du pays d'exécution, soit accompagnés d'une traduction en cette langue, certifiée exacte comme il est prescrit à l'article 3 *c)*.

c) Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en principe, il est désirable que les dispositions du paragraphe *b)* du présent article s'appliquent également aux actes signifiés selon les modes prévus aux N°s 2, 3 et 4 du paragraphe *a)* du présent article. Néanmoins, à défaut, dans leurs territoires respectifs, de toute disposition légale rendant la traduction obligatoire en pareil cas, les Hautes Parties contractantes n'assument aucune obligation à cet égard.

d) Il est convenu que c'est aux tribunaux respectifs des Hautes Parties contractantes qu'il incombera de statuer en toute indépendance, conformément à leurs législations nationales, sur la validité de toute signification effectuée selon l'un des modes prévus au paragraphe *a)*.

Article 5.

a) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent consulaire aura transmis la demande de signification devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante les frais et dépens qui sont dus, en vertu de la législation du pays d'exécution, aux personnes chargées d'assurer la signification, ainsi que tous les frais et dépens afférents aux significations effectuées sous une forme spéciale. Ces frais et dépens ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont généralement alloués par les tribunaux du pays.

b) L'autorité compétente qui aura assuré la signification devra réclamer le remboursement de ces frais et dépens à l'agent consulaire requérant, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 *h)*.

c) A l'exception des frais et dépens prévus ci-dessus, l'exécution de la signification d'actes ne pourra donner lieu, de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou droits quelconques.

III. TAKING OF EVIDENCE.

Article 6.

(a) When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken, whatever the nationality of the parties or witnesses may be, in any one of the ways prescribed in Articles 7, 8 or 9.

(b) In Part III of this Convention, the expressions :

(1) " Taking of evidence " shall be deemed to include the taking of the statements of a plaintiff, defendant, expert or any other person on oath or otherwise ; the submission to a plaintiff, defendant, expert or any other person of any oath with regard to any legal proceedings ; and the production, identification and examination of documents, samples or other objects.

(2) " Witness " shall be deemed to include any person from whom any evidence, as defined above, is required to be taken.

(3) " Country of origin " shall be deemed to mean the country by whose judicial authority the evidence is required, and " country of execution ", the country in which the evidence is to be taken.

Article 7.

(a) The judicial authority of the country of origin may, in accordance with the provisions of the law of his country, address himself by means of a Letter of Request to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to take the evidence.

(b) The Letter of Request shall be drawn up in the language of the country of execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer acting for the country of origin. The Letter of Request shall state the nature of the proceedings for which the evidence is required, giving all necessary information in regard thereto, the names of the parties thereto, and the names, descriptions and addresses of the witnesses. They shall also either (1) be accompanied by a list of interrogatories to be put to the witness or witnesses, or, as the case may be, by a description of the documents, samples or other objects to be produced, identified or examined, and a translation thereof, certified as correct in the manner heretofore provided ; or (2) shall request the competent authority to allow such questions to be asked *viva voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) Letters of Request shall be transmitted :

In England by an Estonian Consular Officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Estonia by a British Consular Officer to the Ministry of Justice and of the Interior.

In case the authority to whom any Letter of Request is transmitted is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the Letter of Request to the competent authority of the country of execution.

(d) The competent authority of the country of execution shall give effect to the Letter of Request and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of his own country, except that if a wish that some special procedure should be followed is expressed in the Letter of Request, such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country of execution.

III. RÉUNION DES PREUVES.

Article 6.

a) Lorsqu'une autorité judiciaire du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces preuves pourront être recueillies, quelle que soit la nationalité des parties ou des témoins, suivant l'un des modes prévus aux articles 7, 8 et 9.

b) Dans la partie III de la présente convention :

1^o L'expression « réunion de preuves » sera considérée comme comprenant l'établissement d'un procès-verbal des dépositions de tout demandeur, défendeur, expert ou autre personne déposant sous la foi du serment ou autrement ; l'assermentation d'un demandeur, défendeur, expert ou de toute autre personne à l'occasion d'un acte de procédure quelconque, ainsi que la production, l'identification et l'examen de pièces, échantillons ou autres objets ;

2^o Le terme « témoin » sera considéré comme comprenant toute personne devant fournir une preuve, conformément à la définition ci-dessus ;

3^o Par « pays d'origine » on entendra le pays dont l'autorité judiciaire réclame des preuves et par « pays d'exécution », le pays dans lequel les preuves doivent être recueillies.

Article 7.

a) L'autorité judiciaire du pays d'origine peut, conformément à la législation de son pays, s'adresser, par commission rogatoire, à l'autorité compétente du pays d'exécution pour lui demander de recueillir les preuves.

b) La commission rogatoire devra être rédigée dans la langue du pays d'exécution ou être accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent consulaire représentant le pays d'origine. La commission rogatoire devra indiquer la nature de l'affaire pour laquelle les preuves sont réclamées, en fournissant tous les renseignements nécessaires à ce sujet, ainsi que les nom et prénoms des parties, et les nom, prénoms, qualité et adresse des témoins. Elle devra également, soit 1^o être accompagnée d'une liste des questions à poser au témoin ou aux témoins ou, selon le cas, d'une description des documents, échantillons ou autres objets à produire, à identifier ou à examiner et d'une traduction de ces questions ou de cette description, certifiée conforme de la manière prévue ci-dessus ; soit 2^o demander à l'autorité compétente de permettre que soient posées de vive voix toutes les questions que les parties ou leurs représentants désireront poser.

c) Les commissions rogatoires seront transmises :

En Angleterre, par un agent consultaire estonien au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

En Estonie, par un agent consulaire britannique, au Ministère de la Justice et de l'Intérieur.

Si l'autorité à laquelle une commission rogatoire a été transmise n'a pas qualité pour en assurer l'exécution, elle devra (sauf dans les cas où l'exécution est refusée conformément au paragraphe f) du présent article) la faire suivre d'office à l'autorité compétente du pays d'exécution.

d) L'autorité compétente du pays d'exécution devra assurer l'exécution de la commission rogatoire et recueillir les preuves demandées en ayant recours à cet effet aux mêmes mesures de contrainte et aux mêmes voies de procédure que celles qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'un ordre émanant des autorités de son propre pays, sauf dans les cas où la commission rogatoire demanderait expressément l'emploi d'un mode de procédure déterminé, auquel cas ce mode de procédure devra être appliqué s'il n'est pas incompatible avec la législation du pays d'exécution.

(e) The Consular Officer, by whom the Letter of Request is transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date when and the place where the proceedings will take place, in order that he may inform the interested party or parties, who shall be permitted to be present in person or to be represented, if they so desire, by barristers or solicitors or by any representatives who are competent to appear before the courts either of the country of origin or of the country of execution.

(f) The execution of a Letter of Request which complies with the preceding provisions of this Article can only be refused :

- (1) If the authenticity of the Letter of Request is not established.
- (2) If in the country of execution, the execution of the Letter of Request in question does not fall within the functions of the judiciary.
- (3) If the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a Letter of Request is not executed by the authority to whom it is addressed, the latter will at once inform the Consular Officer by whom it was transmitted, stating the grounds on which the execution of the Letter of Request has been refused, or the competent authority to whom it has been forwarded.

(h) When a Letter of Request has been executed, the competent authority to whom it was transmitted or forwarded shall send to the Consular Officer by whom it was transmitted the necessary documents establishing its execution.

Article 8.

(a) The judicial authority of the country of origin may, in the Letter of Request addressed to the competent authority of the country of execution, request such authority to appoint to take the evidence a person specially designated in the Letter of Request.

A Consular Officer acting for the country of origin, or any other suitable person, may be so designated.

(b) Where this procedure is adopted, the provisions of paragraphs (b), (c), (f), (g) and (h) of Article 7 shall apply, but the following paragraphs shall be substituted for paragraphs (d) and (e) of that Article.

(c) The competent authority of the country of execution shall give effect thereto and shall appoint the person designated to take the evidence, unless such person shall be unwilling so to act. In addition, if necessary, such authority shall make use of such compulsory powers as it possesses under its own law to secure the attendance of and the giving of evidence by the witnesses before the person so appointed.

(d) The person thus appointed shall have power to administer an oath, and any person giving false evidence before him shall be liable in the courts of the country of execution to the penalties provided by the law of that country for perjury.

(e) The evidence shall be taken in accordance with the law of the country of origin, provided such method is not contrary to the law of the country of execution, and the parties shall have the right to be present in person or to be represented by barristers or solicitors or by any other persons who are competent to appear before the courts of either the country of origin or of execution.

Article 9.

(a) The evidence may also be taken, without any request to, or the intervention of, the authorities of the country of execution by a person in that country directly appointed for the purpose by the court of the country of origin. A Consular Officer acting for the country of origin or any other suitable individual may be so appointed.

(b) A person so appointed to take evidence may request the individuals named by the court appointing him to appear before him and to give evidence. He may take all kinds of evidence

e) L'agent consulaire qui a transmis la commission rogatoire pourra, s'il le désire, être informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé afin qu'il puisse en informer la partie ou les parties intéressées qui, si elles le désirent, seront autorisées à y assister en personne ou à s'y faire représenter par des avocats ou avoués ou par tous autres représentants ayant qualité pour comparaître devant les tribunaux soit du pays d'origine soit du pays d'exécution.

f) L'exécution d'une commission rogatoire conforme aux dispositions précédentes du présent article ne pourra être refusée que :

1^o Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;

2^o Si, dans le pays d'exécution, l'exécution de la commission rogatoire en question ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3^o Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle la commission rogatoire doit être exécutée juge cet acte de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, cette dernière devra en informer immédiatement l'agent consulaire qui l'aura transmise en spécifiant les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée ou en indiquant l'autorité compétente à laquelle la commission rogatoire a été retransmise.

h) Lorsqu'une commission rogatoire aura été exécutée, l'autorité compétente à laquelle elle aura été transmise ou retransmise enverra à l'agent consulaire qui l'aura transmise les pièces justificatives nécessaires attestant qu'elle a été exécutée.

Article 8.

a) L'autorité judiciaire du pays d'origine a le droit, dans la commission rogatoire adressée à l'autorité compétente du pays d'exécution, de demander à cette autorité de nommer, pour recueillir les preuves, une personne expressément désignée dans la commission rogatoire.

Un agent consulaire représentant le pays d'origine ou toute autre personne qualifiée peut être désignée à cet effet.

b) Lorsqu'on aura recours à cette procédure, les dispositions des paragraphes *b)*, *c)*, *f)*, *g)* et *h)* de l'article 7 seront applicables, mais les paragraphes *d)* et *e)* du même article seront remplacés par les paragraphes suivants :

c) L'autorité compétente du pays d'exécution donnera effet à la commission rogatoire et nommera la personne désignée pour recueillir les témoignages à moins que cette personne ne refuse cette fonction. En outre, s'il y a lieu, cette autorité fera usage des moyens de contrainte dont elle dispose en vertu de sa propre législation pour obliger les témoins à comparaître et à déposer devant la personne ainsi nommée.

d) La personne ainsi nommée aura tout pouvoir pour faire prêter serment et quiconque portera faux témoignage par-devant elle sera passible, devant les tribunaux du pays d'exécution, des peines prévues par la législation de ce pays en cas de parjure.

e) Les preuves seront recueillies conformément à la législation du pays d'origine, à la condition que ce mode de procédure ne soit pas contraire à la législation du pays d'exécution, et les Parties auront le droit de comparaître en personne ou se faire représenter par des avocats ou avoués ou par toute autre personne qualifiée pour ester en justice devant les tribunaux soit du pays d'origine, soit du pays d'exécution.

Article 9.

a) Les preuves pourront également être recueillies, sans qu'une demande soit adressée aux autorités du pays d'exécution ou sans que celles-ci aient à intervenir, par une personne dudit pays directement désignée à cet effet par le tribunal du pays d'origine. Un agent consulaire représentant le pays d'origine ou toute autre personne qualifiée peut être nommée à cet effet.

b) Toute personne ainsi désignée pour recueillir les preuves peut citer à comparaître et à déposer les personnes dont les noms lui auront été fournis par le tribunal qui l'a désignée. Elle peut

which are not contrary to the law of the country of execution, and shall have power to administer an oath. The attendance and giving of evidence before any such person shall be entirely voluntary and no measures of compulsion shall be employed.

(c) Requests to appear issued by such person shall, unless the recipient is a subject or citizen of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required, be drawn up in the language of the country of execution or be accompanied by a translation into such language.

(d) The evidence may be taken in accordance with the procedure recognised by the law of the country of origin, and the parties will have the right to be present in person or to be represented by barristers or solicitors of that country or by any representatives who are competent to appear before the courts either of the country of origin or of the country of execution.

Article 10.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 9 has failed owing to the refusal of any witness to appear or to give evidence does not preclude a request being subsequently made in accordance with Article 7 or 8.

Article 11.

(a) Where evidence is taken in the manner provided in Article 7 or 8, the High Contracting Party, by whose judicial authority the Letter of Request was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act, in cases where the law of the country of execution permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These expenses shall be such as are usually allowed in similar cases in the courts of the country of execution.

(b) The repayment of these expenses shall be claimed by the competent authority by whom the Letter of Request has been executed from the Consular Officer by whom it was transmitted when sending to him the documents establishing its execution as provided in Article 7 (h).

(c) Except as above provided, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

IV. JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS, IMPRISONMENT FOR DEBT AND SECURITY FOR COSTS.

Article 12.

The subjects or citizens of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party a perfect equality of treatment with subjects or citizens of that High Contracting Party as regards free judicial assistance for poor persons and imprisonment for debt ; and provided that they are resident in such territory, shall not be compelled to give security for costs in any case where a subject or citizen of such other High Contracting Party would not be so compelled.

recueillir toutes les catégories de preuves qui ne sont pas contraires à la législation du pays d'exécution et a le droit de faire prêter serment. La comparution et la déposition devant une telle personne devront être entièrement volontaires et il ne pourra être employé aucune mesure de contrainte.

c) Les mandats de comparution envoyés par une telle personne devront, sauf si le destinataire est un sujet ou un citoyen de la Haute Partie contractante pour les autorités judiciaires de laquelle le témoignage est demandé, être rédigés dans la langue du pays d'exécution ou accompagnés d'une traduction dans cette langue.

d) Les témoignages pourront être recueillis conformément à la procédure admise par la législation du pays d'origine et les parties auront le droit de comparaître en personne ou de se faire représenter par des avocats ou des avoués de ce pays ou par tout représentant qualifié pour comparaître devant les tribunaux soit du pays d'origine, soit du pays d'exécution.

Article 10.

Le fait qu'une tentative en vue de recueillir la preuve suivant la procédure prévue à l'article 9 a échoué par suite du refus d'un témoin de comparaître ou de témoigner ne fera pas obstacle à l'envoi ultérieur d'une commission rogatoire, conformément aux articles 7 ou 8.

Article 11.

a) Lorsque la preuve est recueillie dans l'une des formes prévues à l'article 7 ou à l'article 8, la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire aura adressé la commission rogatoire devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante tous les frais et dépens exposés par l'autorité compétente de cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire, du chef des indemnités dues aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, des frais et dépens dus à toute personne que ladite autorité pourra avoir déléguée lorsque la législation du pays d'exécution permet cette délégation et de tous les frais et débours résultant du fait qu'une procédure spéciale a été demandée et suivie. Ces frais et dépens devront correspondre à ceux qui sont alloués normalement, dans des cas similaires, par les tribunaux du pays d'exécution.

b) Le remboursement de ces frais et dépens devra être réclamé par l'autorité compétente qui a assuré l'exécution de la commission rogatoire, à l'agent consulaire qui l'aura transmise, au moment de l'envoi des pièces constatant ladite exécution, comme il est prévu à l'article 7 h).

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, la réunion des preuves ne peut donner lieu, de la part d'une Haute Partie contractante, à l'égard de l'autre, à la perception de droits quelconques.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIGENTS, EMPRISONNEMENT POUR DETTES ET CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE JUSTICE.

Article 12.

Les sujets ou citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, à tous égards, du même traitement que les sujets ou citoyens de cette dernière Haute Partie contractante en matière d'assistance judiciaire gratuite aux indigents et d'emprisonnement pour dettes ; de même, à la condition qu'ils résident sur ledit territoire, ils seront dispensés de fournir caution pour les frais de justice toutes les fois que dans les mêmes conditions un sujet ou citoyen de l'autre Haute Partie contractante en aurait été lui-même dispensé.

V. GENERAL PROVISIONS.

Article 13.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 14.

The present Convention shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in Tallinn. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged, and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 15.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to any of the Colonies or Protectorates of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, nor to any territories under his suzerainty, nor to any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by His Government in the United Kingdom, but His Majesty may at any time, while this Convention is in force under Article 14, by a notification given through His Minister in Estonia, extend the operation of the Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service under Article 3 or Letters of Request under Article 7 are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination, through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 14 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 16.

(a) The High Contracting Parties agree that His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 14 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any Member of the British Commonwealth of Nations whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when the Estonian Government has given notice of termination in respect of all the territories of

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 13.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 14.

La présente convention devra être ratifiée. Les ratifications seront échangées à Tallinn. La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans après la date de son entrée en vigueur. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention d'en faire cesser l'effet, la convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 15.

a) La présente convention ne sera applicable *ipso facto* ni à l'Ecosse ni à l'Irlande du Nord, ni à aucune des colonies ou protectorats de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni à aucun des territoires placés sous sa suzeraineté, ni à aucun des territoires sous mandat, administrés par son Gouvernement dans le Royaume-Uni, mais Sa Majesté pourra, à toute époque, tant que la Convention sera en vigueur en vertu de l'article 14, étendre l'application de cette convention à l'un quelconque des territoires susmentionnés au moyen d'une notification transmise par l'intermédiaire de son ministre en Estonie.

b) Cette notification devra indiquer les autorités du territoire en question auxquelles doivent être transmises les demandes de signification prévues à l'article 3 ou les commissions rogatoires prévues à l'article 7, ainsi que la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites. L'extension de la Convention entrera en vigueur un mois après la date de cette notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension de cette convention à l'un des territoires visés au paragraphe *a)* du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra y mettre fin à tout moment, moyennant préavis de six mois, notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention, dans les conditions prévues à l'article 14, mettra fin *ipso facto* à l'application de cette convention à tous les territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe *a)* du présent article, à moins qu'il n'en soit convenu autrement en termes exprès par les deux Hautes Parties contractantes.

Article 16.

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes pourra, à toute époque, tant que la présente convention sera en vigueur, soit en vertu de l'article 14 soit en vertu de toute adhésion effectuée conformément au présent article, accéder à la présente convention au nom de tout membre du Commonwealth britannique dont le gouvernement peut désirer cette accession, au moyen d'une notification transmise par la voie diplomatique, sous réserve toutefois qu'aucune notification d'accession ne pourra être faite à aucun moment si le Gouvernement estonien

His Majesty to which the Convention applies. The provisions of article 15 (*b*) shall be applicable to such notification. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(*b*) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (*a*) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 14 shall not affect its application to any such country.

(*c*) Any notification of accession under paragraph (*a*) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given ; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph (*b*) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention in English, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 22nd day of December, 1931.

(L. S.) Oskar KALLAS.

(L. S.) John SIMON.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ESTONIAN GOVERNMENT RESPECTING THE EXTENSION TO NORTHERN IRELAND OF THE PROVISIONS OF THE CONVENTION OF DECEMBER 22, 1931, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. TALLINN, OCTOBER 18 AND 21, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne, le 14 décembre 1932.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 38.
1059/P. 19.

TALLINN, *October 18th*, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 15 (*a*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22nd, 1931, the extension of the operation of that convention to Northern Ireland.

a fait connaître son intention de dénoncer la convention en ce qui concerne tous les territoires de Sa Majesté auxquels la convention s'applique. Les dispositions de l'article 15, paragraphe *b*), seront applicables à cette notification. Toute accession de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur d'une accession en vertu du paragraphe *a*) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention à l'un quelconque des pays qui ont fait l'objet d'une notification d'accession. L'expiration de la convention telle qu'elle est prévue à l'article 14 n'affectera pas son application aux pays ci-dessus visés.

c) Les notifications d'accession visées au paragraphe *a*) du présent article pourront comprendre l'une quelconque des dépendances ou territoires sous mandat, administrés par le gouvernement du pays que vise la notification d'accession ; de même, toute dénonciation de la convention concernant les pays visés au paragraphe *b*) s'étendra à toute dépendance ou territoire sous mandat compris dans la notification d'accession relative audit pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention, rédigée en anglais, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Londres, le 22 décembre 1931.

(L. S.) Oskar KALLAS.

(L. S.) John SIMON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ESTONIEN RELATIF À L'APPLICATION À L'IRLANDE DU NORD DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DU 22 DÉCEMBRE 1931, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. TALLINN, LES 18 ET 21 OCTOBRE 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 14, 1932.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 38.
1059/P.19.

TALLINN, le 18 octobre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous faire connaître, conformément à l'article 15 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 22 décembre 1931, que l'application de ladite convention est étendue à l'Irlande du Nord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. The authority in Northern Ireland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Northern Ireland at Belfast, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (*b*) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 18th November next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

His Excellency
Monsieur Mihkel Pung,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

II.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
689-W.

TALLINN, *October 21st*, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note dated October 18, 1932, No. 38, by which Your Excellency was so good as to notify me, in accordance with Article 15 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22, 1931, the extension of the operation of that convention to Northern Ireland.

2. The authority in Northern Ireland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court for Northern Ireland at Belfast, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (*b*) of the convention, the extension will come into force one month from the date of Your Excellency's Note, that is to say, on the 18th November next.

4. In taking due notice of the communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) M. PUNG.

His Excellency
Monsieur H. Knatchbull-Hugessen,
His Britannic Majesty's Minister,
Tallinn.

2. L'autorité de l'Irlande du Nord à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Registrar of the Supreme Court » de l'Irlande du Nord à Belfast, et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 *b*) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 18 novembre 1932.

4. En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

(Signé) H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

Son Excellence
Monsieur Mihkel Pung,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

II.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
689. W.

TALLINN, le 21 octobre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note n° 38 en date du 18 octobre 1932, par laquelle vous avez bien voulu, conformément à l'article 15 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale signée à Londres le 22 décembre 1931, me faire connaître que l'application de cette Convention est étendue à l'Irlande du Nord.

2. L'autorité de l'Irlande du Nord à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être transmises est le « Registrar of the Supreme Court » de l'Irlande du Nord à Belfast, et la langue à employer pour les communications et traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 *b*) de la Convention, cette extension deviendra applicable un mois après la date de la note de Votre Excellence, c'est-à-dire le 18 novembre 1932.

4. En prenant dûment acte de cette communication, je saisis l'occasion, etc.

(Signé) M. PUNG.

Son Excellence
Monsieur H. Knatchbull-Hugessen,
Ministre de Sa Majesté britannique,
Tallinn.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ESTONIAN GOVERNMENT RESPECTING THE EXTENSION TO SCOTLAND OF THE PROVISIONS OF THE CONVENTION OF DECEMBER 22, 1931 REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. TALLINN, OCTOBER 18 AND 21, 1932.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 1^{er} février 1933.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 39.
1062/P. 19.

TALLINN, 18th October, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on the 22nd December 1931, the extension of the operation of that convention to *Scotland*.

The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 15 (b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 18th of November next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

His Excellency
Monsieur Mihkel Pung,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ESTONIEN
RELATIF A L'APPLICATION A L'ECOSSE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DU 22 DÉCEMBRE
1931, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE, TALLINN,
LES 18 ET 21 OCTOBRE 1932.

*Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain,
February 1st, 1933.*

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 39.
1062/P. 19.

TALLINN, le 18 octobre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 15 (a) de la convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, que l'effet de cette convention est étendu à l'Ecosse.

L'autorité à laquelle devront être adressées, en Ecosse, les demandes de signification ou les commissions rogatoires, est le "Crown Agent", Edimbourg, et la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

Conformément aux dispositions de l'article 15 (b) de la convention, l'extension que je viens de notifier entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 18 novembre prochain.

En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

Son Excellence
M. Mihkel Pung,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nation, for information.

II.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
690-W.

TALLINN, *October 21st*, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note dated October 18th, 1932, No. 39, by which Your Excellency was so good as to notify me, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22nd, 1931, the extension of the operation of that convention to Scotland.

The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 15 (b) of the convention, the extension will come into force one month from the date of Your Excellency's Note, that is to say, on the 18th of November next.

In taking due notice of the communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

M. PUNG.

His Excellency
Monsieur H. Knatchbull-Hugessen,
His Britannic Majesty's Minister,
Tallinn.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
690-W.

TALLINN, le 21 octobre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 39, en date du 18 octobre, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance, conformément à l'article 15 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, que l'effet de cette convention est étendu à l'Ecosse.

L'autorité à laquelle devront être adressées, en Ecosse, les demandes de signification ou les commissions rogatoires, est le « Crown Agent », Edimbourg, et la langue dans laquelle devront être faites les communications et traductions est l'anglais.

Conformément à l'article 15 b) de la convention, cette extension entrera en vigueur un mois après la date de votre note, c'est-à-dire le 18 novembre prochain.

En prenant dûment acte de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

M. PUNG.

Son Excellence
Monsieur H. Knatchbull-Hugessen,
Ministre de Sa Majesté britannique,
Tallinn.

N° 3042.

COLOMBIE ET NICARAGUA

Traité d'extradition. Signé à Managua, le 25 mars 1929.

COLOMBIA AND NICARAGUA

Treaty of Extradition. Signed at Managua, March 25, 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3042. — TRATADO¹ DE EXTRADICION ENTRE LA REPUBLICA DE COLOMBIA Y LA REPUBLICA DE NICARAGUA. FIRMADO EN MANAGUA, EL 25 DE MARZO DE 1929.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Nicaragua et le délégué permanent de la Colombie à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 septembre 1932.

Spanish official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Nicaragua and the Permanent Delegate of Colombia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 19, 1932.

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA, deseosos de favorecer la Administración de justicia y evitar que sus respectivos países sirvan de refugio para eludir la represión y castigo de los criminales o delincuentes, han juzgado conveniente celebrar el presente Tratado, y al efecto han nombrado como Plenipotenciarios :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA :

Al señor doctor don Manuel ESGUERRA, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Colombia en Centro América, y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA :

Al señor doctor don Manuel CORDERO REYES, Encargado del Despacho de Relaciones Exteriores,

Quienes, después de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

Los Estados contratantes convienen en entregarse mutuamente, de acuerdo con lo que se estipula en este Tratado, los individuos que, procesados o condenados por las autoridades judiciales de uno cualquier de los Estados contratantes, como autores, cómplices o encubridores de algún crimen o delito, dentro de la jurisdicción de alguna de las partes contratantes, busquen asilo o se hallen dentro del territorio de la otra. Para que la extradición se efectúe, es preciso que las pruebas de la infracción sean tales que las leyes del lugar en donde se encuentre el prófugo o enjuiciado justifiquen su detención o sometimiento a juicio, si la comisión, tentativa o frustramiento del crimen se hubiese verificado en él.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bogota, le 16 juillet 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at Bogota, July 16, 1932.

Artículo II.

Cuando el crimen o delito, motivo de la extradición, se ha cometido o atentado o frustrado, fuera del Estado que hace la demanda, podrá dársele curso a ésta sólo cuando la legislación del Estado requerido autorice asimismo el enjuiciamiento de tales infracciones cuando se cometan fuera de su jurisdicción.

Artículo III.

No se concederá en ningún caso la extradición :

a) Si el hecho por el cual se pide se considera en el Estado requerido como delito político o hecho conexo con él (exceptuando todo atentado contra la vida del Jefe de la Nación) o cuando se trate de delitos contra la religión o de faltas o trasgresiones puramente militares.

b) Si la persona contra quien obra la demanda prueba que ésta se ha hecho con el propósito de juzgarle o castigarle por un delito político o hecho conexo con él.

c) Cuando por el mismo delito, la persona cuya extradición se solicita esté procesada o haya sido ya juzgada o indultada en el Estado requerido, con anterioridad a la solicitud.

d) Cuando el hecho que se imputa como delito no es punible por la Ley del Estado requerido.

La cuestión de saber si se trata o no de delito político o hecho conexo con él, será decidida por el Estado requerido, teniendo en cuenta aquella de las dos legislaciones que sea más favorable al prófugo. Los actos considerados como anárquicos por las leyes de ambos Estados, no serán considerados como delitos políticos.

Artículo IV.

Tampoco se acordará la extradición en los casos siguientes :

a) Si con arreglo a las leyes de uno u otro Estado no excede de un año de privación de libertad el máximo de la pena aplicable a la participación que se le imputa a la persona reclamada, en el hecho por el cual se solicita la extradición.

b) Cuando según las leyes del Estado requerido o del requirente hubiere prescrito la acción o pena a que estaba sujeto el enjuiciado o condenado. Si la extradición se negare en virtud de la prescripción de conformidad con las leyes del Estado requirente, el prófugo no será puesto en libertad sin oír a dicho Estado. Para juzgar de la interrupción de la prescripción, se tendrá en cuenta la legislación más favorable al reo.

Artículo V.

Tampoco habrá lugar a la extradición si el individuo reclamado es nativo del Estado requerido o nacionalizado en él, salvo, en este último caso, que la naturalización sea posterior al acto que determina la solicitud de la extradición.

Empero, cuando la extradición de un individuo se niegue por esta causa, el Estado requerido queda obligado a juzgarlo, de conformidad con sus propias leyes y mediante las pruebas que suministre el Estado requirente y las demás que las autoridades competentes del Estado requerido estimen conveniente allegar. La sentencia o resolución definitiva que en la causa se pronuncie, deberá comunicarse al Gobierno que requirió la extradición.

Artículo VI.

No serán obstáculo para la extradición las obligaciones civiles del prófugo con el Estado requerido o con particulares, aún en el caso de estar aquel arraigado judicialmente.

Artículo VII.

La solicitud de extradición deberá hacerse precisamente por la vía diplomática ; pero a falta de funcionarios diplomáticos, se hará por los Cónsules o directamente de Gobierno a Gobierno.

Artículo VIII.

Cuando la persona reclamada se hallare procesada o condenada por el Estado requerido, la entrega, caso de ser procedente, no se efectuará sino cuando el reclamado sea absuelto o indultado o haya cumplido la condena, o cuando de algún modo quede terminado el juicio y libre de pena.

Artículo IX.

La solicitud de extradición deberá estar acompañada de la sentencia condenatoria, si el prófugo hubiere sido juzgado y condenado ; o del auto de detención dictado por el Tribunal competente, con la designación exacta del delito o crimen que la motivare y de la fecha de su perpetración, así como las declaraciones u otras pruebas, en virtud de las cuales se hubiere dictado dicho auto, caso de que el fugitivo sólo estuviere procesado.

Estos documentos se presentarán originales o en copia debidamente autenticada, y a ellos se agregarán una copia del texto de la ley aplicable al caso, y en cuanto sea posible, los datos indispensables para la identificación de la persona reclamada.

Artículo X.

El individuo cuya extradición se ha concedido no podrá ser procesado por delito distinto de aquel que motivó la extradición, a no ser que el Estado que la concedió, le hubiere consentido previamente, o cuando se trate de un delito conexo con aquel y que aparezca de las mismas pruebas presentadas con la solicitud.

Artículo XI.

Lo dispuesto en el artículo precedente, no comprende el caso en que el individuo entregado consienta libre y expresamente en que se le juzgue por cualquier otro acto, ni en el caso en que, después de puesto en libertad, permanezca más de un mes en el Estado requirente, ni aquel en que se trate de delitos cometidos con posterioridad a la extradición.

Artículo XII.

El Estado reclamante no entregará sin el consentimiento del Estado requerido, a un tercer Estado que lo reclame, el prófugo cuya extradición ha obtenido, salvo los casos previstos en el precedente artículo.

Artículo XIII.

En casos urgentes el prófugo podrá ser detenido provisionalmente, aún en virtud de petición telegráfica, pero será puesto en libertad si dentro de sesenta días no se hubiere formalizado la solicitud de extradición.

Toda responsabilidad originada por la detención provisional corresponderá al Estado que la solicite.

Artículo XIV.

Cuando los documentos que acompañen la solicitud sean considerados insuficientes por el Gobierno ante quien se haga, los devolverá para que sean suplidas las deficiencias o corregidos los defectos ; y el individuo reclamado, si ha sido objeto de un arresto provisional, continuará detenido hasta por un plazo no mayor de noventa días.

Artículo XV.

Toda solicitud de extradición se tramitará y decidirá de conformidad con la legislación del Estado requerido, en cuanto no sea incompatible con las estipulaciones sustantivas de este Tratado.

Artículo XVI.

Junto con la persona reclamada, o posteriormente, se entregarán todos los objetos y artículos encontrados en su poder o depositados o escondidos en el Estado de refugio y que estén relacionados con la perpetración del acto punible o hayan sido obtenidos por medio de este acto, así como aquellos que sirvan como elementos de convicción. Estos objetos y artículos serán entregados aunque a causa de la muerte o evasión del prófugo no tenga lugar la extradición que ya se hubiere concedido. Si aún no hubiere sido concedida, se continuará el expediente con este objeto.

Los derechos de tercero sobre los referidos objetos y artículos, serán en todo caso respetados.

Artículo XVII.

El prófugo será llevado por agentes del Estado de refugio hasta la frontera o hasta el puerto más apropiado para su embarque, y allí será entregado a los agentes del Estado reclamante.

Artículo XVIII.

Si el Estado requirente no dispone de la persona reclamada dentro de los tres meses siguientes de haber quedado a sus órdenes, será puesto en libertad.

Artículo XIX.

Los gastos de la extradición serán sufragados por cada Estado dentro de los límites de su territorio.

Artículo XX.

La nación que obtenga la extradición de una persona que no haya sido sentenciada, estará obligada a comunicar a la nación que concedió la extradición la sentencia firme que se dicte en el juicio para el cual se hubiere solicitado la extradición.

Artículo XXI.

Si la pena señalada al delito que se imputa al delincuente fuera la de muerte, el Estado de refugio no concederá la extradición sin obtener antes la seguridad dada por la vía diplomática, de que dicha pena, siempre que su propia legislación no lo consigne para el mismo delito, será conmutada por la inmediata inferior.

Artículo XXII.

Si varias naciones solicitaren la extradición de la misma persona por el mismo acto, la nación en cuyo territorio se hubiere cometido el acto, recibirá atención preferente ; si la extradición fuere solicitada por distintos actos, la nación que reciba la preferencia será aquella en que se hubiere

cometido el delito más grave en opinión de la nación de refugio ; y si los actos fueren de igual gravedad, se concederá la preferencia a la nación que primero hubiere solicitado la extradición. Cuando todas las solicitudes se hubieren presentado en la misma fecha, prevalecerá la de la nación de nacimiento de la persona que habrá de extraditarse. Si la nación de nacimiento no figurare entre las solicitantes, la nación de refugio determinará el orden que habrá de seguirse. En todos los casos a que se hace referencia en este artículo, excepto el primero, la extradición del delincuente podrá ser estipulada de manera que sea entregado subsecuentemente a las otras naciones solicitantes

Artículo XXIII.

La duración del presente Tratado será de cinco años que empezarán a contarse un mes después del canje de las ratificaciones. Vencido este término, el Tratado continuará en vigor por todo el tiempo que corra sin que ninguna de las Altas Partes contratantes haga su denuncia, la cual se verificará mediante aviso dado a la otra parte con un año de anticipación.

Artículo XXIV.

La ratificación de este Tratado se hará en cada uno de los Estados contratantes con arreglo a su respectiva legislación ; y el canje de las ratificaciones se verificará en la ciudad de Managua, dentro del más breve plazo a partir de la última ratificación.

En fe de lo cual se firman dos ejemplares del mismo tenor en Managua, a los veinticinco días del mes de marzo de mil novecientos veintinueve.

(Sello) (f.) M. CORDERO REYES.

(Sello) (f.) Manuel ESGUERRA.

El infrascrito Ministro de Relaciones Exteriores de la República de Nicaragua certifica que el texto que precede es copia auténtica del Tratado de Extradición celebrado entre Nicaragua y Colombia el 25 de Marzo de 1929, en esta ciudad.

Managua, 30 de Mayo de 1932.

A. Somoza.

Ministerio de Gobierno :

Secretaria

Es auténtico,

El Secretario del Ministerio :

J. A. Hoyos.

República de Colombia.

Ministerio de Relaciones Exteriores :

Número 1245.

Bogotá, agosto 16 de 1932.

Legalízase la firma del señor D. J. A. Hoyos, quien ejercía el cargo de Secretario del Ministerio de Gobierno.

El Secretario :

A. Gonzalez Fernandez.

¹ TRADUCTION.

N^o 3042. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ET LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA. SIGNÉ A MANAGUA, LE 25 MARS 1929.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA, désireux de favoriser l'administration de la justice et d'empêcher que leurs pays respectifs servent de refuge à tous ceux qui veulent échapper à la répression et au châtement de leurs crimes ou délits, ont jugé opportun de conclure le présent traité et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. le D^r Manuel ESGUERRA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Colombie dans l'Amérique centrale ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA :

M. le D^r Manuel CORDERO REYES, chef du département des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Etats contractants s'engagent, conformément aux dispositions du présent traité, à se livrer réciproquement les individus qui, ayant été poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'un quelconque des Etats contractants en tant qu'auteurs ou complices d'un

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3042. — TREATY OF EXTRADITION BETWEEN THE REPUBLIC OF COLOMBIA AND THE REPUBLIC OF NICARAGUA. SIGNED AT MANAGUA, MARCH 25, 1929.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA, desirous of promoting the administration of justice and preventing their respective countries from serving as a refuge enabling criminals or offenders to escape punishment have thought fit to conclude the present Treaty and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

Dr. Manuel ESGUERRA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia in Central America ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA :

Dr. Manuel CORDERO REYES, Head of the Department of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The Contracting States undertake to surrender to each other, in accordance with the provisions of the present Treaty, persons who have been prosecuted or convicted by the judicial authorities of either State as principals or accomplices in or accessories to any crime or offence com-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

crime ou délit commis sur le territoire soumis à la juridiction de l'une des Parties, cherchent asile ou se trouvent dans le territoire de l'autre. Pour que l'extradition soit accordée, il faut que les preuves de l'infraction soient telles que les lois du lieu où se trouve le fugitif ou l'inculpé eussent autorisé son arrestation ou sa mise en jugement, si le crime y avait été perpétré, tenté ou déjoué.

Article II.

Lorsque le crime ou délit pour lequel est demandée l'extradition a été perpétré, tenté ou déjoué hors du territoire de l'Etat requérant, il ne pourra être donné suite à la demande d'extradition que si la législation de l'Etat requis prévoit des poursuites judiciaires pour des infractions de ce genre commises hors du territoire soumis à la juridiction dudit Etat.

Article III.

L'extradition ne sera accordée en aucun cas :

a) Si l'acte pour lequel l'extradition est demandée est considéré dans l'Etat requis comme un délit politique ou un acte connexe à un délit politique (à l'exception de tout attentat contre la vie du chef de l'Etat), ou s'il s'agit de délits contre la religion ou de manquements ou infractions d'ordre purement militaire ;

b) Si la personne qui fait l'objet de la demande d'extradition peut prouver que celle-ci a été formulée en vue de la juger ou de la punir pour un délit politique ou pour un acte connexe à un délit politique ;

c) Si, pour le même délit, la personne dont l'extradition est demandée est poursuivie en justice ou à été déjà jugée, ou a fait l'objet d'une mesure de grâce (*indulto*) dans l'Etat requis, antérieurement à la demande ;

d) Lorsque l'acte qualifié de délit n'est pas punissable en vertu de la législation de l'Etat requis.

La question de savoir s'il s'agit ou non de délits politiques ou de faits connexes à un délit politique sera tranchée par l'Etat requis conformément à celle des deux législations qui est la plus favorable au fugitif. Les actes qua-

mitted within the jurisdiction of one of the Contracting Parties if such persons take refuge in or are already in the territory of the other Party. For extradition to be granted the evidence of the offence must be such that the laws of the place in which the refugee or accused is situated would have warranted his arrest or his committal for trial, should the offence have been committed, attempted or prevented at that place.

Article II.

When the crime or offence in respect of which extradition is applied for has been committed, attempted or prevented outside the territory of the applicant State, the application may be granted only if the legislation of the State applied to authorises legal proceedings in respect of such offences when committed outside the territory under its jurisdiction.

Article III.

Extradition shall in no case be granted :

(a) If the act in respect of which extradition is applied for is regarded in the State applied to as a political offence or an act connected with a political offence (with the exception of any attempt against the life of the head of the State), or in respect of offences against religion and misdemeanours or contraventions of a purely military character ;

(b) If the person in respect of whom the application is made proves that it is intended to try him and punish him for a political offence or an act connected with a political offence ;

(c) When, prior to the application, the person for whose extradition application is made has been placed on trial or has already been tried or pardoned for the same offence in the State to which application is made ;

(d) When the act charged as an offence is not punishable under the laws of the State to which application is made.

The question whether or not the offence constitutes a political offence or an act connected with a political offence shall be decided by the State to which application is made in accordance with whichever law is more favourable to the

lifés anarchistes par la législation de l'un et l'autre Etat ne seront pas considérés comme des délits politiques.

Article IV.

Il n'y aura pas non plus lieu à extradition dans les cas suivants :

a) Si, conformément à la législation de l'un ou l'autre Etat, le maximum de la peine applicable au délit imputé à la personne qui fait l'objet de la demande d'extradition, ne dépasse pas un an de privation de liberté ;

b) Si, conformément à la législation de l'Etat requis ou de l'Etat requérant, l'action ou la peine dont l'inculpé ou le condamné faisait l'objet se trouve prescrite. Si l'extradition est refusée pour cause de prescription en vertu de la législation de l'Etat requérant, le fugitif ne pourra être remis en liberté sans que ledit Etat ait été entendu. Pour déterminer l'interruption de la prescription, on se conformera à la législation la plus favorable à l'inculpé.

Article V.

Il n'y aura pas non plus lieu à extradition si l'individu réclamé est un ressortissant de l'Etat requis, soit de naissance, soit par naturalisation, sauf, dans ce dernier cas, si la naturalisation est postérieure à l'acte qui motive la demande d'extradition.

Toutefois, lorsque l'extradition d'un individu est refusée pour cette raison, l'Etat requis est tenu de le juger conformément à ses propres lois et au moyen des preuves que lui fournira l'Etat requérant et de celles que les autorités compétentes de l'Etat requis estimeront opportun de recueillir. La sentence ou décision définitive devra être communiquée au gouvernement qui a requis l'extradition.

Article VI.

L'extradition ne pourra être refusée en raison des obligations civiles du fugitif envers l'Etat requis ou envers des particuliers, même si le fugitif a fait l'objet d'une mesure judiciaire lui interdisant de quitter un district territorial déterminé.

fugitive. Acts defined as anarchical under the laws of both States shall not be deemed to be political offences.

Article IV.

Further, extradition shall also not be granted in the following cases :

(a) If, under the legislation of either State, the maximum penalty applicable to the offence charged against the person whose extradition is applied for does not exceed one year's imprisonment ;

(b) If, under the legislation of the State to which application is made or of the applicant State, the act or the penalty for which the accused or convicted person is liable has been extinguished by prescription. Should extradition be refused by reason of prescription in virtue of laws of the applicant State, the fugitive shall not be released until that State has been heard. Interruption of prescription shall be determined in accordance with whichever legislation is more favourable to the accused.

Article V.

Further extradition shall not be granted if the person claimed is a national of the State to which application is made either by birth or by naturalisation, unless, in the latter case, the naturalisation took place after the act which gave rise to the application.

When, however, extradition is refused on this account, the State to which application is made shall be bound to try him in accordance with its own laws and upon evidence submitted by the applicant State, together with any evidence which the competent authorities of the State to which application is made think fit to adduce. The final sentence or decision in the matter shall be communicated to the Government applying for extradition.

Article VI.

Extradition shall not be barred by reason of the civil obligations of the fugitive towards the State to which application is made or towards private individuals, even if he has been ordered by the court to remain in a certain district.

Article VII.

La demande d'extradition devra être obligatoirement transmise par la voie diplomatique ; toutefois, à défaut d'agents diplomatiques, elle sera faite par les consuls ou adressée directement de gouvernement à gouvernement.

Article VIII.

Si la personne réclamée est poursuivie ou condamnée par l'Etat requis, la remise, le cas échéant, ne s'effectuera pas tant que cette personne n'aura pas fait l'objet d'un acquittement ou d'une mesure de grâce, ou n'aura pas purgé sa peine, ou que le jugement n'aura pas été terminé d'une façon quelconque, exemptant l'intéressé de toute peine.

Article IX.

La demande d'extradition devra être accompagnée de la sentence condamnatoire si le fugitif a été jugé et condamné, ou du mandat d'arrêt décerné par le tribunal compétent, contenant l'indication exacte du délit ou du crime qui l'aura motivé et de la date de la perpétration, ainsi que les déclarations ou autres preuves en vertu desquelles ledit acte aura été établi, au cas où le fugitif ferait seulement l'objet de poursuites.

Ces documents seront adressés en originaux ou sous forme de copie dûment légalisée ; il y sera joint une copie du texte de la loi applicable en la matière et, dans la mesure du possible, les renseignements indispensables pour l'identification de la personne réclamée.

Article X.

L'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi pour un délit différent de celui qui aura motivé l'extradition, à moins que l'Etat qui l'a accordée n'y ait préalablement consenti ou qu'il ne s'agisse d'un délit connexe qui ressorte des mêmes preuves que celles qui ont été présentées avec la demande.

Article VII.

Extradition shall be applied for through diplomatic channels, but in the absence of diplomatic agents it shall be applied for by consuls or direct from one Government to the other.

Article VIII.

Should the person whose extradition is applied for have been proceeded against or sentenced by the State to which application is made, such person shall, if necessary, not be surrendered until after having been acquitted or pardoned or having served his sentence or until the proceedings against him have been terminated in some way which leaves him free of any penalty.

Article IX.

The application for extradition must be accompanied by the sentence convicting the fugitive should he have been tried and convicted, or by the warrant for arrest issued by the competent court, containing an exact description of the offence or crime in respect of which the warrant was issued, and the date on which such offence or crime was committed and also the statements or other evidence in virtue of which the warrant was issued, should the fugitive be merely the subject of a prosecution.

The originals of these documents or duly certified copies thereof shall be produced, together with a copy of the text of the law applicable to the case, and whenever possible, the necessary information for the identification of the person applied for.

Article X.

A person whose extradition has been granted may not be placed on trial for an offence other than that which gave rise to the extradition, unless the State which granted the extradition has previously consented thereto, or unless the offence is connected with the offence for which extradition was granted and is revealed by the evidence submitted with the application.

Article XI.

Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas au cas où l'individu livré consent librement et expressément à être jugé pour tout autre délit ni au cas où, après avoir été mis en liberté, il demeure plus d'un mois sur le territoire de l'Etat requérant, ni enfin lorsqu'il s'agit de délits commis postérieurement à l'extradition.

Article XII.

L'Etat requérant ne livrera pas sans le consentement de l'Etat requis à une tierce Puissance qui le réclamerait, le fugitif dont il aura obtenu l'extradition, sauf dans les cas prévus à l'article précédent.

Article XIII.

Dans les cas urgents, on pourra, même sur simple demande télégraphique, mettre provisoirement le fugitif en état d'arrestation ; toutefois, ce dernier sera mis en liberté si la demande d'extradition n'a pas été formulée dans un délai de soixante jours.

Toute responsabilité résultant de la détention provisoire retombera sur l'Etat qui l'aura demandée.

Article XIV.

Si les pièces qui accompagnent la demande sont jugées insuffisantes par le gouvernement auquel elle aura été adressée, celui-ci les retournera en vue d'obtenir les renseignements complémentaires ou les rectifications nécessaires ; l'individu réclamé, s'il a fait l'objet d'une arrestation provisoire, continuera à être détenu jusqu'à expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours au plus.

Article XV.

Toute demande d'extradition fera l'objet d'un examen et d'une décision conformes à la législation de l'Etat requis, dans la mesure où celle-ci n'est pas incompatible avec les dispositions fondamentales du présent traité.

Article XI.

The provisions of the preceding Article shall not apply if the person surrendered freely and expressly consents to be tried for any other offence, or if, after being released, he remains for more than one month in the territory of the applicant State ; nor shall they apply in the case of offences committed after extradition.

Article XII.

Except in the cases mentioned in the preceding Article, the applicant State shall not, without the consent of the State to which application is made, surrender a fugitive whose extradition it has obtained to a third applicant State.

Article XIII.

In urgent cases a fugitive may be provisionally detained even if a request is made only by telegraph, but he shall be released if the application for extradition has not been formally made within sixty days.

All liability arising from provisional detention shall be borne by the State requesting such detention.

Article XIV.

If the documents accompanying the application are deemed insufficient by the Government to which application is made, it shall return them in order to enable omissions to be supplied and rectifications to be made, and the person claimed, if under provisional arrest, shall remain under detention until the expiration of a period not exceeding ninety days.

Article XV.

Every application for extradition shall be examined and a decision taken upon it in accordance with the legislation of the State to which application is made, in so far as such legislation is not incompatible with the fundamental provisions of the present Treaty.

Article XVI.

Tous les objets et articles que l'individu réclamé avait en sa possession ou qui étaient déposés ou cachés dans l'Etat de refuge et qui ont quelque rapport avec la perpétration du délit ou qui ont été obtenus au moyen de ce délit, ainsi que ceux qui peuvent servir de pièces à conviction, seront livrés en même temps que l'individu réclamé ou ultérieurement. Ces objets et articles seront livrés même si, en raison de la mort ou de l'évasion du fugitif, l'extradition déjà accordée n'a pas lieu. Si l'extradition n'a pas encore été accordée, la procédure sera poursuivie à cet effet.

Les droits des tiers sur les objets et articles en question seront respectés dans tous les cas.

Article XVII.

Le fugitif sera reconduit par les agents de l'Etat de refuge jusqu'à la frontière ou jusqu'au port le plus propre à son embarquement, où il sera remis aux agents de l'Etat requérant.

Article XVIII.

Si l'Etat requérant ne prend pas livraison de la personne réclamée dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle cette personne aura été placée à sa disposition, celle-ci sera mise en liberté.

Article XIX.

Les frais d'extradition seront supportés par chaque Etat dans les limites de son territoire.

Article XX.

L'Etat qui aura obtenu l'extradition d'une personne n'ayant pas fait l'objet d'un jugement, sera tenu de communiquer à l'Etat ayant accordé l'extradition le jugement exécutoire qui aura été prononcé à l'issue des poursuites pour lesquelles l'extradition a été demandée.

Article XVI.

There shall be surrendered either together with the person claimed or subsequently all objects and articles found in his possession or deposited or concealed in the State of refuge which are connected with the commission of the punishable act or have been obtained by means of that act, and also all articles that may serve as evidence of the offence. Such objects and articles shall be surrendered even if, through the death or escape of the fugitive, the extradition which has been granted does not take place. Even if extradition has not been granted, proceedings shall be continued for the above purpose.

The rights of third parties over the above-mentioned objects and articles shall be respected in all cases.

Article XVII.

The fugitive shall be taken by agents of the State of refuge as far as the frontier, or as far as the port most suitable for his embarkation, and shall there be surrendered to the agents of the applicant State.

Article XVIII.

Should the State which made application not take delivery of the person applied for within three months from the date on which that person has been placed at its disposal, the person in question shall be released.

Article XIX.

Each State shall defray the costs of extradition incurred within its own territory.

Article XX.

A State which has obtained the extradition of a person who has not been convicted shall be obliged to communicate to the State granting extradition the final sentence given in the case in respect of which extradition was applied for.

Article XXI.

Si la peine applicable au délit imputé au délinquant est la peine de mort, l'Etat de refuge n'accordera l'extradition qu'après avoir obtenu au préalable l'assurance, donnée par la voie diplomatique, que cette peine, si sa propre législation ne la prévoit pas pour le même délit, sera remplacée par la peine immédiatement inférieure.

Article XXII.

Si plusieurs Etats sollicitent l'extradition de la même personne pour le même acte, le pays dans le territoire duquel l'acte aura été commis aura la préférence ; si l'extradition est demandée pour des actes distincts, la préférence sera accordée au pays où, de l'avis de l'Etat de refuge, aura été commis l'acte le plus grave ; si les actes sont d'une égale gravité, la préférence sera accordée au pays qui aura le premier sollicité l'extradition. Si toutes les demandes sont formulées à la même date, la préférence sera accordée au pays de naissance de l'individu à extraditer. Si le pays de naissance ne figure pas parmi les Etats requérants, l'Etat de refuge déterminera l'ordre qu'il conviendra de suivre. Dans tous les cas, auxquels se réfère le présent article, sauf le premier, l'extradition du délinquant pourra être stipulée de telle façon qu'il soit livré successivement aux autres Etats requérants.

Article XXIII.

Le présent traité est conclu pour une durée de cinq ans, qui commencera à courir un mois après l'échange des ratifications. A l'expiration de ce délai, le traité restera en vigueur tant qu'aucune des Hautes Parties contractantes ne l'aura pas dénoncé ; la dénonciation pourra se faire moyennant un préavis d'un an signifié à l'autre Partie.

Article XXIV.

Le présent traité sera ratifié dans chacun des Etats contractants conformément à sa propre

Article XXI.

When the crime with which the accused is charged is punishable by death, the State of refuge may, as a condition for granting extradition, require an assurance through the diplomatic channel that such punishment shall be commuted to the next less severe penalty, if capital punishment is not recognised by the laws of that State.

Article XXII.

Should more than one State apply for the extradition of the same person for the same offence, the country in whose territory the offence has been committed shall have preference. Should extradition be applied for in respect of different offences, preference shall be given to the country in which the State of refuge considers the most serious offence to have been committed. Should the offences be equally serious, preference shall be given to the country which was the first to apply for extradition. Should all the applications be made on the same date, preference shall be given to the country in which the person to be extradited was born. Should the country in which he was born not be among the applicant States, the State of refuge shall determine what order of preference shall be followed. In all cases covered by the present Article save the first, the extradition of the offender may be arranged in such a way that he can be surrendered successively to the other applicant States.

Article XXIII.

The present Treaty is concluded for a period of five years, which shall begin one month after the exchange of ratifications. On the expiry of the said period, the Treaty shall remain in force until denounced by one of the High Contracting Parties ; it may be denounced subject to one year's notice being given to the other Party.

Article XXIV.

The present Treaty shall be ratified in each of the contracting States in accordance with

législation ; l'échange des ratifications aura lieu dans la ville de Managua, dans le plus bref délai possible à compter de la dernière ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé deux exemplaires identiques du présent traité.

Fait à Managua, le vingt-cinq mars mil neuf cent vingt-neuf.

(Sceau) (Signé) M. CORDERO REYES.

(Sceau) (Signé) Manuel ESGUERRA.

its own legislation. The exchange of ratifications shall take place in the City of Managua as soon as possible after the last ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed two identical copies of the present Treaty.

Done at Managua, the twenty-fifth day of March, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Seal) (Signed) M. CORDERO REYES.

(Seal) (Signed) Manuel ESGUERRA.

N° 3043.

BELGIQUE ET FINLANDE

Convention additionnelle au Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale entre les deux pays du 23 janvier 1928, relative à l'application des dispositions de ce Traité au Congo belge et au Ruanda-Urundi. Signée à Helsinki, le 3 juin 1932.

BELGIUM AND FINLAND

Additional Convention to the Treaty of Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters between the two Countries dated January 23, 1928, relating to the Application of the Provisions of that Treaty to the Belgian Congo and to Ruanda-Urundi. Signed at Helsinki, June 3, 1932.

N° 3043. — CONVENTION¹ ADDITIONNELLE AU TRAITÉ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA BELGIQUE ET LA FINLANDE, DU 23 JANVIER 1928, RELATIVE A L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE CE TRAITÉ AU CONGO BELGE ET AU RUANDA-URUNDI. SIGNÉE A HELSINKI, LE 3 JUIN 1932.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 septembre 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, le Traité d'extradition² conclu entre la Belgique et la République de Finlande, le 23 janvier 1928, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Maxime GÉRARD, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Helsinki ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. le Baron A.-S. YRJÖ-KOSKINEN, ministre des Affaires étrangères de Finlande ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité d'extradition entre la Belgique et la Finlande, du 23 janvier 1928, s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo ou au Ruanda-Urundi sera faite par la voie diplomatique.

Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 23 janvier 1928, à l'exception toutefois des cas urgents prévus à l'article 8 du traité ; dans ces derniers cas,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 28 juin 1932.

² Vol. LXXIV, page 353, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3043. — ADDITIONAL CONVENTION² TO THE TREATY OF EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN BELGIUM AND FINLAND DATED JANUARY 23, 1928, RELATING TO THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THAT TREATY TO THE BELGIAN CONGO AND TO RUANDA-URUNDI. SIGNED AT HELSINKI, JUNE 3, 1932.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 26, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS AND THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, having thought it necessary to apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi, for which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations, the Extradition Treaty³ concluded between Belgium and the Republic of Finland on January 23, 1928, have appointed for the purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Maxime GÉRARD, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Helsinki ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Baron A.-S. YRJÖ-KOSKINEN, Minister for Foreign Affairs of Finland ;

Who, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Extradition Treaty between Belgium and Finland of January 23, 1928, shall apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi.

Article 2.

The request for the extradition of a person who has taken refuge in the Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through the diplomatic channel.

This channel shall be employed in every case where it is so required by the Extradition Treaty of January 23, 1928, save in the urgent cases referred to in Article 8 of the Treaty ; in these latter

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, June 28, 1932.

³ Vol. LXXIV, page 353, of this Series.

l'arrestation provisoire du fugitif devra également être effectuée à la demande adressée directement par le gouverneur général du Congo belge au ministre des Affaires étrangères de la République de Finlande et vice versa.

Article 3.

Pour l'application du Traité du 23 janvier 1928 et de la présente convention :

1^o Il faut entendre par nationaux belges et citoyens belges, les citoyens de Belgique et les ressortissants du Congo belge ; y sont assimilés les ressortissants du Ruanda-Urundi.

2^o Seront considérés comme crimes, les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi punissables de plus de cinq ans de servitude pénale, et comme délits, celles punissables de plus de deux mois de servitude pénale.

Article 4.

Le délai de trois semaines prévu à l'article 8 du Traité d'extradition belgo-finlandais du 23 janvier 1928 est porté à trois mois.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles, le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que le Traité d'extradition du 23 janvier 1928 entre la Belgique et la République de Finlande.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Helsinki, le 3 juin 1932.

(Signé) A.-S. YRJÖ-KOSKINEN.

(Signé) GÉRARD.

cases the provisional arrest of the fugitive shall also be carried out on the direct request of the Governor-General of the Belgian Congo to the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Finland, and *vice versa*.

Article 3.

For the application of the Treaty of January 23, 1928, and of the present Convention :

(1) Belgian nationals and Belgian citizens shall be held to mean citizens of Belgium and *ressortissants* of the Belgian Congo ; *ressortissants* of Ruanda-Urundi are assimilated thereto.

(2) Offences against the criminal law of the Belgian Congo and of Ruanda-Urundi punishable with more than five years' penal servitude shall be deemed to be crimes, and offences punishable with more than two months' penal servitude shall be deemed to be misdemeanours.

Article 4.

The period of three weeks provided in Article 8 of the Extradition Treaty between Belgium and Ireland of January 23, 1928, is extended to three months.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the law of the High Contracting Parties, and shall be of the same duration as the Extradition Treaty of January 23, 1928, between Belgium and the Republic of Finland.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsinki, June 3, 1932.

(Signed) A.-S. YRJÖ-KOSKINEN.

(Signed) GÉRARD.

N° 3044.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE,
BRÉSIL, CHILI, etc.

Convention de Buenos-Aires pour la
protection de la propriété littéraire
et artistique, révisée par la VI^e
Conférence internationale améri-
caine. Signée à La Havane, le
18 février 1928.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA, BRAZIL, CHILE, etc.

Convention of Buenos Aires on the
Protection of Literary and Artistic
Copyright, as revised by the VIth
International Conference of Ame-
rican States. Signed at Habana,
February 18, 1928.

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRASIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (renunció posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Quienes, después de haberse comunicado sus respectivos poderes y encontrándolos en buena y debida forma, han acordado modificar la Convención sobre Protección a la Propiedad Literaria y Artística, firmada en Buenos Aires el 11 de agosto de 1910.

Artículo 1º.

(Subsistente).

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRAZIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (Later resigned), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DOMINICAN REPUBLIC :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Who, after communicating to one another their respective powers and finding them in good and due order, have agreed to revise the Convention on the Protection of Literary and Artistic Copyright, signed in Buenos Aires on August 11, 1910.

Article I.

(To stand.)

Artículo 2º.

En la expresión « obras literarias y artísticas », se comprenden los libros, escritos, folletos de todas clases, cualquiera que sea la materia de que traten y cualquiera que sea el número de sus páginas ; las obras dramáticas o dramático-musicales ; las coreográficas ; las composiciones musicales, con o sin palabras ; los dibujos, las pinturas, las esculturas, los grabados, las litografías ; las obras fotográficas, cinematográficas, las reproducciones por medio de instrumentos mecánicos destinados a la audición de los sonidos, las esferas astronómicas o geográficas ; los planos, croquis o trabajos plásticos relativos a geografía, geología o topografía, arquitectura o cualquier ciencia, así como las artes aplicadas a cualquier actividad humana ; y, en fin, queda comprendida toda producción que pueda publicarse por cualquier medio de impresión o reproducción.

Artículo 3º.

El reconocimiento del derecho de propiedad obtenido en un Estado, de conformidad con sus leyes, surtirá de pleno derecho sus efectos en todos los demás, siempre que aparezca en la obra cualquier manifestación que indique la reserva de la propiedad y el nombre de la persona en cuyo favor esa reserva se halla registrada. Asimismo deberá indicarse el país de origen, aquel donde se hubiere efectuado la primera publicación o aquellos donde se hubieran hecho publicaciones simultáneas, así como el año de la primera publicación.

Artículo 4º.

(Subsistente).

Artículo 4º bis.

Los autores de obras literarias o artísticas tienen el derecho exclusivo de autorizar la reproducción, la adaptación y la presentación pública de sus obras por la cinematografía.

Sin perjuicio de los derechos del autor de la obra original, la reproducción por la cinematografía de una obra literaria o artística, será protegida como obra original.

Artículo 5º.

Los autores de obras literarias y musicales tienen derecho exclusivo de autorizar : 1º La adaptación de dichas obras a instrumentos que sirvan para reproducirlas mecánicamente ; 2º La ejecución pública de las mismas obras, por medio de dichos instrumentos.

Artículo 5º bis.

(Subsistente, por ser el antiguo artículo 5º).

Artículo 6º.

La duración de la protección acordada por la presente Convención comprende la vida del autor y cincuenta años después de su muerte.

Sin embargo, en el caso de que este período de duración no fuere adoptado por todos los Estados signatarios, de un modo uniforme, aquél será reglamentado por la ley del país en donde la protección es pedida y no podrá exceder la duración fijada por el país de origen de la obra. Por consiguiente, los países signatarios no estarán obligados a aplicar la disposición del párrafo precedente, sino en la medida que se lo permitan sus leyes internas.

Article 2.

In the expression " literary and artistic works " are included books, writings, pamphlets of all kinds, whatever may be the subject they deal with and whatever the number of their pages ; dramatic or dramatico-musical works ; choreographic and musical compositions, with or without words ; drawings, paintings, sculpture, engravings, lithographic, photographic and cinematographic works, or reproductions by means of mechanical instruments designed for the reproduction of sounds ; astronomical or geographical globes ; plans, sketches or plastic works relating to geography geology, or topography, architecture or any other science as well as the arts applied to any human activity whatever ; and, finally, all productions that can be published by any means of impression or reproduction.

Article 3.

The acknowledgment of a copyright obtained in one State, in conformity with its laws, shall produce its effects of full right in all the other States, without the necessity of complying with any other formality, provided always there shall appear in the work a statement that indicates the reservation of the property right, and the name of the person in whose favour the reservation is registered. Likewise the country of origin, the country in which the first publication was made, or those in which simultaneous publications were made, as well as the year of the first publication, must be indicated.

Article 4.

(To stand).

Article 4 bis.

The authors of literary or artistic works have the exclusive right to authorize the reproduction, adaptation and public presentation of their works by means of cinematography.

Without prejudice to the rights of the author of the original work, reproduction by means of cinematography of a literary or artistic work shall be protected as an original work.

Article 5.

The authors of literary and musical works have the exclusive right to authorize : 1. The adaptation of said works to instruments that serve to reproduce them mechanically ; 2. The public rendering of the same works by means of said instruments.

Article 5 bis.

(To stand as in the old Article 5).

Article 6.

The duration of the protection granted by this convention embraces the life of the author and fifty years after his death.

However, in case this duration period shall not be adopted by all the signatory States in a uniform manner, the period shall be regulated by the law of the country where the protection is requested and may not exceed the period of duration fixed by the country of origin of the work. Therefore, the signatory countries shall not be obliged to apply the provision of the preceding paragraph except in so far as their internal laws permit.

Para las obras compuestas de varios volúmenes que no se publiquen juntamente, del mismo modo que para los boletines o entregas o publicaciones periódicas, el plazo de propiedad comenzará a contarse respecto de cada volumen, boletín o entrega o publicación periódica, desde la respectiva fecha de su publicación.

(Subsistente). *Artículo 7º.*

(Subsistente). *Artículo 8º.*

(Subsistente). *Artículo 9º.*

(Subsistente). *Artículo 10º.*

(Subsistente). *Artículo 11º.*

(Subsistente). *Artículo 12º.*

(Subsistente). *Artículo 13º.*

Artículo 13 bis.

Los autores de obras literarias o artísticas al cederlas en pleno ejercicio de su derecho de propiedad, no ceden sino el derecho de goce y el de la reproducción. Conservarán sobre ellas un derecho moral de contralor inalienable, que les permitirá oponerse a toda reproducción o exhibición pública de sus obras, alteradas, mutiladas o modificadas.

(Subsistente). *Artículo 14º.*

(Subsistente). *Artículo 15º.*

Artículo 16º.

La presente Convención reemplazará entre los Estados Contratantes la Convención de Buenos Aires, de 11 de agosto de 1910. Esta quedará en vigor en las relaciones de los Estados que no ratificaren la presente Convención.

Los Estados signatarios de la presente Convención podrán, al cambiarse las ratificaciones, declarar qué entienden sobre tal o cual punto, permanecer ligados por las disposiciones de las Convenciones anteriores que se hubieran suscrito.

For works comprising several volumes that are not published simultaneously, as well as for bulletins, or parts, or periodical publications, the term of the copyright will commence to run, with respect to each volume, bulletin, part, or periodical publication from the respective date of its publication.

(To stand). *Article 7.*

(To stand). *Article 8.*

(To stand). *Article 9.*

(To stand). *Article 10.*

(To stand). *Article 11.*

(To stand). *Article 12.*

(To stand). *Article 13.*

Article 13 bis.

The authors of literary or artistic works on disposing of them pursuant to their copyrights do not cede the right of enjoyment and of reproduction. They shall hold upon said works a moral right of inalienable control which will permit them to oppose any public reproduction or exhibition of their altered, mutilated or revised works.

(To stand). *Article 14.*

(To stand). *Article 15.*

Article 16.

The present Convention shall replace between the contracting States the Buenos Aires Convention of August 11, 1910. The latter shall remain in effect as to the relations of the States that do not ratify the present Convention.

The signatory States of the present Convention shall be at liberty, upon exchanging ratifications, to declare that upon this or that point they understand that they shall be bound by the provisions of any previous Convention which they may have signed.

Artículo 17º.

La presente Convención comenzará a regir entre los Estados signatarios que la ratifiquen, tres meses después de que comuniquen su ratificación al Gobierno de Cuba y permanecerá en vigor entre todos ellos hasta un año después de la fecha de la denuncia. Esta denuncia será dirigida al Gobierno cubano y no tendrá efecto sino respecto del país que la haya hecho.

18 de febrero de 1928.

Perú :

Jesús Melquiades SALAZAR, Victor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN,
Luis Ernesto DENEGRI.

Uruguay :

Jacobo VALERA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo
CALLORDA.

Panamá :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Victor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

México :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

El Salvador :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

Bolivia :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Venezuela :

La Delegación de Venezuela reserva la firma de esta Convención hasta el momento que su Gobierno resuelva de un modo concreto acerca de ella, porque tanto la Convención de Buenos Aires, que Venezuela no solo, no ha ratificado sino que su Congreso expresamente negó, como esta, contienen disposiciones contrarias a nuestra tradición jurídica y a nuestras leyes positivas sobre la materia.

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús María YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Honduras :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Article 17.

The present Convention shall take effect, between the signatory States which ratify the same, three months after they communicate their ratification to the Government of Cuba, and shall remain in effect between all of them until one year after the date of denouncement. This denouncement shall be sent to the Government of Cuba and shall have no effect, except with regard to the country that has made such denouncement.

February 18, 1928.

Peru :

Jesús Melquiades SALAZAR, Victor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN,
Luis Ernesto DENEGRI.

Uruguay :

Jacobo VALERA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo
CALLORDA.

Panama :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Victor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Mexico :

Julio GARCIA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, MÁXIMO H. ZEPEDA.

Bolivia :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Venezuela :

The Delegation of Venezuela reserves the signing of this convention until such time as its Government shall reach a definite decision with regard to it, since the Convention of Buenos Aires, which Venezuela not only did not ratify but which its Congress expressly rejected as well as the present Convention, contains provisions which are contrary to our juridical tradition and to our positive laws on the matter.

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús María YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Honduras :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Chile :

La Delegación de Chile acepta en general la modificación de la Convención de Buenos Aires que se acaba de aprobar, pero debe hacer reserva respecto de los puntos en que esta Convención modificada se halla en oposición con la legislación vigente en Chile.

Esta reserva no disminuye nuestro anhelo de alcanzar la adopción de principios jurídicos que amparen por igual en todos los países de América la propiedad intelectual.

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brasil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Argentina :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Haiti :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

República Dominicana :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

Estados Unidos de América :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTÍZ, Nestor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ

Costa Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Chile :

The Delegation of Chile accepts in general the modification of the Convention of Buenos Aires which has just been approved, but must formulate a reservation in regard to the points in which this modified Convention is opposed to the legislation in force in Chile.

This reservation does not diminish our earnest desire of attaining the adoption of juridical principles which give equal protection to intellectual property in all countries of America.

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brazil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Argentine :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Haiti :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

Dominican Republic :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DIAZ, Elias BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

United States of America :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTÍZ, Nestor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

N^o 3044. — CONVENTION DE BUENOS-AIRES POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, REVISÉE PAR LA SIXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRICAINNE. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 18 FÉVRIER 1928¹.

Les Etats, membres de l'Union panaméricaine, représentés à la VI^e Conférence internationale américaine à la Havane, ont envoyé dûment autorisés pour approuver les recommandations, les résolutions, les conventions et les traités qu'ils jugeraient utiles aux intérêts de l'Amérique, les délégués suivants :

PÉROU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Victor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXIQUE :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATÉMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIE :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIE :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

¹ Texte reproduit d'après l'Acte final de la Sixième Conférence internationale américaine.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3044. — CONVENÇÃO DE BUENOS AIRES SOBRE A PROTECÇÃO À PROPRIEDADE LITTERARIA E ARTISTICA, REVISTA PELA SEXTA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. ASSGINADA EM HAVANA, EM 18 DE FEVEREIRO DE 1928¹.

Os paizes membros da União Panamericana, representados na VI Conferencia Internacional Americana, da Havana, enviaram a ella devidamente autorizados para approvar as Recommendações Resoluções, Convenções e Tratados que julgarem uteis aos interesses de America, os seguintes Srs. delegados :

DO PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

DO URUGUAY :

Jacobo VALERA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

DO PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

DO EQUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

DO MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

DO SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

DE GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDÍA.

DE NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

DE BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

DE VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

DE COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

¹ The text is reprinted from the Final Act of the Sixth International Conference of American States.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA-RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILI :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRÉSIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINE :

Honorio PUEYRRÉDON (démissionnaire par la suite), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAÏTI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont décidé de modifier la Convention sur la protection de la propriété littéraire et artistique signée à Buenos-Aires, le 11 août 1910.

Article premier.

(Sans changement.)

Article 2.

Par les expressions « œuvres littéraires et artistiques » on comprend les livres, écrits, brochures de toute classe, quel que soit le sujet dont ils traitent et quel que soit le nombre de leurs pages ; les œuvres dramatiques ou dramatiques-musicales ; chorégraphiques, les compositions musicales, avec ou sans paroles, les dessins, les peintures, les sculptures, les gravures, les lithographies, les œuvres photographiques cinématographiques, les reproductions au moyen d'instruments mécaniques, destinés à l'audition des sons, les sphères astronomiques ou géographiques, les plans, croquis ou travaux plastiques relatifs à la géographie, à la géologie ou à la topographie, à l'architecture ou

DE HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

DE COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

DO CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

DO BRASIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

DE ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (renunciou posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

DO PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

DO HAITÍ :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DA REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ

DOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

DE CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Os quaes depois de terem-se communicado os seus respectivos poderes e encontrando-os em boa forma, accordaram modificar a Convenção sobre a Protecção á Propriedade Litteraria e Artistica, assignada em Buenos-Aires em 11 de Agosto de 1910.

Artigo 1º.

(Subsistente.)

Artigo 2º.

Na expressão « obras litterarias e artisticas » comprehendem-se os livros, escriptos, folhetos de toda a classe, qualquer que seja a materia de que tratem e qualquer que seja o numero das suas paginas ; as obras dramaticas e dramatico-musicaes ; as coreographicas ; as composições musicaes, com ou sem palavras ; os desenhos, as pinturas, as esculturas, gravados, lithographias ; as obras photographicas, cinematographicas, reproducções por meio de instrumentos mechanicos destinados á audição de sons, as esferas astronomicas e geographicas ; os planos, croquis ou trabalhos plasticos relativos á geographia, geologia ou topographia, architettura ou qualquer sciencia assim

quelque autre science, de même que les arts appliqués à quelque activité humaine, et enfin y est comprise toute production qui peut être publiée par un moyen quelconque d'impression ou de reproduction.

Article 3.

La reconnaissance du droit de propriété obtenu dans un Etat, en conformité avec ses lois, produira de plein droit ses effets dans tous les autres, toutes les fois qu'apparaîtra dans l'œuvre une indication quelconque sur la réserve de la propriété et le nom de la personne en faveur de laquelle cette réserve se trouve enregistrée. En même temps on devra indiquer le pays d'origine où aura été effectuée la première publication, ou ceux où auraient été faites des publications simultanées, de même que l'année de la première publication.

Article 4.

(Sans changement.)

Article 4 bis.

Les auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser la reproduction l'adaptation et la présentation publique de leurs œuvres par le cinématographe.

Sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, la reproduction par le cinématographe d'une œuvre littéraire ou artistique sera protégée comme une œuvre originale.

Article 5.

Les auteurs d'œuvres littéraires et musicales ont le droit exclusif d'autoriser : 1^o L'adaptation desdites œuvres aux instruments qui servent à les reproduire mécaniquement ; 2^o L'exécution publique des mêmes œuvres au moyen des susdits instruments.

Article 5 bis.

(Sans changement, étant l'ancien article 5.)

Article 6.

La durée de la protection accordée par la présente convention comprend la vie de l'auteur et cinquante années après sa mort.

Cependant, dans le cas où cette période de durée ne serait pas adoptée par tous les Etats signataires, d'une façon uniforme, elle serait réglemantée par la loi du pays où la protection est demandée et ne pourra pas excéder la durée fixée par le pays d'origine de l'œuvre. Par conséquent, les pays signataires ne seront pas obligés d'appliquer la disposition du paragraphe précédent, si ce n'est dans la mesure où elle serait autorisée par ses lois intérieures.

Pour les œuvres composées de divers volumes qui ne se publient pas ensemble, de même que pour les bulletins, ou livraisons, ou publications périodiques, le terme de propriété commencera à être compté relativement à chaque volume, bulletin, livraison ou publication périodique, depuis la date respective de leur publication.

Article 7.

(Sans changement.)

como as artes applicadas a qualquer actividade humana ; e, enfim fica comprehendida toda a producção que possa publicar-se por qualquer meio de impressão ou reproducção.

Artigo 3º.

O Reconhecimento do direito de propriedade obtido em um Estado, de conformidade com as suas leis, produzirá os seus effeitos e com plenos direitos em todos os outros Estados sempre que appareça na obra qualquer manifestação que indique a reserva da propriedade e o nome da pessoa a cujo favor essa reserva se encontra registrada. Da mesma forma deverá indicar-se o paiz de origem, aquelle onde se tenha effectuado a primeira publicação, ou aquelles onde se tenham feito publicações simultaneas, assim como o anno da primeira publicação.

Artigo 4º.

(Subsistente.)

Artigo 4º bis.

Os autores das obras litterarias ou artisticas teem o direito exclusivo de autorisar a reproducção, a adaptação e a apresentação publica das suas obras pela cinematographia.

Sem prejuizo dos direitos de autor da obra original, a reproducção pela cinematographia de uma obra litteraria ou artistica, será protegida como obra original.

Artigo 5º.

Os autores de obras litterarias e musicaes teem o direito exclusivo de autorisar : 1º a adaptação de ditas obras a instrumentos que sirvam para reproduzir-as mechanicamente ; 2º A execução publica das mesmas obras por meio dos ditos instrumentos.

Artigo 5º bis.

(Subsistente por ser o antigo artigo 5º.)

Artigo 6º.

A duração da protecção combinada pela presente Convenção comprehende a vida do autor e cinquenta annos depois de sua morte.

Apesar disto, e no caso de que este periodo de duração não fosse adoptado pelos Estados signatarios, de uma maneira uniforme, aquelle será regulamentado pela lei do paiz aonde a protecção seja pedida e não poderá exceder a duração fixada pelo paiz de origem da obra. Por conseguinte, os paizes signatarios não estão obrigados a applicar a disposição do paragrapho precedente senão na medida que se lho permittam as suas leis internas.

Para as obras compostas de varios volumes que não se publiquem juntamente, do mesmo modo que para os boletins, entregas ou publicações periodicas, o prazo de propriedade começará a contar-se referente a cada volume, boletim entrega ou publicação periodica, desde a respectiva data da sua publicação.

Artigo 7º.

(Subsistente.)

(Sans changement.) *Article 8.*

(Sans changement.) *Article 9.*

(Sans changement.) *Article 10.*

(Sans changement.) *Article 11.*

(Sans changement.) *Article 12.*

(Sans changement.) *Article 13.*

Article 13 bis.

Les auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques, en les cédant pendant le plein exercice de leur droit de propriété, ne cèdent que le droit de jouissance et celui de la reproduction. Ils conserveront sur elles un droit moral de contrôle inaliénable, qui leur permettra de s'opposer à toute reproduction ou exhibition publique de leurs œuvres altérées, mutilées ou modifiées.

(Sans changement.) *Article 14.*

(Sans changement.) *Article 15.*

Article 16.

La présente convention remplacera parmi les Etats contractants la Convention de Buenos-Aires, du 11 août 1910. Celle-ci restera en vigueur dans les relations des Etats qui ne ratifieraient pas la présente convention.

Les Etats signataires de la présente convention pourront, à l'échange des ratifications, déclarer qu'ils entendent sur tel ou tel point rester liés par les dispositions des conventions antérieures qu'ils auraient signées.

Article 17.

La présente convention commencera à régir entre les Etats signataires qui la ratifieraient, trois mois après que sa ratification aura été communiquée au Gouvernement de Cuba, et restera en vigueur entre tous jusqu'à une année après la date de la dénonciation. Cette dénonciation sera transmise au Gouvernement cubain et n'aura d'effet que pour le pays qui l'aura faite.

Le 18 février 1928.

Pérou :

Jesús Melquiades SALAZAR, Victor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN,
Luis Ernesto DENEGRI.

(Subsistente.) *Artigo 8º.*

(Subsistente.) *Artigo 9º.*

(Subsistente.) *Artigo 10º.*

(Subsistente.) *Artigo 11º.*

(Subsistente.) *Artigo 12º.*

(Subsistente.) *Artigo 13º.*

Artigo 13º bis.

Os autores das obras litterarias ou artisticas ao cedel-as em pleno exercicio do seu direito de propriedade, não cedem mais que o direito de disfructal-as e o de reproducção. Conservarão sobre ellas um direito moral de control inalienavel, que lhes permittirá oppor-se a toda reproducção ou exhibição publica de suas obras, alteradas, mutiladas ou modificadas.

(Subsistente.) *Artigo 14º.*

(Subsistente.) *Artigo 15º.*

Artigo 16º.

A presente Convenção substituirá entre os Estados contractantes a Convenção de Buenos-Ayres de 11 de Agosto de 1910. Esta ficará em vigor nas relações dos Estados que não ratificarem a presente Convenção.

Os Estados signatarios da presente Convenção poderão, ao mudar-se as ratificações, declarar que entendem sobre tal ou quel ponto, permanecer ligados pelas disposições das Convenções anteriores que tenham subscripto.

Artigo 17º.

A presente Convenção començará a reger entre os Estados signatarios que a ratifiquem, tres mezes depois de communicarem a sua ratificação ao Governo de Cuba, e permanecerá em vigor entre todos elles até um anno depois da data de denuncia. Esta denuncia será dirigida ao governo cubano e não terá effeito senão em referencia ao paiz que a tenha feito.

18 de Fevereiro de 1928.

Peru :

Jesús Melquiades SALAZAR, Victor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN,
Luis Ernesto DENEGRI.

Uruguay :

Jacobo VALERA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panamá :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Equateur :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Victor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Mexique :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

Bolivie :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Venezuela :

La délégation du Venezuela réserve la signature de cette convention jusqu'au moment où son Gouvernement la résoudra d'une manière concrète parce que comme la convention de Buenos-Aires que le Venezuela non seulement n'a pas ratifiée, mais que son congrès a expressément refusée, elle contient des dispositions contraires à notre tradition juridique et à nos lois positives sur la matière.

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombie :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús María YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Honduras :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa-Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Chili :

La Délégation du Chili accepte en général la modification de la Convention de Buenos-Aires qu'elle vient d'approuver, mais elle doit faire une réserve concernant les points sur lesquels cette convention modifiée se trouve en opposition avec la législation en vigueur au Chili.

Cette réserve ne diminue point notre aspiration d'arriver à l'adoption de principes juridiques qui protègent également dans tous les pays de l'Amérique la propriété intellectuelle.

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brésil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Uruguay :

Jacobo VALERA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panamá :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Equador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Victor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

México :

Julio GARCIA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Maximo H. ZEPEDA.

Bolivia :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Venezuela :

A Delegação de Venezuela reserva a firma desta Convenção, até ao momento que o seu Governo resolva de um modo concreto acerca della, porque tanto a Convenção de Buenos Ayres, que Venezuela não só não ratificou senão que o seu Congresso expressamente negou, como esta, contem disposições contrarias á nossa tradição juridica e ás nossas positivas leis sobre a materia.

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colômbia :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús Maria YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Honduras :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa-Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Chile :

A Delegação do Chile aceita em geral a modificação da Convenção de Buenos-Ayres que se acaba de aprovar, mas se reserva no que respeita aos pontos em que esta Convenção modificada se encontra em opposição á legislação em vigor em Chile.

Esta reserva não diminue o nosso desejo de alcançar a adopção de principios juridicos que amparem por egual em todos os paizes de America a propriedade intellectual.

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brasil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Argentine :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Haïti :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

République Dominicaine :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

Etats-Unis d'Amérique :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTÍZ, Nestor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ,

Argentina :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Haiti :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

Republica Dominicana :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elias BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

Estados Unidos de America :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTÍZ, Nestor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.



N° 3045.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE,
BRÉSIL, CHILI, etc.

Convention concernant la condition
des étrangers sur les territoires
des parties contractantes, adoptée
par la VI^e Conférence internatio-
nale américaine. Signée à La Ha-
vane, le 20 février 1928.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA, BRAZIL, CHILE, etc.

Convention regarding the Status of
Aliens in the respective Terri-
tories of the Contracting Parties,
adopted by the VIth International
Conference of American States.
Signed at Habana, February 20,
1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 3045. — CONVENCION ¹ PARA DETERMINAR LA CONDICION DE LOS EXTRANJEROS EN EL TERRITORIO DE LAS PARTES CONTRATANTES, ADOPTADA POR LA VI CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. FIRMADA EN LA HABANA, EL 20 DE FEBRERO DE 1928.

Texte officiel espagnol communiqué par les secrétaires d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Guatémala et de la République de Panama. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} octobre 1932.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le " Department of State " du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 20 août 1930.

Los Gobiernos de las Repúblicas representadas en la VI Conferencia Internacional Americana celebrada en la ciudad de La Habana, República de Cuba, el año de 1928.

Han resuelto celebrar una Convención, con el fin de determinar la condición de los extranjeros en sus respectivos territorios, y a ese efecto han nombrado como Plenipotenciarios a los señores siguientes :

PERÚ :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

¹ Ratifications déposées dans les archives de l'Union Panaméricaine, à Washington :

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	21 mai 1930.
GUATÉMALA	*
PANAMA	21 mai 1929.
BRÉSIL	3 septembre 1929.
NICARAGUA	20 mars 1930.
MEXIQUE	*

* Les dates de dépôt de ces ratifications, seront publiées, aussitôt que possible, dans l'Annexe à ce recueil.

No. 3045. — CONVENTION¹ REGARDING THE STATUS OF ALIENS IN THE RESPECTIVE TERRITORIES OF THE CONTRACTING PARTIES, ADOPTED BY THE VIth INTERNATIONAL CONFERENCE OF AMERICAN STATES. SIGNED AT HABANA, FEBRUARY 20, 1928².

Spanish official text communicated by the Secretaries of State for Foreign Affairs of the Republic of Guatemala and of the Republic of Panama. The registration of this Convention took place October 1, 1932.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 20, 1930.

The Governments of the Republics represented at the Sixth International Conference of American States, held in the city of Habana, Republic of Cuba, in the year 1928 ;

Have decided to conclude a Convention for the purpose of determining the status of aliens within their respective territories and to that end have appointed the following Plenipotentiaries :

PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

¹ Ratifications deposited in the archives of the Pan-American Union at Washington :

UNITED STATES OF AMERICA	May 21, 1930.
GUATEMALA	*
PANAMA	May 21, 1929.
BRAZIL	September 3, 1929.
NICARAGUA	March 20, 1930.
MEXICO	*

² Texte reproduit d'après le « Treaty Series » des Etats-Unis d'Amérique. N° 815 : 1930.

² The text is reprinted from the United States Treaty Series, No. 815 : 1930.

* The dates of deposit of these ratifications will be published, as soon as possible, in the Annex to this Series.

EL SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRASIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (renunció posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRAZIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (later resigned), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DOMINICAN REPUBLIC :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Quienes, después de haber depositado sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, han acordado las siguientes disposiciones :

Artículo 1º.

Los Estados tienen el derecho de establecer por medio de leyes las condiciones de entrada y residencia de los extranjeros en sus territorios.

Artículo 2º.

Los extranjeros están sujetos, tanto como los nacionales, a la jurisdicción y leyes locales, observando las limitaciones estipuladas en las Convenciones y Tratados.

Artículo 3º.

Los extranjeros no pueden ser obligados al servicio militar ; pero los domiciliados, a menos que prefieran salir del país, podrán ser compelidos, en las mismas condiciones que los nacionales, al servicio de policía, bomberos o milicia para la protección de la localidad de sus domicilios contra catástrofes naturales o peligros que no provengan de guerra.

Artículo 4º.

Los extranjeros están obligados a las contribuciones ordinarias o extraordinarias, así como a los empréstitos forzosos, siempre que tales medidas alcance a la generalidad de la población.

Artículo 5º.

Los Estados deben reconocer a los extranjeros domiciliados o transeuntes en su territorio todas las garantías individuales que reconocen a favor de sus propios nacionales y el goce de los derechos civiles esenciales, sin perjuicio, en cuanto concierne a los extranjeros, de las prescripciones legales relativas a la extensión y modalidades del ejercicio de dichos derechos y garantías.

Artículo 6º.

Los Estados pueden, por motivo de orden o de seguridad pública, expulsar al extranjero domiciliado, residente o simplemente de paso por su territorio.

Los Estados están obligados a recibir a los nacionales que, expulsados del extranjero, se dirijan a su territorio.

Artículo 7º.

El extranjero no debe inmiscuirse en las actividades políticas privativas de los ciudadanos del país en que se encuentre ; si lo hiciera, quedará sujeto a las sanciones previstas en la legislación local.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Who, after depositing their full powers, which were found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

States have the right to establish by means of laws the conditions under which foreigners may enter and reside in their territory.

Article 2.

Foreigners are subject as are nationals to local jurisdiction and laws, due consideration being given to the limitations expressed in conventions and treaties.

Article 3.

Foreigners may not be obliged to perform military service ; but those foreigners who are domiciled, unless they prefer to leave the country, may be compelled, under the same conditions as nationals, to perform police, fire-protection, or militia duty for the protection of the place of their domicile against natural catastrophes or dangers not resulting from war.

Article 4.

Foreigners are obliged to make ordinary or extraordinary contributions, as well as forced loans always provided that such measures apply to the population generally.

Article 5.

States should extend to foreigners, domiciled or in transit through their territory all individual guaranties extended to their own nationals, and the enjoyment of essential civil rights without detriment, as regards foreigners, to legal provisions governing the scope of and usages for the exercise of said rights and guaranties.

Article 6.

For reasons of public order or safety, States may expel foreigners domiciled, resident, or merely in transit through their territory.

States are required to receive their nationals expelled from foreign soil who seek to enter their territory.

Article 7.

Foreigners must not mix in political activities, which are the exclusive province of citizens of the country in which they happen to be ; in cases of such interference, they shall be liable to the penalties established by local law.

Artículo 8º.

La presente Convención no afecta los compromisos adquiridos anteriormente por las Partes Contratantes en virtud de acuerdos internacionales.

Artículo 9º.

La presente Convención, después de firmada será sometida a las ratificaciones de los Estados signatarios. El gobierno de Cuba, queda encargado de enviar copias certificadas auténticas a los gobiernos para el referido fin de la ratificación. El instrumento de ratificación será depositado en los archivos de la Unión Panamericana en Washington, quien notificará ese depósito a los gobiernos signatarios ; tal notificación valdrá como canje de ratificaciones. Esta Convención quedará abierta a la adhesión de los Estados no signatarios.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios expresados firman la presente Convención en español, inglés, francés y portugués, en la ciudad de La Habana, el día 20 de febrero de 1928.

Perú :

Jesús M. SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Luis Ernesto DENEGRI, E. CASTRO
OYANGUREN.

Uruguay :

VARELA, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panamá :

R. J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, C. E. ALFARO.

México :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

El Salvador :

J. GUSTAVO GUERRERO, Héctor David CASTRO, Ed. ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, B. ALVARADO, Luis BELTRANENA, J. AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Máximo H. ZEPEDA, Joaquín GÓMEZ.

Bolivia :

José ANTEZANA, A. COSTA DU R.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco G. YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, R. GUTIÉRREZ LEE, J. M. YEPES.

Honduras :

F. DÁVILA, Mariano VÁZQUEZ.

Article 8.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the contracting parties through international agreements.

Article 9.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, the Union to notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of non-signatory States.

In witness whereof, the aforementioned Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

Peru :

Jesús M. SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Luis Ernesto DENEGRI, E. CASTRO
OYANGUREN.

Uruguay :

VARELA, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panama :

R. J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, C. E. ALFARO.

Mexico :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

J. GUSTAVO GUERRERO, Héctor David CASTRO, Ed. ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, B. ALVARADO, Luis BELTRANENA, J. AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Máximo H. ZEPEDA, Joaquín GÓMEZ.

Bolivia :

José ANTEZANA, A. COSTA DU R.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco G. YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, R. GUTIÉRREZ LEE, J. M. YEPES.

Honduras :

F. DÁVILA, Mariano VÁZQUEZ.

Costa Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, A. TINOCO JIMÉNEZ.

Chile :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, C. SILVA VILDOSÓLA, Manuel BIANCHI.

Brasil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR.

Argentina :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL, Carlos Alberto ALCORTA.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN, Juan Vicente RAMIRÉZ.

Haiti :

Fernando DENNIS.

República Dominicana :

Fraço. J. PEYNADO, Tulio M. CESTEROS, Jacinto R. DE CASTRO, Elías BRACHE,
R. PÉREZ ALFONSECA.

Estados Unidos de America :

La Delegación de los Estados Unidos de América firma la presente Convención haciendo expresa reserva al artículo 3º de la misma, que se refiere al servicio militar de los extranjeros en caso de guerra.

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, E. HERNÁNDEZ CARTAYA, Arístides DE AGÜERO BETHENCOURT, M. MÁRQUEZ STERLING, Néstor CARBONELL.

Es copia conforme al original :

(*fdo.*) Rafael Martínez Ortiz,
Secretario de Estado.

Miguel Angel Campa, Subsecretario de Estado, Encargado del Despacho, certifico: que el presente texto es fiel copia del original depositado en la Secretaria de Estado.

(*fdo.*) Miguel Angel Campa.

Es fiel copia de la copia certificada depositada en esta Cancillería,

E. de la Guardia,
Subsecretario de Relaciones Exteriores.

Costa Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, A. TINOCO JIMÉNEZ.

Chile :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, C. SILVA VILDOSÓLA, Manuel BIANCHI.

Brazil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR.

Argentine :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL, Carlos Alberto ALCORTA.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN, Juan Vicente RAMIRÉZ.

Haiti :

Fernando DENNIS.

Dominican Republic :

Fraço. J. PEYNADO, Tulio M. CESTERO, Jacinto R. DE CASTRO, Elías BRACHE,
R. PÉREZ ALFONSECA.

United States of America :

The Delegation of the United States of America signs the present Convention making express reservation to Article 3 of the same, which refers to military service of foreigners in case of war.

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar
W. UNDERWOOD, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN
WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, E. HERNÁNDEZ CARTAYA,
Arístides DE AGÜERO BETHENCOURT, M. MÁRQUEZ STERLING, Néstor
CARBONELL.

N^o 3045. — CONVENTION CONCERNANT LA CONDITION DES ÉTRANGERS SUR LES TERRITOIRES DES PARTIES CONTRACTANTES, ADOPTÉE PAR LA VI^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRICAINE. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 20 FÉVRIER 1928¹.

Les Gouvernements des Républiques représentées dans la VI^e Conférence internationale américaine tenue à La Havane, République de Cuba, l'an 1928,

Ont décidé de conclure une convention afin de déterminer la condition des étrangers sur leurs territoires respectifs et à cet effet ont nommé comme plénipotentiaires les personnes suivantes :

PÉROU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXIQUE :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATÉMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIE :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

¹ Texte reproduit d'après l'Acte final de la Sixième Conférence internationale américaine.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3045. — CONVENÇÃO PARA DETERMINAR A CONDIÇÃO DOS ESTRANGEIROS NO TERRITORIO DAS PARTES CONTRACTANTES, ADOPTADA PELA VIª CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. ASSIGNADÁ NA CIDADE DA HAVANA, EM 20 DE FEVEREIRO DE 1928¹.

Os Governos das republicas representadas na Sexta Conferencia Internacional Americana, celebrada na cidade da Havana, Republica de Cuba, no anno de 1928.

Resolveram celebrar uma Convenção, com o fim de determinar a condição dos estrangeiros nos seus respectivos territorios, e com esse fim nomearam como Plenipotenciarios aos seguintes senhores :

Do PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

Do URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

Do PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Do ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Do MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Do SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

DE GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

DE NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

DE BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

DE VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

¹ The text is reprinted from the Final Act of the Sixth International Conference of American States.

COLOMBIE :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILI :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRÉSIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINE :

Honorio PUEYRREDÓN (a renoncé postérieurement), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAÏTI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Lesquels après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article premier.

Les Etats ont le droit d'établir au moyen de lois les conditions de l'entrée et de la résidence des étrangers sur leur territoire.

Article 2.

Les étrangers sont assujettis, aussi bien que les nationaux, à la juridiction et aux lois locales en observant les restrictions stipulées dans les conventions et dans les traités.

DE COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

DE HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

DE COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

DO CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

DO BRASIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

DE ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (renunciou posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

DO PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

DO HAITÍ :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DA REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

DOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

DE CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Os quaes depois de terem depositado os seus plenos poderes, e que estavam em boa forma, accordaram es seguintes disposições :

Artigo 1º.

Os Estados teem o direito de estabelecer por meio de leis as condições de entrada e residencia dos estrangeiros nos seus territorios.

Artigo 2º.

Os estrangeiros estão sujeitos, tanto como os nacionaes, á jurisdicção e leis locaes, observando as limitações estipuladas nas convenções e tratados.

Article 3.

Les étrangers ne peuvent être soumis au service militaire ; mais ceux qui sont domiciliés, à moins qu'ils ne préfèrent quitter le pays, pourront être soumis dans les mêmes conditions que les nationaux au service de pompiers, de police ou de milice pour la protection du lieu de leur domicile contre les catastrophes naturelles ou les périls qui ne proviennent pas de la guerre.

Article 4.

Les étrangers sont soumis aux contributions ordinaires ou extraordinaires, de même qu'aux emprunts obligatoires, toujours lorsque de pareilles mesures atteignent la généralité de la population.

Article 5.

Les Etats doivent accorder aux étrangers domiciliés ou de passage sur leur territoire, toutes les garanties individuelles qu'ils reconnaissent en faveur de leurs propres nationaux et la jouissance des droits civils essentiels, sans préjudice en tant que cela concerne les étrangers, des prescriptions légales relatives à l'extension et aux modalités de l'exercice des susdits droits et garanties.

Article 6.

Les Etats peuvent, pour des motifs d'ordre ou de sécurité publique, expulser l'étranger domicilié, résidant ou simplement de passage sur son territoire.

Les Etats sont obligés à recevoir leurs nationaux qui, expulsés de l'étranger, se dirigent vers leur territoire.

Article 7.

L'étranger ne doit pas prendre part aux activités politiques et privées des citoyens du pays où il se trouve ; s'il le fait, il sera sujet aux sanctions prévues dans la législation locale.

Article 8.

La présente convention n'affecte pas les obligations acquises antérieurement par les Parties contractantes, en vertu d'accords internationaux.

Article 9.

La présente convention, après avoir été signée sera soumise aux ratifications des Etats signataires. Le Gouvernement de Cuba reste chargé d'envoyer les copies légalisées, authentiques, aux gouvernements aux fins référées de la ratification. L'instrument de la ratification sera déposé dans les archives de l'Union panaméricaine à Washington qui notifiera ce dépôt aux gouvernements signataires ; une telle ratification aura force d'échange de ratifications. Cette convention restera ouverte à l'adhésion des Etats non signataires.

Artigo 3º.

Os estrangeiros não podem ser obrigados ao serviço militar ; mas os domiciliados, a não ser que prefiram sahir do paiz, poderão ser obrigados nas mesmas condições que os nacionaes, ao serviço de policia, bombeiros ou milicia para a protecção da localidade dos seus domicilios contra catastrophes naturaes ou perigos que não sejam provenientes de guerra.

Artigo 4º.

Os estrangeiros estão obrigados ás contribuições ordinarias ou extraordinarias, assim como aos empréstimos forçosos sempre que taes medidas sejam geraes para a povoação.

Artigo 5º.

Os Estados devem de reconhecer aos estrangeiros domiciliados ou de passo no seu territorio todas as garantias individuaes que reconhecem a favor dos seus proprios nacionaes e o goso de direitos civis essenciaes, sem prejuizo, emquanto o concernente aos estrangeiros, das prescripções legaes relativas á extensão e possibilidades do exercicio dos ditos direitos e garantias.

Artigo 6º.

Os Estados podem, por motivo de ordem ou de segurança publica, expulsar ao estrangeiro domiciliado, residente ou simplesmente de passo pelo seu territorio.

Os Estados estão obrigados a receber os nacionaes que, expulsados do estrangeiro, se dirijam a seu territorio.

Artigo 7º.

O estrangeiro não deve immiscuir-se nas actividades politicas privativas dos cidadãos do paiz no qual se encontre ; se tal fizer, ficará sujeitos ás sancções previstas na legislação local.

Artigo 8º.

A presente Convenção não affecta os compromissos adquiridos anteriormente pelas Partes Contractantes em virtude de accordos internacionaes.

Artigo 9º.

A presente Convenção, depois de assignada será submettida ás ratificações dos Estados si signatarios. O governo de Cuba fica encarregado de enviar copias certificadas authenticas aos governos para o referido fim da ratificação. O instrumento da ratificação será depositado nos archivos da União Panamericana em Washington, quem notificará esse deposito aos governos signatarios ; tal ratificação valerá como troca de poderes de ratificação.

En foi de quoi les plénipotentiaires mentionnés signent la présente convention en espagnol, en anglais, en français et en portugais, à La Havane, le 20 février 1928.

Pérou :

Jesús M. SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Luis Ernesto DENEGRI, E. CASTRO OYANGUREN.

Uruguay :

VARELA, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panama :

R. J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Equateur :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, C. E. ALFARO.

Mexique :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador

J. Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Ed. ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, B. ALVARADO, Luis BELTRANENA, J. AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Máximo H. ZEPEDA, Joaquin GÓMEZ.

Bolivie :

José ANTEZANA, A. COSTA DU R.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco G. YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombie :

Enrique OLAYA HERRERA, R. GUTIÉRREZ LEE, J. M. YEPES.

Honduras :

F. DÁVILA, Mariano VÁZQUEZ.

Costa Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, A. TINOCO JIMÉNEZ.

Chili :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, C. SILVA VILDOSÓLA, Manuel BIANCHI.

Brésil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR.

Argentine :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL, Carlos Alberto ALCORTA.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN, Juan Vicente RAMIRÉZ.

Em fé do que os Plenipotenciarios expressados assignam a presente Convenção em hespanhol, inglez, portuguez e francez, na cidade da Havana, no dia 20 de feveiro de 1928.

Peru :

Jesús M. SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Luis Ernesto DENEGRI, E. CASTRO OYANGUREN.

Uruguay :

VARELA, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panamá :

R. J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Equador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, C. E. ALFARO.

Mexico :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

J. GUSTAVO GUERRERO, Héctor David CASTRO, Ed. ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, B. ALVARADO, Luis BELTRANENA, J. AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Máximo H. ZEPEDA, Joaquín GÓMEZ.

Bolivia :

José ANTEZANA, A. COSTA DU R.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco G. YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, R. GUTIÉRREZ LEE, J. M. YEPES.

Honduras :

F. DÁVILA, Mariano VÁZQUEZ.

Costa-Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, A. TINOCO JIMÉNEZ.

Chile :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, C. SILVA VILDOSÓLA, Manuel BIANCHI.

Brasil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR.

Argentina :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL, Carlos Alberto ALCORTA.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN, Juan Vicente RAMIRÉZ.

Haïti :

Fernando DENNIS.

République Dominicaine :

Fraço. J. PEYNADO, Tulio M. CESTERO, Jacinto R. DE CASTRO, Elias BRACHE,
R. PÉREZ ALFONSECA.

Etats-Unis d'Amérique :

La Délégation des Etats-Unis d'Amérique signe la présente convention en faisant une réserve expresse, sur l'article troisième, qui se réfère au service militaire des étrangers en cas de guerre.

Charles EVANS HUGUES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar
W. UNDERWOOD, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN
WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, E. HERNÁNDEZ CARTAYA,
Aristides DE AGÜERO BETHENCOURT, M. MÁRQUEZ STERLING, Néstor
CARBONELL.

Haiti :

Fernando DENNIS.

Republica Dominicana :

Fraço. J. PEYNADO, Tulio M. CESTERO, Jacinto R. DE CASTRO, Elias BRACHÉ,
R. PÉREZ ALFONSECA.

Estados-Unidos de America :

A Delagação dos Estados Unidos da America, firma a presente Convenção fazendo uma reserva expressa, ao Artigo Terceiro da mesma, no que se refera ao serviço militar dos estrangeiros em caso de guerra.

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar
W. UNDERWOOD, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN
WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, E. HERNÁNDEZ CARTAYA,
Arístides DE AGÜERO BETHENCOURT, M. MÁRQUEZ STERLING, Néstor
CARBONELL.

N° 3046.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE,
BRÉSIL, CHILI, etc.

Convention fixant les règles à observer pour la concession du droit d'asile, adoptée par la VI^e Conférence internationale américaine. Signée à La Havane, le 20 février 1928.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA, BRAZIL, CHILE, etc.

Convention fixing the Rules to be observed for the Granting of Asylum, adopted by the VIth International Conference of American States. Signed at Habana, February 20, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3046. — CONVENCION¹ FIJANDO LAS REGLAS QUE DEBEN OBSERVARSE PARA LA CONCESIÓN DEL ASILO, ADOPTADA POR LA VI CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. FIRMADA EN LA HABANA EL 20 DE FEBRERO DE 1928.

Texte officiel espagnol communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Guatémala. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} octobre 1932.

Deseosos los Gobiernos de los Estados de América de fijar las reglas que deben observar para la concesión del Asilo en sus relaciones mutuas, han acordado establecerlas en una Convención, y al efecto han nombrado como Plenipotenciarios :

PERÚ :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

EL SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

¹ Ratifications déposées dans les archives de l'Union Panaméricaine à Washington :

BRÉSIL	} *
CUBA	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	
GUATÉMALA	
MEXIQUE	
NICARAGUA	
PANAMA	

* Les dates de dépôt de ces ratifications seront publiées, aussitôt que possible, dans l'Annexe à ce recueil.

No. 3046. — CONVENTION¹ FIXING THE RULES TO BE OBSERVED FOR THE GRANTING OF ASYLUM, ADOPTED BY THE VIth INTERNATIONAL CONFERENCE OF AMERICAN STATES. SIGNED AT HABANA, FEBRUARY 20, 1928².

Spanish official text communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Guatemala. The registration of this Convention took place October 1st, 1932.

The Governments of the States of America, being desirous of fixing the rules they must observe for the granting of asylum in their mutual relations have agreed to establish them in a Convention and to that end have appointed as Plenipotentiaries :

PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

¹ Deposit of ratifications in the archives of the Pan-American Union at Washington :

BRAZIL	} *
CUBA	
DOMINICAN REPUBLIC	
GUATEMALA	
MEXICO	
NICARAGUA	
PANAMA	

² Texte reproduit d'après l'Acte final de la Sixième Conférence internationale américaine.

² The text is reprinted from the Final Act of the Sixth International Conference of American States.

* The dates of deposit of these ratifications will be published, as soon as possible, in the Annex to this Series.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRASIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (renunció posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Quienes, después de haberse cambiado sus respectivos Plenos Poderes, que han sido encontrados en buena y debida forma, han convenido lo siguiente :

Artículo 1º.

No es lícito a los Estados dar asilo en Legaciones, navíos de guerra, campamentos o aeronaves militares, a personas acusadas o condenadas por delitos comunes ni a desertores de tierra y mar.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRAZIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (later resigned), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DOMINICAN REPUBLIC :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Who, after exchanging their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed on the following :

Article I.

It is not permissible for States to grant asylum in legations, warships, military camps or military aircraft, to persons accused or condemned for common crimes, or to deserters from the army or navy.

Las personas acusadas o condenadas por delitos comunes que se refugiaren en alguno de los lugares sealados en el párrafo precedente deberán ser entregadas tan pronto como lo requiera el Gobierno local.

Si dichas personas se refugiaren en territorio extranjero, la entrega se efectuará mediante extradición y sólo en los casos y en la forma que establezcan los respectivos Tratados y Convenciones o la Constitución y leyes del país de refugio.

Artículo 2 .

El asilo de delincuentes políticos en Legaciones, navíos de guerra, campamentos o aeronaves militares, será respetado en la medida en que, como un derecho o por humanitaria tolerancia, lo admitieren el uso, las Convenciones o las leyes del país de refugio, y de acuerdo con las disposiciones siguientes :

Primero : El asilo no podrá ser concedido sino en casos de urgencia, y por el tiempo estrictamente indispensable para que el asilado se ponga de otra manera en seguridad.

Segundo : El Agente Diplomático, Jefe de navío de guerra, campamento o aeronave militar, inmediatamente después de conceder el asilo lo comunicará al Ministro de Relaciones exteriores del Estado del asilado, o a la autoridad administrativa del lugar, si el hecho ocurriera fuera de la capital.

Tercero : El Gobierno del Estado podrá exigir que el asilado sea puesto fuera del territorio nacional, dentro del más breve plazo posible ; y el Agente Diplomático del país que hubiere acordado el asilo, podrá, a su vez, exigir las garantías necesarias para que el refugiado salga del país respetándose la inviolabilidad de su persona.

Cuarto : Los asilados no podrán ser desembarcados en ningún punto del territorio nacional, ni en lugar demasiado próximo a él.

Quinto : Mientras dure el asilo, no se permitirá a los asilados practicar actos contrarios a la tranquilidad pública.

Sexto : Los Estados no est n obligados a pagar los gastos por aquel que concede el asilo.

Artículo 3 .

La presente Convención no afecta los compromisos adquiridos anteriormente por las Partes Contractantes, en virtud de acuerdos internacionales.

Artículo 4 .

La presente Convención, después de firmada, será sometida a las ratificaciones de los Estados signatarios. El Gobierno de Cuba queda encargado de enviar copias certificadas auténticas a los Gobiernos para el referido fin de la ratificación. El instrumento de ratificación será depositado en los archivos de la Unión Panamericana en Washington, quien notificará ese depósito a los Gobiernos signatarios ; tal notificación valdrá como canje de ratificaciones. Esta Convención quedará abierta a la adhesión de los Estados no signatarios.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios expresados firman la presente Convención en español, inglés, franc s y portugués, en la ciudad de La Habana, el día 20 de febrero de 1928.

Perú :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN.
Luis Ernesto DENEGRI,

Persons accused of or condemned for common crimes taking refuge in any of the places mentioned in the preceding paragraph, shall be surrendered upon request of the local government.

Should said persons take refuge in foreign territory, surrender shall be brought about through extradition, but only in such cases and in the form established by the respective treaties and conventions or by the constitution and laws of the country of refuge.

Article 2.

Asylum granted to political offenders in legations, warships, military camps or military aircraft, shall be respected to the extent in which allowed, as a right or through humanitarian toleration, by the usages, the conventions or the laws of the country in which granted and in accordance with the following provisions :

First : Asylum may not be granted except in urgent cases and for the period of time strictly indispensable for the person who has sought asylum to ensure in some other way his safety.

Second : Immediately upon granting asylum, the diplomatic agent, commander of a warship, or military camp or aircraft, shall report the fact to the Minister for Foreign Relations of the State of the person who has secured asylum, or to the local administrative authority, if the act occurred outside the capital.

Third : The Government of the State may require that the refugee be sent out of the national territory within the shortest time possible ; and the diplomatic agent of the country who has granted asylum may in turn require the guaranties necessary for the departure of the refugee with due regard to the inviolability of his person, from the country.

Fourth : Refugees shall not be landed in any point of the national territory nor in any place too near thereto.

Fifth : While enjoying asylum, refugees shall not be allowed to perform acts contrary to the public peace.

Sixth : States are under no obligation to defray expenses incurred by one granting asylum.

Article 3.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the contracting parties through international agreements.

Article 4.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, the Union to notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of non-signatory States.

In witness whereof, the aforementioned Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

Peru :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN,
Luis Ernesto DENEGRI.

Uruguay :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panamá :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Mexico :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

El Salvador :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

Bolivia :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús María YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Honduras :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Chile :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brasil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Argentina :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Haiti :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

Uruguay :

JACOBO VARELA ACEDEVO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro ERASMO CALLORDA.

Panama :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Mexico :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

GUSTAVO GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

Bolivia :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús María YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Honduras :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Chile :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brazil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Argentine :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Haiti :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

República Dominicana :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

Estados Unidos de America :

Los Estados Unidos de América, al firmarse la presente Convención, hacen expresa reserva, haciendo constar que los Estados Unidos no reconocen y no firman la llamada doctrina del asilo como parte del Derecho Internacional.

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Dominican Republic :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elias BRACHE, Angel MORALES,
Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO,
Federico C. ALVAREZ.

United States of America :

The United States of America, in signing the present Convention, establishes an explicit reservation, placing on record that the United States does not recognise or subscribe to as part of international law, the so called doctrine of asylum.

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar
W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN
SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA,
José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ
STERLING, Fernando ORTÍZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

N° 3046. — CONVENTION FIXANT LES RÈGLES A OBSERVER POUR LA CONCESSION DU DROIT D'ASILE, ADOPTÉE PAR LA VI^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRICAINE. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 20 FÉVRIER 1928¹.

Les Gouvernements des Etats de l'Amérique, désireux de fixer les règles qu'ils doivent observer pour la concession du droit d'asile dans leurs relations mutuelles ont décidé de conclure une Convention et à cet effet ils ont nommé comme plénipotentiaires :

PÉROU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXIQUE :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATÉMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIE :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIE :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

¹ Texte reproduit d'après l'Acte final de la Sixième Conférence internationale américaine.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3046. — CONVENÇÃO FIXANDO AS REGRAS QUE DEVEM OBSERVAR-SE PARA A CONCESSÃO DE ASYLO, ADOPTADA PELA VIª CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. ASSIGNADA NA CIDADE DA HAVANA, EM 20 DE FEVEREIRO DE 1928¹.

Desejosos os Governos dos Estados da America de fixar as regras que devem observar-se para a concessão de Asylo nas suas mutuas relações, concordaram estabelecê-las numa Convenção, e para esse fim nomearam como Plenipotenciários :

Do PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

Do URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

Do PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Do EQUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Do MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Do SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

DE GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

DE NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

DE BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

DE VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

DE COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

¹ The text is reprinted from the Final Act of the Sixth International Conference of American States.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA-RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILI :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRÉSIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINE :

Honorio PUEYRREDÓN (A renoncé postérieurement), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAÏTI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont arrêté ce qui suit :

Article premier.

Il n'est pas permis aux Etats de donner asile dans les légations, navires de guerre, campements ou aéronefs militaires, aux personnes accusées ou condamnées pour délits communs, ni aux déserteurs de terre ou de mer.

Les personnes accusées ou condamnées pour délits communs qui se réfugient dans l'un des endroits signalés dans le paragraphe précédent devront être remises aussitôt que l'exigera le gouvernement local.

Si les susdites personnes se réfugient sur le territoire étranger, leur remise sera faite par voie d'extradition, et seulement dans les cas et dans la forme établis par les traités et conventions respectifs ou par la constitution et les lois du pays de refuge.

DE HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

DE COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

DO CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

DO BRASIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

DE ARGENTINA :

Honorio PUEYRRREDÓN (renunciou posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

DO PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

DO HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DA REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

DOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

DE CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Os quaes depois de terem trocado os seus respectivos Poderes, que estavam em boa e devida ordem, convieram no seguinte :

Artigo 1º.

Não é lícito aos Estados dar Asylo em Legações, navios de guerra, acampamentos ou aeronaves militares, a pessoas acusadas ou condemnadas por delictos communs nem a desertores de terra e mar.

As pessoas acusadas ou condemnadas por delictos communs que se refugiarem em algum dos logares assignalados no paragrapho precedente deverão ser entregues tão prompto como requireira o governo local.

Se essas pessoas se refugiarem em territorio estrangeiro, a entrega effectuar-se á mediante extradição, e somente nos casos e na forma que estabeleçam os respectivos Tratados e Convenções ou a Constituição e leis do paiz onde se refugiam.

Article 2.

L'asile des criminels politiques dans les légations, sur les navires de guerre, dans les campements ou sur les aéronefs militaires sera respecté dans la mesure dans laquelle, comme un droit ou par tolérance humanitaire l'admettraient la coutume, les conventions ou les lois du pays de refuge et d'accord avec les dispositions suivantes :

Premièrement : L'asile ne pourra être accordé sauf dans les cas d'urgence et pour le temps strictement indispensable pour que le réfugié se mette en sûreté d'une autre manière.

Deuxièmement : L'agent diplomatique, le chef du vaisseau de guerre, du campement, ou de l'aéronef militaire, immédiatement après avoir accordé l'asile, le communiquera au ministre des Relations extérieures de l'Etat du réfugié, ou à l'autorité administrative de l'endroit, si le fait était arrivé hors de la capitale.

Troisièmement : Le gouvernement de l'Etat pourra exiger que le réfugié soit mis hors du territoire national dans le plus bref délai possible ; et l'agent diplomatique du pays qui aurait accordé l'asile pourra à son tour exiger les garanties nécessaires pour que le réfugié sorte du pays, l'inviolabilité de sa personne étant respectée.

Quatrièmement : Les réfugiés ne pourront être débarqués sur aucun point du territoire national, ni dans un endroit trop rapproché de celui-ci.

Cinquièmement : Pendant que dure l'asile il ne sera pas permis aux réfugiés de faire des actes contraires à la tranquillité publique.

Sixièmement : Les Etats ne sont pas obligés de payer les dépenses pour celui auquel ils accordent l'asile.

Article 3.

La présente convention n'affecte pas les engagements acquis antérieurement par les Parties contractantes en vertu d'accords internationaux.

Article 4.

La présente convention, après avoir été signée, sera soumise aux ratifications des Etats signataires. Le Gouvernement de Cuba est chargé d'envoyer des copies légalisées authentiques aux gouvernements pour leur ratification. L'instrument de la ratification sera déposé aux archives de l'Union Panaméricaine à Washington qui notifiera de ce dépôt les gouvernements signataires ; cette notification aura force d'échange de ratifications. Cette convention restera ouverte à l'adhésion des Etats non signataires.

En foi de quoi les plénipotentiaires nommés signent la présente convention en espagnol, en anglais, en français et en portugais, à La Havane, le 20 février 1928.

Pérou :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN,
Luis ERNESTO DENEGRI.

Uruguay :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro
Erasmus CALLORDA.

Panama :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Artigo 2º.

O asylo dos culpados politicos em Legações, navios de guerra, acampamentos ou aeronaves militares, será respeitado na medida em que, como um direito ou por tolerancia humanitaria, o admittirem o uso, as Convenções ou as leis do paiz de refugio e de accordo com as seguintes disposições :

Primeiro : O asylo não poderá ser concedido senão em casos de urgencia e pelo tempo estrictamente indispensavel para que o asylado se ponha de qualquer outra maneira em segurança.

Segundo : O Agente Diplomatico, Commandante de navio de guerra, acampamento ou aeroanve militar, immediatamente depois de ter concedido o asylo o communicará ao Ministro das Relações Exteriores do Estado do asylado, ou á autoridade administrativa do logar se o facto occorre fóra da capital.

Terceiro : O Governo do Estado poderá exigir que o asylado seja posto fora do territorio nacional dentro do mais breve prazo ; e o Agente Diplomatico do paiz que tenha concedido o asylo, poderá por sua vez exigir as garantias necessarioas para que o refugiado saia do paiz respeitando-se a inviolabilidade da sua pessoa.

Quarto : Os asylados não poderão ser desembarcados em ponto algum do territorio nacional, nem em logar que lhe esteja proximo.

Quinto : Emquanto o asylo dure não se permitirá aos asylados praticar actos que alterem a tranquillidade publica.

Sexto : Os Estados não estão obrigados a pagar os gastos por aquelle que concede asylo.

Artigo 3º.

A presente Convenção não affecta os compromissos tomados anteriormente pelas Partes Contractantes em virtude de accordos internacionaes.

Artigo 4º.

A presente Convenção depois de assignada será submettida ás ratificações dos Estados signatarios. O governo de Cuba fica encarregado de enviar copias certificadas authenticas aos governos para os fins da ratificação. O instrumento da ratificação será depositado no archivo da União Panamericana em Washington, quem notificará aos governos signatarios ; Esta notificação tem o valor da troca das ratificações. Esta Convenção ficará em aberto para a adhesão dos Estados não signatarios.

Em fé do que os Plenipotenciarios designados, assignam a presente Convenção em hespanhol, inglez, francez e portuguez, na cidade da Havana, no dia 20 de Fevereiro de 1928.

Peru :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN,
Luis Ernesto DENEGRI.

Uruguay :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro
Erasmus CALLORDA.

Panamá :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Equateur :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Mexique :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

Bolivie :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombie :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús María YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Honduras :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa-Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Chili :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brésil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA,
Eduardo ESPÍNOLA.

Argentine :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Haïti :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

République Dominicaine :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elias BRACHE, Angel MORALES,
Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO,
Federico C. ALVAREZ.

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Mexico :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

GUSTAVO GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

Bolivia :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús María YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ,
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Honduras :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa-Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Chile :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brasil :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA,
Eduardo ESPÍNOLA.

Argentina :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Haiti :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

Republica Dominicana :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES,
Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO,
Federico C. ALVAREZ.

Etats-Unis d'Amérique :

Les Etats-Unis d'Amérique en signant la présente convention font une réserve expresse, en faisant constater que les Etats-Unis ne reconnaissent pas et ne signent pas la doctrine nommée droit d'asile, comme partie du Droit international.

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Estados-Unidos de America :

Os Estados Unidos de America, ao assignarem a presente Convenção, fazem a express reserva, fazendo constar que os Estados Unidos não reconhecem nem firmam a chamada doutrina de asylo, como parte de Direito Internacional.

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

N° 3047.

BRÉSIL ET ITALIE

Traité d'extradition. Signé à Rio-de-
Janeiro, le 28 novembre 1931.

BRAZIL AND ITALY

Extradition Treaty. Signed at Rio
de Janeiro, November 28, 1931.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3047. — TRATTATO¹ DI ESTRADIZIONE FRA IL BRASILE E L'ITALIA. FIRMATO A RIO DE JANEIRO, IL 28 NOVEMBRE 1931.

*Textes officiels italien et portugais communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} octobre 1932.*

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e SUA ECCELLENZA IL CAPO DEL GOVERNO PROVVISORIO DELLA REPUBBLICA DEGLI STATI UNITI DEL BRASILE, desiderosi di rendere più efficace l'assistenza che le due Nazioni sempre si accordarono nella repressione dei reati, hanno stabilito di concludere un Trattato di estradizione dei delinquenti ed a tale scopo hanno nominato Loro Plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

Il Cavaliere di Gran Croce Vittorio CERRUTI, suo Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario nel Brasile ;

SUA ECCELLENZA IL CAPO DEL GOVERNO PROVVISORIO DELLA REPUBBLICA DEGLI STATI UNITI DEL BRASILE :

Il Signor Dottore Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro degli Affari Esteri ;

I quali, dopo essersi reciprocamente comunicati i rispettivi pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto negli articoli seguenti :

Articolo I.

Le Alte Parti contraenti si impegnano, in conformità del presente Trattato e delle norme legali vigenti in ciascuno dei due Stati, a arrestare ed a consegnarsi reciprocamente le persone che, processate o condannate dalle autorità giudiziarie di uno dei due Paesi, si trovino nel territorio dell'altro.

Articolo II.

L'extradizione sarà concessa per gli autori, correi e complici di delitti comuni, anche tentati per i quali, secondo le leggi dello Stato richiesto possa essere applicata una pena restrittiva della libertà personale non inferiore ad un anno.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 10 septembre 1932.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3047. — TRATADO¹ DE EXTRADIÇÃO ENTRE O BRASIL E A ITALIA. ASSIGNADO NO RIO DE JANEIRO, EM 28 DE NOVEMBRO DE 1931.

Italian and Portuguese official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place October 1st, 1932.

SUA MAJESTADE O REI DA ITALIA e SUA EXCELLENCIA O SENHOR CHEFE DO GOVERNO PROVISORIO DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL, desejosos de tornar mais efficaz a assistencia que as duas Nações sempre se prestaram na repressão do crime, resolveram concluir um tratado de extradição de delinquentes, e, para esse fim, nomearam seus Plenipotenciarios, a saber :

SUA MAJESTADE O REI DA ITALIA :

o Senhor Cavalleiro Gran-Cruz Vittorio CERRUTI, seu Embaixador Extraordinario e Plenipotenciario no Brasil ; e

SUA EXCELLENCIA O SENHOR CHEFE DO GOVERNO PROVISORIO DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

O Senhor Doutor Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro de Estado das Relações Exteriores ;

Os quaes, depois de se haverem communicado mutuamente seus plenos poderes, achados em bõa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes :

Artigo I.

As Altas Partes contractantes obrigam-se, nas condições do presente Tratado e de accôrdo com as formalidades legais em vigor em cada um dos dois Estados, a prender e a entregar uma á outra as pessoas que, processadas ou condemnadas pelas autoridades judicarias de um dos dois Paizes, se encontrem no territorio do outro.

Artigo II.

Será concedida a extradição dos autores, co-autores e cumplices de delictos communs, assim como das tentativas, aos quaes, de conformidade com as leis do Estado requerido, possa ser applicada pena restrictiva da liberdade pessoal, não inferior a um anno.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, September 10, 1932.

Articolo III.

Quando il delitto sia avvenuto fuori del territorio delle Alte Parti contraenti, la domanda di estradizione potrà aver corso se le leggi dello Stato richiedente autorizzano la persecuzione del delitto commesso all'estero.

Articolo IV.

Le Alte Parti contraenti concederanno l'estradizione dei propri cittadini nei casi previsti dal presente Trattato.

Articolo V.

Non sarà concessa l'estradizione :

1. per i delitti colposi ;
2. per i delitti previsti esclusivamente dalle leggi sulla stampa ;
3. per i reati esclusivamente militari, quando cioè il fatto non sarebbe altrimenti punibile che per le leggi militari ;
4. per i delitti contro il libero esercizio di qualunque culto ;
5. per i delitti politici o connessi con tali reati, salvo che il fatto incriminato costituisca principalmente un'infrazione alla legge penale comune. In questo caso, concessa l'estradizione, la consegna sarà subordinata all'impegno dello Stato richiedente che il fine o il motivo politico non concorreranno ad aggravare la pena.

Qualsiasi apprezzamento sulla natura politica dei fatti è esclusivamente riservato alle autorità dello Stato richiesto.

Articolo VI.

Non sarà inoltre concessa l'estradizione :

- a) quando l'azione penale o la condanna siano prescritte secondo le leggi dello Stato richiedente ; o
- b) quando l'accusato dovrà essere giudicato da un tribunale o giudice di eccezione nel paese richiedente ; o
- c) quando l'estradando sarà già stato processato e condannato o assolto dall'autorità giudiziaria dello Stato richiesto per lo stesso delitto che determinò la domanda d'estradizione.

Articolo VII.

L'estradizione potrà essere rifiutata se le autorità dello Stato richiesto sono competenti, secondo la propria legislazione, a giudicare il delitto.

Se l'estradando, secondo la legislazione dello Stato richiedente, dovesse incorrere nella pena di morte, l'estradizione sarà permessa soltanto alla condizione che quella pena sarà commutata in quella della reclusione.

Se l'estradando sia sottoposto a procedimento o stia espiando una pena per altro reato commesso nello Stato richiesto, l'estradizione potrà essere decisa, ma la consegna sarà differita fino al termine del procedimento o fino alla completa espiazione della pena.

Articolo VIII.

L'individuo di cui sia stata concessa l'estradizione non potrà essere giudicato o sottoposto a pena per qualsiasi altro delitto commesso anteriormente alla domanda, a meno che o lo Stato

Artigo III.

Quando o delicto se verificar fóra do territorio das Altas Partes contractantes, o pedido de extradição poderá ter andamento, se as leis do Estado requerente autorizarem a punição desse crime commetido no estrangeiro.

Artigo IV.

As Altas Partes contractantes concederão a extradição de seus proprios cidadãos, nos casos previstos no presente Tratado.

Artigo V.

Não será concedida a extradição :

1. por delictos culposos ;
2. por delictos previstos exclusivamente nas leis de imprensa ;
3. por crimes exclusivamente militares, isto é, quando o facto só fôr punivel pelas leis militares ;
4. por delictos contra o livre exercicio de qualquer culto ;
5. por delictos politicos ou connexos com taes delictos, salvo se o facto incriminado constituir principalmente infracção da lei penal commum. Neste caso, concedida a extradição, a entrega ficará dependente de compromisso, por parte do Estado requerente, de que o fim ou motivo politico não concorrerá para agravar a penalidade.

Qualquer apreciação sobre a natureza politica dos factos cabe exclusivamente ás autoridades do Estado requerido.

Artigo VI.

Não será, tambem, concedida a extradição :

- a) quando a acção penal ou a condemnação estiverem prescriptas, segundo a lei do Estado requerente ; ou
- b) quando o inculpado tiver de ser julgado, no paiz requerente, perante algum tribunal ou juizo de excepção ; ou
- c) quando o extraditado estiver sendo processado ou já tiver sido condemnado ou absolvido pela autoridade judiciaria do Estado requerido, pelo mesmo facto que determinou o pedido.

Artigo VII.

A extradição poderá ser recusada, se as autoridades do Estado requerido forem competentes, segundo sua propria legislação, para julgar o delicto.

Se fôr de morte a pena em que, segundo a legislação do Estado requerente, incorrer o extraditado, a extradição só será permittida sob a condição de ser tal pena commutada na de prisão.

Se o extraditado estiver sendo processado ou sujeito a cumprimento de pena por outro crime commetido no Estado requerido, a extradição poderá ser decidida, mas a entrega será adiada até o fim do processo ou do cumprimento da pena.

Artigo VIII.

O inculpado, cuja extradição fôr concedida, não poderá ser julgado ou punido por qualquer outro delicto commetido anteriormente ao pedido, salvo se o Estado requerente pedir e obtiver

richiedente domandi e ottenga il consenso dello Stato richiesto, o, scontata la pena o prosciolto dal delitto che motivò la sua estradizione, egli permanga nel territorio dello Stato richiedente per oltre trenta giorni o vi ritorni.

Così pure l'estradata non potrà essere consegnato a un terzo Stato che lo richieda, senza il consenso dello Stato richiesto.

Articolo IX.

La domanda di estradizione sarà fatta per via diplomatica e sarà accompagnata :

1. con la copia o trascrizione autentica della sentenza di condanna, anche in contumacia, o di mandato di cattura o di qualsiasi atto del procedimento penale emanato del giudice competente equivalente al mandato, che dovrà contenere l'indicazione precisa, la natura e la gravità del fatto imputato, il luogo e la data del commesso reato ;

2. con la copia del testo delle leggi applicate o applicabili al caso, inclusi quelli concernenti la prescrizione dell'azione penale e della condanna ;

3. se possibile, con i contrassegni personali, la fotografia della persona richiesta e qualsiasi altra indicazione atta a accertarne l'identità.

La domanda e i documenti saranno redatti nella lingua ufficiale dello Stato richiedente, ma potranno essere accompagnati da una traduzione nella lingua dello Stato richiesto debitamente autenticata.

Articolo X.

La domanda d'extradizione debitamente documentata appena pervenuta allo Stato richiesto, dovrà avere il suo corso.

L'individuo arrestato per essere estradato rimarrà detenuto fino a che sarà deciso sulla sua domanda d'extradizione, e ove questa sia accolta fino alla consegna alle autorità dello Stato richiedente.

In caso d'urgenza lo Stato richiesto potrà concedere l'arresto preventivo su domanda anche telegrafica dell'autorità competente dello Stato richiedente o dei suoi Agenti diplomatici ; la domanda deve contenere altresì la dichiarazione dell'esistenza di uno dei documenti di cui al n. 1 dell'articolo precedente.

In tal caso l'arrestato preventivamente sarà posto in libertà se, entro sessanta giorni dalla data dell'arresto, non siano pervenuti allo Stato richiesto la domanda e i documenti necessari.

La perenzione dell'arresto preventivo non impedirà che il procedimento di estradizione segua il suo corso, qualora la domanda e i documenti necessari giungano in seguito.

Articolo XI.

Se l'extradizione di un individuo è domandata da parecchi Stati e se le domande si riferiscono al medesimo delitto, l'extradizione sarà concessa allo Stato nel territorio del quale il delitto è stato commesso.

Se parecchi Stati hanno domandato l'extradizione del medesimo individuo a causa di delitti differenti, avrà la preferenza quello Stato nel territorio del quale è stato commesso il delitto più grave a giudizio dello Stato richiesto.

In caso di delitti della stessa gravità la preferenza sarà determinata dalla priorità della domanda.

Lo Stato richiesto potrà, accordando l'extradizione, mettervi come condizione che l'individuo reclamato, al termine della sua pena o al suo proscioglimento, sarà consegnato ad un altro Stato.

Tali norme di preferenza non avranno effetto se lo Stato richiesto sia obbligato in forza di trattato anteriore ad assicurare una preferenza diversa.

In ogni caso le autorità delle due Alte Parti contraenti decideranno in quale porto di imbarco dovrà procedersi alla consegna dell'estradata.

o consentimento do Estado requerido, ou se, cumprida a pena e absolvido do delicto que motivou a extradição, aquelle permanecer no territorio do Estado requerente por mais de trinta dias, ou a elle regressar.

O extraditado não pode tambem ser entregue a um terceiro Estado que o reclame, sem o consentimento do Estado requerido.

Artigo IX.

O pedido de extradição será feito por via diplomatica e será acompanhado :

1. de copia ou traslado authenticico da sentença de condemnação, ainda que á revelia, ou de mandado de prisão ou acto do processo penal equivalente, emanado de juiz competente, o qual deverá conter a indicação, precisa, natureza e gravidade do facto imputado e o lugar e a data em que o mesmo foi commettido ;
2. de copia dos textos das leis applicadas ou applicaveis á especie, inclusive dos relativos á prescripção da acção penal e da condemnação ;
3. se possivel, das characteristics pessoases, photographia do individuo reclamado e qualquer outra indicação capaz de comprovar sua identidade.

O pedido e os documentos serão redigidos na lingua official do Estado requerente, mas poderão ser acompanhados de traducção na lingua do Estado requerido, devidamente authenticada.

Artigo X.

O pedido de extradição, devidamente instruido, deverá ter andamento, logo que chegue ao Estado requerido.

O individuo preso para ser extraditado continuará detido até a decisão sobre o pedido, e, no caso de ser a extradição concedida, até a entrega ás autoridades do Estado requerente.

Em caso de urgencia, o Estado requerido poderá conceder a prisão preventiva, mediante pedido, ainda que telegraphico, da autoridade competente do Estado requerente ou de seus agentes diplomaticos ; o pedido deve conter, outrosim, a declaração da existencia de um dos documentos de que trata o n. 1 do artigo precedente.

Em tal caso, o individuo preso preventivamente será posto em liberdade, se, dentro de sessenta dias da data da prisão, não tiverem chegado ao Estado requerido o pedido formal de extradição e os documentos necessarios.

A cessação da prisão preventiva não impedirá que o processo de extradição siga seus tramites, embora cheguem mais tarde o pedido e os documentos necessarios.

Artigo XI.

Se a extradição de um individuo fôr pedida por diferentes Estados e se os pedidos se referirem ao mesmo delicto, a extradição será concedida ao Estado em cujo territorio o delicto tiver sido commettido. Se diferentes Estados tiverem pedido a extradição do mesmo individuo, por delictos diferentes, será preferido o Estado em cujo territorio tiver sido commettido o delicto mais grave, a juizo do Estado requerido.

Se os crimes forem de igual gravidade, a preferencia será determinada pela prioridade do pedido.

O Estado requerido poderá, ao conceder a extradição, estabelecer como condição que o individuo reclamado, ao fim de sua pena ou de sua absolvição, seja entregue a um outro Estado.

Taes normas de preferencia não terão effeito se o Estado requerido estiver obrigado, em virtude de tratado anterior, a assegurar preferencia diversa.

Em cada caso, as autoridades das duas Altas Partes contractantes resolverão sobre o porto de embarque em que se deverá proceder á entrega do extraditado.

Articolo XII.

Concessa l'extradizione, se l'Agente diplomatico dello Stato richiedente, entro venti giorni dalla notificazione che l'estraddando era a disposizione dello Stato stesso, non avrà provveduto alla sua presa in consegna, l'estraddando sarà messo in libertà e non potrà essere nuovamente arrestato per lo stesso motivo.

Articolo XIII.

Il denaro e gli oggetti trovati in possesso dell'estraddando al momento dell'arresto saranno sequestrati e consegnati allo Stato richiedente insieme con l'estraddando medesimo. Il denaro e gli oggetti legittimamente posseduti dall'arrestato saranno consegnati, ancorchè si trovino presso altri, se dopo l'arresto vengano in potere delle autorità. La consegna avrà luogo anche se l'extradizione non possa avvenire per effetto della fuga o della morte del delinquente.

I diritti dei terzi, estranei al fatto per cui venne chiesta l'extradizione, sopra gli oggetti sequestrati sono fatti salvi; detti oggetti dovranno loro essere restituiti con il consenso dell'autorità della Parte richiesta al termine del procedimento o anche prima se lo stato del procedimento lo permette.

Articolo XIV.

Il permesso di transito sui territori delle Alte Parti contraenti di persona consegnata da altro Stato, sarà concesso su semplice domanda presentata a norma dell'articolo IX del presente Trattato.

Detto permesso sarà dato con provvedimento del Ministero competente dello Stato di transito omissa qualsiasi formalità giudiziaria, purchè non si tratti di uno dei reati elencati negli articoli V e VI e non vi si oppongano gravi motivi di ordine pubblico.

Il trasporto del detenuto avverrà sotto la sorveglianza degli agenti del paese di transito.

Articolo XV.

Le spese determinate dalla domanda di estradizione sul territorio dello Stato richiesto sono a carico di quest'ultimo; quelle del transito sono a carico dello Stato richiedente.

Articolo XVI.

Il presente Trattato é redatto in due originali, l'uno in lingua italiana e l'altro in lingua portoghese, i cui testi fanno ugualmente fede.

Articolo XVII.

Il presente Trattato sarà ratificato e gli strumenti di ratifica saranno scambiati nel più breve tempo possibile in Roma.

Esso andrà in vigore il primo giorno del mese successivo a quello nel quale sarà avvenuto lo scambio delle ratifiche.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà denunciarlo in qualsiasi momento; in tal caso i suoi effetti cesseranno sei mesi dopo il giorno della denuncia.

In fede di che i Plenipotenziari hanno sottoscritto il presente Trattato e vi hanno apposto il proprio sigillo.

Fatto a Rio de Janeiro, addì ventotto del mese di Novembre dell'anno millenovecento trentuno.

(L. S.) V. CERRUTI.

(L. S.) Afranio DE MELLO FRANCO.

Visto d'Ordine di sua Maestà il Re.

Il Ministro degli Affari Esteri:
Suvich.

Artigo XII.

Concedida a extradição e se, dentro de vinte dias da comunicação de ficar o extraditado á disposição do Estado requerente, não o tiver remettido o respectivo agente diplomatico para o paiz reclamante, o extraditado será posto em liberdade e não poderá ser novamente preso pelo mesmo motivo da extradição.

Artigo XIII.

O dinheiro e os objectos que forem encontrados em poder do extraditado, no momento da prisão, serão arrecadados, sendo entregues ao Estado requerente, juntamente com o mesmo extraditado. O dinheiro e os objectos reclamados, que pertençam legitimamente ao preso, embora se encontrem em poder de terceiros, serão entregues se, após a prisão, chegarem ás mãos das autoridades. A entrega será feita, ainda que a extradição não se tenha podido effectuar por motivo de fuga ou morte do delinquente.

Serão reservados os direitos de terceiros, estranhos ao facto pelo qual foi pedida a extradição, sobre os objectos arrecadados, e estes deverão ser restituídos, com a annuência da autoridade do Estado requerido, no fim do processo ou antes, se o estado do processo o permittir.

Artigo XIV.

A permissão de transito pelo territorio das Altas Partes contractantes de pessoa entregue por outro Estado, será concedida mediante simples pedido, apresentado de accôrdo com o artigo IX deste Tratado.

A referida permissão será concedida pelo Ministerio competente do Estado de transito, sem quaesquer formalidades judiciais, desde que não se trate de um dos delictos capitulados nos artigos V e VI e a isso não se opponham graves motivos de ordem publica. A conducção do preso effectuar-se-á sob a vigilancia de agentes do paiz de transito.

Artigo XV.

As despesas decorrentes do pedido de extradição, no territorio do Estado requerido, ficam a cargo deste ; as de transito, a cargo do Estado requerente.

Artigo XVI.

O presente Tratado é redigido em dois textos, um em italiano e o outro em portuguez, fazendo ambos igualmente fé.

Artigo XVII.

O presente Tratado será ratificado e os instrumentos de ratificação serão trocados em Roma, no mais breve prazo possível.

Entrará em vigor no primeiro dia do mez seguinte áquelle em que se fizer a troca das ratificações.

Cada uma das Altas Partes contractantes poderá denunciar-o em qualquer momento. Em tal caso, os seus effectos cessarão seis mezes depois do dia da denuncia.

Em fé do que, os Plenipotenciarios assignaram o presente Tratado e nelle appuzeram os seus sellos.

Feito no Rio de Janeiro, aos vinte e oito dias do mez de Novembro de mil novecentos e trinta e um.

(L. S.) V. CERRUTI.

(L. S.) Afranio DE MELLO FRANCO.

¹ TRADUCTION.N^o 3047. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LE BRÉSIL ET L'ITALIE.
SIGNÉ A RIO-DE-JANEIRO, LE 28 NOVEMBRE 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON EXCELLENCE LE CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, désireux de rendre plus efficace l'assistance que les deux nations se prêtent toujours dans la répression des crimes et délits, ont décidé de conclure un traité d'extradition des délinquants et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le Cavaliere di Gran Croce Vittorio CERRUTI, son envoyé extraordinaire et plénipotentiaire au Brésil ;

SON EXCELLENCE LE CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

Le D^r Afranio DE MELLO FRANCO, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, conformément au présent traité et aux dispositions légales en vigueur dans chacun des deux États, à arrêter et à se livrer réciproquement les personnes qui, poursuivies ou condamnées par les autorités judiciaires d'un des deux pays, se trouvent dans le territoire de l'autre.

Article II.

L'extradition sera accordée pour les auteurs, co-auteurs et complices de crimes et délits de droit commun, ou de tentatives de ces crimes et délits, pour lesquels peut être appliquée, en vertu des lois de l'État requis, une peine privative de la liberté personnelle d'un an au moins.

Article III.

Lorsque le crime ou délit aura été commis en dehors du territoire des Hautes Parties contractantes, il sera donné suite à la demande d'extradition si les lois de l'État requérant autorisent la poursuite du crime ou délit commis à l'étranger.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes accorderont l'extradition de leurs propres ressortissants dans les cas prévus par le présent traité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.No. 3047. — EXTRADITION TREATY BETWEEN BRAZIL AND ITALY.
SIGNED AT RIO DE JANEIRO, NOVEMBER 28, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS EXCELLENCY THE HEAD OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, being desirous of rendering more effective the assistance which the two countries invariably accord to each other in the punishment of offences, have decided to conclude a Treaty for the extradition of offenders and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Vittorio CERRUTI, Cavaliere di Gran Croce, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Brazil ;

HIS EXCELLENCY THE HEAD OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Afranio DE MELLO FRANCO, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

The High Contracting Parties undertake, in conformity with the present Treaty and with the laws in force in each of the two States, to arrest and surrender to each other any persons who are being proceeded against or have been convicted by the judicial authorities of one of the two countries and who may be in the territory of the other Party.

Article II.

Extradition shall be granted in the case of principals, partners and accessories in the commission of, or an attempt to commit, offences against the ordinary law of the land, provided that, under the laws of the State applied to, such offences are punishable with imprisonment in any form for a term of not less than one year.

Article III.

When the offence was committed outside the territory of the High Contracting Parties, the requisition for extradition may be complied with if the laws of the applicant State authorise prosecution for offences committed abroad.

Article IV.

The High Contracting Parties shall grant the extradition of their own nationals in the cases provided for in the present Treaty.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article V.

L'extradition ne sera pas accordée :

- 1° Pour les crimes ou délits commis sans préméditation ;
- 2° Pour les crimes ou délits prévus exclusivement dans les lois sur la presse ;
- 3° Pour les crimes ou délits d'ordre exclusivement militaire, lorsque le fait ne serait pas punissable si l'on faisait abstraction des lois militaires ;
- 4° Pour les crimes ou délits contre le libre exercice d'un culte ;
- 5° Pour les crimes ou délits politiques ou connexes à de tels crimes ou délits, sauf lorsque l'acte incriminé constitue principalement une infraction à la loi pénale commune. Dans ce cas, si l'extradition est accordée, la remise du délinquant sera subordonnée à un engagement de la part de l'Etat requérant, garantissant que le but ou le motif politique ne concourront pas à aggraver la peine.

L'appréciation de la nature politique des faits est exclusivement réservée aux autorités de l'Etat requis.

Article VI.

L'extradition ne sera pas accordée, en outre :

- a) Quand l'action pénale ou la condamnation seront prescrites suivant les lois de l'Etat requérant ;
- b) Quand l'accusé devra être jugé par un tribunal ou un juge d'exception dans le pays requérant ;
- c) Quand la personne dont on demande l'extradition aura déjà été poursuivie et condamnée, ou acquittée par l'autorité judiciaire de l'Etat requis pour le crime ou délit qui a déterminé la demande d'extradition.

Article VII.

L'extradition pourra être refusée si les autorités de l'Etat requis sont, d'après la législation de celui-ci, compétentes pour juger le crime ou délit.

Si la personne dont on demande l'extradition devait, en vertu de la législation de l'Etat requérant, encourir la peine de mort, l'extradition ne sera autorisée qu'à la condition que cette peine soit commuée en une peine de réclusion.

Si la personne dont on demande l'extradition est sous le coup de poursuites pénales ou purge une peine pour un autre crime ou délit commis dans l'Etat requis, l'extradition pourra être décidée, mais la remise sera différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours ou jusqu'à l'accomplissement intégral de la peine.

Article VIII.

L'individu dont l'extradition a été accordée ne pourra pas être jugé ou soumis à une peine pour un autre crime ou délit quelconque commis antérieurement à la demande, à moins que l'Etat requérant ne demande et n'obtienne le consentement de l'Etat requis, ou que l'intéressé, ayant purgé la peine ou ayant été acquitté pour le crime ou délit qui a motivé son extradition, ne demeure dans le territoire de l'Etat requérant pendant plus de trente jours, ou n'y retourne.

De même, l'extradé ne pourra être remis à un Etat tiers qui le demande, sans le consentement de l'Etat requis.

Article V.

Extradition shall not be granted :

- (1) For unpremeditated offences ;
- (2) For acts that are offences under the press laws only ;
- (3) For purely military offences, that is to say, acts which are not punishable except under military law ;
- (4) For offences against the free practice of any form of public worship ;
- (5) For political offences or acts accessory thereto, except where the act in respect of which proceedings are instituted is primarily an offence under the ordinary criminal law. In this case, when extradition has been granted, the surrender of the person concerned shall be subject to an undertaking by the applicant State that the political object or motive shall not entail any increase in the penalty.

The authorities of the State applied to shall alone be competent to judge of the political nature of offences.

Article VI.

Extradition shall moreover not be granted :

- (a) If, under the laws of the applicant State, exemption from prosecution or punishment has been acquired through limitation ;
- (b) If the accused person has to be tried in the applicant country by any but an ordinary Court or judge ;
- (c) If, in respect of the offence which gave rise to the requisition for extradition, the person whose extradition is requested has already been proceeded against and convicted or acquitted by the judicial authority of the State applied to.

Article VII.

Extradition may be refused if the authorities of the State applied to are competent under their own laws to try the offence.

Should the person whose extradition is requested be liable, under the laws of the applicant State, to the death penalty, extradition shall be granted solely on condition that such penalty shall be commuted to that of imprisonment.

If the person whose extradition is requested is being proceeded against or is serving a sentence for another offence committed in the State applied to, his extradition may be granted but his surrender shall be deferred until the conclusion of the proceedings or until he has fully served his sentence.

Article VIII.

No person whose extradition has been granted may be tried or punished for any other offence committed prior to the requisition unless either the applicant State seeks and obtains the consent of the State applied to or, when he has served his sentence or been acquitted in respect of the offence for which he was extradited, the person in question remains for more than thirty days within the territory of the applicant State or returns thereto.

Moreover, no person who has been extradited may, without the consent of the State applied to, be surrendered to any third State which may claim him.

Article IX.

La demande d'extradition sera présentée par la voie diplomatique et accompagnée :

1^o De la copie ou expédition authentique de la sentence de condamnation, même par contumace, ou d'un mandat d'arrêt ou de tout autre pièce de procédure pénale émanant du juge compétent et équivalente au mandat ; ce document devra indiquer de façon précise la nature et la gravité de l'acte incriminé, ainsi que le lieu et la date du crime ou délit commis ;

2^o De la copie du texte des lois appliquées ou applicables au cas, y compris ceux concernant la prescription de l'action pénale et de la condamnation ;

3^o Si possible, du signalement et de la photographie de la personne réclamée, ainsi que de toutes autres indications permettant d'établir l'identité de ladite personne.

La demande et les documents seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant, mais pourront être accompagnés d'une traduction dans la langue de l'Etat requis, dûment certifiée conforme.

Article X.

La demande d'extradition dûment accompagnée des documents prescrits suivra son cours dès qu'elle sera parvenue à l'Etat requis.

L'individu arrêté pour être extradé sera détenu jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'extradition et, en cas d'acceptation, jusqu'à sa remise aux autorités de l'Etat requérant.

En cas d'urgence, l'Etat requis pourra accorder l'arrestation provisoire sur demande, même télégraphique, de l'autorité compétente de l'Etat requérant ou de ses agents diplomatiques ; la demande devra indiquer également l'existence d'un des documents prévus au N^o 1 de l'article précédent.

En pareil cas, l'individu arrêté provisoirement sera remis en liberté, si la demande d'extradition et les documents nécessaires ne sont pas parvenus à l'Etat requis dans un délai de soixante jours à compter de la date de l'arrestation.

La péremption de l'arrestation provisoire n'empêchera pas la procédure d'extradition de suivre son cours si la demande et les documents nécessaires parviennent ultérieurement à l'Etat requis.

Article XI.

Si plusieurs Etats demandent l'extradition d'un individu, et si les demandes se rapportent au même crime ou délit, l'extradition sera accordée à l'Etat dans le territoire duquel le crime ou délit aura été commis.

Si plusieurs Etats ont demandé l'extradition du même individu pour des crimes ou délits différents, la préférence sera donnée à l'Etat dans le territoire duquel aura été commis le crime ou délit que l'Etat requis jugera le plus grave.

En cas de crimes ou délits de même gravité, la préférence sera donnée à la demande la plus ancienne en date.

L'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, imposer comme condition que l'individu réclamé soit, après l'accomplissement de sa peine, ou après son acquittement, livré à un autre Etat.

Ces règles de préférence seront sans effet si l'Etat requis est tenu, en vertu de traités antérieurs, de donner la préférence de manière différente.

Dans tous les cas, les autorités des deux Hautes Parties contractantes décideront dans quel port d'embarquement devra s'effectuer la remise de l'extradé.

Article IX.

Requisitions for extradition shall be made through the diplomatic channel and shall be accompanied :

(1) By a certified copy or transcription of the sentence of conviction, even if the person was convicted by default, or of the warrant of arrest or any other document connected with the criminal proceedings and issued by the competent judge and which has the effect of a warrant ; this document must state exactly the nature and gravity of the alleged offence and the place where and date when the offence was committed ;

(2) By a copy of the text of the laws that have been or may be applied in the case, including the laws relating to exemption from prosecution and from punishment through limitation ;

(3) If possible, by a description and photograph of the person whose extradition is requested and any other particulars which might assist in establishing his identity.

The requisition and the documents relating thereto shall be drawn up in the official language of the applicant State but may be accompanied by a duly certified translation in the language of the State applied to.

Article X.

The requisition for extradition, duly accompanied by the documents in support thereof, must be complied with as soon as it is received by the State applied to.

A person who is arrested for the purpose of being extradited shall remain in custody until a decision has been reached concerning the request for his extradition and, if the request is granted, until he is surrendered to the authorities of the applicant State.

In urgent cases, the State applied to may allow provisional arrest on receipt of a request, if necessary telegraphic, from the competent authority of the applicant State or from the diplomatic agents of that State ; the request must also contain a declaration certifying the existence of one of the documents mentioned in paragraph (1) of the preceding Article.

In such cases the person placed under provisional arrest shall be released if the State applied to has not received the request and the relevant documents within sixty days following the date of arrest.

The expiry of the period of provisional arrest shall not prevent the extradition proceedings taking their course if the request and the relevant documents are received subsequently.

Article XI.

If the extradition of a person is requested by several States and if the requisitions relate to the same offence, the extradition shall be granted to the State in whose territory the offence was committed.

If several States have requested the extradition of the same person in respect of different offences, preference shall be given to the State in whose territory the offence which the State applied to considers to be the most serious was committed.

In the case of offences of equal gravity, preference shall be determined by priority of requisition.

The State applied to may, when granting extradition, stipulate that the person claimed shall, on the expiration of his penalty or on his acquittal, be surrendered to another State.

These rules concerning preference shall not be followed if the State applied to is bound under the terms of an earlier treaty to observe a different order of preference.

In every case the authorities of the two High Contracting Parties shall decide in what port of embarkation the surrender of the person whose extradition is requested shall take place.

Article XII.

Une fois l'extradition accordée, si l'agent diplomatique de l'Etat requérant ne prend pas livraison de l'extradé dans les vingt jours suivant la notification que l'extradé est à la disposition de l'Etat en question, l'extradé sera remis en liberté et ne pourra plus être arrêté de nouveau pour le même motif.

Article XIII.

L'argent et les objets trouvés en la possession de la personne dont on demande l'extradition au moment de son arrestation, seront confisqués et remis à l'Etat requérant en même temps que l'extradé lui-même. L'argent et les objets qui appartiennent légitimement à la personne arrêtée, même lorsqu'ils se trouvent entre les mains d'autres personnes, seront remis à l'Etat requérant si les autorités peuvent entrer en possession desdits argent et objets après l'arrestation. La remise sera faite même si l'extradition ne peut avoir lieu par suite de la fuite ou de la mort du délinquant.

Les droits que des tiers étrangers à l'acte pour lequel l'extradition a été demandée pourraient avoir sur les objets confisqués, seront respectés ; lesdits objets devront leur être restitués sous réserve du consentement de l'autorité de la partie requise, à la fin du procès ou même avant si l'état du procès le permet.

Article XIV.

Le permis de transit sur les territoires des Hautes Parties contractantes d'une personne livrée par un autre Etat, sera accordé sur simple demande présentée conformément aux dispositions de l'article 9 du présent traité.

Ledit permis sera accordé par un arrêté du Ministère compétent du pays de transit, sans aucune formalité judiciaire, à la condition qu'il ne s'agisse pas d'un des crimes ou délits visés aux articles 5 et 6 et qu'aucun motif sérieux d'ordre public ne s'oppose à l'octroi de ce permis.

Le transport du détenu aura lieu sous la surveillance des agents du pays de transit.

Article XV.

Les dépenses entraînées par la demande d'extradition sur le territoire de l'Etat requis sont à la charge de ce dernier ; les dépenses afférentes au transit sont à la charge de l'Etat requérant.

Article XVI.

Le présent traité est rédigé en deux exemplaires originaux, l'un en langue italienne, l'autre en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

Article XVII.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés dans le plus bref délai possible à Rome.

Il entrera en vigueur le premier jour du mois suivant celui dans lequel l'échange des ratifications aura eu lieu.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra le dénoncer à n'importe quel moment ; dans ce cas, ses effets cesseront six mois après le jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rio-de-Janeiro, le vingt huit du mois de novembre de l'année mil neuf cent trente-et-un.

(L. S.) V. CERRUTI.

(L. S.) Afranio DE MELLO FRANCO.

Article XII.

When extradition has been granted, if, within twenty days after being notified that the person whose extradition is requested is at the disposal of the applicant State, the diplomatic agent of that State has not made arrangements for the person in question to be taken in charge, that person shall be released and may not be arrested again on the same grounds.

Article XIII.

All money and effects found at the time of arrest in the possession of the person whose extradition is requested shall be seized and surrendered to the applicant State at the same time as the person whose extradition is requested. Money and effects of which the arrested person was legitimately in possession shall be handed over, should they come into the hands of the authorities after the arrest, even if they were in the possession of third parties. These effects shall be delivered up even if, owing to the escape or death of the offender, extradition cannot take place.

The rights of third parties not implicated in the offence on account of which extradition was requested over any of the confiscated articles shall be reserved ; these articles must, with the agreement of the authorities of the Party applied to, be restored to them on the conclusion of the proceedings, or even earlier if the course of the proceedings so permits.

Article XIV.

Permission for the transit across the territory of the High Contracting Parties of persons who are being surrendered by another State shall be granted immediately on receipt of a request submitted in accordance with Article 9 of the present Treaty.

Such permission shall be given, without any judicial formality by the competent Ministry of the country of transit, provided that the offence is not one of those referred to in Articles 5 and 6, and that no serious reasons of public order form an obstacle.

The person under arrest shall be conveyed under the escort of agents of the country of transit.

Article XV.

All expenses occasioned by the requisition for extradition in the territory of the State applied to shall be borne by that State. All transit expenses shall be borne by the applicant State.

Article XVI.

The present Treaty is drawn up in two originals, one in the Italian language and the other in the Portuguese language, both texts being equally authentic.

Article XVII.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall enter into force on the first day of the month following that in which the exchange of ratifications takes place.

Either High Contracting Party may denounce it at any time ; in such case it shall cease to be in force six months after the day on which it was denounced.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Rio de Janeiro on the twenty-eighth day of November, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) V. CERRUTI.

(L. S.) Afranio DE MELLO FRANCO.

N° 3048.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET IRAK**

Traité d'alliance, signé à Bagdad,
le 30 juin 1930, avec annexe, et
échange de notes y relatif, de la
même date.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND IRAQ**

Treaty of Alliance, signed at Bagh-
dad, June 30, 1930, with Annex,
and Exchange of Notes relating
thereto of the same date.

No. 3048. — TREATY¹ OF ALLIANCE BETWEEN HIS MAJESTY IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM AND HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ. SIGNED AT BAGHDAD, JUNE 30, 1930.

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 octobre 1932.

English and Arabic official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Treaty took place October 3, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ, whereas they desire to consolidate the friendship and to maintain and perpetuate the relations of good understanding between their respective countries ; and

Whereas His Britannic Majesty undertook in the Treaty of Alliance signed at Baghdad on the thirteenth day of January, One thousand nine hundred and twenty-six of the Christian Era, corresponding to the twenty-eighth day of Jamadi-al-Ukhra, One thousand three hundred and forty-four, Hijrah, that he would take into active consideration at successive intervals of four years the question whether it was possible for him to press for the admission of 'Iraq into the League of Nations ; and

Whereas His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland informed the 'Iraq Government without qualification or proviso on the fourteenth day of September, One thousand nine hundred and twenty-nine that they were prepared to support the candidature of 'Iraq for admission to the League of Nations in the year One thousand nine hundred and thirty-two and announced to the Council of the League on the fourth day of November, One thousand nine hundred and twenty-nine, that this was their intention ; and

Whereas the mandatory responsibilities accepted by His Britannic Majesty in respect of 'Iraq will automatically terminate upon the admission of 'Iraq to the League of Nations ; and

Whereas His Britannic Majesty and His Majesty the King of 'Iraq consider that the relations which will subsist between them as independent sovereigns should be defined by the conclusion of a Treaty of Alliance and Amity :

Have agreed to conclude a new Treaty for this purpose on terms of complete freedom, equality and independence which will become operative upon the entry of 'Iraq into the League of Nations, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA,

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Lieutenant-Colonel Sir Francis Henry HUMPHRYS, Knight Grand Cross of the Royal Victorian Order, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Knight Commander of the Most Excellent Order of the British Empire, Companion of the Most Eminent Order of the Indian Empire, High Commissioner of His Britannic Majesty in 'Iraq ; and

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 26 janvier 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Baghdad, January 26, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ :

General Nuri Pasha al SA'ID, Order of the Nadha, Second Class, Order of the Istiqlal, Second Class, Companion of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Companion of the Distinguished Service Order, Prime Minister of the 'Iraq Government and Minister for Foreign Affairs ;

Who having communicated their full powers, found in due form, have agreed as follows :

Article 1.

There shall be perpetual peace and friendship between His Britannic Majesty and His Majesty the King of 'Iraq.

There shall be established between the High Contracting Parties a close alliance in consecration of their friendship, their cordial understanding and their good relations, and there shall be full and frank consultation between them in all matters of foreign policy which may affect their common interests.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to adopt in foreign countries an attitude which is inconsistent with the alliance or might create difficulties for the other party thereto.

Article 2.

Each High Contracting Party will be represented at the Court of the other High Contracting Party by a diplomatic representative duly accredited.

Article 3.

Should any dispute between 'Iraq and a third State produce a situation which involves the risk of a rupture with that State, the High Contracting Parties will concert together with a view to the settlement of the said dispute by peaceful means in accordance with the provisions of the Covenant of the League of Nations and of any other international obligation which may be applicable to the case.

Article 4.

Should, notwithstanding the provisions of Article 3 above, either of the High Contracting Parties become engaged in war, the other High Contracting Party will, subject always to the provisions of Article 9 below, immediately come to his aid in the capacity of an ally. In the event of an imminent menace of war the High Contracting Parties will immediately concert together the necessary measures of defence. The aid of His Majesty the King of 'Iraq in the event of war or the imminent menace of war will consist in furnishing to His Britannic Majesty on 'Iraq territory all facilities and assistance in his power including the use of railways, rivers, ports, aerodromes and means of communication.

Article 5.

It is understood between the High Contracting Parties that responsibility for the maintenance of internal order in 'Iraq and, subject to the provisions of Article 4 above, for the defence of 'Iraq from external aggression rests with His Majesty the King of 'Iraq. Nevertheless His Majesty the King of 'Iraq recognises that the permanent maintenance and protection in all circumstances of the essential communications of His Britannic Majesty is in the common interest of the High

Contracting Parties. For this purpose and in order to facilitate the discharge of the obligations of His Britanic Majesty under Article 4 above His Majesty the King of 'Iraq undertakes to grant to His Britannic Majesty for the duration of the Alliance sites for air bases to be selected by His Britannic Majesty at or in the vicinity of Basra and for an air base to be selected by His Britannic Majesty to the west of the Euphrates. His Majesty the King of 'Iraq further authorises His Britannic Majesty to maintain forces upon 'Iraq territory at the above localities in accordance with the provisions of the Annexure of this Treaty on the understanding that the presence of those forces shall not constitute in any manner an occupation and will in no way prejudice the sovereign rights of 'Iraq.

Article 6.

The Annexure hereto shall be regarded as an integral part of the present Treaty.

Article 7.

This Treaty shall replace the Treaties of Alliance signed at Baghdad on the tenth day of October, One thousand nine hundred and twenty-two of the Christian Era¹, corresponding to the nineteenth day of Safar, One thousand three hundred and forty-one, Hijrah, and on the thirteenth day of January, One thousand nine hundred and twenty-six, of the Christian Era², corresponding to the twenty-eighth day of Jamadi-al-Ukhra, One thousand three hundred and forty-four, Hijrah, and the subsidiary agreements thereto, which shall cease to have effect upon the entry into force of this Treaty. It shall be executed in duplicate, in the English and Arabic languages, of which the former shall be regarded as the authoritative version.

Article 8.

The High Contracting Parties recognise that, upon the entry into force of this Treaty, all responsibilities devolving under the Treaties and Agreements referred to in Article 7 hereof upon His Britannic Majesty in respect of 'Iraq will, in so far as His Britannic Majesty is concerned, then automatically and completely come to an end, and that such responsibilities, in so far as they continue at all, will devolve upon His Majesty the King of 'Iraq alone.

It is also recognised that all responsibilities devolving upon His Britannic Majesty in respect of 'Iraq under any other international instrument, in so far as they continue at all, should similarly devolve upon His Majesty the King of 'Iraq alone, and the High Contracting Parties shall immediately take such steps as may be necessary to secure the transference to His Majesty the King of 'Iraq of these responsibilities.

Article 9.

Nothing in the present Treaty is intended to or shall in any way prejudice the rights and obligations which devolve, or may devolve, upon either of the High Contracting Parties under the Covenant of the League of Nations or the Treaty for the Renunciation of War³ signed at Paris on the twenty-seventh day of August, One thousand nine hundred and twenty-eight.

Article 10.

Should any difference arise relative to the application or the interpretation of this Treaty and should the High Contracting Parties fail to settle such difference by direct negotiation, then it shall be dealt with in accordance with the provisions of the Covenant of the League of Nations.

¹ Vol. XXXV, page 13, de ce recueil.

² Vol. XLVII, page 419, de ce recueil.

³ Vol. XCIV, page 57, de ce recueil.

¹ Vol. XXXV, page 13, of this Series.

² Vol. XLVII, page 419, of this Series.

³ Vol. XCIV, page 57, of this Series.

Article II.

This Treaty shall be ratified and ratifications shall be exchanged as soon as possible. Thereafter it shall come into force as soon as 'Iraq has been admitted to membership of the League of Nations.

The present Treaty shall remain in force for a period of twenty-five years from the date of its coming into force. At any time after twenty years from the date of the coming into force of this Treaty, the High Contracting Parties will, at the request of either of them, conclude a new Treaty which shall provide for the continued maintenance and protection in all circumstances of the essential communications of His Britannic Majesty. In case of disagreement in this matter the difference will be submitted to the Council of the League of Nations.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at Baghdad in duplicate this thirtieth day of June, One thousand nine hundred and thirty, of the Christian Era, corresponding to the fourth day of Safar, One thousand three hundred and forty-nine, Hijrah.

(L. S.) F. H. HUMPHRYS.

(L. S.) Noury SAID.

ANNEXURE TO TREATY OF ALLIANCE.

I.

The strength of the forces maintained in 'Iraq by His Britannic Majesty in accordance with the terms of Article 5 of this Treaty shall be determined by His Britannic Majesty from time to time after consultation with His Majesty the King of 'Iraq.

His Britannic Majesty shall maintain forces at Hinaidi for a period of five years after the entry into force of this Treaty in order to enable His Majesty the King of 'Iraq to organise the necessary forces to replace them. By the expiration of that period the said forces of His Britannic Majesty shall have been withdrawn from Hinaidi. It shall be also open to His Britannic Majesty to maintain forces at Mosul for a maximum period of five years from the entry into force of this Treaty. Thereafter it shall be open to His Britannic Majesty to station his forces in the localities mentioned in Article 5 of this Treaty, and His Majesty the King of 'Iraq will grant to His Britannic Majesty for the duration of the Alliance leases of the necessary sites for the accommodation of the forces of His Britannic Majesty in those localities.

2.

Subject to any modifications which the two High Contracting Parties may agree to introduce in the future, the immunities and privileges in jurisdictional and fiscal matters, including freedom from taxation, enjoyed by the British forces in 'Iraq will continue to extend to the forces referred to in Clause 1 above and to such of His Britannic Majesty's forces of all arms as may be in 'Iraq in pursuance of the present Treaty and its annexure or otherwise by agreement between the High Contracting Parties, and the existing provisions of any local legislation affecting the armed forces of His Britannic Majesty in 'Iraq shall also continue. The 'Iraq Government will take the necessary steps to ensure that the altered conditions will not render the position of the British forces as regards immunities and privileges in any way less favourable than that enjoyed by them at the date of the entry into force of this Treaty.

3.

His Majesty the King of 'Iraq agrees to provide all possible facilities for the movement, training and maintenance of the forces referred to in Clause 1 above and to accord to those forces the same facilities for the use of wireless telegraphy as those enjoyed by them at the date of the entry into force of the present Treaty.

4.

His Majesty the King of 'Iraq undertakes to provide at the request and at the expense of His Britannic Majesty and upon such conditions as may be agreed between the High Contracting Parties special guards from his own forces for the protection of such air bases as may, in accordance with the provisions of this Treaty, be occupied by the forces of His Britannic Majesty, and to secure the enactment of such legislation as may be necessary for the fulfilment of the conditions referred to above.

5.

His Britannic Majesty undertakes to grant whenever they may be required by His Majesty the King of 'Iraq all possible facilities in the following matters, the cost of which will be met by His Majesty the King of 'Iraq.

1. Naval, military and aeronautical instruction of 'Iraqi officers in the United Kingdom.
2. The provision of arms, ammunition, equipment, ships and aeroplanes of the latest available pattern for the forces of His Majesty the King of 'Iraq.
3. The provision of British naval, military and air force officers to serve in an advisory capacity with the forces of His Majesty the King of 'Iraq.

6.

In view of the desirability of identity in training and methods between the 'Iraq and British armies, His Majesty the King of 'Iraq undertakes that, should he deem it necessary to have recourse to foreign military instructors, these shall be chosen from amongst British subjects.

He further undertakes that any personnel of his forces that may be sent abroad for military training will be sent to military schools, colleges and training centres in the territories of His Britannic Majesty, provided that this shall not prevent him from sending to any other country such personnel as cannot be received in the said institutions and training centres.

He further undertakes that the armament and essential equipment of his forces shall not differ in type from those of the forces of His Britannic Majesty.

7.

His Majesty the King of 'Iraq agrees to afford, when requested to do so by His Britannic Majesty, all possible facilities for the movement of the forces of His Britannic Majesty of all arms in transit across 'Iraq and for the transport and storage of all supplies and equipment that may be required by these forces during their passage across 'Iraq. These facilities shall cover the use of the roads, railways, waterways, ports and aerodromes of 'Iraq, and His Britannic Majesty's ships shall have general permission to visit the Shatt-al-Arab on the understanding that His Majesty the King of 'Iraq is given prior notification of visits to 'Iraq ports.

(Initialled) F. H. H.
N. S.

NOTES EXCHANGED.

I.

The Residency, BAGHDAD, *dated the 30th June, 1930.*

SIR,

I have the honour to inform you, with regard to Article 2 of the Treaty which we have signed to-day, that it is intended that His Britannic Majesty's diplomatic representative at the Court of His Majesty the King of 'Iraq shall have the status of Ambassador.

I have, etc.,

(Signed) F. H. HUMPHRYS.

His Excellency Nuri Pasha al Sa'id, C.M.G., D.S.O.,
Prime Minister and Minister for Foreign Affairs,
Baghdad.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BAGHDAD, *dated the 30th June, 1930.*

SIR,

In reply to your Note of to-day's date I have the honour to inform you that the 'Iraq Government, anxious to mark the satisfaction which the appointment of His Britannic Majesty's representative as the first Ambassador in 'Iraq affords them, intend that his precedence in relation to the representatives of other Powers shall extend to his successors. The 'Iraq Government also intend that the diplomatic representative of His Majesty the King of 'Iraq at the Court of St. James shall have the status of Minister Plenipotentiary during the currency of this Treaty.

I have, etc.

(Signed) Noury SAID.

His Excellency Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's High Commissioner in 'Iraq.

II.

The Residency, BAGHDAD, *the 30th June 1930.*

SIR,

In connection with the Treaty signed by us to-day I have the honour to place on record that it has been agreed that all outstanding financial questions, such as those relating to the 'Iraq Railways and the Port of Basra and those which it is necessary to settle for the purpose of the

operation of the Treaty and of its Annexure, shall form the subject of a separate agreement ¹ which shall be concluded as soon as possible and which shall be deemed an integral part of the present Treaty and shall be ratified simultaneously therewith.

I have, etc.,

(Signed) F. H. HUMPHRYS.

His Excellency Nuri Pasha al Sa'id, C.M.G., D.S.O.,
Prime Minister and Minister for Foreign Affairs,
Baghdad.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BAGHDAD, *the 30th June, 1930,*

SIR,

In connection with the Treaty signed by us to-day I have the honour to place on record that it has been agreed that all outstanding financial questions, such as those relating to the 'Iraq Railways and the Port of Basra and those which it is necessary to settle for the purpose of the Treaty and of its Annexure, shall form the subject of a separate agreement ¹ which shall be concluded as soon as possible and which shall be deemed an integral part of the present Treaty and shall be ratified simultaneously therewith.

I have, etc.,

(Signed) Noury SAID.

His Excellency
Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's High Commissioner
in 'Iraq.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BAGHDAD, *dated the 30th June, 1930,*

SIR,

In connection with the Treaty signed by us to-day I have the honour to inform Your Excellency that in view of the close friendship and alliance between our two countries the 'Iraq Government will normally engage British subjects when in need of the services of foreign officials. Such officials will be selected after consultation between our two Governments. It is understood that this shall not prejudice the freedom of the 'Iraq Government to engage non-British foreign officials for posts for which suitable British subjects are not available.

I have also the honour to inform Your Excellency that nothing in the Treaty which we have signed to-day shall affect the validity of the contracts concluded and in existence between the 'Iraq Government and British officials.

I have, etc.,

(Signed) Noury SAID.

His Excellency Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's High Commissioner
in 'Iraq.

¹ Vol. CXVIII, page 231, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 231, of this Series.

The Residency, BAGHDAD, *dated the 30th June, 1930.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date regarding the engagement of foreign officials, and to confirm the statement therein recorded of the understanding which we have reached.

I have, etc.,

(Signed) F. H. HUMPHRYS.

His Excellency Nuri Pasha al Sa'id, C.M.G., D.S.O.,
Prime Minister and Minister for Foreign Affairs,
Baghdad.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BAGHDAD, *30th June, 1930.*

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that it is the intention of the 'Iraq Government, in view of their desire to improve the efficiency of their land and air forces, to ask for a British Advisory Military Mission, the numbers of which shall be decided before the Treaty comes into force and the conditions of service of which shall be similar to those of the existing Military Mission.

I have, etc.,

(Signed) Noury SAID.

His Excellency Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's High Commissioner
in 'Iraq.

The Residency, BAGHDAD, *30th June, 1930.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date on the subject of the British Advisory Military Mission which the 'Iraq Government intend to invite to 'Iraq.

I have, etc.,

(Signed) F. H. HUMPHRYS.

His Excellency, Nuri Pasha al Sa'id, C.M.G., D.S.O.,
Prime Minister and Minister for Foreign Affairs,
Baghdad.

دار الاعتماد

بغداد

في ٣٠ حزيران سنة ١٩٣٠

يا صاحب الفخامة

اتشرف بان اشعر فخامتكم بتسلم مذكرة متعلقة
بموضوع البعثة العسكرية الاستشارية البريطانية التي تنوي
الحكومة العراقية دعوتها الى العراق .

التوقيع : ف . ه . هـ . همفرينز

فخامة نوري باشا السعيد

رئيس الوزراء ووزير الخارجية

بغداد

نسخة طبع الاصل

١٤ جمادى - ١٩٤٢

ما هي الاصل

ديوان مجلس الوزراء

بغداد

في ٣٠ حزيران سنة ١٩٣٠

يا صاحب الفخامة

اتشرف باعلام فخامتكم بانه في نية الحكومة العراقية بالنظر الى رغبتها في تحسين كفاءة قواتها البرية والجوية ان تطلب بعثة استشارية عسكرية بريطانية التي يتعين عددها قبل دخول المعاهدة في حيز التنفيذ والتي ستكون شروط خدمتها مماثلة لشروط خدمة البعثة العسكرية الآن .

التوقيع : نوري السعيد

فخامة السرف . ه . همفرينز جي . سي . في . او .

كي . سي . ام . جي . كي . بي . ثي .

سي . آي . آي

المعتمد السامي لصاحب الجلالة البريطانية بالعراق

التوقيع : نوري السعيد

فخامة السرف . ه . همفريز جي . سي . في . او .
 كى . سي . ام . جي . كي . بي . ئى .
 سي . آى . اى

المعتمد السامي لصاحب الجلالة البريطانية بالعراق

دار الاعتماد

بغداد

في ٣٠ حزيران سنة ١٩٣٠

با صاحب الفخامة

اتشرف بان اشعركم بتسلم مذكرة فخامتكم بتاريخ
 اليوم المتعلقة باستخدام الموظفين الاجانب وان اويد
 البيان المسجل فيها بشأن التفاهم الذي توصلنا اليه .
 التوقيع : ف . ه . همفريز

فخامة نوري باشا السعيد

رئيس الوزراء ووزير الخارجية

بغداد

ديوان مجلس الوزراء

بغداد

في ٣٠ حزيران سنة ١٩٣٠

يا صاحب الفخامة

عظفا على المعاهدة التي وقعنا عليها هذا اليوم
اتشرف باعلام فخامتكم بانه نظرا الى الصداقة الوثيقة
والتحالف بين بلادنا فان الحكومة العراقية تستخدم
اعتياديا الرعايا البريطانيين عند حاجتها الى خدمات
موظفين اجانب • وينتقى اولئك الموظفين بعد المشاورة
بين حكومتنا • ومن المفهوم ان هذا لا يخل بحرية
الحكومة العراقية في استخدام موظفين اجانب غير
بريطانيين في المناصب التي لا يتيسر لها الرعايا
البريطانيون الملائمون. واتشرف باعلام فخامتكم ايضا
بانه ليس في المعاهدة التي وقعنا عليها في هذا اليوم
ما يمس صحة العقود المعقودة والقائمة بين الحكومة
العراقية وبين الموظفين البريطانيين •

دار الاعتماد

بغداد

في ٣٠ حزيران سنة ١٩٣٠

يا صاحب الفخامة

عظفا على المعاهدة التي وقعنا عليها في هذا اليوم
انشرف بان اسجل انه قد تم الاتفاق على ان جميع
المسائل المالية المعلقة وهي المسائل المتعلقة بالسكك
الحديدية العراقية وميناء البصرة والمسائل التي يقتضي
تسويتها بنسبة تنفيذ المعاهدة وملحقها - ستكون موضوعا
لاتفاق آخر يعقد باسرع ما يستطاع وسيعتبر ذلك الاتفاق
جزءا لا يتجزأ من هذه المعاهدة وسيبرم مع المعاهدة
في وقت واحد .

التوقيع : ف . ه . هـ . همفرينز

فخامة نوري باشا السعيد

رئيس الوزراء ووزير الخارجية

بغداد

ديوان مجلس وزراء

بغداد

في ٣٠ حزيران سنة ١٩٣٠

يا صاحب الفخامة

عظفا على المعاهدة التي وقعنا عليها في هذا اليوم
 اتشرف بان اسجل انه قد تم الاتفاق على ان جميع
 المسائل المالية المتعلقة - وهي المسائل المتعلقة بالسكك
 الحديدية العراقية وميناء البصرة والمسائل التي يقتضي
 تسويتها بغية تنفيذ المعاهدة وملحقها - ستكون موضوعا
 لاتفاق آخر يعقد باسرع ما يستطيع وسيعتبر ذلك الاتفاق
 جزءا لا يتجزأ من هذه المعاهدة وسيبرم مع المعاهدة
 في وقت واحد .

التوقيع : نوري السعيد

فخامة السرف . ه . همفرينز جي . سي . في . او .

كي . سي . ام . جي . كي . بي . ئى .

سي . آى . آى

المعتمد السامي لصاحب الجلالة البريطانية بالعراق

ديوان مجلس الوزراء

بغداد

في ٣٠ حزيران سنة ١٩٣٠

يا صاحب الفخامة

جوابا عن مذكرتكم بتاريخ هذا اليوم اتشرف
بتبليغكم ان الحكومة العراقية - وهي شديدة الرغبة في
الاعراب عن ارتياحها الباعث عليه تعيين ممثل صاحب
الجلالة البريطانية اول سفير في العراق - تنوي منح
سفراء جلالته الذين يخلفون سفير جلالته البريطانية
الاول امتياز التقدم على ممثلي باقي الدول .

وكذلك تنوي الحكومة العراقية ان ممثل جلالة
ملك العراق السياسي لدى بلاط سانت جيمس سيكون
بدرجة وزير مفوض طيلة مدة العمل بهذه المعاهدة .

التوقيع : نوري السعيد

فخامة السرف . ه . همفرينز جي . سي . في . او .

كي . سي . ام . جي . كي . بي . ئي .

سي . آي . آي

المعتمد السامي لصاحب الجلالة البريطانية بالعراق

بغداد

البريطانية اذناً عاماً في زيارة شط العرب بشرط اعلان جلاله ملك
العراق قبل القيام لتلك الزيارات للموانى العراقية .

ن . س .

ف . هـ . هـ .

دار الاعتماد

بغداد

في ٣٠ حزيران سنة ١٩٣٠

يا صاحب الفخامة

اتشرف بتبليغكم فيما يتعلق بالمادة الثانية من
المعاهدة التي وقعنا عليها في هذا اليوم ان في النية ان
الممثل السياسي لصاحب الجلالة البريطانية لدى بلاط
جلالة ملك العراق يكون بدرجة سفير .

التوقيع : ف . هـ . هـ . همفريز

فخامة نوري باشا السعيد

رئيس الوزراء ووزير الخارجية

بغداد

الى الخارج للتدريب العسكري يرسلون الى مدارس وكليات
ودور تدريب عسكرية في بلاد جلالته البريطانية بشرط ان
لا يمنع ذلك صاحب الجلالة ملك العراق من ارسال الاشخاص
الذين لا يمكن قبولهم في المعاهد ودور التدريب المذكورة الى
اي قطر آخر كان .

وبتعهد ايضاً بان التجهيزات الاساسية لقوات جلالته واسلحتها
لا تختلف في نوعها عن اسلحة قوات صاحب الجلالة البريطانية
وتجهيزاتها .

- V -

يوافق جلالة ملك العراق على ان يقوم عند طاب صاحب
الجلالة البريطانية ذلك بجميع التسهيلات الممكنة لمرور قوات
صاحب الجلالة البريطانية من جميع الصنوف العسكرية عبر
العراق ولنقل وخرن جميع المؤن والتجهيزات التي قد تحتاج
اليها هذه القوات في اثناء مرورها في العراق . وتتناول هذه
التسهيلات استخدام طرق العراق وسككه الحديدية وطرقه
المائية وموانئه ومطاراته . ويؤذن لسفن صاحب الجلالة

٥

يتعهد صاحب الجلالة البريطانية بان يقوم عند كل طلب يطلبه صاحب الجلالة ملك العراق بجميع التسهيلات الممكنة في الامور التالية وذلك على نفقة جلالة ملك العراق وهي :-

١ - تعليم الضباط العراقيين الفنون البحرية والعسكرية والجوية في المملكة المتحدة .

٢ - تقديم الاسلحة والعتاد والتجهيزات والسفن والطائرات من احدث طراز متيسر الى قوات جلالة ملك العراق .

٣ - تقديم ضباط بريطانيين بحريين وعسكريين وجويين للخدمة بصفة استشارية في قوات جلالة ملك العراق .

- ٦ -

لما كان من المرغوب فيه توحيد التدريب والاساليب في الجيشين العراقي والبريطاني يتعهد جلالة ملك العراق بانه اذا رأى ضرورة الالتجاء الى مدربين عسكريين اجانب فانهم يختارون من الرعايا البريطانيين .

ويتعهد ايضاً بان اي اشخاص من قواته من الذين قديوفدون

من الوجوه من الموقف الذي تتمتع به هذه القوات في تاريخ
الشروع في تنفيذ هذه المعاهدة .

٣

يوافق جلالة ملك العراق على القيام بجميع التسهيلات الممكنة
لتنقل القوات المذكورة في الفقرة الاولى من هذا الملحق وتدريبها
واعالتها وعلى منحها عين تسهيلات استعمال التلغراف اللاسلكي
التي تتمتع بها عند الشروع في تنفيذ هذه المعاهدة .

— ٤ —

يتعهد صاحب الجلالة ملك العراق بان يقدم بناء على طلب
صاحب الجلالة البريطانية وعلى نفقة صاحب الجلالة البريطانية
ووفقاً للشروط التي يتفق عليها الفريقان الساميان المتعاقدان
حرساً خاصاً من قوات صاحب الجلالة ملك العراق لحماية القواعد
الحوية مما قد تشغله قوات جلالته البريطانية وفقاً لأحكام هذه
المعاهدة وان يؤمن سن القوانين التشريعية التي قد يقتضيها تنفيذ
الشروط الآتية الذكر .

ملك العراق مدة هذا التحالف صاحب الجلالة البريطانية المواقع
المقتضية لاسكان قوات صاحب الجلالة البريطانية في تلك
الاماكن .

٢

بشرط مراعاة اى تعديلات قد يتفق الفريقان الساميان
المتعاقدان على احداثها في المستقبل تظل الحصانات والامتيازات
في شؤون القضاء والعايدات الاميرية (وفي ذلك الاعفاء من
الضرائب) التي تتمتع بها القوات البريطانية في العراق شاملة
القوات المشار اليها في الفقرة الاولى اعلاه وتشمل ايضاً قوات
صاحب الجلالة البريطانية من جميع الصنوف وهي القوات التي
يحتمل وجودها في العراق عملاً باحكام هذه المعاهدة وملحقها
او وفقاً لاتفاق يتم عقده بين الفريقين الساميين المتعاقدين وايضاً
يواصل العمل باحكام اى تشريع محلي له مساس بقوات صاحب
الجلالة البريطانية المسلحة . وتتخذ الحكومة العراقية التدابير
المقتضية للتثبت من كون الشروط المتبدلة لا تجعل موقف القوات
البريطانية فيما يتعلق بالحصانات والامتيازات اقل ملائمة بوجه

ملحق

يعين صاحب الجلالة البريطانية من حين الى آخر مقدار القوات التي يقيمها جلالتها في العراق وفقاً لاحكام المادة الخامسة من هذه المعاهدة وذلك بعد مشاورة صاحب الجلالة ملك العراق في الامر .

ويقيم صاحب الجلالة البريطانية قوات في الهندي لمدة خمس سنوات بعد الشروع في تنفيذ هذه المعاهدة وذلك لكي يمكن صاحب الجلالة ملك العراق من تنظيم القوات المقتضية للحلول محل تلك القوات وعند انقضاء تلك المدة تكون قوات صاحب الجلالة البريطانية قد انسحبت من الهندي. ولصاحب الجلالة البريطانية ايضاً ان يقيم قوات في الموصل لمدة حدها الاعظم خمس سنوات ابتدياً من تاريخ الشروع في تنفيذ هذه المعاهدة . وبعد ذلك لصاحب الجلالة البريطانية ان يضع قواته في الاماكن المذكورة في المادة الخامسة من هذه المعاهدة . ويؤجر صاحب الجلالة

في جميع الاحوال . وعند الخلاف في هذا الشأن يعرض ذلك
الخلاف على مجلس عصبة الامم .

واقراراً لما تقدم قد وقع كل من المندوبين المفوضين على
هذه المعاهدة وختمها بختمه .

كتبت في بغداد في نسختين في اليوم الثلاثين من شهر
حزيران لسنة ثلاثين وتسعمائة بعد الالف الميلادية الموافق لليوم
الثاني من شهر صفر لسنة تسع واربعين وثلاثمائة بعد الالف
الهجرية .

التوقيع : نوري السعيد

التوقيع : ف . ه . همفريز

تحريم الحرب الموقع عليها في باريس في اليوم السابع والعشرين من شهر آب لسنة ثمانى وعشرين وتسعائة بعدالالف الميلادية .

المادة العاشرة

اذا نشأ خلاف ما يتعلق بتطبيق هذه المعاهدة او تفسيرها فلم يوفق الفريقان الساميان المتعاقدان الى الفصل فيه بالمفاوضة رأساً بينها يعالج الخلاف حينئذ وفقاً لاحكام ميثاق عصبة الامم .

المادة الحادية عشرة

تبرم هذه المعاهدة ويتم تبادل الابرام باسرع ما يمكن ثم يجرى تنفيذها عند قبول العراق عضواً في عصبة الامم . وتظل هذه المعاهدة نافذة لمدة خمس وعشرين سنة ابتداء من تاريخ تنفيذها . وفي اى وقت كان بعد عشرين سنة من تاريخ الشروع في تنفيذ هذه المعاهدة على الفريقين الساميين المتعاقدين ان يقوموا بناء على طلب احدهما بعقد معاهدة جديدة ينص فيها على الاستمرار على حفظ وحماية مواصلات صاحب الجلالة البريطانية الاساسية

المسؤوليات المترتبة على صاحب الجلالة البريطانية فيما يتعلق بالعراق وفقاً للمعاهدات والاتفاقات المشار إليها في المادة السابعة من هذه المعاهدة وذلك فيما يختص بمجالاته البريطانية . وبانه اذا بقي شئ من هذه المسؤوليات فيترتب على صاحب الجلالة ملك العراق وحده .

ومن المعترف به ايضاً ان كل ما يبقى من المسؤوليات المترتبة على صاحب الجلالة البريطانية فيما يتعلق بالعراق وفقاً لاي وثيقة دولية اخرى ينبغي ان يترتب كذلك على جلالة ملك العراق وعلى الفريقين الساميين المتعاقدين ان يبادرا فوراً الى اتخاذ الوسائل المتقتضية لتأمين نقل هذه المسؤوليات الى صاحب الجلالة ملك العراق .

المادة التاسعة

ليس في هذه المعاهدة ما يرمي بوجه من الوجوه الى الاخلال او ينحل بالحقوق والتعهدات المترتبة والتي قد تترتب لاحد الفريقين الساميين المتعاقدين او عليه وفقاً لميثاق عصبة الامم او معاهدة

المادة السابعة

تحل هذه المعاهدة محل معاهدتي التحالف الموقع عليها في بغداد في اليوم العاشر من شهر تشرين الاول لسنة اثنتين وعشرين وتسعمائة بعد الالف الميلادية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر صفر لسنة احدى واربعين وثلثمائة بعد الالف الهجرية وفي اليوم الثالث عشر من شهر كانون الثاني لسنة ست وعشرين وتسعمائة بعد الالف الميلادية الموافق لليوم الثامن والعشرين من شهر جمادي الآخرة لسنة اربع واربعين وثلثمائة بعد الالف الهجرية مع الاتفاقات الفرعية الملحقه بهما التي تسمى مانغات عند دخول هذه المعاهدة حيز التنفيذ .

وتوضع هذه المعاهدة في نسختين في كل من اللغتين العربية والانكليزية ويعتبر النص الاخير النص المعول عليه .

المادة الثامنة

يعترف الفريقان الساميان المتعاقدان بانه عند الشروع في تنفيذ هذه المعاهدة تنتهي من تلقاء نفسها وبصورة نهائية جميع

مواصلات صاحب الجلالة البريطانية الاساسية بصورة دائمة في جميع الاحوال هما من صالح الفريقين الساميين المتعاقدين المشترك من اجل ذلك وتسهيلاً للقيام بتعهدات صاحب الجلالة البريطانية وفقاً للمادة الرابعة اعلاه يتعهد جلالة ملك العراق بان يمنح صاحب الجلالة البريطانية طيلة مدة التحالف موقعين لقاعدتين جويتين ينتقيها صاحب الجلالة البريطانية في البصرة او في جوارها وموقعاً واحداً لقاعدة جوية ينتقيها صاحب الجلالة البريطانية في غرب نهر الفرات .

وكذلك يأذن جلالة ملك العراق لصاحب الجلالة البريطانية في ان يقيم قوات في الاراضي العراقية في الاماكن الآتية الذكر وفقاً لاحكام ملحق هذه المعاهدة على ان يكون مفهومها ان وجود هذه القوات لن يعتبر بوجه من الوجوه احتلالاً ولن يمس على الاطلاق حقوق سيادة العراق .

المادة السادسة

يعتبر ملحق هذه المعاهدة جزءاً لا يتجزأ منها .

الآخر فوراً الى معونته بصفة كونه حليفاً وذلك دائماً وفق احكام المادة التاسعة ادناه .

وفي حالة خطر حرب محقق يبادر الفريقان الساميان التعاقدان فوراً الى توحيد المساعي في اتخاذ تدابير الدفاع المقتضية ان معونة صاحب الجلالة ملك العراق في حالة حرب او خطر حرب محقق تنحصر في ان يقدم الى صاحب الجلالة البريطانية في الاراضي العراقية جميع ما في وسعه ان يقدمه من التجهيزات والمساعدات ومن ذلك استخدام السكك الحديدية والانهار والهوائي والمطارات ووسائل المواصلات .

المادة الخامسة

من المفهوم بين الفريقين الساميين المتعاقدين ان مسؤولية حفظ الامن الداخلي في العراق وايضاً — بشرط مراعاة احكام المادة الرابعة اعلاه — مسؤولية الدفاع عن العراق ازاء الاعتداء الخارجي تنحصران في صاحب الجلالة ملك العراق .
مع ذلك يعترف جلالة ملك العراق بان حفظ وحماية

المادة الثانية

يمثل كلا من الفريقين الساميين المتعاقدين لدى بلاط الفريق السامي المتعاقد الآخر ممثل سياسي (دبلوماسي) يعتمد وفقاً للاصول المرعية .

المادة الثالثة

إذا ادى اي نزاع بين العراق و بين دولة ثالثة الى حالة يترتب عليها خطر قطع العلاقات بتلك الدولة يوحد حينئذ الفريقان الساميان المتعاقدان مساعيهم لتسوية ذلك النزاع بالوسائل السلمية وفقاً لاحكام ميثاق عصبة الامم وفقاً لاي تعهدات دولية اخرى يمكن تطبيقها على تلك الحالة .

المادة الرابعة

إذا اشتبك احد الفريقين الساميين المتعاقدين في حرب رغم احكام المادة الثالثة اعلاه يبادر حينئذ الفريق السامي المتعاقد

جى . سي . ف . او . كي . سي . ام . جى .
 كي . بي . اى . سي . آى . اى .

المعتمد السامي لصاحب الجلالة البريطانية في العراق اللذان
 بعد ان تبادلوا وثائق تفويضهما فوجداها صحيحة قد اتفقا على
 مايلي .

المادة الاولى

يسود سلم وصدقة دائمين بين صاحب الجلالة ملك العراق
 وبين صاحب الجلالة البريطانية ويؤسس بين الفريقين الساميين
 المتعاقدين تحالف وثيق وتوطيداً لصدقاتهما وتفاهمهما الودى
 وصلاتهما الحسنة . وتجرى بينهما مشاوره تامه وصرىحة في
 جميع شؤون السياسة الخارجية مما قد يكون له مساس بمصالحهما
 المشتركة .

ويتعهد كل من الفريقين الساميين المتعاقدين بان لايقف في
 البلاد الاجنبية موقفاً لايتفق وهذا التحالف او قد يخلق مصاعب
 للفريق الآخر .

ملكين مستقلين ينبغي تحديدها بعقد معاهدة تحالف وصدقة
 فقد اتفقا على عقد معاهدة جديدة لبلوغ هذه الغاية على
 قواعد الحرية والمساواة التامتين والاستقلال التام تصبح نافذة
 عند دخول العراق عصبة الأمم وودعنا عنهما مندوبين
 مفوضين وهما :

عن جلالة ملك العراق :

نورى باشا السعيد

رئيس الوزراء ووزير الخارجية

حامل وسامى النهضة والامتقلال من الصنف الثانى

سي . ام . جي . دى . اس . او .

وعن جلالة ملك بريطانيا العظمى وايرلندا والممتلكات

البريطانية وراء البحار وامبراطور الهند :

عن بريطانيا العظمى وايرلندا الشمالية

اللفتت كر نل السر فرنسيس هنري همفريز

الموافق لليوم الثامن والعشرين من شهر جمادى الآخرة سنة أربع وأربعين وثلثائة بعد الألف الهجرية بان ينظر نظراً فعلياً في فترات متتالية مدة كل منها أربع سنوات في هل في استطاعته الإلحاح على إدخال العراق جمعية الأمم

ولما كانت حكومة جلالة في بريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية قد ادلت الحكومة العراقية بلا قيد ولا شرط في اليوم الرابع عشر من شهر أيلول سنة تسع وعشرين وتسعمائة بعد الألف أنها مستعدة لعرض ترشيح العراق لدخول عصبة الأمم سنة اثنتين وثلاثين وتسعمائة بعد الألف وأعلنت لمجلس العصبة في اليوم الرابع عشر من شهر كانون الأول سنة تسع وعشرين وتسعمائة بعد الألف ان هذه هي نيتها

ولما كانت المسؤوليات الانتدائية التي قبلها صاحب الجلالة البريطانية فيما يتعلق بالعراق ستنتهي من تلقاء نفسها عند إدخال العراق عصبة الأمم ولما كان صاحب الجلالة ملك العراق وصاحب الجلالة البريطانية يريان ان الصلات التي ستقوم بينهما بصفة كونهما

N° 3048.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

المعاهدة العراقية-البريطانية وملحقها

والكتب المتبادلة بين فخامة رئيس الوزراء
وبين فخامة المتمد السامي حولها

صاحب الجلالة ملك العراق

وصاحب الجلالة ملك بريطانيا العظمى وايرلنده والممتلكات

البريطانية وراء البحار واميراطور الهند

لما كانا راغبين في توثيق او اصر الصداقة والاحتفاظ

بصلات حسن التفاهم وادامتها ما بين بلاديهما

ولما كان صاحب الجلالة البريطانية قد تعهد في معاهدة

التحالف الموقع عليها في بغداد في اليوم الثالث عشر من شهر

كانون الثاني سنة ست وعشرين وتسعمائة بعد الالف الميلادية

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3048. — TRAITÉ D'ALLIANCE ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI ET SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK. SIGNÉ A BAGDAD, LE 30 JUIN 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK, désirant renforcer l'amitié ainsi que maintenir et perpétuer les relations de bonne entente qui existent entre leurs pays respectifs ;

Considérant que Sa Majesté britannique, dans le Traité d'alliance, signé à Bagdad, le treize janvier mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne, correspondant au vingt-huitième jour du Jamadi-al-Ukhra de l'an mil trois cent quarante-quatre de l'Hégire, a pris l'engagement d'examiner attentivement, à des intervalles successifs de quatre années, la question de savoir s'il lui était possible de recommander l'admission de l'Irak dans la Société des Nations ;

Considérant que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a avisé le Gouvernement de l'Irak, sans restriction ni réserve, le quatorze septembre mil neuf cent vingt-neuf, qu'il était disposé à appuyer la demande d'admission de l'Irak à la Société des Nations en mil neuf cent trente-deux, et qu'il a fait connaître au Conseil de la Société des Nations, le quatre novembre mil neuf cent vingt-neuf, que telle était son intention ;

Considérant que les responsabilités assumées par Sa Majesté britannique comme mandataire pour l'Irak prendront fin automatiquement lors de l'admission de l'Irak dans la Société des Nations ;

Considérant que les relations qui existeront désormais entre eux, comme souverains indépendants, doivent être déterminées par la conclusion d'un traité d'alliance et d'amitié ;

Sont convenus de conclure à cet effet, dans des conditions de liberté, d'égalité et d'indépendance complètes, un nouveau traité qui produira ses effets lors de l'entrée de l'Irak dans la Société des Nations, et ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le lieutenant-colonel sir Francis Henry HUMPHRYS, Grand-Croix de l'Ordre royal de Victoria, commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique, chevalier de l'Ordre de l'Empire de l'Inde, haut commissaire de Sa Majesté britannique en Irak ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK :

Le général Noury Pacha al SA'ID, dignitaire de l'Ordre du Nadha de seconde classe, de l'Ordre l'Istiqlal de seconde classe, chevalier de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, chevalier du Distinguished Service Order, premier ministre du Gouvernement de l'Irak et ministre des Affaires étrangères ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La paix et l'amitié rèneront perpétuellement entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi d'Irak.

Il sera établi, entre les Hautes Parties contractantes, une alliance étroite consacrant leur amitié, leur entente cordiale et leurs bonnes relations, et elles se consulteront, sans réserve et franchement, dans toutes les questions de politique étrangère affectant leurs intérêts communs.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne pas adopter, dans des pays étrangers, une attitude incompatible avec l'alliance, ou susceptible de créer des difficultés à l'autre Partie à cette alliance.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes sera représentée à la Cour de l'autre Partie contractante par un représentant diplomatique accrédité.

Article 3.

Au cas où un différend entre l'Irak et un Etat tiers créerait une situation comportant le risque d'une rupture avec cet Etat, les Hautes Parties contractantes se concerteront en vue de régler ce différend par des moyens pacifiques, conformément aux dispositions du Pacte de la Société des Nations et de tous autres engagements internationaux qui pourront être applicables au cas en question.

Article 4.

Si, nonobstant les dispositions de l'article 3 ci-dessus, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes était entraînée dans une guerre, l'autre Partie contractante, sous réserve, toujours, des dispositions de l'article 9 ci-dessous, viendra immédiatement à son aide en qualité d'alliée. En cas de menace de guerre imminente, les Hautes Parties contractantes arrêteront immédiatement, d'un commun accord, les mesures de défense nécessaires à prendre. L'aide de Sa Majesté le Roi d'Irak, en cas de guerre ou de menace de guerre imminente, consistera à fournir à Sa Majesté britannique, sur le territoire de l'Irak, toutes les facilités et toute l'assistance en son pouvoir, y compris l'utilisation des chemins de fer, des fleuves, des ports, des aérodromes et des moyens de communication.

Article 5.

Il est entendu entre les Hautes Parties contractantes que la responsabilité du maintien de l'ordre intérieur en Irak et, sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-dessus, celle de la défense de l'Irak contre toute agression extérieure, incombera à Sa Majesté le Roi d'Irak. Sa Majesté le Roi d'Irak reconnaît cependant que le maintien et la protection permanente, en toutes circonstances, des communications essentielles de Sa Majesté britannique sont dans l'intérêt commun des Hautes Parties contractantes. A cet effet, et en vue de faciliter l'accomplissement des obligations qui incombent à Sa Majesté britannique en vertu de l'article 4 ci-dessus, Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à concéder à Sa Majesté britannique, pour la durée de l'alliance, des emplacements de bases aériennes qui seront choisis par Sa Majesté britannique à Bassora ou dans les environs, ainsi

qu'un emplacement de base aérienne qui sera choisi par Sa Majesté britannique à l'ouest de l'Euphrate. Sa Majesté le Roi d'Irak autorise, en outre, Sa Majesté britannique à maintenir des forces militaires sur le territoire de l'Irak, dans les régions précitées, conformément aux stipulations de l'annexe au présent traité, étant entendu que la présence de ces forces ne constituera en rien une occupation et ne portera atteinte en aucune manière aux droits souverains de l'Irak.

Article 6.

L'annexe au présent traité sera considérée comme faisant partie intégrante du traité.

Article 7.

Le présent traité remplacera les traités d'alliance signés à Bagdad, le dix octobre mil neuf cent vingt-deux de l'ère chrétienne, correspondant au dix-neuvième jour de Safar de l'an mil trois cent quarante et un de l'Hégire, et le treize janvier mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne, correspondant au vingt-huitième jour du Jamadi al-Ukhra de l'an mil trois cent quarante-quatre de l'Hégire, ainsi que les accords subsidiaires relatifs à ces traités, qui cesseront d'avoir effet lors de l'entrée en vigueur du présent traité. Celui-ci sera établi en double exemplaire, en langues anglaise et arabe, le texte anglais faisant foi.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que, lors de l'entrée en vigueur du présent traité, toutes les responsabilités qui, en vertu des traités et accords mentionnés à l'article 7 incombent à Sa Majesté britannique en ce qui concerne l'Irak, prendront fin automatiquement et intégralement, pour ce qui concerne Sa Majesté britannique, et que toutes responsabilités de ce genre, pour autant qu'elles auront subsisté, incomberont uniquement à Sa Majesté le Roi d'Irak.

Il est également reconnu que toutes les responsabilités qui, en ce qui concerne l'Irak, incombent à Sa Majesté britannique, aux termes de tout autre instrument international, pour autant qu'elles subsistent encore, incomberont de même uniquement à Sa Majesté le Roi d'Irak ; les Hautes Parties contractantes prendront immédiatement les mesures qui pourront être nécessaires pour que ces responsabilités soient transférées à Sa Majesté le Roi d'Irak.

Article 9.

Aucune disposition du présent traité n'a pour objet de porter atteinte, ni ne devra porter atteinte, en aucune manière, aux droits et obligations qui découlent ou qui pourront découler pour l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, du Pacte de la Société des Nations, ou du traité de renonciation à la guerre, signé à Paris le vingt-sept août mil neuf cent vingt-huit.

Article 10.

Au cas où il s'élèverait un différend au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent traité, et si les Hautes Parties contractantes n'arrivaient pas à régler ce différend par voie de négociations directes, la solution en sera recherchée conformément aux dispositions du Pacte de la Société des Nations.

Article II.

Le présent traité devra être ratifié et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible. Il entrera ensuite en vigueur, dès que l'Irak aura été admis comme membre de la Société des Nations.

Le présent traité restera applicable pendant une période de vingt-cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur. A toute époque, lorsque vingt ans se seront écoulés depuis l'entrée en vigueur du présent traité, les Hautes Parties contractantes, sur la demande de l'une d'entre elles, concluront un nouveau traité ayant pour objet de continuer à assurer le maintien et la protection, en toutes circonstances, des communications essentielles de Sa Majesté britannique. En cas de désaccord à cet égard, le différend sera soumis au Conseil de la Société des Nations.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Bagdad, en double exemplaire, le trente juin mil neuf cent trente de l'ère chrétienne, correspondant au quatrième jour de Safar de l'an mil trois cent quarante-neuf de l'Hégire.

(L.S.) F. H. HUMPHRYS.

(L.S.) Noury SAID.

ANNEXE AU TRAITÉ D'ALLIANCE

I.

L'effectif des forces armées maintenues en Irak par Sa Majesté britannique, conformément aux termes de l'article 5 du présent traité, sera déterminé par Sa Majesté britannique de temps à autre, après que Sa Majesté le Roi d'Irak aura été consultée.

Sa Majesté britannique entretiendra des forces militaires à Hinaïdi pendant cinq ans après l'entrée en vigueur du présent traité, afin de mettre Sa Majesté le Roi d'Irak en mesure d'organiser les forces nécessaires pour les remplacer. A l'expiration de cette période, les susdites forces de Sa Majesté britannique devront avoir été retirées de Hinaïdi. Sa Majesté britannique aura également la faculté de maintenir des forces à Mossoul pendant cinq ans, au maximum, à partir de l'entrée en vigueur du présent traité. Sa Majesté britannique pourra ensuite faire stationner ses forces dans les régions mentionnées à l'article 5 du présent traité, et Sa Majesté le Roi d'Irak cédera à bail à Sa Majesté britannique, pour la durée de l'alliance, les emplacements nécessaires pour l'installation des forces de Sa Majesté britannique dans ces régions.

2.

Sous réserve de toutes modifications dont les deux Parties contractantes pourront convenir ultérieurement, les immunités et privilèges en matière judiciaire et fiscale, y compris l'exonération d'impôts dont bénéficient les forces britanniques en Irak, continueront à s'étendre aux forces mentionnées dans la clause 1, ci-dessus, ainsi qu'aux forces de toutes armes de Sa Majesté britannique qui pourront se trouver en Irak, conformément au présent traité et à son annexe, ou d'autre manière, en vertu d'un accord entre les Hautes Parties contractantes, les dispositions actuelles de toute législation locale concernant les forces militaires de Sa Majesté britannique en Irak subsisteront également. Le Gouvernement de l'Irak prendra les mesures nécessaires afin que les changements institués ne rendent pas la situation des forces britanniques, en matière d'immunités et de privilèges, moins favorable en aucune manière que celle dont elles jouissaient à la date de l'entrée en vigueur du présent traité.

3.

Sa Majesté le Roi d'Irak consent à fournir toutes les facilités possibles pour le déplacement, l'instruction et l'entretien des forces mentionnées dans la clause 1, ci-dessus, ainsi qu'à accorder à ces forces les mêmes facilités, pour l'utilisation de la radiotélégraphie, que celles dont elles jouissaient à la date de l'entrée en vigueur du présent traité.

4.

Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à fournir, sur la demande et aux frais de Sa Majesté britannique, aux conditions dont pourront convenir les Hautes Parties contractantes, des détachements de garde prélevés sur ces forces armées, pour la protection des bases aériennes qui pourront être occupées par les forces de Sa Majesté britannique, conformément aux stipulations du présent traité, ainsi qu'à faire adopter et à promulguer les dispositions législatives nécessaires pour que soient remplies les susdites conditions.

5.

Sa Majesté britannique s'engage à concéder, chaque fois que Sa Majesté le Roi d'Irak en fera la demande, toutes les facilités possibles dans les domaines ci-après, Sa Majesté le Roi d'Irak devant subvenir aux dépenses qui en résulteront.

1. Instruction d'officiers irakiens dans le Royaume-Uni, pour la marine, l'armée et l'aéronautique.

2. Fourniture d'armes, de munitions, d'équipements, de navires et d'aéroplanes du modèle le plus récent, pour les forces de Sa Majesté le Roi d'Irak.

3. Envoi d'officiers des forces navales, militaires et aériennes britanniques en qualité de conseillers auprès des forces de Sa Majesté le Roi d'Irak.

6.

Etant donné qu'il y a intérêt à ce que l'instruction et les méthodes des armées irakienne et britannique soient identiques, Sa Majesté le Roi d'Irak, au cas où il jugerait nécessaire d'avoir recours à des instructeurs militaires étrangers, prend l'engagement que ceux-ci seront choisis parmi des sujets britanniques.

Il prend, en outre, l'engagement que tout personnel appartenant à ses forces qui pourra être envoyé à l'étranger pour y recevoir une instruction militaire, sera envoyé dans des écoles, collèges et centres d'instruction militaire des territoires de Sa Majesté britannique, sans toutefois que cette disposition puisse l'empêcher d'envoyer dans tout autre pays le personnel qui ne pourra être reçu dans les susdits établissements et centres d'instruction.

Il prend, en outre, l'engagement que l'armement et l'équipement essentiel de ses forces ne différeront pas, quant au type, de ceux des forces de Sa Majesté britannique.

7.

Sa Majesté le Roi d'Irak consent à fournir, lorsque Sa Majesté lui en fera la demande, toutes les facilités possibles pour les mouvements des forces de toutes armes de Sa Majesté britannique en transit par l'Irak, ainsi que pour le transport et l'emmagasinage de tous approvisionnements et équipements dont ces forces pourront avoir besoin pendant leur passage à travers l'Irak. Ces facilités comprendront l'utilisation des routes, chemins de fer, voies d'eau, ports et aérodromes de l'Irak et les navires de Sa Majesté britannique seront autorisés, d'une manière générale, à pénétrer dans le Chatt-al-Arab, étant entendu que Sa Majesté le Roi d'Irak sera avisée, au préalable, de leur visite dans les ports de l'Irak.

(Signé des initiales) F. H. H.
N. S.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

La Résidence, BAGDAD, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, en ce qui concerne l'article 2 du traité que nous avons signé ce jour, que l'on se propose de conférer le rang d'ambassadeur au représentant diplomatique de Sa Majesté britannique près la Cour de Sa Majesté le roi d'Irak.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) F. H. HUMPHRYS.

Son Excellence

Noury Pacha al Sa'id C.M.G., D.S.O.,
Premier Ministre et
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BAGDAD, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

En réponse à votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Irak, tenant à marquer la satisfaction que lui cause la nomination du représentant de Sa Majesté britannique en qualité de premier-ambassadeur en Irak, se propose d'étendre aux successeurs de celui-ci la préséance dont il jouira sur les représentants des autres Puissances. Le Gouvernement de l'Irak se propose également de conférer le rang de ministre plénipotentiaire au représentant diplomatique de Sa Majesté le roi d'Irak près la Cour de St-James pendant la durée d'application du présent traité.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Noury SAID.

Son Excellence

Sir F. H. Humphrys G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique
en Irak.

II.

La Résidence, BAGDAD, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite au traité que nous avons signé ce jour, j'ai l'honneur de constater, par la présente note, qu'il a été convenu que toutes les questions financières pendantes, telles que celles qui concernent les chemins de fer de l'Irak et le port de Bassora, et celles qu'il est nécessaire de régler en

vue de l'application du traité et de son annexe, feront l'objet d'un accord distinct qui sera conclu aussitôt que possible et qui sera considéré comme faisant partie intégrante du présent traité et ratifié en même temps que celui-ci.

Veillez agréer, etc.

(Signé) F. H. HUMPHRYS.

Son Excellence
Noury Pacha al Sa'id, C.M.G., D.S.O.,
Premier Ministre, et
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BAGDAD, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

Comme suite au traité que nous avons signé ce jour, j'ai l'honneur de constater, par la présente note qu'il a été convenu que toutes les questions financières pendantes, telles que celles qui concernent les chemins de fer de l'Irak et le port de Bassora, et celles qu'il est nécessaire de régler en vue de l'application du présent traité et de son annexe feront l'objet d'un accord distinct qui sera conclu aussitôt que possible et qui sera considéré comme faisant partie intégrante du présent traité et ratifié en même temps que celui-ci.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Noury SAID.

Son Excellence
Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique
en Irak.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BAGDAD, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, au sujet du traité que nous avons signé ce jour, qu'en raison de l'amitié et de l'alliance étroite qui existent entre nos deux pays, le Gouvernement de l'Irak, en règle générale, engagera des sujets britanniques, lorsqu'il aura besoin des services de fonctionnaires étrangers. Ces fonctionnaires seront choisis après que nos deux gouvernements en auront délibéré. Il est entendu que cette disposition ne portera pas atteinte au droit que possède le Gouvernement de l'Irak d'engager des fonctionnaires étrangers non britanniques, en vue de pourvoir des postes pour lesquels on ne trouvera pas de candidats britanniques remplissant les conditions requises.

J'ai l'honneur d'ajouter qu'aucune disposition du traité que nous avons signé ce jour n'affectera la validité des contrats en vigueur conclus entre le Gouvernement de l'Irak et des fonctionnaires britanniques.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Noury SAID.

Son Excellence
Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique
en Irak.

Le Résidence, BAGDAD, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour concernant l'engagement de fonctionnaires étrangers et d'approuver les termes dans lesquels s'y trouve exprimé l'accord auquel nous avons abouti.

Veillez agréer, etc.

(Signé) F. H. HUMPHRYS.

Son Excellence
Noury Pacha al Sa'id, C.M.G., D.S.O.,
Premier Ministre et
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BAGDAD, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Irak, désirant améliorer la valeur effective de ses forces terrestres et aériennes, a l'intention de demander l'envoi d'une mission militaire de conseillers britanniques dont l'effectif sera fixé avant l'entrée en vigueur du traité et dont les conditions de service seront analogues à celles de la mission militaire actuelle.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Noury SAID.

Son Excellence
Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique
en Irak.

La Résidence, BAGDAD, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour concernant la mission militaire de conseillers britanniques dont le Gouvernement de l'Irak a l'intention de demander l'envoi en Irak.

Veillez agréer, etc.

(Signé) F. H. HUMPHRYS.

Son Excellence
Noury Pacha al Sa'id, C.M.G., D.S.O.,
Premier Ministre et
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

N° 3049.

**ALLEMAGNE, AUTRICHE,
HONGRIE ET PAYS-BAS**

Arrangement sur le service téléphonique entre la Hongrie et les Pays-Bas, par l'Autriche et l'Allemagne. Signé à Budapest, le 5 février, à La Haye, le 21 février, à Berlin, le 4 mars, et à Vienne, le 10 mars 1928.

**GERMANY, AUSTRIA,
HUNGARY
AND THE NETHERLANDS**

Agreement regarding Telephone Service between Hungary and the Netherlands, via Austria and Germany. Signed at Budapest, February 5, at The Hague, February 21, at Berlin, March 4, and at Vienna, March 10, 1928.

N^o 3049. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA HONGRIE ET LES PAYS-BAS PAR L'AUTRICHE ET L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 5 FÉVRIER, A LA HAYE, LE 21 FÉVRIER, A BERLIN, LE 4 MARS, ET A VIENNE, LE 10 MARS 1928.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 octobre 1932.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Hongrie et les Pays-Bas, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Autriche et de l'Allemagne.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale² de Saint-Petersbourg sont appliquées au service téléphonique entre la Hongrie et les Pays-Bas, sous réserve des précisions et additions suivantes :

C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

§ 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées :

Pour les listes hongroises, au Bureau des postes de Budapest 4.

Pour les listes néerlandaises au Bureau télégraphique de La Haye.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

§ 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.

F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

§ 1. — Les conversations « éclairs » sont admises.

§ 3. — La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

¹ Entré en vigueur le 10 mars 1928.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3049. — AGREEMENT² REGARDING TELEPHONE SERVICE BETWEEN HUNGARY AND THE NETHERLANDS, VIA AUSTRIA AND GERMANY. SIGNED AT BUDAPEST, FEBRUARY 5, AT THE HAGUE, FEBRUARY 21, AT BERLIN, MARCH 4, AND AT VIENNA, MARCH 10, 1928.

French official text communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Agreement took place October 4, 1932.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Hungary and the Netherlands through the means of communication established in Austrian and German territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision 1925), annexed to the International Telegraphic Convention³ of St. Petersburg, shall be applied to the telephone service between Hungary and the Netherlands, subject to the following modifications and additions :

C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

§ 4. — Applications for lists of subscribers (telephone directories) on sale to the public must be made :

To the Post Office, Budapest 4, for the Hungarian lists, and
To the Telegraph Office at The Hague, for the Netherlands lists.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

§ 1. — Urgent private calls are admitted.

F. " LIGHTNING " CALLS.

§ 1. — " Lightning " calls are admitted.

§ 3. — The charge for a " lightning " call is fixed at ten times the charge for an ordinary private call during the same charge period.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force March 10, 1928.

³ Vol. LVII, page 201; Vol. LXXVIII, page 489; Vol. LXXXVIII, page 347; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

§ 1, *alinéa 2.* — Il existe des conversations d'état urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

§ 2, *dernier alinéa.* — La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, les Administrations autrichienne et allemande se réservent le droit de limiter à 6 minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires lorsque ces communications seront établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

§ 1, *alinéa 1.* — Les conversations par abonnement, à heures fixes, sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

§ 1, *alinéa 4.* — Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

§ 2, *alinéa 1.* — Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

§ 3. — Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes, peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

§ 5. — Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (section H, paragraphe 2, alinéa 1 ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

§ 6, *alinéa 2.* — La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation et taxée conformément aux dispositions de la section L, paragraphe 1 (1.—).

En conséquence, elle donne lieu au paiement minimum d'une unité de taxe ou des 3/5 de l'unité de taxe, selon qu'elle est échangée pendant les heures de fort ou de faible trafic.

§ 7, *alinéa 3.* — Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (section H, paragraphe 2, alinéa 1 ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu.

K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

§ 3. — *Zones.* — Pour la détermination des taxes terminales les territoires de la Hongrie et des Pays-Bas ne comprennent qu'une zone. Part terminale de la Hongrie 200 cts., part terminale des Pays-Bas 150 cts.

§ 4. — *Parts de transit.* — La part revenant à chaque administration de transit, par unité de taxe, est fixée comme suit :

AUTRICHE.

A deux francs quatre-vingts centimes (2 fr. 80), quels que soient les bureaux d'origine et de destination ; cette part est réduite à un franc quatre-vingts centimes (1 fr. 80) si les communications sont établies sans l'intervention d'un bureau autrichien.

G. GOVERNMENT CALLS.

§ 1, *sub-paragraph 2*. — There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

§ 2, *last sub-paragraph*. — The duration of Government calls is not limited. Nevertheless, the Austrian and German Administrations reserve the right to limit to six minutes the duration of ordinary Government calls when these calls are established by the intermediary of one of their offices.

H. CALLS BY SUBSCRIPTION.

§ 1, *sub-paragraph 1*. — Calls by subscription at fixed hours are authorised during periods of light traffic and also during other periods.

§ 1, *sub-paragraph 4*. — Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

§ 2, *sub-paragraph 1*. — Persons applying for subscription calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted.

§ 3. — During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

§ 5. — The amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days as a general rule, but it is computed on a basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2, sub-paragraph 1 above), Sundays and holidays shall be excepted.

§ 6, *sub-paragraph 2*. — The additional call is regarded as a new call and charged for in accordance with the provisions of Section L, paragraph 1 (1).

It therefore gives rise to the minimum payment of a unit charge or three-fifths of the unit charge according as it takes place during the hours of heavy traffic or of light traffic.

§ 7, *sub-paragraph 3*. — When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2, sub-paragraph 1 above), the refund is fixed at one twenty-fifth of this amount, or at the part of the twenty-fifth of the amount of the subscription corresponding to the time lost.

K. TARIFFS. — COLLECTION OF CHARGES.

§ 3. — *Zones*. — For the fixing of terminal charges the Hungarian and Netherlands territories form a single zone. The terminal quota of Hungary is 200 centimes and the terminal quota of the Netherlands 150 centimes.

§ 4. — *Transit Quotes*. — The quota of each transit Administration, per unit charge, is fixed as follows :

AUSTRIA.

At two francs eighty centimes (fr. 2.80) irrespective of the offices of origin and destination ; this quota is reduced to one franc eighty centimes (fr. 1.80) if communication has been established without the help of an Austrian office.

ALLEMAGNE.

A cinq francs vingt centimes (5 fr. 20) pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination. Cette part est réduite à quatre francs vingt centimes (4 fr. 20) si les communications sont établies sans l'intervention d'un bureau allemand.

MONTANT DE L'UNITÉ DE TAXE DANS LES RELATIONS ENTRE LA HONGRIE ET LES PAYS-BAS.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration sont indiqués aux tableaux suivants :

I. Cas, où les communications sont établies sans l'intervention d'un bureau allemand.

Relations entre :	Montant de l'unité de taxe	Part de la Hongrie	Part des Pays-Bas	Part de l'Autriche	Part de l'Allemagne
La Hongrie et les Pays-Bas . .	10,50	2,—	1,50	2,80	4,20

II. Cas où les communications sont établies sans l'intervention d'un bureau autrichien.

Relations entre :	Montant de l'unité de taxe	Part de la Hongrie	Part des Pays-Bas	Part de l'Autriche	Part de l'Allemagne
La Hongrie et les Pays-Bas . .	10,50	2,—	1,50	1,80	5,20

§ 6. — *Les heures de faible trafic* sont les suivantes : De 21 heures à 8 heures (temps légal du Pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

§ 8, *alinéas 2 et 3*. — En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe afférente à une unité de conversation de la catégorie demandée. En cas de non-réponse du demandé, il n'est pas perçu de taxe.

Lorsque, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

§ 1, *dernier alinéa*. — Les communications avec avis d'appel et préavis sont admises.

Dans leur établissement, les administrations intéressées conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Révision de Paris).

GERMANY.

At five francs twenty centimes (fr. 5.20) for any call, irrespective of the offices of origin and destination. This quota is reduced to four francs twenty centimes (fr. 4.20) if communication has been established without the help of a German office.

UNIT CHARGES FOR SERVICES BETWEEN HUNGARY AND THE NETHERLANDS.

The unit charge for each service and the quota of each Administration are shown in the following tables :

I. If communication has been established without the help of a German office :

Service between :	Unit charge	Hungarian quota	Netherlands quota	Austrian quota	German quota
Hungary and the Netherlands.	10.50	2.—	1.50	2.80	4.20

II. If communication is established without the help of an Austrian office :

Service between :	Unit charge	Hungarian quota	Netherlands quota	Austrian quota	German quota
Hungary and the Netherlands.	10.50	2.—	1.50	1.80	5.20

§ 6. — *The hours of light traffic* are as follows : From 9 p.m. to 8 a.m. (legal time of country of origin). So far as subscription calls are concerned, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the period of light traffic, the charge applicable to an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit charge.

L. METHOD OF APPLICATION OF TARIFFS. — DURATION OF CALLS.

§ 8, *sub-paragraphs 2 and 3*. — If the caller fails to reply, the charge for a unit call of the category asked for is applied. If the person called fails to reply, no charge is made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply when the call is actually put through, such non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category asked for is then applied.

N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

§ 1, *last sub-paragraph*. — Communications with "avis d'appel" and "préavis" are admitted.

In transmitting such calls, the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee entitled "Method of establishing communications with 'Préavis' or 'Avis d'appel'", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

§ 2, *alinéa* 3. — Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière, qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

§ 4, *alinéa* 5. — Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

DISPOSITION ADDITIONNELLE.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration autrichienne ou allemande les quatre administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des Communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris) les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

A cet effet, dans les comptes mensuels, le trafic échangé par l'intermédiaire des bureaux autrichiens ou allemands est séparé l'un de l'autre. Les administrations terminales transmettent aux administrations de transit une copie des comptes mensuels acceptés de part et d'autre et chaque administration de transit incorpore le montant des sommes, qui lui reviennent dans le compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées.

Article 3.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Pétersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 4.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les Administrations contractantes dès qu'il sera devenu définitif, selon la législation particulière à chacun des Etats intéressés. Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps, moyennant avertissement préalable de trois mois.

Fait quadruple :

A BUDAPEST, le 5 février 1928.

*Le Directeur général des Postes
de Hongrie :*

Charles DEMÉNY.

A VIEN, le 10 mars 1928.

*Le Directeur général des Postes
et des Télégraphes d'Autriche :*

HOHEISEL.

A LA HAYE, le 21 février 1928.

*Le Directeur général des Postes
et des Télégraphes des Pays-Bas :*

DAMME.

A BERLIN, le 4 mars 1928.

*Pour le Ministre des Postes
d'Allemagne :*

FEYERABEND.

Certifié pour copie conforme :

*Le secrétaire-général du Ministère
des Affaires étrangères des Pays-Bas :*

A. M. Snouck Hurgronje.

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

§ 2, *sub-paragraph* 3. — If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the call actually in transmission, each terminal office has at least two demands for calls in each direction.

§ 4, *sub-paragraph* 5. — When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each long-distance international circuit.

ADDITIONAL CLAUSE.

As regards the transmission of calls through an office of the Austrian or German Administration, the four Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for Long-Distance Telephonic Communications entitled: "Regulations for the Operation of International Transit Traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

Q. ACCOUNTING.

In accordance with Article 78, paragraph 3, of the International Regulations (Paris Revision), the terminal charges are liquidated direct between the extreme Administrations.

For this purpose, traffic transmitted through the Austrian or German offices is kept separate in the monthly accounts. The terminal Administrations shall forward to the transit Administrations a copy of the monthly accounts accepted by both parties, and each transit Administration shall incorporate the amounts due to it in the principal quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part, without being liable to payment of any indemnity.

Article 4.

The present Agreement shall take effect on a date to be fixed by the Contracting Administrations as soon as it becomes definitive, in accordance with the legislation of each of the States concerned. It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time, subject to three months' notice.

Done in quadruplicate :

At BUDAPEST, *February* 5, 1928.

Charles DEMÉNY,
Director-General
of the *Hungarian Post Office.*

At VIENNA, *March* 10, 1928.

HOHEISEL,
Director-General
of *Austrian Post Office and Telegraphs.*

At THE HAGUE, *February* 21, 1928.

DAMME,
Director-General
of *Netherlands Post Office and Telegraphs.*

At BERLIN, *March* 4, 1928.

FEYERABEND,
for the Reich Minister of Posts.

N° 3050.

**ALLEMAGNE, ITALIE,
PAYS-BAS ET SUISSE**

Arrangement sur le service téléphonique entre l'Italie et les Pays-Bas par l'intermédiaire des voies de communications établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suisse. Signé à La Haye, le 14 janvier, à Rome, le 21 mars, à Berlin, le 24 avril, et à Berne, le 1^{er} mai 1928.

**GERMANY, ITALY,
THE NETHERLANDS AND
SWITZERLAND**

Agreement concerning the Telephone Service between Italy and the Netherlands through means of communication established in the Territories of Germany and Switzerland. Signed at The Hague, January 14, at Rome, March 21, at Berlin, April 24, and at Berne, May, 1st, 1928.

N^o 3050. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE L'ITALIE ET LES PAYS-BAS PAR L'INTERMÉDIAIRE DES VOIES DE COMMUNICATIONS ÉTABLIES SUR LES TERRITOIRES DE L'ALLEMAGNE ET DE LA SUISSE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 14 JANVIER, A ROME, LE 21 MARS, A BERLIN, LE 24 AVRIL, ET A BERNE, LE 1^{er} MAI 1928.

Texte officiel français, communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 octobre 1932.

Article premier.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris, 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg² sont appliquées au service téléphonique entre l'Italie et les Pays-Bas par l'intermédiaire des voies de communications établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suisse, sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

§ 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées au Bureau télégraphique de La Haye, respectivement à la Direction de « l'Azienda di Stato per i Servizi Telefonici », à Rome.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

§ 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ÉCLAIRS ».

§ 1. — Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1928.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; and vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3050. — AGREEMENT² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN ITALY AND THE NETHERLANDS THROUGH MEANS OF COMMUNICATION ESTABLISHED IN THE TERRITORIES OF GERMANY AND SWITZERLAND. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 14, AT ROME, MARCH 21, AT BERLIN, APRIL 24, AND AT BERNE, MAY 1st, 1928.

French official text communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Agreement took place October 4, 1932.

Article I.

The provisions of Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision, 1925), annexed to the International Telegraphic Convention³ of St. Petersburg, are applied to the telephone service between Italy and the Netherlands through the means of communication established in German and Swiss territory, as amplified and modified by the following conditions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND PUBLIC CALL OFFICES.

§ 4. — Application for lists of subscribers (telephone directories) on sale to the public must be made to the Telegraph Office at The Hague and to the Management of the "Azienda di Stato per i Servizi Telefonici" at Rome, respectively.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

§ 1. — Urgent private calls are admitted.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

§ 1. — "Lightning" calls are not admitted.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force May 1st, 1928.

³ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; et Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

§ 1, *alinéa* 2. — Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

§ 2, *alinéa* 5. — La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, l'Administration allemande se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

§ 1, *alinéa* 1. — Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

§ 1, *alinéa* 4. — Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

§ 3. — Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

§ 6, *alinéa* 2. — La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe 1, *alinéa* 1) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe, et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité. Elle doit être portée au compte du titulaire de l'abonnement.

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

§ 1-3. — Pour la détermination des taxes terminales :

- Le territoire italien est divisé en trois zones ;
- Le territoire des Pays-Bas ne comprend qu'une zone.

LIMITES DES ZONES

ITALIE.

La première zone comprend les régions du Piemonte et de la Lombardia.

La deuxième zone comprend les régions de la Venezia Tridentina, de la Venezia Euganea (Veneto), de l'Emilia et de la Liguria.

La troisième zone comprend toutes les autres régions non énumérées, dans la première et dans la deuxième zone.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

ITALIE.

A un franc cinquante centimes (1 fr. 50) pour toute conversation originaire ou à destination de la première zone.

A trois francs (3 fr.) pour toute conversation originaire ou à destination de la deuxième zone.

A six francs (6 fr.) pour toute conversation originaire ou à destination de la troisième zone.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

§ 1, *sub-paragraph* 2. — There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

§ 2, *sub-paragraph* 5. — The duration of Government calls is not limited. Nevertheless the German Administration reserves the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes, when these calls are established through one of its offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

§ 1, *sub-paragraph* 1. — Subscription calls are authorised during periods of light traffic and during other periods.

§ 1, *sub-paragraph* 4. — Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During periods of light traffic : half the unit charge ;
- (b) During other periods : three times the unit charge.

§ 3. — During the hours of light traffic, subscription calls of a duration of more than six minutes may be agreed to by the offices concerned if the normal traffic on the circuits to be employed permits.

§ 6, *sub-paragraph* 2. — The additional call is regarded as a new call (Section L, paragraph 1, *sub-paragraph* 1) and charged for during the hours of heavy traffic at the unit charge and during the hours of light traffic at three-fifths ($3/5$ ths) of the unit. It must be entered in the account of the holder of the subscription.

SECTION K. TARIFFS. — COLLECTION OF CHARGES.

§ 1-3. — For the fixing of terminal charges :

- The Italian territory is divided into three zones ;
- The Netherlands territory forms a single zone.

BOUNDARIES OF ZONES.

ITALY.

The first zone comprises the regions of Piedmont and Lombardy.

The second zone comprises the regions of Venezia Tridentina, Venezia Euganea (Veneto), Emilia and Liguria.

The third zone comprises all the other regions not enumerated in the first and second zones.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration, per unit charge, is fixed as follows :

ITALY.

At one franc fifty centimes (1 fr. 50) for every call originating in or destined for the first zone.

At three francs (3 fr.) for every call originating in or destined for the second zone.

At six francs (6 fr.) for every call originating in or destined for the third zone.

PAYS-BAS.

A un franc cinquante centimes (1 fr. 50) pour toute conversation originaire ou à destination d'un centre téléphonique néerlandais.

§ 4. — PARTS DE TRANSIT.

ALLEMAGNE.

La part de transit revenant à l'Administration allemande, par unité de taxe, est fixée à trois francs (3 fr.) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

SUISSE.

La part de transit revenant à l'Administration suisse, par unité de taxe, est fixée à un franc quatre-vingts centimes (1 fr. 80) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

MONTANT DE L'UNITÉ DE TAXE DANS LES RELATIONS ENTRE LES DIFFÉRENTES ZONES ITALIENNES ET LES PAYS-BAS.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre :	Montant de l'unité de taxe	Part italienne	Part néerlandaise	Part de transit allemande	Part de transit suisse
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
La 1 ^{re} zone italienne et les Pays-Bas	7,80	1,50	1,50	3,—	1,80
La 2 ^{me} zone italienne et les Pays-Bas	9,30	3,—	1,50	3,—	1,80
La 3 ^{me} zone italienne et les Pays-Bas	12,30	6,—	1,50	3,—	1,80

§ 6. — Les heures de faible trafic sont les suivantes : 21 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

§ 8, *alinéas 2 et 3*. — En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque le demandeur ou le demandé, après avoir répondu à l'appel préalable, ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

§ 10. — Les communications échangées avec des Bourses commerciales, financières ou autres, seront taxées à partir du moment où le poste demandeur et le poste public, cas échéant le poste public principal, ont répondu à l'appel.

NETHERLANDS.

At one franc fifty centimes (1 fr. 50) for every call originating in or destined for a Netherlands telephone exchange.

§ 4. — TRANSIT QUOTAS.

GERMANY.

The transit quota of the German Administration per unit charge is fixed at three francs (3 fr.) for every call whatever may be the offices of origin or destination.

SWITZERLAND.

The transit quota of the Swiss Administration per unit charge is fixed at one franc eighty centimes (1 fr. 80) for every call, whatever may be the offices of origin and destination.

UNIT CHARGES FOR SERVICES BETWEEN THE VARIOUS ITALIAN ZONES AND THE NETHERLANDS.

The unit charge for each service and the quota of each Administration are shown in the following table :

Service between :	Unit charge	Italian quota	Netherlands quota	German transit quota	Swiss transit quota
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
First Italian zone and the Netherlands	7.80	1.50	1.50	3.—	1.80
Second Italian zone and the Netherlands	9.30	3.—	1.50	3.—	1.80
Third Italian zone and the Netherlands	12.30	6.—	1.50	3.—	1.80

§ 6. — The hours of light traffic are 9 p.m. to 8 a.m. (legal time in the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the period of light traffic, the charge for an ordinary private call is three-fifths ($\frac{3}{5}$ ths) of the unit charge.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF CHARGES. — DURATION OF CALLS.

§ 8, *sub-paragraphs 2 and 3*. — If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to a three-minute call period of the category asked for. If the person called fails to reply, no charge is made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply when the call is actually put through, such non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category of call asked for is then applied.

§ 10. — Calls exchanged with commercial, financial or other bourses shall be charged for as from the time when the calling office and the public office, or the principal public office as the case may be, have replied to the call.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

§ 1, *alinéa* 4. — Les communications avec avis d'appel et préavis téléphonique sont admises. Dans leur établissement, les administrations intéressées se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

§ 2, *alinéa* 3. — Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux têtes de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

§ 4, *alinéa* 5. — Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

§ 11. — Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration allemande ou suisse, les quatre administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des Communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

Article 2.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 3.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date fixée par les quatre administrations intéressées. Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en quatre exemplaires, signés :

A LA HAYE, le 14 janvier 1928.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes :*
(Signé) DAMME.

A BERLIN, le 24 avril 1928.

*Der Reichspostminister,
In Vertretung :*
(Signé) FEYERABEND.

A ROME, le 21 mars 1928. Anno VI.

*Pour le Ministre des Communications
du Royaume d'Italie :*
(Signé) G. PESSON.

A BERNE, le 1^{er} mai 1928.

*Le Département fédéral des Postes
et des Chemins de fer :*
(Signé) D^r HAAB.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas :*

A. M. Snouck Hurgronje.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

§ I, *sub-paragraph* 4. — Communications with "Avis d'appel" and telephonic "Préavis" are admitted. In transmitting such calls, the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee, entitled: "Method of establishing communications with 'Préavis' or 'Avis d'appel'", supplementary to the provision of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

§ 2, *sub-paragraph* 3. — If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the call actually in transmission, each terminal office has at least two demands for calls in each direction.

§ 4, *sub-paragraph* 5. — When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each long-distance international circuit.

§ II. — As regards the transmission of calls to be effected through an office of the German or Swiss Administration, the four Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for Long-Distance Telephonic Communications, entitled: "Regulations for the operation of international transit traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

Article 2.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part, without being liable to payment of any indemnity.

Article 3.

The present Agreement shall take effect at a date to be fixed by the four Administrations concerned. It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time, subject to three months' notice.

Done in four copies, signed :

At THE HAGUE, *January* 14, 1928.

(Signed) DAMME,

Director-General of Netherlands Posts and Telegraphs.

At BERLIN, *April* 24, 1928.

(Signed) FEYERABEND,

Acting Reich Minister of Posts.

At ROME, *March* 21, 1928, Anno VI.

(Signed) G. PESSION,

for the Minister of Communications of the Kingdom of Italy.

At BERNE, *May* 1, 1928.

(Signed) Dr. HAAB,

Federal Department of Posts and Railways.

N° 3051

**ALLEMAGNE, LITHUANIE
ET PAYS-BAS**

Arrangement sur le service téléphonique entre la Lituanie et les Pays-Bas par l'Allemagne. Signé à La Haye, le 18 décembre 1928, à Kaunas, le 27 décembre 1928, et à Berlin, le 5 janvier 1929.

**GERMANY, LITHUANIA
AND THE NETHERLANDS**

Agreement concerning the Telephone Service between Lithuania and the Netherlands via Germany. Signed at The Hague, December 18, 1928, at Kaunas, December 27, 1928, and at Berlin, January 5, 1929.

N° 3051. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA LITHUANIE ET LES PAYS-BAS PAR L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 18 DÉCEMBRE 1928, A KAUNAS, LE 27 DÉCEMBRE 1928, ET A BERLIN, LE 5 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 octobre 1932.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre les Pays-Bas et la Lithuanie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire d'Allemagne.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention² télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, sont appliquées au service téléphonique entre les Pays-Bas et la Lithuanie, sous réserve des précisions et additions suivantes :

C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

§ 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées pour la Lithuanie à la Direction générale des postes et des télégraphes à Kaunas et pour les Pays-Bas au bureau télégraphique de La Haye.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

§ 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.

F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

§ 1. — Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

¹ Entré en vigueur le 5 janvier 1929.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3051. — AGREEMENT² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN LITHUANIA AND THE NETHERLANDS VIA GERMANY. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 18, 1928, AT KAUNAS, DECEMBER 27, 1928, AND AT BERLIN, JANUARY 5, 1929.

French official text communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Agreement took place October 4, 1932.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between the Netherlands and Lithuania through the means of communication established in German territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision 1925), annexed to the International Telegraphic Convention³ of St. Petersburg, are applied to the telephone service between the Netherlands and Lithuania, as amplified and modified by the following conditions :

C. LIST OF SUBSCRIBERS AND PUBLIC CALL OFFICES.

§ 4. — Application for lists of subscribers (telephone directories) on sale to the public must be made to the General Administration of Posts and Telegraphs at Kaunas, in the case of Lithuania and to the Telegraph Office at The Hague, in the case of the Netherlands.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

§ 1. — Urgent private calls are admitted.

F. " LIGHTNING " CALLS.

§ 1. — " Lightning " calls are not admitted.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 5, 1929.

³ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

§ 1 (2). — Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

§ 2 (5). — La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, l'Administration allemande se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

§ 1 (1). — Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes¹.

§ 1 (4). — Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes au triple de l'unité de taxe.

§ 2 (1). — Ajouter : Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

§ 3. — Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

§ 5. — Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus) le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

§ 6 (2). — Ajouter : La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe 1 (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic, à l'unité de taxe au moins, et pendant les heures de faible trafic, aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité au moins.

§ 7 (3). — Ajouter : Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu.

K. TARIFS — PERCEPTION DES TAXES.

§§ 3 et 4.

Zones. — Pour la détermination des taxes terminales : Le territoire de la Lithuanie ne comprend qu'une zone. Le territoire des Pays-Bas ne comprend d'une zone.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

¹ Pendant les autres périodes seulement à partir d'une date à fixer ultérieurement de gré à gré entre les trois administrations intéressées.

G. GOVERNMENT CALLS.

§ 1 (2). — There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

§ 2 (5). — The duration of Government calls is not limited. Nevertheless, the German Administration reserves the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of its offices.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

§ 1 (1). — Subscription calls are authorised during periods of light traffic and also during other periods¹.

§ 1 (4). — Subscription calls are subject to the following charges :

(a) During periods of light traffic : half the unit charge ;

(b) During other periods : three times the unit charge.

§ 2 (1). — Add : Persons applying for subscription calls to be effected during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted.

§ 3. — During the hours of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be admitted by the offices concerned if the normal traffic on the circuits to be employed permits.

§ 5. — The amount of the subscription is calculated as a general rule on a mean duration of thirty days, but is computed on the basis of twenty-five days for subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H., § 2 (1) above) when the subscriber has asked for Sundays and holidays to be excepted.

§ 6 (2). — Add : The additional call is regarded as a new call (Section L, § 1 (1)) and charged for during the hours of heavy traffic at the unit charge at least, and during the hours of light traffic at three-fifths (3/5) of the unit charge at least.

§ 7 (3). — Add : When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H., § 2 (1) above), the refund is fixed at a twenty-fifth of this amount, or at the part of the twenty-fifth of the amount of the subscription corresponding to the time lost.

K. TARIFFS. COLLECTION OF CHARGES.

§§ 3 and 4. — *Zones*. — For the fixing of terminal charges :

The Lithuanian territory forms a single zone.

The Netherlands territory forms a single zone.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit charge is fixed as follows :

¹ During other periods, only as from a date to be fixed subsequently by agreement between the three Administrations concerned.

LITHUANIE.

A un franc soixante-quinze centimes (1 fr. 75) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine ou de destination dans ce pays.

PAYS-BAS.

A un franc cinquante centimes (1 fr. 50) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine ou de destination dans ce pays.

PART DE TRANSIT.

La part de transit revenant à l'Administration allemande, par unité de taxe, est fixée à sept francs soixante centimes (7 fr. 60) pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

Le montant de l'unité de taxe, dans les relations entre la Lithuanie et les Pays-Bas est ainsi de : Part lithuanienne 1 fr. 75 + part néerlandaise 1 fr. 50 + par allemande 7 fr. 60 = 10 fr. 85.

§ 6. — Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 heures à 8 heures (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. DURÉE DES CONVERSATIONS.

§ 8, (2) et (3). — En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

§ 1 (4). — Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

§ 2 (3). — Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communications en instance dans chaque sens par circuit.

§ 4 (5). — Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

LITHUANIA.

At one franc seventy-five centimes (1 fr. 75) for every call whatever the offices of origin or destination in that country.

NETHERLANDS

At one franc fifty centimes (1 fr. 50) for every conversation whatever may be the offices of origin or destination in that country.

TRANSIT QUOTA.

The transit quota of the German Administration per unit charge is seven francs sixty centimes (7 fr. 60) for every call, whatever may be the offices of origin or destination.

The amount of the unit charge for services between Lithuania and the Netherlands is thus as follows : Lithuanian quota 1 fr. 75 + Netherlands quota (1 fr. 50) + German quota (7 fr. 60) = 10 fr. 85.

§ 6. — The hours of light traffic are 7 p.m. to 8 a.m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the charge for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit charge.

L. METHOD OF APPLICATION OF TARIFFS. DURATION OF CALLS.

§ 8, (2) *and* (3). — If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to a three-minute call of the category of call asked for. If the person called fails to reply, no charge is made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply when the call is actually put through, such, non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category of call asked for is then applied.

N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

§ (1) 4. — Communications with "préavis" and "avis d'appel" are admitted. In transmitting such calls, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee entitled "Method of Establishing Communications with 'Préavis' and 'Avis d'appel', supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

§ 2 (3). — If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the call actually in transmission, each terminal office has at least two demands for calls in hand in each direction per circuit.

§ 4 (5). — When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each long-distance international circuit.

§ II. — Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration, allemande les trois administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris 1925).

Article 3.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg chacune des Parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 4.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les administrations contractantes dès qu'il sera devenu définitif selon la législation particulière à chacun des Etats intéressés. Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps, moyennant avertissement préalable de trois mois.

Fait triple :

A LA HAYE, le 18 décembre 1928.

*Le Directeur général des Postes
et des Télégraphes des Pays-Bas,
(Signé) DAMME.*

A KAUNAS, le 27 décembre 1928.

*Directeur général des Postes
et des Télégraphes de Lithuanie,
(Signé) (Adolfas) SRUOGA.*

A BERLIN, le 5 janvier 1929.

*Der Reichspostminister,
In Vertretung :
(Signé) FEYERABEND.*

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas :*

A. M. Snouck Hurgronje.

§ II. — As regards the establishment of communications to be effected through an office of the German Administration, the three Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for Long-Distance Telephone Communications entitled "Regulations for the Operation of International Transit Traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision 1925).

Article 3.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part, without being liable to payment of any indemnity.

Article 4.

The present Agreement shall take effect at a date to be fixed by the Contracting Administrations as soon as it becomes definitive in accordance with the legislation of each of the States concerned. It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time, subject to three months' notice.

Done in triplicate :

At THE HAGUE, December 18, 1928.

(Signed) DAMME,
Director-General
of Netherlands Posts and Telegraphs.

At KAUNAS, December 27, 1928.

(Signed) (Adolfas) SRUOGA.
Director-General
of Lithuanian Posts and Telegraphs.

At BERLIN, January 5, 1929.

(Signed) FEYERABEND.
Acting Reich Minister of Posts.

ERRATA

Vol. CXXVII, N° 2906.

Page 59, première ligne (texte danois) :

Au lieu de : « Sydgrænsen »,
Lire : « Sydgrænsen ».

Page 59, première ligne (texte suédois) :

Au lieu de : « sydgränsen »,
Lire : « sydgränsen ».

Page 61, 9^{me} ligne :

Au lieu de : « Farviklinger »,
Lire : « Forviklinger ».

Page 62, 3^{me} paragraphe, 2^{me} ligne (texte anglais) :

Au lieu de : « light — and sound — buoy »,
Lire : « light- and soundbuoy ».

Page 64, 4^{me} ligne (texte français) :

Au lieu de : « Chargé d'Affaire »,
Lire : « Chargé d'Affaires ».

Vol. CXXXI, N° 3023.

Ajouter, au-dessus du titre général de la convention, les mots :

Page 328 :

•UNIÓN POSTAL DE LAS AMÉRICAS Y ESPAÑA.

(Traduction.)

Page 348 :

UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE
L'ESPAGNE.

Vol. CXXXI, N° 3024.

Ajoutez, au-dessus du titre général de l'arrangement, les mots :

Page 390 :

UNIÓN POSTAL DE LAS AMÉRICAS Y ESPAÑA.

(Traduction.)

Page 410 :

UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE
L'ESPAGNE.

Vol. CXXVII, No. 2906.

Page 59, first line (Danish text) :

Instead of : " Sydgrænsen ",
Read : " Sydgrænsen ".

Page 59, 1st line (Swedish text) :

Instead of : " sydgränsen ",
Read : " sydgränsen ".

Page 61, 9th line :

Instead of : " Farviklinger ",
Read : " Forviklinger ".

Page 62, 3rd Paragraph, 2nd line (English text) :

Instead of : " light — and sound — buoy ",
Read : " light — and soundbuoy ".

Page 64, 4th line (French text) :

Instead of : " Chargé d'Affaire ",
Read : " Chargé d'Affaires ".

Vol. CXXXI, No. 3023.

Add, above the general title of the Convention the following words :

Page 328 :

(Translation.)

Page 349 :

POSTAL UNION OF THE AMERICAS AND
SPAIN.

Vol. CXXXI, No. 3024.

Add, above the general title of the Agreement, the following words :

Page 390 :

(Translation.)

Page 411 :

POSTAL UNION OF THE AMERICAS AND
SPAIN.

Vol. CXXXI, No 3025.

Ajouter, au-dessus du titre général de l'arrangement, les mots :

Page 448 :

(Traduction.)

Page 454 :

UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE
L'ESPAGNE.

Vol. CXXXI, No. 3024.

Add, above the general title of the Agreement, the following words :

Page 448 :

(Translation.)

Page 455 :

POSTAL UNION OF THE AMERICAS AND
SPAIN.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)